LA REVUE DE MICHEL ONFRAY

FRONT POPULAIRE

« SOYEZ RÉSOLUS À NE PLUS SERVIR ET VOUS VOILÀ LIBRES ! » LA BOÉTIE

N°15

LIBÉRALISME
MANAGEMENT
CAPITALISME
E-COMMERCE
EUGÉNISME
MARCHÉ



COMMUN
RÉIFICATION
CRIMINALITÉ
MONDIALISATION...

Pièce de 200 euros frappée par la Monnaie de Paris.

PLANÈTE À VENDRE

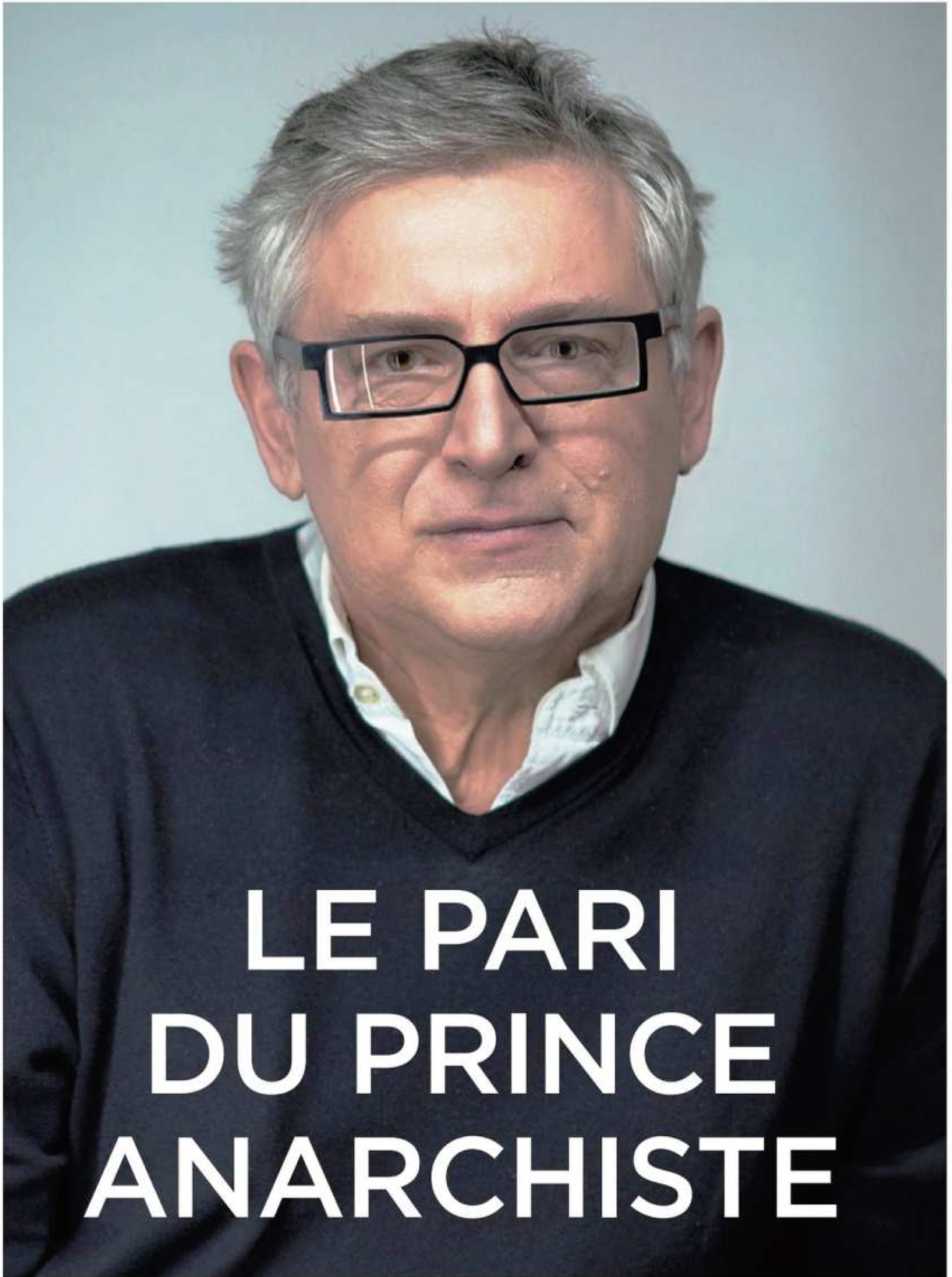
LA MARCHANDISATION DU MONDE

ENQUÊTES, ANALYSES ET PROPOSITIONS DE GUILLAUME BIGOT, CLOTILDE CHAMPEYRACHE, DENIS COLLIN, GUILLAUME DEZAUNAY, DANY-ROBERT DUFOUR, MARGUERITE FRISON-ROCHE, PHILIPPE GRÉGOIRE, ÉRIC GUÉGUEN, BERTRAND GUYOT, LAURENT HERBLAY, GEORGES KUZMANOVIC, FRANCK LANOT, MAXIME LE NAGARD, JÉRÔME MAUCOURANT, HENRI DE MONVALLIER, ANNE-SOPHIE NOGARET, BAPTISTE RAPPIN, CÉLINE REVEL-DUMAS, PIERRE-YVES ROUGEYRON, JACQUES SAPIR ET STÉPHANE SIMON

TRIMESTRIEL - DÉCEMBRE 2023 - JANVIER - FÉVRIER 2024

L'ÉDITO DE

MICHEL ONFRAY



LE PRINCIPE DE KROPOTKINE

Après que j'ai tenu un propos sur l'effondrement de la civilisation dans une conférence, un interlocuteur me retrouve au pied de l'estrade et me dit : « Alors il ne reste plus que le fusil ou la ciguë ? » Bien vu… Mais, ni fusil ni ciguë, je choisis *la vie romantique* qui consiste à savoir que le bateau coule, évidemment, mais qu'il faut mourir debout, avec élégance, en n'élargissant pas la brèche du *Titanic*.

Toutes proportions gardées, bien sûr, c'est ce qui anime le général de Gaulle quand il invite au sursaut face à l'effondrement de la civilisation alors qu'il sait que tout est foutu… Malraux, parlant du général : « Tantôt il dit : "C'est fini, le destin, ce que nous avons appelé grandeur, c'est fini." Puis, un peu plus tard, il pense que "la France étonnera encore le monde". Il y a les deux plateaux de la balance. »

Si l'on veut dialectiquement résoudre la tension, on dira que l'on peut penser que la grandeur c'est fini tout en croyant que la France étonnera encore le monde, mais pas avec sa grandeur. Pourquoi ne pas étonner le monde en manifestant de la grandeur dans son effondrement ? La France dans laquelle le sang a si souvent coulé en est capable : exceller dans le pire avant de mourir vraiment.

En attendant que le *Titanic* coule totalement et se brise avant d'aller vers le fond, on peut décider que le nihilisme ne passera pas par nous, ce qui est déjà ça de pris sur le néant. C'est une forme de résistance, mais j'ose à peine le mot quand tant de collaborateurs s'en réclament – de même avec l'ardente et vociférante revendication d'insoumission chez les premiers soumis.

Faisons *comme si*[1]…

Faisons comme si ce que l'on propose ralentissait le mouvement du nihilisme, le retardait, le contraignait, le reculait. Voire le conjurait pour ceux qui veulent rêver un peu…

Face au caractère inéluctable de la mondialisation libérale, au triomphe des modalités de ce capitalisme-là sur la totalité de la planète, formons des poches de résistance qui permettent non pas de prendre le pouvoir, mais de créer des lieux dans lesquels on réalise ce à quoi l'on croit en ne remettant pas au lendemain les idées auxquelles on croit le jour même.

C'est le projet de Proudhon, qui récuse la révolution marxiste, violente, avec sa dictature du prolétariat, sa fin de la propriété privée avec la collectivisation des moyens de production, ce qui ne va pas sans une violence qui accompagne le totalitarisme, le goulag, la police politique, le gouvernement révolutionnaire par la terreur, le recours au peloton d'exécution.

L'auteur de *Qu'est-ce que la propriété ?* veut réaliser la révolution de façon pacifique, pragmatique, concrète, à coups d'association, de communalisme, de coopération, de mutualisation, de fédération, de « démopédie[2] », autrement dit d'éducation du peuple et d'organisation concrète – une banque d'échange réellement populaire par exemple, un crédit coopératif, une garantie de la petite propriété ouvrière, une monnaie débarrassée de la tyrannie de l'or fondée sur le travail des hommes, etc.

Je voudrais m'attarder sur un livre majeur du prince anarchiste Pierre Kropotkine, *L'Entraide*, sous-titré *Un facteur de l'évolution*, paru en 1902-1906 en traduction française. C'est l'occasion de répondre à la question : *comment résister à la marchandisation du monde*, autrement dit : *comment peut-on ne pas être libéral ?* Réponse : *en pratiquant l'entraide qui échappe au marché*. C'est-à-dire : en étant libertaire. Dans ses mémoires intitulés *Autour d'une vie*, Kropotkine explique comment lui est venue l'idée de ce livre : « On sait à quelle conclusion la formule de Darwin, la lutte pour l'existence, a entraîné la



[1]Il existe dans l'histoire de la philosophie un moment du *comme si* (des *Als ob* en allemand) chez le kantien Hans Vaihinger qui publie *La Philosophie du comme si* en 1911. Mais ça n'est pas ici le sujet…

[2]*Dictionnaire Proudhon*, sous la direction de Chantal Gaillard et Georges Navet, éd. Aden, article *Éducation (démopédie)*, p. 209-219 par Nathalie Brémand.

plupart de ses disciples, même les plus intelligents d'entre eux, comme Huxley. Aujourd'hui, il ne se commet pas d'infamie dans la société civilisée ou dans les relations des Blancs avec les races dites inférieures, ou des "forts" avec les "faibles", qui ne trouve son excuse dans cette formule. Déjà pendant mon séjour à Clairvaux je sentais la nécessité de réviser complètement la formule de la lutte pour l'existence, en elle-même et dans son application aux affaires humaines. Les essais faits dans ce sens par quelques socialistes ne m'avaient pas satisfait, lorsque je trouvais dans une conférence faite par le professeur Kessler, zoologiste russe, un commentaire excellent de la loi de la lutte pour la vie. "L'appui mutuel, disait-il dans son discours, est aussi bien une loi de la Nature, que la lutte réciproque ; mais pour l'évolution *progressive* de l'espèce, la première est de beaucoup plus importante que la seconde." »
L'avantage avec Kropotkine, c'est qu'il a fait des études scientifiques poussées au Corps des Pages, à Saint-Pétersbourg, notamment en mathématiques, physique, chimie, sciences naturelles. Il revendique l'usage d'une méthode scientifique. Il est économiste, géographe, zoologiste, anthropologue. Dans *L'Entraide*, il utilise la géographie, l'histoire, l'anthropologie, l'ethnologie, la climatologie.
Quand il analyse la question du *sauvage*, il tourne le dos aux fictions de Jean-Jacques Rousseau, qui enjolive la nature en estimant qu'elle est bonne et que l'homme est né bon, ou à celles de Hobbes, qui croit quant à lui à rebours que l'homme est naturellement mauvais. Il récuse la philosophie pour lui préférer les sciences. Il célèbre Darwin qui, écrit-il dans ses *Mémoires*, « avec son *Origine des espèces* révolutionnait toutes les sciences biologiques ».
Pour autant, Kropotkine propose ce que l'on pourrait nommer un *darwinisme de gauche*. Darwin a en effet été utilisé par des darwinistes de droite, notamment Herbert Spencer, qui extrapolaient de la théorie du scientifique que la lutte pour la vie sélectionnait les plus adaptés et qu'il fallait en tirer des conclusions politiques libérales ! Voici la main invisible qui porte au pinacle les uns et met à la poubelle les autres. De même, soumises à la lutte pour la vie ou la survie, certaines entreprises devenaient florissantes pendant que d'autres mouraient. Tout cela était normal puisque les lois de la nature gouvernaient ces choses-là.

Ce *darwinisme social*, stigmatisé comme tel par un anarchiste disciple de Jules Vallès nommé Émile Gautier dans une brochure éponyme parue en 1880, suppose que le conflit et la guerre sont naturels et sélectionnent les plus forts. Kropotkine et lui ont partagé la même cellule en prison. Son article fait probablement partie de ses sources.

« FORMONS DES POCHES DE RÉSISTANCE QUI PERMETTENT NON PAS DE PRENDRE LE POUVOIR MAIS DE CRÉER DES LIEUX DANS LESQUELS ON RÉALISE CE À QUOI L'ON CROIT EN NE REMETTANT PAS AU LENDEMAIN LES IDÉES AUXQUELLES ON CROIT LE JOUR MÊME. »

En bon scientifique qui tourne le dos au philosophe glosant sur les philosophes, Kropotkine commente Darwin à la lumière des expéditions qu'il effectue en Mandchourie et en Sibérie. En observant les animaux, il ne voit pas que

la lutte pour la vie et la sélection des plus adaptés fonctionneraient partout, tout le temps, et serait le seul moteur de l'évolution.
En revanche, il constate que l'entraide joue un rôle important et négligé. Le naturaliste affirme que la lutte pour la vie est une hypothèse non confirmée par l'observation ; il ne remarque ni preuve ni démonstration chez Darwin, il estime que c'est juste un axiome.
Kropotkine a l'honnêteté d'ailleurs de préciser que cette thèse concernant l'entraide et la coopération se trouve dans un autre livre de Darwin *La Filiation de l'homme* (1871). Spencer prélève et oublie ce qui le gêne, Kropotkine prend tout et tempère la cruauté de la lutte par la douceur de l'entraide. L'une existe, l'autre aussi.
Le prince anarchiste estime que, des invertébrés aux mammifères supérieurs, la coopération augmente les chances de survie (donc la longévité, l'intelligence du groupe), diminue les dépenses d'énergies nécessaires à la lutte pour la vie, transforme le sens de la justice en habitude et perfectionne l'organisation physique des animaux, dont les animaux humains.
Il convoque pour ce faire d'incroyables histoires de bousiers, de cacatoès, de fourmis, de chacals, d'ours, de chiens, de civettes, de guillemots et autres animaux, non sans parfois pousser un peu loin l'anthropomorphisme quand, par exemple, il écrit sans rire qu'avant les migrations, les oiseaux se réunissent, « discutent manifestement les détails du voyage », comme un pilote d'aéroplane et son copilote, et attendent les retardataires avant de partir à la bonne heure !

Pour Darwin, la fameuse lutte pour la vie, *struggle for life*, est à entendre de façon métaphorique mais nullement biologique ! Il n'y a pas de lutte, pas de compétition, pas de combats, pas de guerre, pas d'extermination des espèces, juste des réponses à des situations de stress particulières : pénuries, réchauffements, dessèchements, assèchements, orages, inondations, gelées, tempêtes de neige, hivers rigoureux, pluies persistantes, maladies contagieuses, épidémies, mais pas compétition ! Ceux qui s'en sortent ? Ceux qui s'entraident. La sélection naturelle vise même, écrit-il, à éviter la compétition ! Ce ne sont donc pas les plus adaptés qui subsistent mais ceux qui évitent la compétition par la mutualisation.

L'Entraide raconte qu'elle est le moteur de l'histoire. Kropotkine propose une théorie des civilisations. Selon lui, la thèse hobbesienne est fausse : il n'y a pas de lutte de tous contre tous, l'homme n'est pas un loup pour l'homme, il est naturellement pacifique.

« SELON KROPOTKINE, LA THÈSE HOBBESIENNE EST FAUSSE : IL N'Y A PAS DE LUTTE DE TOUS CONTRE TOUS, L'HOMME N'EST PAS UN LOUP POUR L'HOMME, IL EST NATURELLEMENT PACIFIQUE. »

Le penseur russe ne procède pas comme Rousseau ou Hobbes en extrapolant une anthropologie théorique, sinon théorétique. Il part de la préhistoire, une science alors balbutiante. Il en appelle également à « l'ethnologie comparée », une discipline encore plus naissante. L'humanité commence par de petites tribus semblables à celles des mammifères. Au bord des cités lacustres, les hommes vivent dans des tribus aux organisations complexes. Le mariage est communal ; maris et femmes sont communs ; l'inceste se trouve prohibé ; puis l'endogamie remplacée par l'exogamie. Les sentiments sociaux sont naturels, ils ne surgissent pas, ils sont



déjà là. La tribu est la forme primitive de l'organisation. L'individu n'existe pas, c'est une invention tardive. Le groupe ignore la violence intracommunautaire. Aucune guerre de tous contre tous.
S'il existe des infanticides, des abandons de vieillards, du cannibalisme, ça n'est pas parce qu'il s'agirait, comme l'imagineraient des « observateurs superficiels », de pratiques barbares, mais d'usages culturels mal compris : on tue les nourrissons ou l'on abandonne les vieux car ils sont des charges pour la communauté. On mange son semblable pour conjurer la famine, donc la mort de la communauté. Nulle cruauté dans ces pratiques-là, au contraire : elles assurent au groupe sa vie et sa survie. Ces modalités de l'entraide permettent à la tribu de durer. Il en va là du « grand principe de l'aide mutuelle qui donne les meilleures chances de survivance à ceux qui savent le mieux s'entraider dans la lutte pour la vie ».
Sur les civilisations, il affirme que certaines naissent pendant que d'autres meurent. Kropotkine explique la disparition de certaines par des causes qui font écho à notre époque : mais ce principe anarchiste ferait se dresser les cheveux sur la tête des écologistes de salon. Il écrit en effet : « Une cause cependant se présente naturellement à l'esprit du géographe lorsqu'il considère les ruines de villes populeuses dans les déserts de l'Asie centrale, ou qu'il suit les lits des fleuves aujourd'hui disparus et les dépressions remplies autrefois de grands lacs dont il ne reste plus maintenant que de simples étangs. C'est le dessèchement (sic) ; le dessèchement récent, qui a débuté avec la période postglaciaire et s'est continué dans les temps historiques avec une rapidité que nous n'étions pas autrefois préparés à admettre. Contre ce phénomène de la nature (sic) l'homme était impuissant. »
Nous sommes alors à la fin du XIX[e] siècle, ce réchauffement, affirme le géographe qui donne nombre exemples, n'est pas dû à l'activité industrielle ni à la démographie délirante, c'est-à-dire à des humains, mais tout simplement à la nature : la période postglaciaire date en effet de 8 000 ans avant Jésus-Christ.

Kropotkine poursuit son histoire de l'entraide : les familles tribales laissent place à la communauté villageoise dans laquelle l'initiative personnelle prend plus de place. La commune est une croissance naturelle, une figure universelle de l'évolution et le servage, qui vient après, ne parvient pas à l'effacer. Les familles sont unies en communautés, les communautés en villages, les villages en tribus, les tribus en confédérations. La commune reconnaît l'accumulation privée dans les familles et sa transmission par

hérédité. La terre est en propriété commune. Les produits de la chasse, de la pêche, de la cueillette aussi. Les laboureurs sont associés, les nourritures partagées. Les terres sont cultivées au bénéfice des indigents afin de produire de quoi remplir les greniers communaux. Les prairies communales sont fauchées par la commune : « On voit là ce que le travail humain pourrait et devrait être. »
La logique libertaire se situe aux antipodes de la logique libérale : le libéral veut des bénéfices égotistes, le libertaire des bénéfices communs, le premier cherche des satisfactions individualistes, le second des bonheurs collectifs, l'un est une monade égocentrée, l'autre une altérité connectée… Kropotkine estime que la nature ne connaît que rarement la lutte et que, le plus souvent, elle progresse par l'entraide.
Face à l'adversité, les crises naturelles, on l'a vu, mais également les crises culturelles, Kropotkine écrit : « migration signifie guerre », une seconde pierre dans le jardin des écologistes mondains. De ce fait, les hommes construisent des ponts, pavent des routes, édifient des forteresses, plantent des clôtures, montent des murs, lèvent des palissades. Cette entraide qui permet de faire face à l'adversité est le moteur de l'histoire, du progrès et des civilisations.
Les hommes sont naturellement pacifiques, mais il faut bien prévoir la guerre contre les minorités violentes : c'est ainsi que la guerre devient un métier, que les soldats constituent des milices pour défendre les populations avant de prendre le pouvoir contre ceux qu'ils devaient défendre : « Le progrès – économique, intellectuel et moral – que l'humanité accomplit sous cette nouvelle forme populaire d'organisation fut si grand que les États, quand ils commencèrent plus tard à se constituer, prirent simplement possession, dans l'intérêt des minorités, de toutes les fonctions judiciaires, économiques, administratives exercées auparavant, dans l'intérêt de tous, par la commune villageoise. »
Un esprit persifleur demanderait à Kropotkine comment, si les hommes sont naturellement bons et naturellement poussés à l'entraide, ils n'ont pas voulu, pu ou su empêcher une minorité d'asservir la majorité ! Cette minorité, il faut bien qu'elle échappe à l'anthropologie optimiste et un peu iréniste du philosophe qui tombe dans le travers de Rousseau pour qui l'homme est naturellement bon, bien qu'il invente de mauvaises choses comme la propriété et sa clôture, origine de tous les vices selon l'auteur du *Discours sur l'origine de l'inégalité parmi les hommes*.
De même avec cette évolution de la civilisation telle qu'il en décrit les stades : « La tribu, la commune villageoise, la cité lire, l'État – chacun représentant une évolution naturelle de la précédente. » Si l'homme va d'un communalisme anarchiste de la propriété commune et de l'entraide généralisée pour arriver à l'État qui devient l'instrument de la domination des plus nombreux, les pacifiques, par les moins nombreux, les forts, les guerriers et leurs affidés, alors ne faut-il pas conclure, *comme Hobbes,* que l'homme est un loup pour l'homme et que l'entraide ne suffit pas à empêcher l'animal prédateur minoritaire à manger la proie majoritaire ? Le darwinisme social de gauche serait donc une fiction ?

Pour éviter l'alternative de la bouche du revolver et de la coupe de ciguë, Kropotkine mobilise un concept intéressant : la *grande maison* ou la *longue maison*. Il en appelle aux récits de voyages des ethnologues et prend des leçons des peuplades dites primitives : Bushmen, Hottentots, Australiens, Papous, Esquimaux, Aléoutes, Caucasiens, Kabyles, Bouriates – nous sommes loin



des élucubrations philosophantes de Jean-Jacques Rousseau !
Concernant les Papous, il cite un homme ayant vécu deux ans avec eux qui a rapporté leurs coutumes. Kropotkine écrit : « Ces pauvres gens, qui ne savent même pas comment faire du feu et en entretiennent soigneusement dans leurs huttes pour ne jamais le laisser s'éteindre, vivent sous le communisme primitif, sans se donner de chefs. À l'intérieur de leurs villages, ils n'ont point de querelles qui vaillent la peine d'en parler. Ils travaillent en commun, juste assez pour avoir la nourriture de chaque jour ; ils élèvent leurs enfants en commun ; et le soir ils s'habillent aussi coquettement qu'ils le peuvent et dansent. Comme tous les sauvages ils aiment beaucoup la danse. Chaque village a sa *barla*, ou *balaï* – la « longue maison », ou « grande maison » – pour les hommes non mariés, pour les réunions sociales et pour la discussion des affaires communes – ce qui est encore un trait commun à la plupart des habitants des îles de l'océan Pacifique, aux Esquimaux, aux Peaux-Rouges, etc. Des groupes entiers de villages sont en termes amicaux et se rendent visite les uns aux autres en bloc. »
De même, donc, avec les Esquimaux : « Comment pourraient-ils soutenir la dure lutte pour la vie à moins d'unir étroitement toutes leurs forces ? Ainsi font-ils ; et les liens de tribu sont plus étroits là où la lutte pour la vie est la plus dure ; par exemple, dans le nord-est du Groenland. La "longue maison" est leur demeure habituelle, et plusieurs familles y logent, séparées l'une de l'autre par de petites cloisons de fourrures en loques, avec un passage commun sur le devant. Quelquefois la maison a la forme d'une croix, et en ce cas un feu commun est entretenu au centre. L'expédition allemande qui passa un hiver tout près d'une de ces "longues maisons" a pu certifier "qu'aucune querelle ne troubla la paix, aucune dispute ne s'éleva pour l'usage de cet étroit espace" pendant tout le long hiver. Les reproches, ou même les paroles désobligeantes, sont considérés comme une offense s'ils ne sont pas prononcés selon la forme légale habituelle, la chanson moqueuse, chantée par les femmes, le "nith-song". »
Cette *longue maison*, chacun peut en construire une, voire plusieurs, comme il voudra. Il y fera régner l'ordre libertaire c'est-à-dire celui de l'entraide. Cette communauté commence à deux, le couple, et n'a pas de fin. Rien n'interdit qu'on lui donne également pour limites les frontières d'une nation sinon, pour les universalistes qui rêvent de paix dans le monde. C'est ce que je nomme le *pari de Kropotkine*, c'était aussi celui de Proudhon, c'est également le mien. C'est ainsi que, dans un Occident qui s'effondre, entre le feu et les ruines, au milieu des brasiers, dans les décombres, on peut opposer la verticalité, la dignité, la grandeur et quelques autres vertus romaines auxquelles chacun peut demander la conduite de son existence. On n'évite pas de périr, du moins, on meurt debout, en romantique. ◆

> « DANS UN OCCIDENT QUI S'EFFONDRE, ENTRE LE FEU ET LES RUINES, ON PEUT OPPOSER LA VERTICALITÉ, LA DIGNITÉ, LA GRANDEUR ET QUELQUES AUTRES VERTUS ROMAINES AUXQUELLES CHACUN PEUT DEMANDER LA CONDUITE DE SON EXISTENCE. »

SOMMAIRE






GUILLAUME BIGOT
P. 78, 130


CLOTILDE
CHAMPEYRACHE P. 28


DENIS COLLIN
P. 70


GUILLAUME DEZAUNAY
P. 122


DANY-ROBERT DUFOUR
P. 138


MARGUERITE
FRISON-ROCHE P. 92


PHILIPPE GRÉGOIRE
P. 44


ÉRIC GUÉGUEN
P. 86


BERTRAND GUYOT
P. 44, 80


LAURENT HERBLAY
P. 84


GEORGES
KUZMANOVIC P. 90, 110


FRANCK LANOT
P. 152


MAXIME LE NAGARD
P. 10, 28, 64, 94, 98, 122, 130, 138


JÉRÔME MAUCOURANT
P. 58


HENRI DE MONVALLIER
P. 146


ANNE-SOPHIE
NOGARET P. 104


BAPTISTE RAPPIN
P. 52


CÉLINE REVEL-DUMAS
P. 22


PIERRE-YVES
ROUGEYRON P. 82


JACQUES SAPIR
P. 14

LA MARCHANDISATION

LE VRAI-FAUX

PAR **MAXIME LE NAGARD**



LE MARCHÉ **AUTORÉGULÉ** CRÉE UN « ORDRE SPONTANÉ »

FAUX

Non seulement le marché est censé créer un ordre spontané, mais il est lui-même censé être à l'origine « naturel[1] », l'économie serait donc une science naturelle, au même titre que la physique. Or l'économie dominante fonctionne exactement à l'opposé d'une science naturelle. Alors que la démarche scientifique se veut *descriptive* et consiste à décrire le réel tel qu'il se présente, en appréhendant sa complexité par des modèles les moins simplificateurs possibles, l'économie dominante se veut *normative* : elle définit un modèle type idéal qualifié d'« optimal » et cherche dans le réel ce qui pourrait y correspondre. Inversion prodigieuse : c'est à la réalité de se soumettre à la théorie[2]. Au fondement de cette mystique, la célèbre « main invisible » d'Adam Smith. Bien que souvent caricaturée[3], elle est devenue un totem de la science économique[4]. Pour autant, cette mystique du marché concerne en réalité moins les économistes classiques (Smith, Ricardo, Malthus…) que leurs successeurs, les néoclassiques (Jevons, Menger, Walras…). Comme le note l'économiste David Cayla, depuis 250 ans « toutes les tentatives pour tenter d'établir un modèle pertinent de ce marché parfait ont échoué. La théorie des économistes néoclassiques est simplement inadéquate[5] ». Bien que ses présupposés épistémologiques aient été réfutés, la théorie néoclassique née dans les années 1870 est toujours le modèle dominant de la théorie économique contemporaine ! L'exemple le plus éclatant : la théorie de l'équilibre général (TEG[6]) de Léon Walras, membre éminent, avec Vilfredo Pareto, de l'école

DU MONDE

néoclassique de Lausanne. Cette théorie – qui entend fonder scientifiquement la « main invisible » d'Adam Smith – stipule que les prix de marché finissent toujours, à force de tâtonnements successifs, par équilibrer l'offre et la demande et permettre une allocation optimale des ressources. Et Walras précise que « ce tâtonnement se fait naturellement et de lui-même sous le régime de la libre concurrence[7] ». Seulement voilà, il n'existe strictement aucune preuve de la validité de cette loi[8]. Dans les années 1950, les néoclassiques modernes Kenneth Arrow et Gérard Debreu ont tenté de démontrer par un jeu d'équations mathématiques que l'équilibre général pouvait être atteint en théorie, mais au prix de conditions ultrarestrictives impossibles à réunir sur les marchés réels. Avec des amis comme ça… pas besoin d'ennemis ! Et ce d'autant plus que dans les années 1970, l'économiste Hugo Sonnenschein a démontré que le « tâtonnement walrasien » ne peut jamais converger vers l'équilibre, ce qu'a admis Gérard Debreu lui-même… Heureusement pour eux, les néoclassiques préfèrent les hypothèses invérifiables à la pratique.

NOTES 1. Les ancêtres français des libéraux étaient les « physiocrates » qui voulaient, comme leur nom l'indique, le gouvernement de la nature. Or comme le note Jean-Pierre Dupuy dans *L'Enfer des choses* : « Le marché concurrentiel (…) est si peu une institution "naturelle" qui ne demanderait qu'à apparaître dès lors que le pouvoir politique serait limité, qu'il a fallu toute la force consciente et souvent violente des États pour l'imposer. »

2. Pour une démonstration complète et éclairante, voir David Cayla, *L'Économie du réel*, éd. De Boeck, 2018.

3. Voir Jean Dellemotte, « La main invisible d'Adam Smith : pour en finir avec les idées reçues », *L'Économie politique*, n°44, 2009.

4. Perrot Jean-Claude « La main invisible et le Dieu caché » dans *Une histoire intellectuelle de l'économie politique*, éd. EHESS, 1992.

5. Cayla David, *L'Économie du réel*, éd. De Boeck, 2018.

6. Dans *Les Trous noirs de la science économique* (éd. Seuil, 2003), Jacques Sapir fait de la TEG « l'une des énigmes scientifiques les plus étonnantes et irritantes du XXe siècle » et un « coup de force théorique ».

7. Walras Léon, *Éléments d'économie politique pure ou théorie de la richesse sociale* [1874], éd. Hachette livre/BNF, 1926.

8. Pour une longue analyse critique de la théorie de l'équilibre général (TEG), voir Jacques Sapir, *Les Trous noirs de la science économique*, éd. Seuil, 2003.

L'ÉCHANGE **MARCHAND** A TOUJOURS EXISTÉ

FAUX

Se méfier des évidences est le premier réflexe de la pensée critique pour favoriser ce que le biologiste Jean Rostand appelait une « hygiène préventive du jugement ». Un esprit affûté doit se méfier spontanément de ce qui aurait « toujours existé », processus classique de naturalisation des faits sociaux. L'être humain étant un être historique, rares sont les invariants qui échapperaient totalement à l'historicité. L'idée selon laquelle l'échange marchand a toujours existé est fondée sur un mythe construit de toutes pièces au XVIIIe siècle pour promouvoir une certaine conception (instrumentale) de la monnaie : le mythe du troc[1]. Chacun a en tête l'image de deux sauvages en pagne troquant deux biens. Au XVIIIe siècle, à l'époque où se constituent l'économie politique classique et l'idéologie du progrès, cette image permet de fonder une conception marchande de l'économie : l'argent n'aurait fait que simplifier une pratique d'échange marchand qui existait déjà chez les peuples primitifs. Les échanges marchands existent depuis toujours et le passage du troc à l'échange monétaire est présenté comme un progrès historique. Seulement, il y a un léger problème dans cette histoire : elle est fausse. L'historien de la monnaie Michael Hudson note : « Ni les préhistoriens ni les anthropologues ne fournissent de preuves à l'appui de cette théorie du troc[2]. » L'anthropologue britannique Caroline Humphrey de confirmer : « Aucun exemple d'économie de troc, pure et simple, n'a jamais été décrit, sans parler de l'émergence de la monnaie qui en découle[3]. » Ce mythe libéral du troc permet néanmoins d'instituer la monnaie comme outil neutre de simplification marchande, en ce qu'elle répond au problème pratique de la double coïncidence des besoins. Cela impliquerait que l'histoire de la monnaie ait commencé par une monnaie marchandise concrète. Cette

thèse est celle…d'Adam Smith, pour qui la monnaie procède de la propension naturelle des hommes au commerce. Dans son manuel universitaire, longtemps hégémonique dans la discipline, Paul Samuelson l'écrit : « Si nous devions construire l'histoire selon des lignes hypothétiques et logiques, nous devrions naturellement faire suivre l'âge du troc par l'âge de la monnaie marchandise[4]. » Joli tour de passe-passe idéologique qui, faisant fi de la réalité historique et anthropologique, permet de fonder une approche dépolitisée de la monnaie[5]. En réalité, les recherches montrent que la plupart des sociétés humaines, y compris les sociétés « primitives », ont eu recours à des instruments monétaires perpétuant des pratiques à caractère non pas marchand, mais sociopolitique.

NOTES 1. Voir Jean-Michel Servet, « Le troc primitif: un mythe fondateur d'une approche économiste de la monnaie », *Revue numismatique*, 6e série, tome 157, 2001.
2. Hudson Michael, *Dette, rente et prédation néolibérale*, éd. Le Bord de l'eau, 2021.
3. Humphrey Caroline, *« Barter and Economic Disintegration », Man, New Series*, vol. 20, n°1, 1985.
4. Cité par Michael Hudson dans *Dette, rente et prédation néolibérale*, éd. Le Bord de l'eau, 2021.
5. Cette approche idéologique est bien montrée par David Graeber dans son ouvrage *Dette : 5000 ans d'histoire*, éd. Les Liens qui libèrent, 2013.

LE MODÈLE DE L'*HOMO ECONOMICUS* EST **DÉPASSÉ**

VRAI

L'*homo economicus* est la représentation théorique du comportement de l'être humain qui sert de base au modèle néoclassique en économie. Il est fondé sur la « rationalité de l'agent » c'est-à-dire qu'*homo economicus* cherche à atteindre des objectifs de la meilleure façon possible en fonction des contraintes. L'origine de l'expression est incertaine. On la trouve chez Vilfredo Pareto en 1906, mais elle pourrait être antérieure[1]. L'*homo economicus* 1/ est capable de maximiser sa satisfaction en utilisant au mieux ses ressources : il maximisera son utilité (et non pas son profit) 2/ sait analyser et anticiper le mieux possible la situation et les événements du monde qui l'entoure afin de prendre les décisions permettant cette maximisation. En attribuant à tous les agents économiques ces caractéristiques rationnelles, et si le marché est entièrement libre, alors on peut bâtir des modèles économiques maximisant l'utilité de chacun, autrement dit, des modèles conformes à la sous-hypothèse de « l'efficience du marché ». La « concurrence pure et parfaite » exige une présomption centrale : l'hypothèse des « anticipations rationnelles[2] ». Elle implique que les agents économiques, rationnels en toutes circonstances, en savent autant que les économistes modélisateurs et anticipent parfaitement l'avenir compte tenu de l'information disponible. Hypothèse absolument irréaliste. Les néoclassiques, Léon Walras en tête, savaient que l'*homo economicus* était une sorte d'idéal type de l'agent économique. En réalité, les travaux sur les limites cognitives de la rationalité ne manquent pas[3], mais ils ont fait des percées définitives en économie comportementale dans les années 1970 avec les travaux d'Amos Tversky et Daniel Kahneman sur l'enracinement contextuel des préférences et l'asymétrie des perspectives de perte et de gain[4]. À partir des années 2000, la neuroéconomie (l'application des études en neuroimagerie en économie) a fini de démolir l'*homo economicus*, sans parler des travaux en anthropologie qui réfutent le réductionnisme de l'approche néoclassique[5]. Et Jacques Sapir de commenter : « Tous ces travaux, qui s'étalent aujourd'hui sur près d'un demi-siècle, ont démontré, grâce à des tests pratiqués sous des protocoles expérimentaux standardisés, qu'aucune des hypothèses fondant la vision classique de l'agent économique n'était vérifiée[6]. »

NOTES 1. Dans *L'Homme économique, essai sur les racines du néolibéralisme* (éd. Gallimard, 2007), Christian Laval entreprend la généalogie de cette représentation « utilitariste » de l'homme devenu hégémonique avec le capitalisme néolibéral.
2. Formulée par l'économiste néolibéral Milton Friedman en 1953.
3. Par exemple, les travaux d'Herbert Simon et Adrian de Groot dans les années 1950. Ainsi est née la notion de « rationalité limitée ».
4. Voir le chapitre 13 de *Jacques Généreux explique l'économie à tout le monde*, éd. Seuil, 2014.
5. Dans son ouvrage de vulgarisation *Système 1 Système 2, les deux vitesses de la pensée* (éd. Flammarion, 2012), Kahneman montre que notre cerveau émotionnel (le système 1) dirige la majorité de nos processus de décision.
6. Sapir Jacques, *La Fin de l'eurolibéralisme*, éd. Seuil, 2006.

NOS MODES DE VIE SONT **DICTÉS** PAR LE MARCHÉ

VRAI

C'est le principe même de la marchandisation du monde, et qui dit marchandisation du monde dit marchandisation des existences. Les sphères de l'existence humaine qui échappent encore à l'emprise de la logique marchande fondent comme la neige au soleil du capital. Dans son maître ouvrage[1], Karl Polanyi a dégagé la notion de « marchandise fictive » pour qualifier les biens non-marchands illégitimement transformés en marchandise par le capitalisme, en l'occurrence : la terre, le travail et la monnaie. Il est peu de dire que ce mouvement de marchandisation n'a pas reflué. « Le néolibéralisme y a ajouté la fiction de l'entreprise marchandise[2] », note le juriste Alain Supiot. Et en effet, la globalisation a mis les entreprises au service de la finance et les États en situation de concurrence fiscale, sociale et écologique. Les entreprises deviennent des marchandises (simples outils de création de valeur pour les actionnaires) et puisque les États deviennent des entreprises… Le sociologue britannique Michael Burawoy[3] a avancé l'idée que le « savoir » est également devenu une marchandise fictive, avec le développement du capitalisme cognitif et de l'économie de la connaissance. Même son de cloche chez l'économiste Geneviève Azam : « C'est un choc culturel qui sépare la connaissance, dans laquelle s'exprime et s'accomplit l'humanité, des autres activités de la vie pour la soumettre à l'appropriation et à la loi du marché[4]. » Cette logique décrite par Geneviève Azam peut s'étendre à la vie sociale en général puisque le capitalisme est un « fait social total » (Michéa). C'est d'ailleurs ce que montre le philosophe Mark Hunyadi lorsqu'il parle de la « tyrannie des modes de vie[5] ». Il met au jour un des paradoxes de l'époque : par la promotion libérale des droits individuels, chacun se trouve garanti et protégé dans son statut à un niveau jamais atteint dans l'histoire de la civilisation occidentale, mais ce règne de l'individu roi atomisé est simultanément la meilleure garantie pour les systèmes instrumentaux (économiques, financiers, technoscientifiques…) d'enrégimenter les vies collectives. Qui a été consulté pour la généralisation de Burger King, des QR codes, des écrans publicitaires et des caisses automatiques ? Les émotions humaines elles-mêmes ont été marchandisées, rationalisées, processualisées, ce que la sociologue Eva Illouz appelle « le capitalisme émotionnel[6] » : « Les actes de consommation et la vie émotionnelle s'entrelacent désormais jusqu'à devenir inséparables[7]. » Que reste-t-il de l'humanité, lorsque même l'amour n'est plus un miracle ? ◆

LA GLOBALISATION A MIS LES ENTREPRISES AU SERVICE DE LA FINANCE ET LES ÉTATS EN SITUATION DE CONCURRENCE FISCALE, SOCIALE ET ÉCOLOGIQUE.

NOTES 1. Polanyi Karl, *La Grande Transformation* [1944], éd. Gallimard, 1983.
2. Supiot Alain, entretien au *Figaro* : « Des urnes au travail, nous assistons à la sécession des gens ordinaires », 22/07/2022.
3. Burawoy Michael, *« From Polanyi to Pollyanna : the False. Optimism of Global Labor Studies », Global Labour Journal*, 2010.
4. Azam Geneviève, « La connaissance, une marchandise fictive », *La Revue du M.A.U.S.S.*, n°29, 2007.
5. Mark Hunyadi, *La Tyrannie des modes de vie*, éd. Le Bord de l'eau, 2015.
6. Illouz Eva, *Les Sentiments du capitalisme*, éd. Seuil, 2006.
7. Illouz Eva (sous la dir.), *Les Marchandises émotionnelles*, éd. Premier Parallèle, 2019.


DR

Maxime Le Nagard
Diplômé d'un master en science politique et journaliste de formation, Maxime Le Nagard est rédacteur en chef de *Front Populaire*.

ÉCONOMIE

LE BILAN DE LA « MONDIALISATION HEUREUSE »

PAR
JACQUES SAPIR

FP



Les partisans du cercle de la raison nous ont vendu au milieu des années 1990 l'idée de « mondialisation heureuse ». C'était la « fin de l'histoire » et le triomphe supposément inévitable de l'échange marchand intraplanétaire. Pour quel bilan ?

Le monde a connu, à partir de 1991, une vague d'expansion du commerce mondial que l'on a nommé la « mondialisation ». Elle n'était ni la première ni la seule. Mais à la différence des précédentes vagues d'expansion du commerce international, elle a été accompagnée à la fois de changements structurels dans les économies, avec les développements des marchés financiers, et d'un discours idéologique particulier que l'on peut désigner comme l'apologie d'une mondialisation. Alors que le reflux de cette vague est désormais admis et acté, y compris par les institutions chargées de la mettre en œuvre, nous pouvons commencer à en dresser le bilan.

C'est à partir de la toute fin des années 1980 que l'expansion du commerce mondial a commencé. Le mouvement a été spectaculaire jusqu'à l'orée de la crise financière de 2008-2010. Puis, cette expansion s'est arrêtée *(voir graphique ci-dessous)*.

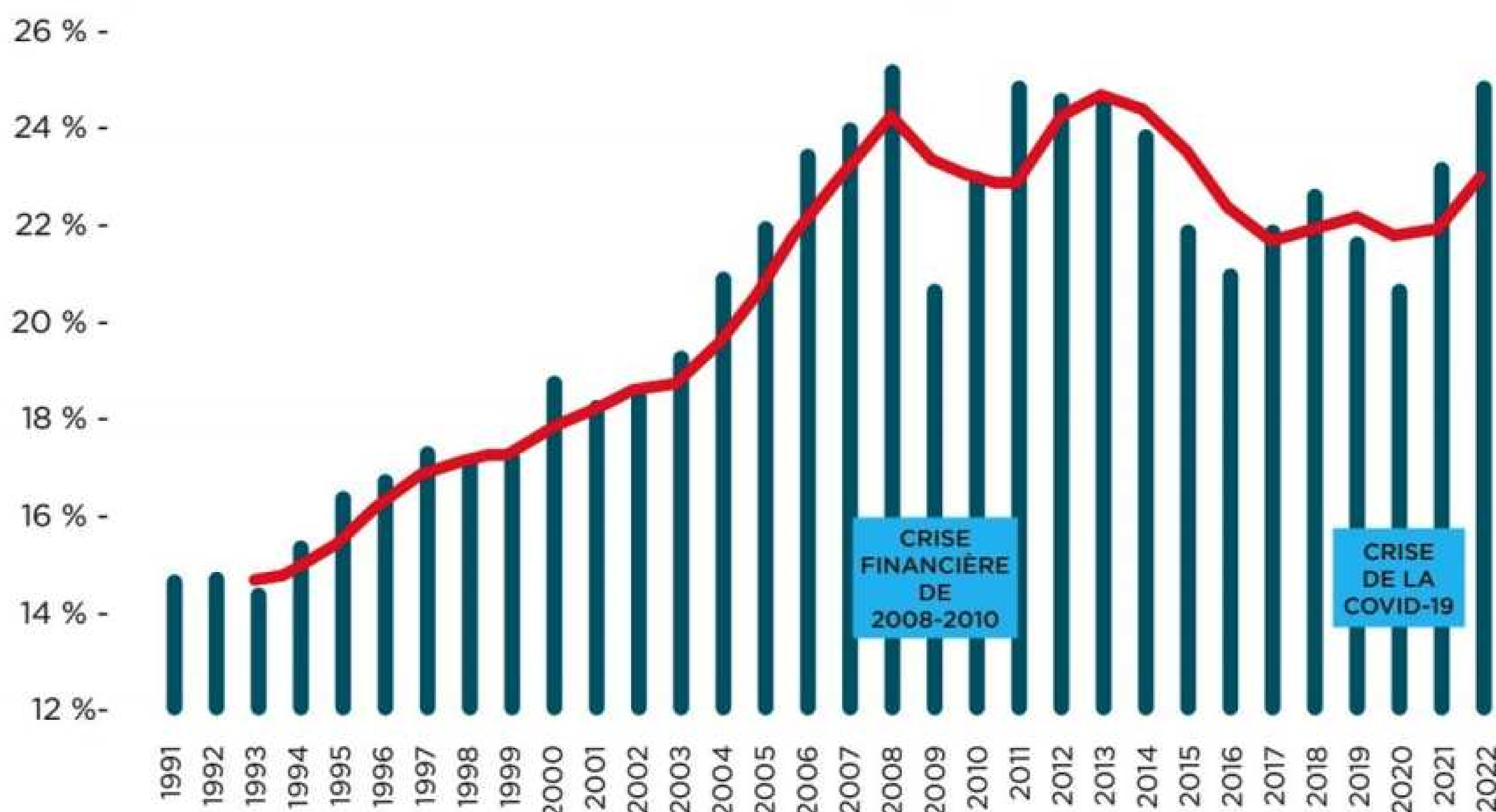
Naturellement, la très forte expansion de 1991 à 2008 – la part du commerce ayant augmenté de deux tiers – a engendré toute une série de fantasmes au sujet de la « mondialisation ». En France, l'auteur le plus connu pour s'être épanché sur le sujet est Alain Minc[1]. Pour autant, depuis 2012, on semble avoir pris conscience de l'arrêt de cette expansion. L'économiste en chef de la Banque mondiale, Carmen Reinhart, l'a elle-même reconnue : « La Covid-19 est le dernier clou dans le cercueil de la mondialisation[2]. » Notons que si elle parle du « dernier clou », c'est qu'il y en avait eu d'autres… Elle n'est d'ailleurs pas la seule. Kemal Dervis, dans

[1]Minc Alain, *La Mondialisation heureuse*, éd. Pocket, 1999.

[2]Entretien donné à Bloomberg le 21/05/2020.



COMMERCE INTERNATIONAL EN POURCENTAGE DU PIB MONDIAL



Source : OMC et FMI

une tribune publiée en juin 2020 par la Brookings Institution, l'une des plus célèbres fondations de recherche (ou think tank) du Parti démocrate ajoutait : « La catastrophe de la COVID-19 ayant mis à nu les vulnérabilités inhérentes à une économie mondiale hyperconnectée et du juste à temps, un retrait de la mondialisation semble de plus en plus inévitable. Dans une certaine mesure, cela peut être souhaitable[3]. » Cette déclaration est tout aussi significative, car la Brookings fut l'un des centres d'influence ayant le plus œuvré pour la mondialisation ou la « globalisation ». Si nous regardons maintenant les articles scientifiques, certains attiraient l'attention sur ce phénomène bien avant la crise de la Covid-19, tel celui d'Harold James, écrit pour l'anniversaire de la crise de 2008[4]. Ce même Harold James, professeur d'histoire et de relations internationales à l'université de Princeton, avait parlé aussi du « défi global » que représente cette démondialisation[5]. En 2022, Joseph Stiglitz pointait du doigt les phénomènes de *re-shoring* et de *friendly-shoring*, autrement dit les pratiques consistant à ramener des productions sur son territoire ou dans des pays considérés comme « amis », des phénomènes qui témoignent d'un processus de fragmentation et de déglobalisation. Il conclut en montrant comment ils peuvent apparaître comme une réponse aux erreurs de la globalisation[6]. Notons que le lien entre mondialisation et inégalités a par ailleurs été largement démontré[7]. Dans son discours d'octobre 2022 à l'université de Georgetown, la présidente du FMI, Kristalina Georgieva, prenait elle aussi acte de ces transformations. Le paradigme du libre-échange a volé en éclats. Le retour du protectionnisme, qui avait commencé à se manifester ouvertement avec la crise de 2008-2010, ainsi qu'une rétractation de la sphère financière tendent, du fait des sanctions et des contre-sanctions, à s'accélérer. On assiste à la mise en cause progressive des règles de l'OMC et du libre-échange généralisé qui apparaissent comme une contestationdu multilatéraliste et, effectivement, des accords bien plus limités se multiplient. La crise du système commercial multilatéral est en réalité profonde et elle traduit la remise en cause de l'ordre économique international[8]. La montée du thème de la « souveraineté économique », en France comme dans divers pays, en témoigne. Le processus de démondialisation s'inscrit à la fois dans une tendance longue et dans l'histoire événementielle de ces deux dernières années[9].

« RAMENER DES PRODUCTIONS SUR SON TERRITOIRE OU DANS DES PAYS CONSIDÉRÉS COMME "AMIS", PEUT APPARAÎTRE COMME UNE RÉPONSE AUX ERREURS DE LA GLOBALISATION. LE LIEN ENTRE MONDIALISATION ET INÉGALITÉS A PAR AILLEURS ÉTÉ LARGEMENT DÉMONTRÉ. »

LES **ILLUSIONS** DE LA MONDIALISATION

Si le mouvement actuel est clair, il faut revenir sur les illusions que cette expansion du commerce international des années 1991-2008 a engendrées. Elles sont d'ailleurs de deux ordres, économique et politique. Pour ce qui est des illusions économiques, il y a eu tout d'abord celle d'une croissance tirée par le commerce. Or, c'est bien le travail qui est la source originelle de la valeur. Le commerce ne joue que dans la mesure où il ouvre de nouveaux territoires à une mise au travail de plus en plus intensive, mais aussi de plus en plus violente. C'est l'expansion du

[3] https://bit.ly/46Wd1AW

[4] James Harold, « *Deglobalization : the Rise of Disembedded Unilateralism* » in *Annual Review of Financial Economics*, vol. 10, novembre 2018, https://bit.ly/3Qu3xWt

[5] James Harold, « *Deglobalization as a Global Challenge* », *CIGI Papers* n°135, Princeton, juin 2017.

[6] Stiglitz Joseph, « *Getting Deglobalisation Right* » in *Social Europe*, 07/06/2022, https://bit.ly/3MsD9uT

[7] Galbraith John Kenneth et Choi Jaehee, « *Inequality Under Globalization: State of Knowledge and Implications for Economics* » *in* E. Webster, I. Valodia and D. Francis, edits., *Inequality Studies from the Global South*, éd. Routledge, 2020.

[8] Bown Chad, « *The 2018 Trade War and the End of Dispute Settlement as we Knew it* », in *VOXeu.org column* n°13, juin 2019.

[9] Sapir Jacques, *La Démondialisation*, éd. Seuil, nouvelle édition, 2021.

mode de production capitaliste. Il agit aussi sur un autre niveau. Jouant sur les rapports de force géopolitique, il permet à certains pays d'exporter des biens qu'ils ne peuvent plus vendre chez eux, ou de faire fabriquer à l'étranger moins cher, parce que les coûts de production y sont maintenus plus bas par la contrainte économique ou politique, afin de réexporter ces produits vers leurs propres marchés. Cette illusion en crée une deuxième : tout est marchandise. Nul ne s'avancera à le dire aussi clairement et brutalement, mais le processus de *réification* (ou de « chosification ») des êtres et de la nature est soudainement apparu comme inévitable, voire souhaitable. Cette illusion a eu des aspects cauchemardesques. Mais que l'on écoute les discours présentant la mise au marché des corps comme un progrès, la dérive qui veut qu'à partir de situations individuelles détestables (et oui, il faut bien faire pleurer Margot), on n'en arrive à légitimer la traite d'êtres humains, et l'on conviendra que ce processus de *réification* est indissolublement lié à l'expansion du mode



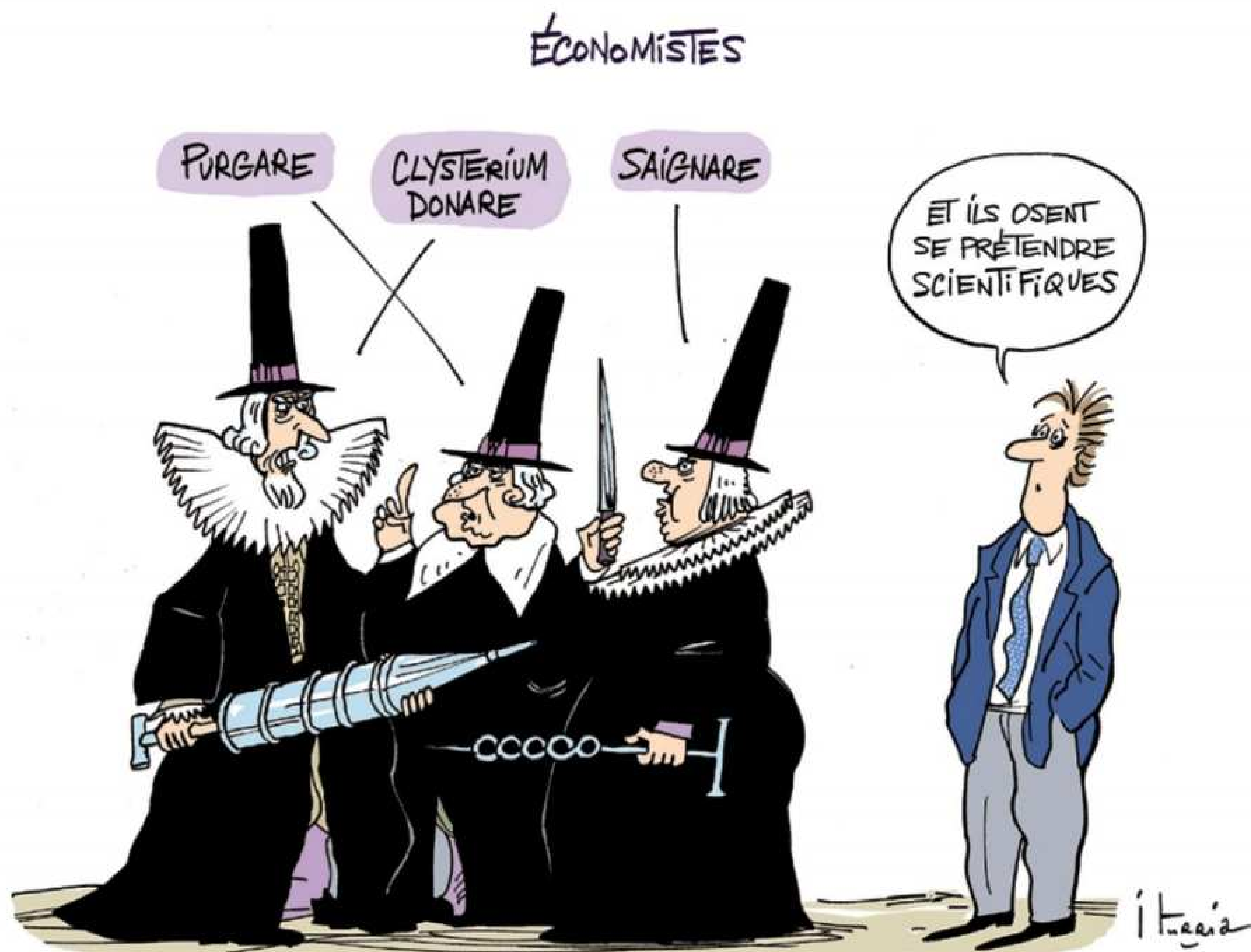
«

NUL NE S'AVANCERA À LE DIRE AUSSI CLAIREMENT ET BRUTALEMENT, MAIS LE PROCESSUS DE RÉIFICATION (OU DE "CHOSIFICATION") DES ÊTRES ET DE LA NATURE EST SOUDAINEMENT APPARU COMME INÉVITABLE, VOIRE SOUHAITABLE.

»

de production capitaliste. Cela conduit d'ailleurs (une leçon de Marx par trop oubliée), à développer un processus de fétichisation (la transformation des objets en choses vivantes) qui apparaît comme la réponse dialectique à la réification. Le marché et la finance se voient prêtés des caractéristiques surhumaines. On parle désormais du Marché avec une majuscule mais on devrait, en bonne logique, parler des marchés, car ils ne sont que des espaces limités, enserrés par des institutions qui leur ont donné naissance et qui assurent leur régulation. Fétichisme de la marchandise, mais aussi fétichisme des formes sociales transitoires et contingentes qui ont permis ce développement de la marchandise et qui sont remises en cause. Ce n'est pas tout : on assiste à un fétichisme de la technique et de la science.

À ces illusions économiques viennent s'ajouter des illusions politiques. La première, qui en un sens contient toutes les autres, est celle de la dépolitisation du monde. On pourrait diriger les sociétés humaines par des règles techniques car nous serions dans une société entièrement délivrée du politique. Cette illusion est insidieuse. Elle peut prendre la forme d'une pseudo-rationalité économique, comme elle peut s'incarner dans un discours apocalyptique (qu'il soit médical ou climatique) qui justifierait le remplacement du politique par des règles, simples si possible. Cette illusion est largement partagée car elle fut portée par Marx lui-même et par les marxistes à travers l'utopie du communisme, société « désaliénée » et donc nécessairement dépolitisée. De cette première illusion découle celle d'un mode régi par des organisations en apparence apolitiques, par un ensemble de règles qui prennent le pas sur la décision des hommes. On aboutit à une troisième illusion : celle d'un monde « plat ». Cela n'a pas de liens directs avec les platistes (ou croyants en une Terre plate), mais cela revient au même. Toutes les aspérités issues de l'histoire, de l'évolution particulière des sociétés, du génie spécifique des peuples en tant que produit de leurs conflits passés, sont niées. L'être humain n'est qu'un consommateur, régi par des préférences immuables et intangibles. Cette troisième illusion est à l'origine



de nombre de catastrophes, tout comme l'on imagine ce que donnerait une astronautique confiée aux platistes. L'histoire est un cimetière d'illusions et ces dernières – et l'on a parlé seulement des illusions conceptuelles, pas des illusions vulgaires, au sens où Marx parlait d'économie vulgaire, comme celles propagées par Alain Minc, par Élie Cohen et d'autres économistes à gages – pavent la route des transformations actuelles.

LE MONDE DE LA **DÉMONDIALISATION**

Qu'appelle-t-on aujourd'hui « démondialisation » ? Il convient de revenir sur le sens du mot et la notion décrite par le mot. Certains confondent ce terme avec une interruption, volontaire ou fortuite, des flux d'échanges qui courent à travers la planète. Ils confondent un protectionnisme – qui peut être amplement justifié dans la théorie économique – et la pratique de l'autarcie qui, elle, est bien souvent annonciatrice de guerres. Ils se trompent aussi sur la nature du lien qui lie la croissance du PIB à l'échelle mondiale et le volume des échanges. La « mondialisation », pour ne garder que ce mot, ne se réduit pas à l'existence de ces seuls flux. Ce qui avait fait émerger le phénomène de la mondialisation et l'avait constitué en un « fait social » généralisé, était un double mouvement. Il y avait à la fois la combinaison, mais aussi l'intrication des flux de marchandises et des flux financiers, ET le développement d'une forme de gouvernement (ou de gouvernance) où l'économique semblait devoir l'emporter sur le politique. En effet, la « mondialisation » se caractérise par un double mouvement où l'on voit les entreprises tenter de prendre le pas sur les États et les normes et les règles sur la politique. Ce processus aboutit



LE PROFESSEUR JOACHIM VON BIERKIRCHNAPS, GÉNIAL INVENTEUR DU CONOMÈTRE AVAIT DÉCIDÉ
DE SE LIVRER À QUELQUES TESTS LORS DU RASSEMBLEMENT ANNUEL DES FINANCIERS, BANQUIERS
ÉCONOMISTES ET AUTRES MAÎTRES DU MONDE À DAVOS... FOLLE IMPRUDENCE...
FUNESTE ERREUR... SA MACHINE N'Y RÉSISTA PAS !

FP
N°15
HIVER
2023

à la négation de la démocratie. Sur ce point, nous constatons une reprise en main par les États de ces flux, un retour victorieux du politique.

RETOUR À LA **SOUVERAINETÉ**

Ce mouvement s'appelle le retour de la souveraineté des États, indispensable à la démocratie. Nous avons de multiples exemples d'États qui sont souverains sans être démocratiques ; pour autant, nulle part on n'a vu un État qui était démocratique sans être souverain. La reprise en main du commerce mais aussi de la finance internationale (ce fait est nouveau par rapport au début des années 2010), s'accompagne d'une insurrection des peuples contre les effets de la « mondialisation » qui revêt des formes très diverses. Elle peut être électorale comme aux États-Unis avec l'élection de Donald Trump ou, en Grande-Bretagne, avec la victoire du Brexit dans le référendum de 2016 et celle de Boris Johnson aux élections générales. Elle peut se jouer dans la rue, ou plus exactement sur les ronds-points comme en France avec le mouvement des Gilets jaunes. Ce qui se produit cependant à chaque fois, c'est bien la révolte d'une population qui a été paupérisée par la « mondialisation » (un phénomène qui avait été analysé il y a plus de dix ans), qui se sent humiliée par ce processus et dépossédée de sa capacité à décider de sa vie. Disons-le, la

démondialisation est et sera la grande revanche du politique sur le « technique », de la décision sur l'automaticité des normes. Or, le « technique » s'incarne aujourd'hui principalement dans l'économique et le financier. La démondialisation est donc fondamentalement le retour de la souveraineté.

> « AVEC CE RETOUR EN FORCE DU POLITIQUE, NOUS POURRONS AVOIR CELUI DE LA DÉMOCRATIE, D'UN ORDRE QUI TIRE SA LÉGITIMITÉ NON PAS DU MARCHÉ MAIS DU PEUPLE, AU SERVICE DES INTÉRÊTS DU PEUPLE. »

Être souverain, c'est avant tout avoir la capacité de décider, ce que Carl Schmitt exprime dans la formule : « Est souverain celui qui décide de la situation exceptionnelle[10]. » La question du rapport de la décision politique aux règles et aux normes – et la question de la délimitation de l'espace régi par la politique par rapport à celui régi par la technique – est bien constitutive du débat sur la souveraineté. Non que les raisonnements économiques et financiers soient amenés à perdre toute importance. Ils continueront naturellement à devoir être pris en compte et la question de la puissance économique, tout comme celle de la souveraineté monétaire, restera à l'évidence une part non négligeable de la puissance d'un État. La prise en compte des éléments économiques du pouvoir et de la souveraineté fait partie intégrante du processus de démondialisation car celui-ci signe l'affaiblissement, et dans certains cas la mort, de ce que l'on a appelé le *multilatéralisme*. Les pays seront renvoyés à une logique de relations bilatérales et il conviendra de rechercher des alliés.

Ce retour en force du politique ne signifie pas qu'il n'existerait pas, dans nos sociétés, des espaces régis par l'ordre technique, ou du moins des espaces dominés par la légitimité technicienne, mais ils seraient secondaires par rapport au politique qui recouvrera ses droits. L'économique et le financier redeviendront des *instruments* au service du politique. Avec ce retour en force du politique, nous pourrons avoir celui de la démocratie, d'un ordre qui tire sa légitimité non du marché mais du peuple, au service des intérêts du peuple et qui se matérialise dans le pouvoir du peuple. La célèbre phrase d'Abraham Lincoln, prononcée dans son non moins célèbre *Discours de Gettysburg* le 19 novembre 1863, qui commémorait l'une des plus terribles et des plus sanglantes batailles de la guerre de Sécession, « Du peuple, pour le peuple, par le peuple » pourra retrouver tout son sens. ◆

[10] Schmitt Carl, *Théologie politique* [1922], éd. Gallimard, 1988.



Jacques Sapir
Docteur d'État, il a enseigné la macroéconomie à l'université de Nanterre (1982-1990) puis à l'ENSAE (École nationale de la statistique et de l'administration économique, Paris) avant d'intégrer en 1996 l'EHESS (École des hautes études en sciences sociales, Paris), où il dirige le Centre d'études des modes d'industrialisation. Il est l'auteur d'une trentaine de livres d'économie et de philosophie politique. Son dernier ouvrage en date : *Le grand retour de la planification* (éd. Jean-Cyrille Godefroy, 2022).

POLITIQUE



MAIN BASSE SUR LE VIVANT

PAR
CÉLINE REVEL-DUMAS

FP

La science fait la différence entre matière inerte et matière vivante. Le capitalisme, non. Ce dernier repose sur la fuite en avant, vers toujours plus de marchandisation des choses, des corps et des êtres. Jusqu'à l'irréparable ?

C'est une histoire en soi que celle de l'homme et son environnement, et plus avant, avec lui-même. L'homme, le monde. Deux entités qui constituent aujourd'hui des évidences, et qui sont pourtant purement et simplement indissociables au siècle d'Aristote. Le biologiste d'avant-garde développe au IVe siècle avant Jésus-Christ une conception téléologique de la nature dans laquelle le physique n'est pas *séparable* de la métaphysique : les éléments naturels – et par là le corps humain – sont l'union de la matière *(hyle)* et de la forme *(morphe)*. Aux antipodes de la pensée contemporaine, corps et âme sont non seulement indissociables mais irrémédiablement liés. Ils forment un tout. L'homme est partie d'un cosmos, et la nature, alors non conceptualisée comme telle, conçue comme extériorité n'a… aucun sens. Il va sans dire que des siècles plus tard, la force avec laquelle s'impose la philosophie cartésienne, toujours vivace, va balayer définitivement l'empreinte aristotélicienne encore présente au début du XVIIe siècle. L'emporte une conception du monde, de l'homme, du *vivant*, radicalement nouvelle. La formulation (cartésienne) est devenue canonique : l'homme se rend « comme maître et possesseur de la nature ». Et si le souhait du philosophe se limite alors à jouir des « fruits de la terre » et à « la conservation de la santé », son sens a depuis pris un tour dramatiquement prophétique. En réalité, Descartes pose les prémices d'une ère dans laquelle l'homme va non seulement se saisir du vivant, mais le manipuler, et cela grâce à une technique toujours plus performante et invasive. Si au XVIIe siècle, l'invention du microscope et la confirmation de l'héliocentrisme marquent l'aube d'une ère nouvelle, les deux révolutions industrielles des siècles suivants inaugurent quant à elles une accélération technique sans précédent dans l'histoire de l'humanité. Accélération non seulement technique mais également individuelle et sociale qui, selon le philosophe et sociologue allemand Hartmut Rosa, auteur d'*Accélération. Une critique sociale du temps*[1], constitue la nature et l'essence mêmes de la modernité. Une accélération permise par l'apparition de nouvelles technologies (de la machine à vapeur jusqu'à Internet et le séquençage du génome) qui résulte de l'économie capitaliste et accompagne un marché toujours plus concurrentiel. Conséquence, écrit Rosa dans *Rendre le monde indisponible*[2] : grâce aux instruments d'observation, le micro et le macroscopiques sont désormais *visibles* et même *atteignables*. L'homme a marché sur la Lune et visite les grands fonds marins, il a investi le monde et l'a rendu *maîtrisable* grâce à la mise en place d'infrastructures majeures. Terre, mer, ciel et corps humain sont investis avant d'être rendus *utilisables*, analyse enfin Rosa : « Ici, il ne s'agit pas seulement de mettre le monde sous contrôle, mais aussi d'en faire l'instrument de nos fins, ce qui transforme la mise à disposition du monde en mise en forme et en production du monde. Ce qui est là et maintenant est instrumentalisé et transformé en matériau et en objet de nos projections et désirs spécifiques ». À tel point que nous avons atteint un niveau de contrôle sans précédent de notre environnement, de ses ressources et même du corps.

LA MARCHANDISATION DE LA **GROSSESSE**

Étudions ces dimensions sous l'angle de la grossesse : elle est *visible* via l'échographie par exemple, *atteignable* ou *accessible* grâce aux techniques gynécologiques, *maîtrisable* avec la FIV, qui permet de séparer les éléments du corps pour les manipuler, et enfin *utilisable* : le corps n'est plus seulement sous contrôle, il devient l'instrument de nos fins. Les « mères porteuses »

[1] Rosa Hartmut, *Accélération. Une critique sociale du temps*, éd. La Découverte, 2013.

[2] Rosa Hartmut, *Rendre le monde indisponible*, éd. La Découverte, 2020.

– pléonasme en vogue pour remplacer un acronyme aussi alambiqué que la technique dont il résulte – en sont un parfait exemple. L'expression communément répandue, et abusive, selon laquelle la GPA serait une « technique de reproduction médicalement assistée », est très révélatrice et vertigineuse : la technique ne sert plus l'homme/la femme ; la femme fait désormais partie du processus technique. Le *sujet* femme disparaît, elle est un instrument, un outil, un *objet* technique. En cherchant à faire du corps un objet façonnable, en le rendant performant, « nous augmentons sa valeur comme *capital utilisable* », écrit Rosa dans un autre essai monumental, *Résonance*[3]. Le sociologue aborde le deuxième aspect de la nouvelle disponibilité du domaine de la naissance : la question de la « qualité génétique ou biologique de l'enfant ou de l'embryon ». Grâce au DPI (diagnostic génétique préimplantatoire) – on pourrait dire, au façonnage de l'enfant – on peut désormais maîtriser en partie la santé de l'enfant à naître, mais aussi ses caractéristiques physiques et intellectuelles… « Ici, effectivement, écrit Rosa, c'est la vie et la mort qui sont rendues disponibles. » Le corps, ses composants et l'« élan vital » cher à Bergson sont des ressources exploitables. Cellules souches, sang, organes, tissus de tous ordres, sperme ou encore ovules participent à une véritable « bioéconomie ». Le concept est développé par l'économiste roumain Nicholas Georgescu-Roegen au cours des années 70 et contribue à dénoncer le caractère séparable du corps et de ses éléments.

En 2009, l'OCDE publie un plan intitulé « La bioéconomie à l'horizon 2030. Quel programme d'action ? ». Ce plan d'action vise à favoriser la mise en place d'un modèle de développement et de productivité économique fondé sur l'exploitation et la manipulation technoscientifique du vivant. Portés par des avancées biomédicales majeures, le corps, et plus encore ses éléments, sont devenus en l'espace d'une quinzaine d'années le cœur d'une nouvelle économie globalisée qui inspire les projections les plus optimistes aux spéculateurs. Avec le plus grand cynisme, les ovules sont proposés sur catalogue en ligne, selon des critères qui répondent sans complexe aux lois du marché[4], celles de l'offre et de la demande : les ovules d'une jeune caucasienne blonde aux yeux bleus issue d'une université américaine prestigieuse sont vendus 50 000 dollars lorsque ceux d'une Américaine considérée par le marché comme ordinaire seront achetés pour 5 000 ou 6 000 dollars. Autre critère : l'anonymat. Les futurs parents sont attentifs à l'équilibre psychologique de l'enfant à naître ? Ils souhaitent trouver une donneuse, ou plutôt une vendeuse d'ovocytes prête à entrer en contact avec l'enfant si un jour il en émet le souhait ? C'est plus cher.

« LE CORPS ET PLUS ENCORE SES ÉLÉMENTS, SONT DEVENUS EN L'ESPACE D'UNE QUINZAINE D'ANNÉES LE CŒUR D'UNE NOUVELLE ÉCONOMIE GLOBALISÉE QUI INSPIRE LES PROJECTIONS LES PLUS OPTIMISTES AUX SPÉCULATEURS. »

LE VIVANT EN **OTAGE**

Les ressources du corps ne sont pas les seules à faire l'objet de spéculations et d'appropriations. En témoigne une invention récente dont les possibilités techniques qu'elle autorise méritent qu'on s'y attarde davantage. En 2020, les généticiennes française et américaine Emmanuelle Charpentier et Jennifer Doudna reçoivent le prix Nobel de chimie pour leurs travaux ayant permis le développement des ciseaux moléculaires CRISPR-Cas9. Ils permettent, dit de manière diplomatique, « d'éditer » le génome. En d'autres termes, de modifier l'ADN d'un

[3]Rosa Hartmut, *Résonance*, éd. La Découverte, 2018.

[4]Le philosophe libertarien américain Robert Nozick est allé très loin dans cette logique en défendant l'idée de « supermarché génétique ». Voir son essai, *Anarchie, État et Utopie*, éd. PUF, 1988, p. 384.





être vivant. Bien entendu, toute innovation suppose des utilisations vertueuses et notamment thérapeutiques. En 2018, un enfant a été soigné d'une leucémie grâce à la modification de cellules de sa moelle osseuse au moyen d'une stratégie thérapeutique utilisée ex-vivo qui aurait déjà prouvé son efficacité sur d'autres cancers très agressifs. Mais halte à l'enthousiasme. Souvenons-nous : la première application de la radioactivité a été consacrée à la médecine nucléaire, vertueuse elle aussi, avant que cette découverte ne fasse plusieurs dizaines de milliers de morts à Hiroshima et Nagasaki. La menace est pourtant autre ici : elle concerne le risque eugéniste et transhumaniste bien réel[5]. En 2018 déjà, un scientifique chinois avait créé l'émoi de la communauté internationale en médiatisant la naissance de bébés génétiquement modifiés. Mais l'application de ces « ciseaux moléculaires » a trouvé des ressources multiples, notamment dans le domaine agricole déjà lourdement affecté par une logique de privatisation des semences, monopolisées par une poignée de multinationales depuis les années 80. Concrètement, les quatre multinationales Syngenta, BASF, Corteva et Bayer, qui détiennent 60 % du marché des semences commerciales, utilisent désormais ces ciseaux moléculaires pour créer de nouvelles semences protégées par des brevets qu'elles imposent aux producteurs afin de renforcer leur monopole sur le marché et encourager grâce à elles une production toujours plus intensive.

Les conséquences d'une pareille politique sont nombreuses : dépendance accrue du monde paysan et agricole, monopolisation toujours importante du secteur, accaparement de la sélection végétale, contrôle de l'offre alimentaire, atteinte à la biodiversité, risque de contamination des autres cultures, utilisation exponentielle de pesticides… N'en jetons plus. La liste des conséquences du cercle vicieux qui s'est enclenché est longue. Un rapport de l'ONU intitulé « Semences, droit à la vie et droits des agriculteurs », publié en décembre 2021, alerte quant à la situation actuelle de nos cultures et du monde

[5]Je renvoie ici le lecteur au très instructif *Front Populaire* n°14 sur la question transhumaniste.

agricole : « La concentration du pouvoir entre les mains de quelques grandes entreprises de l'alimentaire fait que les populations locales sont vulnérables aux dommages causés par la dégradation écologique et les pesticides. » On peut déplorer que l'ONU ressemble tant à celui qui a le premier conceptualisé l'idée d'une Société des nations : Emmanuel Kant, porte-drapeau de l'idéalisme allemand. Et le déplorer avec Charles Péguy : « Le kantisme a les mains pures mais il n'a pas de mains[6]. » La mainmise de l'économie libérale sur le marché des semences n'est qu'un exemple des exploitations et privatisations des ressources de notre environnement. Devant quelles images de surexploitation n'avons-nous pas encore été catastrophés ? L'exploitation forestière à outrance ? La pêche intensive ? La chasse illimitée de la faune sauvage ? Le prélèvement excessif de sable pour répondre à la demande du marché en puces électroniques, en plastique, en détergent, en cosmétiques, à la construction ? Au nom d'une logique capitaliste globalisée condamnée au *toujours plus,* les ressources naturelles sont ainsi pillées et parfois même définitivement anéanties[7].

NE **FRÉMIRONS**-NOUS PAS ?

Face à cette « mise à disposition du monde », Hartmut Rosa révèle le « revers paradoxal » : « Le monde rendu disponible sur les plans scientifique et technique, économique et politique semble se dérober et se fermer à nous d'une manière mystérieuse ; il se retire, devient illisible et muet, et plus encore : il se montre à la fois menacé et menaçant, et donc au bout du compte *constitutivement indisponible.* » Qu'est-ce à dire ? Nous avons désormais affaire non seulement (c'est un truisme) aux conséquences d'un dérèglement global, mais plus étrangement à une peur fondamentale, globale, qui se déploie dans un même mouvement à l'égard de notre environnement, des autres, mais aussi de nous-mêmes. Un retour de l'indisponible qui s'exprime d'une manière nouvelle, radicale, « monstrueuse », écrit le sociologue. En divisant, morcelant, manipulant notre environnement et notre corps, ils nous échappent de manière inédite : c'est l'aliénation, l'impuissance et la peur qui surgissent. Demain, ne frémirons-nous pas en imaginant concevoir un enfant sans passer par la validation médicale alors que cela est possible ? L'ectogenèse – l'utérus artificiel dont rêve la Silicon Valley – ne viendra-t-elle pas nous murmurer que la grossesse naturelle est folie ? Cela sera-t-il considéré comme responsable de faire un enfant sans réaliser un diagnostic préimplantatoire pour le protéger de la survenance de maladies génétiques dont le spectre sera de plus en plus étendu[8] ? Faudra-t-il craindre les effets des semences génétiquement modifiées auxquelles nous ne pourrons plus renoncer ? Devrons-nous vivre reclus pour survivre à notre environnement ? Ces questions vertigineuses ne sont plus de l'ordre du fantasme. Elles méritent aujourd'hui d'être abordées. Il ne s'agit pas de rejeter la technique par principe, mais de la placer au service de l'homme. Le juriste Pierre Legendre l'avait énoncé avec clarté : « L'humanité ultramoderne exige l'humanité[9]. » ◆


DR

Céline Revel-Dumas
Diplômée de philosophie, ancienne élève de l'ESSEC (École supérieure des sciences économiques et commerciales, Cergy-Pontoise), ancienne journaliste au *Figaro*, Céline Revel-Dumas est essayiste.
Son dernier ouvrage en date : *GPA, le grand bluff* (éd. du Cerf, 2021).

[6]Péguy Charles, *Victor-Marie, comte Hugo*, éd. La Pléiade, tome III, p. 331.



N°15
HIVER
2023

[7]Bien que contemporaine, la 6e extinction de masse, aussi appelée « extinction de l'holocène », est déjà bien documentée.

[8]Pour une critique philosophique de l'eugénisme libéral, voir notamment Michael Sandel, *Contre la perfection, Les enjeux éthiques de la génétique*, éd. Flammarion, 2022.

[9]Legendre Pierre, *La Fabrique de l'homme occidental*, éd. Mille et Une Nuits/Arte éd., 1996, p. 27.

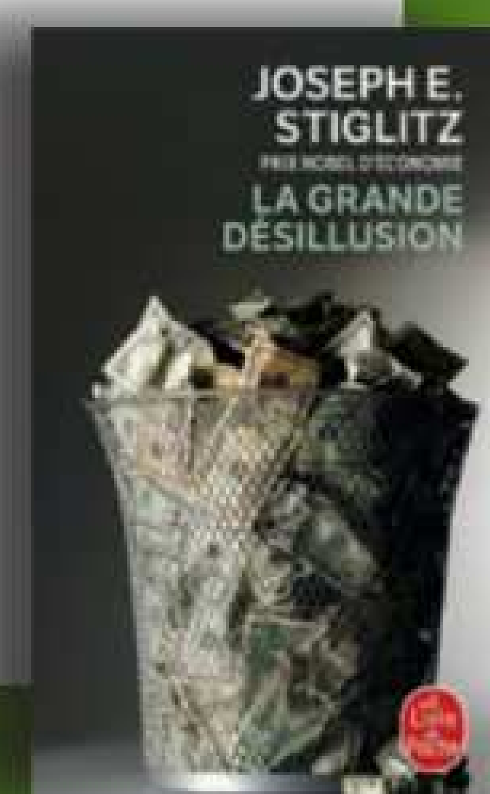
LIBRAIRIE

LES LECTURES INDISPENSABLES POUR COMPRENDRE LA MARCHANDISATION DU MONDE

La Grande Désillusion
de Joseph E. Stiglitz, éd. Le Livre de Poche, 2003

Né en 1943, l'Américain Joseph Stiglitz a reçu le prix Nobel d'économie en 2001. Il signe avec *La Grande Désillusion*, au début du XXIe siècle, l'ouvrage de référence sur la critique de la mondialisation libérale vantée dans les années 1990. C'est un peu la bible des mouvements altermondialistes qui émergent à la même époque et auxquels il donne beaucoup d'arguments.
L'idée centrale du livre est simple : « Aujourd'hui la mondialisation, ça ne marche pas, ça ne marche pas pour les pauvres du monde, ça ne marche pas pour l'environnement, ça ne marche pas pour la stabilité de l'économie mondiale. » Les institutions internationales, censées gérer la mondialisation, telle la Banque mondiale (par laquelle Stiglitz est passé de 1997 à fin 1999 avant de démissionner), privilégient les intérêts des États-Unis alors qu'elles ont pour mission affichée de protéger les plus faibles. Il dénonce avec virulence la dangerosité et le dogmatisme économique de ces institutions, et cite même des noms – ce qui lui sera reproché.
La Grande Désillusion dénonce un aveuglement idéologique. Stiglitz critique ainsi le FMI et le département du Trésor américain qui ont fondé toute leur politique économique sur le dogme libéral de l'infaillibilité du marché. Il pointe en particulier du doigt ce qu'on appelle « le consensus de Washington », cet ensemble de réformes prôné par le FMI et la Banque mondiale, imposé à tout pays qui demandait une assistance financière. La prétendue « expertise » de ce consensus repose sur des théories fortement remises en cause depuis au moins les années 1970, notamment par l'économie de l'information. Cette branche de l'économie (domaine pour lequel Stiglitz a reçu le Nobel) a montré de façon définitive que le marché est rendu efficace par l'asymétrie d'information, c'est-à-dire par le fait que l'information nécessaire à la prise de décision des acteurs économiques est mal répartie entre eux. Les politiques imposées par le FMI et la Banque mondiale n'ont pas été seulement inefficaces, elles ont aussi été destructrices. La généralisation des mouvements de capitaux, la financiarisation à outrance ont même produit les crises économiques. Stiglitz prend notamment l'exemple de la crise de la Russie post-soviétique des années 1990 pour montrer que l'effondrement du pays ne vient pas d'une résurgence du soviétisme, mais du triptyque stabilisation-libéralisation-privatisation voulu par Eltsine en collaboration avec le FMI et qui a fait exploser la pauvreté et les inégalités. Pareil pour la crise asiatique de 1997 : les pays qui ont refusé les « thérapies de choc » du FMI et du Trésor (comme la Chine ou la Malaisie) se sont mieux sortis d'affaire que les autres. Stigliz appelle de ses vœux une autre mondialisation, mieux gérée. La condition est simple : il faut que les institutions économiques internationales abandonnent leur foi irrationnelle dans le marché et fondent leurs interventions sur la transparence de l'information. Il faut aussi régionaliser ces institutions avec, par exemple, un fonds monétaire asiatique, européen, etc. ◆

HENRI DE MONVALLIER



ÉCONOMIE

LE CAPITALISME MONDIALISÉ EST-IL CRIMINOGÈNE ?

ENTRETIEN AVEC

CLOTILDE CHAMPEYRACHE

PROPOS RECUEILLIS PAR

MAXIME LE NAGARD

FP



Le crime est-il un sous-produit de l'économie ? Et si la mondialisation n'avait été « heureuse » que pour le crime organisé ? Clotilde Champeyrache connaît bien la « face sombre » de l'économie mondialisée. Et il se pourrait que le discours économique libéral dominant, axé sur la toute-puissance du marché, banalise, voire favorise le développement des pratiques criminelles.



N°15
HIVER
2023


DR

Clotilde Champeyrache
Maître de conférences en économie au CNAM, pôle sécurité-défense-renseignement, Clotilde Champeyrache est spécialiste de l'infiltration mafieuse dans l'économie légale. Elle est notamment l'auteur de *Sociétés du crime* (éd. CNRS, 2011), *Quand la mafia se légalise* (éd. CNRS, 2016), *Géopolitique des mafias* (éd. Le Cavalier bleu, 2022) et *La Face cachée de l'économie* (éd. PUF, 2019/Alpha, 2022).

F.P. : Vous pointez du doigt les lacunes de la théorie économique dominante (l'école néoclassique) pour comprendre l'économie criminelle et ce que vous appelez la « face cachée » de l'économie. Quelle est cette approche dominante et que lui reprochez-vous ?

CLOTILDE CHAMPEYRACHE : De façon générale, les économistes s'intéressent étonnamment très peu au crime. L'approche dominante en économie est portée par une croyance absolue dans les vertus du marché concurrentiel animé par des individus se livrant à des choix rationnels. C'est une vision qui surestime la capacité du marché à se prémunir contre le crime : le raisonnement est trop souvent dichotomique et ne conçoit pas ou peu qu'il y a de nombreuses interrelations – allant bien au-delà de la simple question du blanchiment de l'argent sale – entre sphères légale et illégale. Des agents de *l'upperworld* apportent leur soutien (conditionné parfois, mais aussi volontaire et complice) à des activités criminelles ou se livrent à des pratiques illégales dans le cadre de leurs activités légales – c'est la criminalité en col blanc. Par ailleurs, les criminels infiltrent l'économie légale, y compris en investissant dans des entreprises légales et déclarées. Ces dimensions sont largement ignorées car elles ne rentrent pas dans le schéma de pensée de ces économistes. Par ailleurs, ces derniers mobilisent des modèles fondés sur l'individualisme méthodologique : ils étudient le comportement d'un individu représentatif rationnel et maximisateur d'utilité et en extrapolent le comportement de tous. La dimension collective propre aux organisations est donc pour le moins négligée. Gary Becker résume ainsi le choix de l'illégalité au fruit d'un calcul coûts-bénéfices défavorable au respect de la loi. Si un acte délinquant individuel peut éventuellement entrer dans cette logique (encore que…), le crime organisé ne peut être correctement analysé sans se pencher sur les avantages organisationnels de l'action collective criminelle. Cette pensée réduit également l'économie à la seule institution du marché (un marché idéalisé) ignorant tout le contexte institutionnel et les formes

de pouvoir pouvant se développer dans la sphère économique (capacité de conditionnement criminel), mais aussi en dehors de l'économie, avec des répercussions sur celle-ci ; corruption politique et captation indue des marchés publics dans le cas des mafias par exemple.

F.P. : Le néolibéralisme est finalement une sorte de théologie du marché, un « fanatisme de marché », dit Stiglitz. C'est le marché qui doit ajuster et donner un sens au monde social. Tout est pensé à l'aune de l'efficience économique. Pour éclairer nos lecteurs et leur donner un exemple parlant, pouvez-vous expliciter les théories de Ronald Coase sur « le niveau optimal de pollution » ?

CLOTILDE CHAMPEYRACHE : Coase propose de repenser la question dite des externalités négatives en économie. L'une des applications est celle de la pollution induite par une activité productive. Traditionnellement, ce problème était traité comme un cas de défaut du marché et corrigé par l'État avec l'imposition soit d'une taxe, soit de quotas sur l'activité polluante. Le but est de limiter les coûts induits par un niveau élevé de pollution et de faire supporter ces coûts par l'industrie qui en est à l'origine. On reconnaît qu'il y a une responsabilité du pollueur et que les pollués sont des victimes. Coase, lui, considère que l'on peut atteindre une solution optimale sans recourir à l'intervention correctrice de l'État. C'est la négociation privée entre pollueur et pollué qui aboutit à une solution économiquement efficiente, et non pas écologiquement efficiente avec la recherche d'un niveau tolérable de pollution. Son raisonnement cible uniquement l'efficience économique qui maximise la richesse produite. Il faut ajouter à cela que la négociation peut tout à fait déboucher sur un accord où le pollué paye le pollueur pour qu'il pollue moins ! L'idée est que le pollué est demandeur de la négociation et, s'il n'est pas propriétaire par exemple de la rivière polluée, c'est à lui de proposer un dédommagement au pollueur pour qu'il accepte de baisser sa production de manière à diminuer le niveau de pollution. On sort donc de la catégorie juridique identifiant un tort avec un auteur et une victime. Une fois encore, la logique économique se substitue à celle du droit en privilégiant une négociation privée mettant sur un pied d'égalité pollueur et pollué et supposée n'aboutir que si les deux parties sont satisfaites par les termes de la transaction.

F.P. : Vous écrivez que « la réalité du terrain est beaucoup plus confuse que ce que la théorie dominante voudrait faire croire ». Faut-il considérer que l'étanchéité supposée entre économie légale et économie criminelle est un mythe (les marchés gris) ?

CLOTILDE CHAMPEYRACHE : Il n'y a jamais eu d'étanchéité entre économie légale et économie illégale. Les deux font plus que cohabiter ; elles interagissent. D'ailleurs, lorsque le terme de « crime organisé » est utilisé pour la première fois aux États-Unis à la fin du XIX[e] siècle, c'est pour désigner des activités illégales, notamment les jeux clandestins et la prostitution, mais il est aussi mentionné que ces activités se réalisent avec le concours d'acteurs légaux : forces de l'ordre complaisantes, politiciens corrompus, comptables ou avocats complices, entrepreneurs fournissant une façade… Cette connexion a par la suite été trop largement oubliée. D'une certaine façon, Eurostat l'a redécouverte lorsqu'il a demandé en 2014 aux organismes de statistiques des États membres de l'Union européenne d'intégrer le trafic de stupéfiants et la prostitution au calcul du PIB. L'une des raisons invoquées est la référence pudique à des « biais statistiques » qui faussaient l'équilibre comptable de fin d'exercice entre emplois et ressources. Dit de façon plus explicite, cela veut dire qu'il y a de l'argent sale qui circule dans l'économie légale, de même que des revenus légaux sortent de la sphère légale pour être dépensés dans l'acquisition de biens et services prohibés par la loi. Se développe ainsi une économie grise où la frontière entre légalité et illégalité est parfois complexe à établir.

F.P. : Que le crime organisé soit organisé n'est pas qu'une tautologie. Vous montrez que les organisations criminelles fonctionnent comme des microsociétés cohérentes (hiérarchie, logique de territoire, système de pouvoir et de lois parallèles, etc.). Comment l'approche libérale individualiste, pour qui, en fin de compte « la société n'existe pas » (Thatcher), peut-elle appréhender ce phénomène social ?

CLOTILDE CHAMPEYRACHE : Elle ne le peut pas. Le modèle beckerien (ndlr : de l'économiste américain Gary Becker) du comportement criminel rationnel ne permet pas de comprendre la dimension organisée du crime, les avantages organisationnels liés à l'association de criminels. Au mieux, ces économistes considèrent que les criminels s'organisent parce que la nature de certaines activités exige un minimum de coopération entre plusieurs agents. C'est la vision entrepreneuriale sur le modèle théorique de la firme légale qui est plaqué sur la firme illégale. Il s'agit d'une vision très réductrice du crime organisé qui a malheureusement des répercussions sur la façon dont les décideurs pensent le crime. La convention des Nations unies sur le crime organisé transnational qui s'est tenue à Palerme en 2000 a ainsi défini les groupes criminels organisés comme des entités animées par la recherche d'« un avantage financier ou un autre avantage matériel ». Cette vision économique des choses (la maximisation du profit finalement) passe à côté du caractère totalisant des organisations criminelles les plus puissantes et les plus durables. Les criminels cherchent à s'enrichir, certes, mais ils recherchent aussi le pouvoir, ce qui n'est pas mesurable en termes purement monétaires. Les Napolitains, lorsqu'ils évoquent la Camorra (ndlr : la mafia napolitaine), utilisent le terme *o sistema* (« le système ») qui évoque bien l'omniprésence de cette mafia dans l'économie, mais aussi dans la société et la politique locales. Le délit d'association mafieuse tel qu'il apparaît à l'article 416 bis du code pénal italien sou-





LE CYNISME CONSISTE À DIRE QU'IL PEUT ÊTRE RATIONNEL D'ENFREINDRE LA LOI DÈS LORS QUE LE CALCUL COÛTS-BÉNÉFICES LIÉ À L'INFRACTION EST PLUS FAVORABLE À CETTE OPTION QUE LE RESPECT DE LA LOI. »

ligne « la force du lien associatif » comme caractéristique majeure de l'organisation criminelle. La compréhension des organisations criminelles exige une approche transdisciplinaire et ne peut se satisfaire d'un raisonnement économiciste fondé sur des choix individuels indépendants de tout contexte économique et social.

F.P. : À partir du moment où elle voile une partie du réel – en l'occurrence criminel – économique, et refuse dès lors d'affronter le problème, peut-on dire que la doxa économique encourage ou à tout le moins laisse faire la criminalité ?

CLOTILDE CHAMPEYRACHE : Le positionnement de la doxa économique vis-à-vis de la criminalité, lorsqu'elle s'y intéresse, est assez ambigu et problématique dans ses conséquences pour la lutte contre l'illégalité. Au mieux, on peut considérer qu'il y a une certaine naïveté, au pire de la tolérance, voire du cynisme. La naïveté concerne l'illusion de l'étanchéité des deux mondes et la croyance dans la capacité du marché à se protéger des comportements illégaux. C'est la vision irénique de l'économie qui présente une économie pacifiée par le marché pensé comme producteur d'harmonie et de convergence d'intérêts initialement divergents. La tolérance, un peu sur le modèle coasien de l'analyse de la pollution, consiste à considérer que le crime est un sous-produit de l'économie, qu'il faut faire avec parce qu'il produit aussi de la richesse et répond à une demande. Cela peut amener à considérer que le blanchiment n'est pas un problème puisque c'est de l'argent qui revient dans le circuit économique légal… Généralement, cela sous-tend aussi le raisonnement selon lequel c'est la prohibition qui crée le crime. Évidemment, en l'absence de règles, il ne peut y avoir transgression. Est-ce à dire qu'il faut renoncer à légiférer ? Là encore, c'est faire abstraction du fait que le marché n'est pas un ordre naturel, mais une construction humaine et que toute société se structure aussi à partir de la formulation de règles communes. Enfin, le cynisme consiste à dire qu'il peut être rationnel d'enfreindre la loi dès lors que le calcul coûts-bénéfices lié à l'infraction est plus favorable à cette option que le respect de la loi. L'économiste Posner indique ainsi que, si la sanction pour une infraction est insuffisamment dissuasive, il est rationnel pour les agents d'enfreindre la loi et que, finalement, si un agent choisit malgré tout l'éthique, il sera sanctionné par le marché puisqu'il sera moins efficient que la concurrence. C'est un argument fréquemment invoqué dans les cas de criminalité en col blanc.

F.P. : En quoi la mondialisation néolibérale (et ses dogmes : déterritorialisation, dépolitisation, financiarisation, etc.) et la massification des échanges internationaux ont-elles concrètement bénéficié au crime organisé ?

CLOTILDE CHAMPEYRACHE : Le crime organisé, à l'image des acteurs de l'économie légale, a su profiter des opportunités offertes par la mondialisation : les marchés se sont internationalisés, ce qui a conduit à une industrialisation de certaines productions illégales. La contrefaçon est passée de la logique du petit atelier clandestin à celle de l'usine ; le marché de la cocaïne s'est répandu du continent américain à l'Europe et commence à gagner l'Afrique. Les organisations criminelles recourent également

aux chaînes de valeur mondiales, c'est-à-dire qu'elles vont disséminer les étapes de la production sur différents pays : raffiner la drogue peut se faire hors du pays d'origine de la matière de base (coca en Amérique du Sud, pavot en Asie) ; de même, une organisation criminelle peut envoyer des produits « en pièces détachées » (par exemple, des armes démontées, des produits contrefaits) et ne procéder à l'assemblage qu'à destination. Les criminels exploitent aussi les opportunités offertes en termes de dissimulation des marchandises illégales dans la massification des flux, notamment ceux du commerce maritime. Seulement 2 % des marchandises entrant dans les ports européens font l'objet d'un contrôle, ce qui laisse des trous béants dans la raquette. Cette insuffisance de moyens est renforcée par la capacité de corruption déployée par les criminels dans les zones portuaires et (à nouveau), par un discours économique libéral qui, en mettant l'accent sur l'impératif de fluidité des échanges et de rapidité de prise en charge des conteneurs, relègue les questions de sécurité au second plan. Par ailleurs, alors qu'il y a unification économique, la fragmentation politique subsiste : elle complique souvent la coopération internationale des forces de l'ordre et de la justice ; elle permet aussi à des législations problématiques (celles notamment des places dites *offshore*) de drainer impunément des capitaux à l'origine douteuse.

F.P. : L'Union européenne est néolibérale depuis ses origines, au sens de l'ordolibéralisme allemand, pour être précis. Elle se pense d'abord dans une logique de grand marché à partir duquel doivent converger harmonieusement les systèmes politiques. L'Acte unique de 1986 a consacré la libre circulation des hommes et des marchandises sur tout le continent. Un paradis… pour les criminels ?

CLOTILDE CHAMPEYRACHE : Les accords de libre-échange régionaux constituent des zones d'appel d'air pour le crime organisé en garantissant des facilités de circulation pour les marchandises illégales et pour les criminels. Cela vaut aussi pour la Cedeao, qui a entraîné une relocalisation criminelle en Afrique de l'Ouest. L'abaissement des contrôles aux frontières a par exemple permis au réseau corruptif une mise en place moins importante pour faire rentrer des biens illégaux sur l'espace économique intégré : il faut corrompre à l'entrée dudit espace mais ensuite, l'accès est facilité aux différents marchés nationaux.

F.P. : Contre l'approche libérale (au sens large), vous êtes une partisane du réalisme machiavélien sur le plan politique et du courant institutionnaliste en économie. Qu'est-ce que cela implique concrètement et en quoi cette approche peut-elle remédier aux failles du courant dominant ?

CLOTILDE CHAMPEYRACHE : L'individualisme méthodologique de la pensée dominante en économie a conduit à l'effacement de certaines notions pourtant fondamentales : pouvoir, souveraineté, action collective, institutions… Pourtant, ces termes sont essentiels au fonctionnement réel de nos sociétés et de nos économies. L'institutionnalisme originel américain tel que développé notamment par John R. Commons met en avant la nécessité de construire un « capitalisme raisonnable ». Même si la réflexion sur le crime en est malheureusement absente, sa réflexion s'appuie sur l'idée qu'il existe une imbrication et une coproduction essentielle du droit et de l'économie. Comme l'écrit Commons, les fondations du capitalisme sont juridiques et doivent intégrer l'éthique. Le marché est une construction humaine qui nécessite des garde-fous, donc des règles. Celles-ci structurent la société dans son ensemble, légitiment l'action de l'État. Garantir au citoyen un minimum de sécurité fait partie de l'exercice de la souveraineté. Reprendre la main sur l'économie criminelle a un coût, mais qui participe à une reconstruction du pacte social, à la confiance dans les institutions et à la construction de ce « capitalisme raisonnable ». Il s'agit même d'un impératif démocratique. ◆

LIBRAIRIE

LES LECTURES INDISPENSABLES POUR **COMPRENDRE LA MARCHANDISATION DU MONDE**

La Grande Transformation. Aux origines économiques et politiques de notre temps

de Karl Polanyi, éd. Gallimard, coll. Tel, 1990

Ce livre de l'économiste hongrois Karl Polanyi (1886-1964) est considéré en général comme l'ouvrage de référence de critique des sociétés de marché d'un point de vue non marxiste. La thèse est simple : l'idée de la main invisible qui régule le marché, développée par Adam Smith au XVIII[e] siècle, est un mythe. « La grande transformation » désigne les mutations économiques et sociales engendrées par la révolution industrielle à partir du XIX[e] siècle. Or, le produit de cette transformation, l'économie de marché, n'est ni naturel ni efficace.

Le marché n'est pas inscrit dans la nature humaine. C'est une construction historique assez récente. En fait, les libéraux ont naturalisé l'économie de marché car ils ont confondu le marché et le commerce : mais le marché n'est qu'une forme de commerce parmi d'autres. Ainsi, la réciprocité dans le don, la redistribution par un centre de production ou encore l'administration domestique comme dans les économies autarciques sont des formes qui ont prévalu en Europe jusqu'à la fin du Moyen Âge. « Le marché généralisé n'a pas existé en tout lieu et à toutes les époques », écrit Polanyi. L'économie a été très longtemps « encastrée » dans la société : les rapports économiques étaient subordonnés aux autres types de rapports humains. Le « désencastrement » (c'est-à-dire l'autonomisation du domaine économique et sa déconnexion par rapport aux autres sphères de la vie sociale) s'est produit lorsque tous les objets d'échange (notamment le travail, la terre et la monnaie) ont été soumis à la logique marchande.

Le plus gros problème, selon Polanyi, est le choc culturel que représente l'organisation de la société sur le mode du marché. En laissant les travailleurs dans la précarité, le marché autorégulateur a compromis la dimension humaine de la société. Les classes moyennes (ainsi que les aristocrates paternalistes) ont agi en réaction en faveur de la réglementation pour éviter que la société n'implose. Polanyi émet donc l'hypothèse que ce sont les mouvements de protection sociale et territoriale, plutôt que le marché, qui sont les émanations spontanées de la population. La régulation est bien plus « naturelle » que le marché.

Polanyi prédit enfin la fin de l'économie libérale (un point commun avec Marx) qui a contribué à produire les deux guerres mondiales. Pour lui, la crise de 1929 est le point de basculement vers la mort du libéralisme. Sur le plan économique, l'intervention de l'État a semblé indispensable pour remédier aux dérèglements du marché. Il est possible de construire une société industrielle en dehors du marché à la condition de mettre le travail, la terre et la monnaie hors marché, soit, en pratique, en fixant leur valeur par des mécanismes de négociation entre les partenaires sociaux et l'État. Les régimes totalitaires (d'inspiration fasciste ou communiste) ne sont rien d'autre, d'un point de vue économique, que des tentatives radicales et désespérées pour réencastrer un marché devenu fou dans la société. ◆

HENRI DE MONVALLIER



PHILOSOPHIE

ANATOMIE DE LA MAIN INVISIBLE

PAR
MICHEL ONFRAY

FP

DR



Sauf pour quelques staliniens demeurés, il ne fait aucun doute que le marxisme est une idéologie, l'idéologie définissant ici la croyance que le *réel obéit à l'idée*. Marx a construit un système idéaliste en le présentant comme matérialiste. Mais sa dialectique présentée comme créatrice, sa fin de l'histoire, son éloge de la violence accoucheuse de la vérité historique, sa réalisation d'un Homme Nouveau, son communisme achevant l'Histoire, sa société sans classe identifiée au paradis d'une terre débarrassée de la propriété, tout cela procède de l'idéalisme hégélien et a permis de justifier le pire : le goulag était le moment dialectique de la négativité préparant l'avènement d'une positivité supérieure, la société communiste ; l'histoire n'a pas été accomplie ou réalisée par la violence, mais tragiquement enflammée par elle ; l'Homme Nouveau a donné lieu à un *Homo sovieticus* transformé en rat craintif errant dans les égouts de l'Histoire ; et, en lieu et place de la société communiste, l'URSS a généré une société féodale totalitaire dans laquelle l'inégalité faisait rage – les rats au goulag, les apparatchiks au Kremlin ou dans leurs datchas sur la mer Noire, entre deux, un peuple faisant sous lui.

Il n'en va pas de même pour le libéralisme qui, pourtant, lui aussi, croit que le réel obéit à l'idée. L'idéologie de cette secte qui se pare des plumes du paon depuis plus d'un demi-siècle en Europe dispose de dévots qui peuvent toujours sacrifier à leur religion faite de main invisible, de ruissellement des richesses, de commerce adoucissant les mœurs, de vices privés générateurs de vertus publiques et, de ce fait, de mondialisation heureuse !

On a beau montrer que le marché ne produit aucune homéostasie, que la production des richesses ne génère aucun ruissellement mais la paupérisation, que le commerce est une autre façon de faire la guerre mais sûrement pas la paix, que la somme des vices publics n'est jamais que l'augmentation des vices de la société tout entière, que la mondialisation s'avère de facto malheureuse, rien n'y fait ! Les illuminés de cette secte jettent des anathèmes, ils promulguent des fulminations, ils vouent aux gémonies !

Un prétendu *cercle de la raison* sacrifie aux divinités libérales et insulte quiconque rit de ses prédications : jadis communiste, marxiste, bolchevique, puis, plus récemment, complotiste, climatosceptique, sinon souverainiste, comme si être souverain était préférable à son contraire : vassal, qui suppose donc la soumission à un suzerain. La déraison consisterait donc à ne pas sacrifier aux billevesées de ces adorateurs de fétiches.

C'est une scie musicale des cours d'économie au lycée. *Une main invisible régule le marché*. Conclusion : laissez faire, laissez passer, et tout ira pour le mieux dans le meilleur des mondes ! Moyennant quoi : les enfants continuent à travailler aux fonds des mines et les maîtres de forges à jouir de leur vie bourgeoise. Pardon, je parle aux contemporains d'Adam Smith, de David Ricardo, mais aussi de Victor Hugo qui s'opposait à pareille logique. Aujourd'hui, il faut écrire : les patrons des GAFAM peuvent aller sur la Lune et les enfants qui travaillent dans les usines de confection aussi, s'ils le souhaitent, il leur suffit de le souhaiter très fort.

Que dit Adam Smith dans *La Richesse des nations ?* « Chaque individu tâche, le plus qu'il peut, 1° d'employer son capital à faire valoir l'industrie nationale, et 2° de diriger cette industrie de manière à lui faire produire la plus grande valeur possible, chaque individu travaille nécessairement à rendre aussi grand que possible le revenu annuel de la société. À la vérité, son intention, en général, n'est pas en cela de servir l'intérêt public, et il ne sait même pas jusqu'à quel point il peut être utile à la société. En préférant le succès de l'in-

dustrie nationale à celui de l'industrie étrangère, il ne pense qu'à se donner personnellement une plus grande sûreté; et en dirigeant cette industrie de manière que son produit ait le plus de valeur possible, il ne pense qu'à son propre gain; en cela, comme dans beaucoup d'autres cas, il est conduit par une main invisible à remplir une fin qui n'entre nullement dans ses intentions; et ce n'est pas toujours ce qu'il y a de plus mal pour la société, que cette fin n'entre pour rien dans ses intentions. Tout en ne cherchant que son intérêt personnel, il travaille souvent d'une manière bien plus efficace pour l'intérêt de la société que s'il avait réellement pour but d'y travailler. Je n'ai jamais vu que ceux qui aspiraient, dans leurs entreprises de commerce, à travailler pour le bien général, aient fait beaucoup de bonnes choses. Il est vrai que cette belle passion n'est pas très commune parmi les marchands, et qu'il ne faudrait pas de longs discours pour les en guérir. » (IV.2.)

Autrement dit, en cherchant à satisfaire son intérêt personnel, l'individu contribue à son corps défendant au bien public, à l'intérêt général, à celui de la société, et ce en vertu d'une *main invisible* qui, en le guidant, réalise cette opération d'un genre alchimique en vertu de laquelle le bien privé fait le bien public, la poursuite de son intérêt particulier contribue à la formation de l'intérêt public.

En 1997, dans *Politique du rebelle*, j'avais déjà mis en relation cette fiction avec le Dieu des déistes qui sévit à cette époque – c'est le Dieu des philosophes contre celui d'Abraham, d'Isaac et de Jacob. Adam Smith est actif intellectuellement dans la seconde moitié du XVIII[e] siècle. Il est un penseur emblématique des Lumières écossaises.

Le christianisme est théiste : il enseigne que Dieu veut tout, dans le moindre détail, y compris la mort d'un enfant ou le tremblement de terre de Lisbonne, mais que les voies du Seigneur étant impénétrables, on ignore les raisons pour lesquelles ce qui est voulu est voulu ainsi par Lui.

«

EN CHERCHANT À SATISFAIRE SON INTÉRÊT PERSONNEL, L'INDIVIDU CONTRIBUE À SON CORPS DÉFENDANT AU BIEN PUBLIC, ET CE EN VERTU D'UNE MAIN INVISIBLE QUI, EN LE GUIDANT, RÉALISE CETTE OPÉRATION D'UN GENRE ALCHIMIQUE EN VERTU DE LAQUELLE LE BIEN PRIVÉ FAIT LE BIEN PUBLIC.

»

Les déistes affirment quant à eux que Dieu a créé le monde, mais qu'il se moque bien de ce qui peut advenir, en bien ou en mal. Ce qui survient ne relève pas de sa volonté. Mais ses lois permettent au monde, selon la formule de Leibniz, d'être le meilleur des mondes possibles. Moins bon, il ne pouvait être, devenant moins bon, il disparaîtrait. Cette main est métaphoriquement celle d'un Dieu déiste qui impose sa loi pour qu'*in fine*, tout soit au mieux.

Les lois du marché supposent que chacun voulant son bien-être réalise en poursuivant ce but le bien-être de tous. Le désir et le besoin induisent la production qui fait face à la demande qui, elle, peut être créée de toutes pièces par la publicité et autres techniques de suggestion théorisées par le neveu de Freud, Edwards Bernays, dans *Propaganda. Comment manipuler l'opinion en démocratie* (1928). Ces productions multiples supposent la concurrence qui, elle, satisfait au meilleur prix le

besoin du départ. La main invisible règle l'ensemble : envie, désir, production, concurrence, prix et profits, quantités et revenus, satisfaction, intérêt général et bien public – les libéraux oublient de préciser que la propagande aide la main invisible à faire son travail.

Or, il n'y a pas de Dieu, pas de main invisible, pas de meilleur des mondes possibles ni meilleur des mondes ailleurs. *Laisser faire le marché, c'est généraliser la marchandisation du monde et rien d'autre.*

Jadis, et pendant de longs siècles, la marchandise se réduisait aux biens de première nécessité : de quoi boire, manger, se loger, s'habiller, se chauffer. Une soupe, de la boisson comme on disait, autrement dit du vin ou du cidre coupé d'eau, du lait, du pain, du lard, des pommes de terre, un toit, des bûches dans la cheminée, une table, des chaises, un lit, une armoire, des vêtements du dimanche et d'autres pour tous les jours. Le paysan a vécu ainsi de Virgile au Débarquement du 6 juin 1944 qui, après les tanks et les jeeps des Américains, apporte le tracteur au paysan et avec lui la malédiction de la productivité, l'industrialisation de l'agriculture, la pollution de la nature, la destruction des espèces, le devenir toxique des produits alimentaires, la disparition du goût, le mode de vie américain.

> « LE PAYSAN A VÉCU AINSI DE VIRGILE AU DÉBARQUEMENT DU 6 JUIN 1944 QUI, APRÈS LES TANKS ET LES JEEPS DES AMÉRICAINS, APPORTE LE TRACTEUR AU PAYSAN ET AVEC LUI LA MALÉDICTION DE LA PRODUCTIVITÉ. »

La société de consommation multiplie les choses inutiles : souvenons-nous de la chanson de Boris Vian que j'aime à citer souvent, *La Complainte du progrès* qui, dès 1955, liste les sottises devenues essentielles : l'armoire à cuillères, le cire-godasses, le repasse-limaces, le tabouret à glace, le chasse-filou, la tourniquette à faire la vinaigrette, le ratatine-ordures, le coupe-friture, l'efface-poussière, le lit qu'est toujours fait, le chauffe-savates, le canon à patates, l'éventre-tomate, l'écorche-poulet . Plus tard, en chantant *La Montagne* (1965), Jean Ferrat déplore ceux qui laissent tomber les vieux qui savent tuer la caille ou le perdreau, qui aiment le vol des hirondelles et la tomme de chèvre, pour partir vivre à la ville où triomphent le Formica et le ciné, le HLM et le poulet aux hormones.

Désormais, la chosification n'épargne plus rien : on a marchandisé le blé pour le pain, la vigne pour le vin, le lin, le coton, la laine pour le tissu, les légumes pour la soupe, la viande pour les repas, le bois pour les meubles, les pierres et le ciment pour la maison. Puis les matériaux nécessaires à la fabrication du repasse-limaces et de la tourniquette à faire la vinaigrette, à la confection du tabouret à glace et du chasse-filou.

Enfin, le corps humain. Le sperme, puis les ovules, puis les organes vendus par les Chinois qui prélèvent sur des condamnés à mort spécifiquement abattus pour fournir le marché noir occidental. On loue des utérus, c'est le summum du progressisme. On vend des enfants qu'on peut désormais choisir sur catalogue : les nazis peuvent opter pour un mâle blond aux yeux bleus, les décolonialistes pour un mâle noir viriloïde et patriarcal, phallocrate et autocrate, les bourgeois-bohèmes lecteurs de *Télérama* et auditeurs de *France Inter* pour un embryon obtenu

avec du sperme de prix Nobel – par exemple un ovule d'Annie Ernaux et des spermatozoïdes de Jean-Paul Sartre. Chacun pourra construire sur mesure un enfant issu de sa blessure narcissique.

Jadis, je ne cesserai de le dire et de le redire, quand la gauche préférait Victor Hugo à Bernard Tapie, elle se trouvait du côté de Fantine et de Cosette. Pour ceux qui l'ignoreraient, Cosette était l'enfant naturel de Fantine, elle en hérite après avoir été engrossée par un petit noceur, un soir de bringue à Paris avec ses copains, avant de repartir en province pour mener une vie de notaire, de préfet ou de député. Pauvresse, déshonorée, impossible à marier, Fantine, une « jolie blonde aux yeux bleus avec de belles dents » qui ne savait ni lire ni écrire, était couturière dans une fabrique de Montreuil avant de se faire renvoyer et de devoir se prostituer. Devenue *misérable*, elle subit les Thénardier, un couple d'aubergistes qui garde sa petite fille et prétend avoir besoin d'argent pour soigner l'enfant malade. Bien sûr, l'enfant est en bonne santé, mais le couple diabolique veut escroquer la pauvre femme. Afin de pouvoir leur envoyer la somme, elle se résout à vendre ses cheveux et ses deux dents de devant, les « palettes ».

Pendant des années, à la lecture du roman, la gauche mouillait son mouchoir. Depuis que Mitterrand a renoncé au socialisme en 1983, qu'il s'est converti au libéralisme de Giscard d'Estaing et qu'il adoube l'escroc Bernard Tapie comme héraut de sa nouvelle idéologie, ce qui se dit de gauche crache sur Cosette et Fantine et transforme en héros les Thénardier : lui qui fut détrousseur de cadavres sur le champ de bataille de Waterloo, aubergiste et braconnier à Montfermeil, bandit et escroc à Paris et négrier en Amérique, il est devenu le modèle des progressistes. Bel ancêtre…

Cette gauche-là ne perd pas une occasion de briser des lances contre le Code noir assimilé à Colbert. Rama Yade, ancienne ministre du président Nicolas Sarkozy qui réside désormais à Washington, a récemment affirmé qu'elle vivait comme une « microagression », pauvre chérie, le fait de passer devant la statue de Colbert, ce grand ennemi de la liberté, dont la statue trône devant l'Assemblée nationale à Paris. Elle dénonce le privilège blanc,



il est vrai que son trajet témoigne en faveur du racisme structurel français qu'elle ne cesse de dénoncer !

Que ne met-elle la même énergie à dénoncer aujourd'hui les contrats de location d'utérus que doivent signer les mères porteuses transformées en viandes vétérinaires moyennant finances ! Le corps des femmes y est considéré comme celui d'une jument à laquelle l'étalonnier inflige une saillie : interdiction de boire ceci, de manger cela, d'habiter à plus de tant de kilomètres de l'hôpital,

d'avoir un chat, de pratiquer tel sport, d'ingérer des médicaments en dehors de ceux exigés par la grossesse, d'être soumis au stress, de relations sexuelles pendant neuf mois, etc.

Et puis les clauses qui, dès la naissance de l'enfant, interdisent à la mère porteuse de le regarder, de le toucher, de le prendre dans ses bras, de s'y attacher, de le connecter de façon primale à celle qui l'a porté afin de le remettre le plus vite possible au couple acheteur qui embarque la progéniture, une poupée de chiffon achetée tel un jouet vivant – ou un chien.

Rappel : « En cherchant à satisfaire son intérêt personnel, l'individu contribue à son corps défendant au bien public, à l'intérêt général, à celui de la société, et ce en vertu d'une *main invisible* qui le guide réalise cette opération d'un genre alchimique en vertu de laquelle le bien privé fait le bien public, la poursuite de son intérêt particulier contribue à la formation de l'intérêt public » – vraiment cher Adam Smith ?

La satisfaction de l'intérêt personnel n'est rien d'autre que… la satisfaction de l'intérêt personnel ! Nulle part on ne voit surgir le bien public, l'intérêt général, le bien de la société dans cet éloge forcené de l'individualisme égocentré. Du bien égoïste, oui, de l'intérêt personnel, certes, mais sûrement pas du bien public et de l'intérêt général. *Laisser faire le marché, c'est aussi généraliser la paupérisation.*

Car, loin de générer une homéostasie du groupe social, le libéralisme sépare l'humanité entre « les gens qui réussissent et les gens qui ne sont rien », selon l'heureuse formule prononcée par le président de la République Emmanuel Macron dans le cadre de l'inauguration d'une start-up !

Ceux qui réussissent ? Un couple américain qui peut consacrer entre 80 000 et 240 000 € à la transaction, un couple canadien qui peut sortir entre 60 000 et 100 000 € pour acheter l'enfant, un couple grec qui va payer la chair humaine entre 70 000 à 80 000 €, un couple qui allait en Ukraine ou en Russie et qui emportait le paquet de viande moyennant un chèque entre 26 000 et 80 000 €. Pour le couple français, quant à lui, tout dépend dans quel pays il ira faire ses emplettes : aux États-Unis, au Canada, en Grèce, en Ukraine, en Russie. Il lui suffira de rapporter son achat, il sera validé dans le pays de feu Jaurès devenu le pays de Mélenchon. La France interdit le forfait, mais le laisse accomplir ailleurs avant retour sur son sol sans ennuis.

Ceux qui ne sont rien ? La femme transformée en jument, en vache, en truie ; la femme dont on loue le ventre, comme on le fait avec une prostituée ; la femme à qui l'on interdit de s'attacher à l'enfant qu'elle a porté pendant neuf mois parce qu'il n'est qu'un projet et qu'un projet change de main en vertu d'une simple transaction financière ; la femme dont on a quantité la somme à lui verser si elle perd un utérus, une ou deux trompes de Fallope, si elle donne son lait qu'on trait comme celui d'une chèvre ; la femme dont on a même prévu qu'elle pouvait mourir et pour laquelle les trafiquants d'enfants paient une assurance vie pour le compagnon dont la femme a porté l'enfant vendu ; la femme à qui les Américains, les grands manipulateurs de la main invisible, ont dit que le kilo d'enfant se vend aux alentours de 30 000 € alors qu'en Ukraine, grand pays producteur de chair humaine avant la guerre, le kilo est vendu 20 000 €.

Que faut-il penser de *La Fable des abeilles* du libéral emblématique Mandeville, lui qui affirmait que « les vices privés généraient les vertus publiques » ? Qu'il faut célébrer le commerce des enfants, (nommé par des descendants d'Edward Bernays gestation « pour autrui », ce qui laisse croire que ce trafic d'enfants, cette traite de bébés, est altruiste…) parce qu'il génère du

travail pour les médecins, les infirmières, les radiologues, les gynécologues, le personnel de service et d'entretien de l'hôpital, mais aussi pour les assureurs, les juristes qui établissent les contrats, les notaires qui les enregistrent, les pharmaciens. Ajoutons à cela la mère porteuse, qui peut ainsi subvenir à ses besoins, son compagnon qui en profite donc, ses enfants, son chien qui peut disposer d'une pâtée, sa banque à qui elle rembourse les traites de sa voiture et de sa maison, ses enfants qui peuvent s'inscrire à l'université, etc. On a compris la logique. Mandeville dirait : sans cette opération vétérinaire, nombre de gens se seraient trouvés au chômage, ils n'auraient pas pu consommer, la société s'en serait mal portée. Ils ne seraient rien puisqu'ils n'auraient rien.

Car, c'est le point aveugle du libéralisme, il n'a que faire des individus, des vices des individus, seul importe l'intérêt de la société devenu vertu dans la société et vertu de la société. Les Jacobins de 1793, les fascistes de l'Europe du XXe siècle, le national-socialisme, le bolchevisme et aujourd'hui les transhumanistes, pensent très exactement de la même manière : l'individu n'a de sens que dans la collectivité qui lui donne sens. Que l'individu périsse si le business doit péricliter.

« LES JACOBINS DE 1793, LES FASCISTES DE L'EUROPE DU XXE SIÈCLE, LE NATIONAL-SOCIALISME, LE BOLCHEVISME ET AUJOURD'HUI LES TRANSHUMANISTES, PENSENT TRÈS EXACTEMENT DE LA MÊME MANIÈRE : L'INDIVIDU N'A DE SENS QUE DANS LA COLLECTIVITÉ QUI LUI DONNE SENS. »

Car, quid de cet enfant conçu pour être vendu puis acheté ? Dans une société prompte à estimer que les enfants doivent donner des leçons (d'écologie notamment…) aux adultes, quid de cet être réifié, chosifié, marchandisé ? Le marché rend aujourd'hui possible, en Chine notamment, un utérus piloté par intelligence artificielle : quid de cet enfant neuf mois placé dans les entrailles d'acier d'une machine dans laquelle baignent des liquides envoyés par seringues et sondes branchées sur des ordinateurs ? Une femme médecin et philosophe explique, en Angleterre, qu'il faut utiliser le ventre des femmes en état de mort cérébrale comme utérus porteur pour ce funeste marché. Quid de la psyché de cet enfant qui aurait vécu les neuf premiers mois de sa vie dans le cercueil glaireux d'un cadavre ? Quid de l'enfant conçu avec le sperme congelé d'un géniteur mort depuis vingt ans ? Les vices privés génèrent les vertus publiques ? Vraiment ?

On voit bien où se trouvent les vices privés dans cette affaire : l'égotisme, le narcissisme, l'individualisme, l'égocentrisme, le nombrilisme, l'amour de soi, la vanité, l'orgueil, la suffisance, la prétention, l'immaturité. Mais où sont les vertus de la société ? De quel rapport est ce commerce libéral de chair infantile ? Un excellent produit intérieur brut ? Une bonne balance commerciale ? Une banque centrale forte ? Un budget en équilibre ? Un taux de chômage bas ? Où l'on saisit que la main invisible du libéralisme distribue l'or à quelques-uns et la géhenne aux autres, le plus grand nombre. Il ne génère pas le « bonheur terrestre du tout », selon la formule de Mandeville, mais le bonheur terrestre de quelques-uns. Pour les autres ? Le malheur fera bien l'affaire… ◆

ÉCONOMIE

LE MONDE PAYSAN FACE À LA LOI DU MARCHÉ

ENTRETIEN AVEC

PHILIPPE GRÉGOIRE

PROPOS RECUEILLIS PAR

BERTRAND GUYOT





DR

Dans le milieu agricole comme ailleurs, la loi du marché est aussi celle du plus fort. Les agriculteurs français subissent les chocs de compétitivité du marché mondial et la prise de pouvoir des oligopoles. Qui les sauvera de la jungle planétaire ? Personne. Et ils le savent.





DR

Philippe Grégoire
Issu d'une famille de paysans dont l'ancrage dans le métier s'étend sur plus de six générations, Philippe Grégoire est aujourd'hui éleveur de bovins et producteur de lait dans le Maine-et-Loire. Souverainiste revendiqué, il est adhérent à République souveraine, dont il est le président de la commission agricole. Ancien syndicaliste, il a été vice-président du Mouvement national des éleveurs de nos régions (MNER) entre 2013 et 2017.

F.P. : Comme la plupart des secteurs économiques, le monde agricole est soumis aux contraintes de l'économie mondialisée qui le met en concurrence avec le monde entier. Cette mondialisation a été présentée comme une chance. Qu'en pense l'agriculteur que vous êtes ?

PHILIPPE GRÉGOIRE : Cette mondialisation ne fonctionne tout simplement pas, sauf à se placer du point de vue de la petite minorité qui en bénéficie. Sur 2 639, 1 milliards d'euros du PIB de la France en 2022, il y a environ 850 milliards qui sont investis dans ce que j'appelle le PIB mondialisé (l'agriculture et une partie des 1 255 milliards d'euros de l'industrie) à savoir le PIB soumis à la concurrence internationale. Pour l'agriculture, cela correspond à 76 milliards d'euros de chiffre d'affaires, voire 82 milliards si on incorpore les entrepreneurs agricoles. Ce modèle-là ne fonctionne pas. Si je me réfère à la théorie de David Ricardo dite de l'avantage comparatif, où chaque pays peut bénéficier du libre-échange, à condition de se spécialiser sur la production de biens pour lesquels l'avantage comparatif est le plus élevé, 850 milliards sur 2 500, c'est beaucoup trop ! Nous devons retrouver un modèle de coopération agricole plus vertueux.

F.P. : On dit souvent que c'est « la loi du marché » qui contrôle et déséquilibre le secteur agricole (comme d'autres secteurs d'activité). Est-ce une idée reçue ou le vivez-vous comme une réalité ? Qu'est-ce que cela implique concrètement ?

PHILIPPE GRÉGOIRE : C'est vrai par moments. Le déséquilibre dans l'offre et la demande contribue souvent à faire monter les prix. Mais cela dépend ce qu'on entend par « loi du marché ». Si on entend par là « loi de la jungle », alors oui… le secteur agricole est soumis à la loi du plus fort. Mais si on entend « loi du marché » au sens de l'organisation d'une concurrence pure et parfaite (censée permettre l'équilibre des marchés), alors c'est faux pour ce qui concerne l'agriculture. Depuis les années 60, avec Sicco Mansholt, un homme politique



LES GRANDES ET MOYENNES SURFACES FONT DE 18 % À 22 % DE MARGE BRUTE, ET L'AGROALIMENTAIRE SE BALADE ENTRE 35 % ET 53 %. ÉVIDEMMENT, SI ON LES ÉCOUTE, ILS PRÉTENDENT NE FAIRE QUE 1 % OU 2 % DE MARGE. »

néerlandais, et la politique agricole commune (PAC) dont il a été l'un des principaux artisans dans les années 50, on est montés crescendo dans le développement des oligopoles de l'agroalimentaire. Or, selon les dogmes économiques (ndlr : néoclassiques, en l'occurrence) en vigueur, un marché oligopolistique est un marché imparfait, au sens où les prix sont maîtrisés par un petit groupe en situation de domination écrasante. L'agroalimentaire est le deuxième secteur d'activité mondial derrière l'industrie pharmaceutique. Il représente presque 8 270 milliards de dollars de chiffre d'affaires, soit entre trois à quatre fois le PIB de la France. Quand il y a situation d'oligopole, il y a automatiquement des dépendances et des asservissements, en l'occurrence des paysans et de leurs salariés. Ce qui pourrait brouiller les cartes, ce serait éventuellement de fortes précipitations sur des continents ou des sécheresses assez longues. Alors, il y aurait peut-être temporairement des produits qui viendraient à manquer. Les gens s'alimenteraient autrement et l'industrie agroalimentaire serait sans doute forcée de s'adapter.

F.P. : Vous parliez de la théorie des avantages comparatifs de Ricardo. C'est une vision libérale du monde sous-tendue par l'idée que l'échange marchand résout tous les problèmes. Mais cela implique la perte en autonomie dans divers secteurs. Le ministre de l'Agriculture Marc Fesneau a parlé début octobre, au Sommet de l'élevage, de « reconquérir notre souveraineté alimentaire ». Quel est le niveau de souveraineté alimentaire de la France ?

PHILIPPE GRÉGOIRE : Aujourd'hui, nous sommes dépendants à peu près à hauteur de 23 %. Je pense qu'à la fin de l'année, on atteindra 25 %. On importe 56 % des ovins, 50 % de poulet, 22 % de la viande bovine, 26 % du porc, 75 % du miel, 30 % des produits laitiers, 28 % des légumes, 71 % des fruits. Enfin, 63 % des protéines que nous ou nos animaux consommons concernent le soja qui vient d'Amérique du Sud. Nous sommes en partie responsables de la destruction de la forêt amazonienne.

F.P. : Quels rôles tiennent les grandes plateformes industrielles et la grande distribution dans l'augmentation des prix constatés ces deux dernières années ? Quelle est la part de responsabilité de l'agriculteur ?

PHILIPPE GRÉGOIRE : Au bout de la chaîne, les agriculteurs ne sont ni plus ni moins que de la chair à canon. Les grandes et moyennes surfaces font de 18 % à 22 % de marge brute, et l'agroalimentaire se balade entre 35 % et 53 %. Évidemment, si on les écoute, ils prétendent ne faire que 1 % ou 2 % de marge. C'est normal, ils ont créé des sociétés écrans qui leur permettent de masquer leurs bénéfices…

F.P. : Le monde agricole peut-il s'appuyer sur la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) pour faire valoir ses intérêts et ceux des consommateurs ?

PHILIPPE GRÉGOIRE : La FNSEA n'est plus un syndicat agricole, c'est celui de l'agroalimentaire. On peut le prouver à travers toutes les plateformes. Il appartient à la COPA et la Cogeca qui regroupent certaines organisations syndicales et professionnelles agricoles et coopératives des 27 États membres de l'Union européenne.



IL FAUT FONCTIONNER PAR TERRITOIRE, AVEC DES PLATEFORMES LOGISTIQUES, DES PETITES LAITERIES ET DES PETITS ABATTOIRS À PROXIMITÉ DES GRANDES MÉTROPOLES POUR QUE LA MARCHANDISE FASSE LE MOINS DE TRAJET POSSIBLE. C'EST FAISABLE, À CONDITION DE SORTIR DES CIRCUITS ACTUELS DE L'AGROALIMENTAIRE. »

Historiquement, ils cherchent à faire comme l'industrie automobile aux États-Unis, qui a concentré les outils industriels sur quelques grands constructeurs pour conquérir les marchés intérieur, asiatique et africain. Ce modèle-là ne vit que pour la compétition permanente, dans un strict souci de rentabilité. Dans cette logique, la FNSEA cherche à conquérir des parts de marché, à développer des coopératives agricoles françaises et européennes pour être moins chère que les autres.

F.P. : L'agriculteur ne se retrouve-t-il pas gagnant ?

PHILIPPE GRÉGOIRE : Non, cela va à l'encontre des agriculteurs français. En 1951, le prix de 1 litre de lait était fixé à 33, 5 centimes d'euro payés aux producteurs. Et jusqu'avant la guerre en Ukraine, c'est-à-dire fin 2021, en moyenne, sur 70 ans, nous avons été payés 32, 5 centimes d'euro, c'est-à-dire 1 centime de moins qu'en 1951. On nous a dit : « Les gars, allez-y, faites des gains de productivité ! » Au final, nous sommes restés au même prix, voire plus bas. Et pour quel résultat ? Deux suicides d'agriculteurs par jour ! Quant aux autres syndicats, ils sont divisés et ne font plus que de la communication car ils ont les mains liées au financement des pouvoirs publics. Ils cherchent avant tout à pérenniser leur existence.

F.P. : Les consommateurs ont naturellement tendance à vouloir des produits alimentaires frais et locaux. Mais ils veulent aussi trouver les mêmes produits toute l'année et des prix toujours plus bas auxquels la mondialisation les a habitués. Le consommateur a-t-il une responsabilité ?

PHILIPPE GRÉGOIRE : Oui et non. Le consommateur est pris en otage par l'industrie agroalimentaire. Il y a bien la question des circuits courts, mais n'oublions pas que cela ne représente qu'entre 3 et 4 milliards d'euros sur 76 milliards d'euros du chiffre d'affaires de la Ferme France. Si on refait de vrais circuits au niveau franco-français, on peut réussir à ne pas manger plus cher et même mieux. Il faut les développer, mais cela restera une goutte d'eau tant que le système entier n'aura pas été repensé.

F.P. : Comment faudrait-il procéder ?

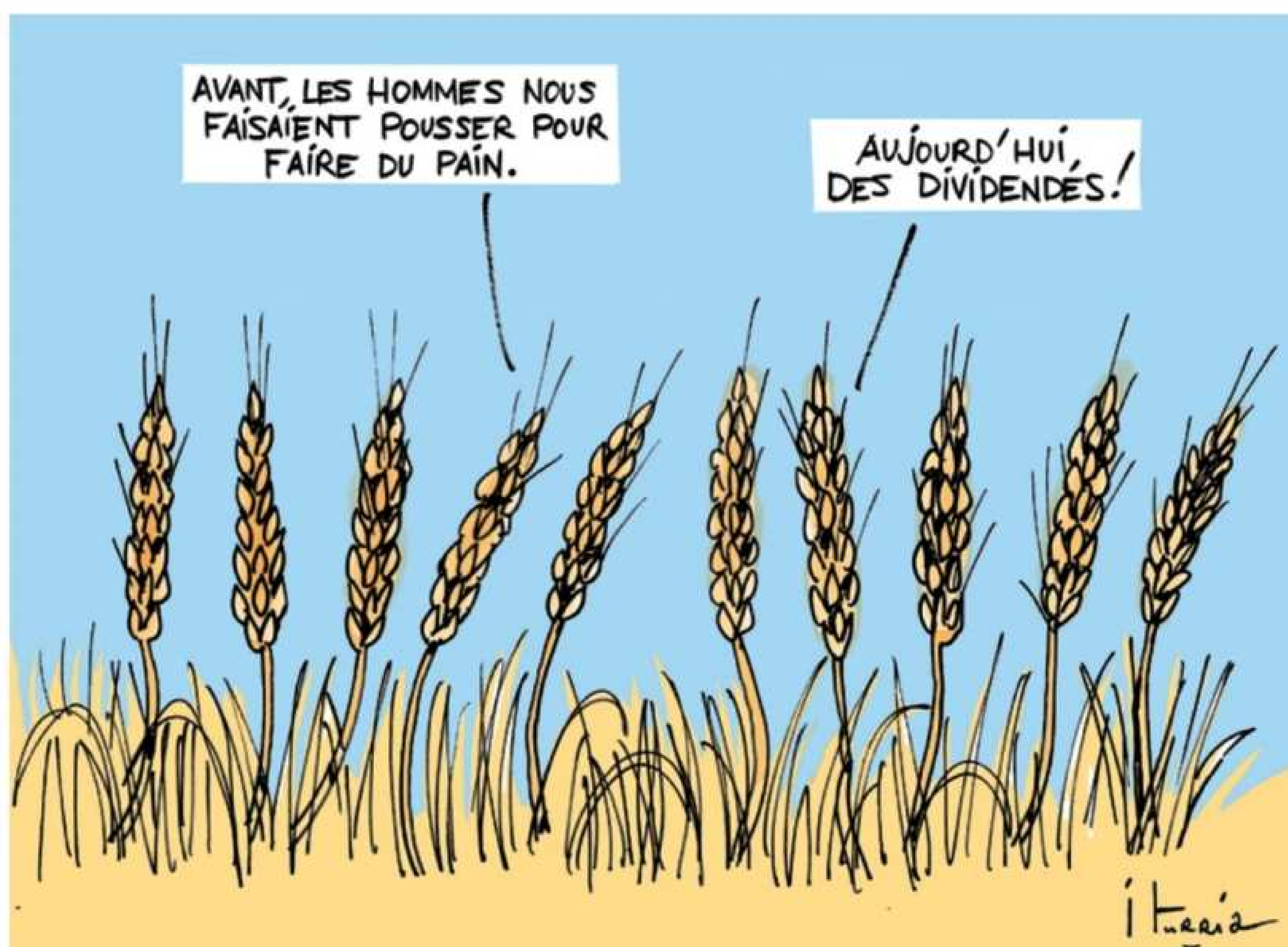
PHILIPPE GRÉGOIRE : En recréant un autre schéma agricole qui développe les circuits courts. Ensuite, il faut sortir des traités de libre-échange pour développer la coopération entre les États. S'appuyer sur la charte de La Havane (1947), qui définissait la coopération entre les États non alignés sur les États-Unis (non-signataires) et qui ne voulaient pas non plus du modèle soviétique avec les sovkhozes et les kolkhozes où les gens n'étaient pas propriétaires de leurs terres. La charte de La Havane, c'est l'équilibre de la balance des paiements. Aucun pays ne devrait être en situation structurelle d'excédent ou de déficit de la balance des paiements, d'autant que cette

charte interdit la spéculation. En France, il y a des produits qu'on ne produit pas, donc on les importe d'un pays exportateur, mais à hauteur de son véritable coût de production. Et nous, en contrepartie, si on exporte des produits agricoles, on le fait à nos propres coûts de production, sans recherche de surprofit, tout en préservant nos emplois. En France, il faut fonctionner par territoire, avec des plateformes logistiques, des petites laiteries et des petits abattoirs à proximité des grandes métropoles pour que la marchandise fasse le moins de trajet possible. C'est faisable, à condition de sortir des circuits actuels de l'agroalimentaire, qui sont conçus pour cohabiter avec la financiarisation mondialisée de l'économie et le turbocapitalisme.

F.P. : L'Union européenne était censée être une chance pour les agriculteurs. La politique agricole commune (PAC) devait « assurer un niveau de vie équitable à la population agricole » et « garantir la sécurité des approvisionnements ». Que pense un agriculteur français de l'Union européenne ?

PHILIPPE GRÉGOIRE : Depuis les années 60, le monde agricole a fait des gains de productivité allant de 15 à 50 fois la production initiale, parce que les hors-sol (les élevages d'animaux qui ne sortent jamais dehors) n'existaient pas. Moi, j'ai multiplié mes gains de productivité dans mon exploitation par 15, mais je ne fais pas de hors-sol. Ceux qui font du hors-sol (cochons, canards, poulets, lapins…) peuvent multiplier par 50 le volume de tonnage vendu par exploitation. Et quel est le résultat de ce développement ? C'est une charge mentale très importante sur les agriculteurs, un endettement de 250 000 € en moyenne par exploitation, 80 % des paysans qui gagnent moins de 1 709 € brut mensuel et 40 % qui ont un revenu inférieur au RSA. Cette industrialisation de l'agriculture a rapporté de gros profits aux plateformes de l'agroalimentaire, mais a appauvri les paysans en euros constants et les a surtout fortement endettés. Alors les grandes déclarations de principe de l'Union européenne…

F.P. : Faut-il se diriger vers un système de grandes coopératives et diminuer le





nombre d'exploitations pour faire face à la solitude des agriculteurs français et à la compétition mondiale ? Dit autrement : le petit exploitant français a-t-il encore un avenir ?

PHILIPPE GRÉGOIRE : Oui, il a un avenir, précisément si l'on sort du piège du système des grandes coopératives qui nourrissent le marché oligopolistique. À travers la coopération entre les États, le modèle de la charte de La Havane dont j'ai parlé en remplacement du libre-échange, un modèle avec des petites exploitations, fonctionne. Le Canada le fait pour le lait, par exemple, où son prix permet de rémunérer les producteurs à hauteur de 63 centimes le litre alors que chez nous, il est fixé à 42 centimes le litre, la crise ukrainienne et l'inflation énergétique lui ayant fait prendre exceptionnellement 10 centimes de plus. Mais ce n'est pas cher payé : un tracteur en 1970 valait 100 000 francs. Aujourd'hui, il vaut 100 000 €. Et 10 centimes de plus n'empêchent malheureusement pas les gens d'arrêter l'élevage. Pour en revenir à la charte de La Havane, je maintiens que c'est réalisable en France. Il n'y a pas besoin de faire des murs. Ce n'est même pas spécifiquement du protectionnisme. Il s'agit de bon sens et d'échanges réciproques.

F.P. : Le risque de mortalité par suicide des assurés du régime agricole est supérieur de plus de 30 % à celui des assurés de tous les régimes sociaux. Comment l'expliquez-vous ?

PHILIPPE GRÉGOIRE : Par le niveau difficilement soutenable d'endettement, à mettre en lien avec le manque de revenus. Les gens ne se demandent jamais pourquoi les agriculteurs se suicident beaucoup plus que d'autres indépendants en situation difficile, car, après tout, il y a de nombreux responsables de PME, des boulangers ou des maçons, qui déposent le bilan. Les



L'EXPLOITANT QUI SE VOIT OBLIGÉ DE DÉPOSER LE BILAN PENSE QUE LE PROBLÈME VIENT DE LUI ET QU'IL ROMPT UNE CHAÎNE FAMILIALE DE CONFIANCE. LORSQUE LE POIDS DE LA CULPABILITÉ EST TROP LOURD ET QUE LE TUNNEL DE L'ENDETTEMENT NE SEMBLE PAS LAISSER PASSER LA LUMIÈRE, LA MORT PEUT ÊTRE CONSIDÉRÉE COMME LA DERNIÈRE SOLUTION. »

agriculteurs ont la particularité d'avoir, le plus souvent, hérité leur exploitation agricole de leurs parents. Dans la plupart des entreprises, c'est l'*affectio societatis* qui règne : la rencontre de volontés pour un projet commun. Dans le cas des agriculteurs, c'est l'*affectio familiae* : les parents possèdent toujours une partie de la société agricole, ils ont été ou sont encore sur les terres en groupement foncier agricole, avec parfois même les frères et sœurs. L'*affectio familiae* fait que l'exploitant fortement endetté – dont le père a élevé sa famille dans l'exploitation avant lui, tout comme son grand-père et son arrière-grand-père – qui se voit obligé de déposer le bilan, pense que le problème vient de lui et qu'il rompt une chaîne familiale de confiance. Quand bien même ce ne serait pas de sa faute, en déposant le bilan, il emmène ses parents et ses grands-parents, ses frères et sœurs avec lui, quand ils possèdent des parts dans la société dont ils ont pu se rendre caution. Et lorsque le poids de la culpabilité est trop lourd et que le tunnel de l'endettement ne semble pas laisser passer la lumière, la mort peut être considérée comme la dernière solution.

F.P. : Sur le plan personnel, vous avez des enfants. Souhaitez-vous qu'ils suivent vos pas dans le monde agricole ?

PHILIPPE GRÉGOIRE : Non, pas dans l'état actuel ! Il est hors de question que mes enfants reprennent une exploitation qui ne génère pas de revenus. Ce serait possible, à condition qu'ils aient une double activité, mais alors très compliqué de gérer les animaux. Il est suicidaire de pousser des gens à s'installer sans pouvoir leur garantir un revenu minimum. Il faut avant tout faire un modèle d'affaires et regarder les leviers que l'on peut activer pour espérer consolider un revenu et une qualité de vie. Et malheureusement, regardons la réalité en face : les leviers d'action, on n'en a généralement pas ! On est pieds et poings liés à l'industrie agroalimentaire qui est partie prenante d'un modèle de production qui emporte tout dans sa folie. ◆



DR

PHILOSOPHIE

L’HYDRE MANAGÉRIALE OU LA VIE RÉIFIÉE



PAR

BAPTISTE RAPPIN

Le management s'est infiltré partout, imposant sa vision du monde et ses outils, transformant petit à petit les institutions en organisations scientifiques. La vie humaine elle-même semble avoir été digérée par l'hydre managériale.

La marchandise n'est pas un bien ou un objet, en tout cas elle ne s'y réduit guère : c'est tout le génie de Marx d'avoir établi, avant toute chose, dès le premier chapitre de la première section du premier livre du *Capital*, qu'une valeur d'échange se superpose à la valeur d'usage pour opérer la transmutation du produit en marchandise[1]. Ainsi, parler de la marchandisation généralisée du monde revient à s'interroger sur l'échangisme intégral que promeut et développe le capitalisme, depuis sa première forme commerciale jusqu'à ses dernières mutations managériales et financières. Dans ce texte, nous nous pencherons moins sur les multiples manifestations de cette « extension du domaine du capital[2] » que sur ses conditions organisationnelles ; regardant par conséquent l'amont plutôt que l'aval, nous nous posons la question suivante, qui nous permettra d'articuler la marchandise capitaliste et le management scientifique : d'où provient la valeur d'échange ? Quelle en est la source ? La valeur d'échange est une détermination quantitative que le consommateur perçoit naïvement sous la forme du prix. Cette assignation a pourtant une origine précise et indéniable : le travail et, plus exactement encore, le travail collectif. En d'autres termes, la substance commune à toutes les marchandises est l'activité de production. Leur évaluation dépend alors, en toute logique, de la quantité de travail nécessaire pour les produire. Mais si nous poursuivons notre régression vers l'origine, il convient de remarquer que cette quantité de travail s'apprécie en durée (jours, heures, minutes), c'est-à-dire selon un critère abstrait étranger à la réalité existentielle de l'activité. C'est la raison pour laquelle Marx qualifie de « travail abstrait » cette forme spécifique de travail qui mène à la création de la valeur d'échange ; et il appellera de surcroît « fétichisme de la marchandise » l'oubli des conditions concrètes de la production de la marchandise et la croyance en l'existence séparée de cette dernière, soit cette inversion mystificatrice qui consiste à attribuer à la marchandise les propriétés du travail concret. Or, le travail abstrait n'existerait pas s'il n'était conçu et organisé par une caste de travailleurs non productifs : les ingénieurs-managers qui, chronomètre en main, programment les gestes des ouvriers de manière à optimiser leur productivité. La même démarche existe encore aujourd'hui, non seulement dans les ateliers sous la houlette des spécialistes de la qualité et du *lean management*, mais encore dans les services de ressources humaines qui gèrent le travail réel depuis les cartographies de compétences et l'identification des modes opératoires nécessaires à la réalisation de la stratégie d'organisation. Suite à ces considérations liminaires, nous sommes alors en mesure d'avancer ceci : à la marchandisation du monde correspond une nouvelle forme de gouvernementalité des populations qui apparaît en même temps que la société industrielle et ne cesse de se développer depuis : le management, dont nous avons théorisé l'extension à travers le néologisme de « mouvement panorganisationnel[3] ».

«

LA SUBSTANCE COMMUNE À TOUTES LES MARCHANDISES EST L'ACTIVITÉ DE PRODUCTION. LEUR ÉVALUATION DÉPEND ALORS, EN TOUTE LOGIQUE, DE LA QUANTITÉ DE TRAVAIL NÉCESSAIRE POUR LES PRODUIRE.

»

[1]Marx Karl, *Le Capital* [1867] dans : *Œuvres. Économie I*, éd. Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, 1963, p. 561 sq.

[2]Michéa Jean-Claude, *Extension du domaine du capital*, éd. Albin Michel, 2023.

LE MOUVEMENT **PANORGANISATIONNEL**

Le mouvement panorganisationnel réunit, sous forme de chiasme, le devenir-monde des organisations et le devenir-organisation du monde. Examinons ces deux dimensions. D'abord, le devenir-monde des organisations : la planète se remplit d'organisations de tout poil, entreprises bien sûr, mais aussi associations (humanitaires, sportives, culturelles…), gouvernements, collectivités, ONG, etc. Il faut bien avouer que ce que nous nommons trop rapidement la « mondialisation » s'achève aujourd'hui par la prolifération des organisations et du management sur l'ensemble des continents et des océans : quel pan de la nature n'a pas vocation à devenir une réserve ou un parc ? Quels océans échapperont aux affreuses plateformes pétrolifères ? Quelles rares tribus africaines échapperont à un projet humanitaire fomenté par de candides étudiants d'écoles de commerce ou d'ingénieurs ? L'organisation est le « lieu commun », le *topos* le plus partagé de l'homme du XXIe siècle ; il suffit pour s'en convaincre d'observer nos *vies minuscules,* pour reprendre le titre du premier roman de Pierre Michon : naissance dans une maternité, enfance en crèche ou chez une assistante maternelle agréée (par la PMI), maternelle, école, collège, lycée, université ou école, travail en entreprise ou en organisation pour les plus chanceux, prise en charge par le service public pour les plus mal lotis, retraite dans des clubs offrant des activités allant de la marche à la visite culturelle en passant par le voyage organisé, maison de repos, cimetière[4]. Quelle tranche de vie saurait échapper à cet empire de l'organisation ? Une autre expérience de pensée rend compte du même vertige : 7 heures du matin, le réveil sonne… combien d'organisations sont intervenues pour que cette situation appartienne au champ de la réalité ? Ce réveil, ce lit, ces placards, cette maison et tout ce qu'elle contient, cette rue, ce quartier… nous sommes pris dans les rets de la maille organisationnelle, nous sommes devenus des êtres-jetés-dans-les-organisations.

« L'ORGANISATION EST LE "LIEU COMMUN", LE TOPOS LE PLUS PARTAGÉ DE L'HOMME DU XXIE SIÈCLE ; IL SUFFIT POUR S'EN CONVAINCRE D'OBSERVER NOS *VIES MINUSCULES*. »

Passons maintenant au devenir-organisation du monde : si le devenir-monde des organisations émane d'une phénoménologie spatiale, géographique, la dimension du devenir-organisation est grosse, quant à elle, d'une ontologie. Plus précisément, elle pointe le doigt sur l'impossibilité contemporaine de venir à l'existence sous une autre forme que celle de l'organisation : familles, églises et sectes, universités, hôpitaux, collectivités, gouvernements, syndicats, associations sportives de quartier… Toute manifestation de la vie collective émerge désormais comme organisation, ou opère sa mue en organisation. Donnons ici trois exemples.

- Le passage de la notation à l'évaluation dès les écoles maternelles et primaires : la logique de la compétence (explicitement présente sur les fiches de travail des écoliers) a pris le pas sur la transmission des humanités. La médiocrité s'affiche, éhontée, dans le slogan du socle de base « écrire-lire-compter » ;
- La logique d'évaluation a également pénétré le champ gouvernemental : les ministères sont soumis à une évaluation, selon des critères à la fois génériques (budgétaires) et spécifiques (nombre de reconduites à la frontière, nombre de procès-verbaux, nombre d'actes médicaux, etc.). De ce point de vue, les Présidents et les gouvernements se suivent et se ressemblent, malgré les alternances politiques ;



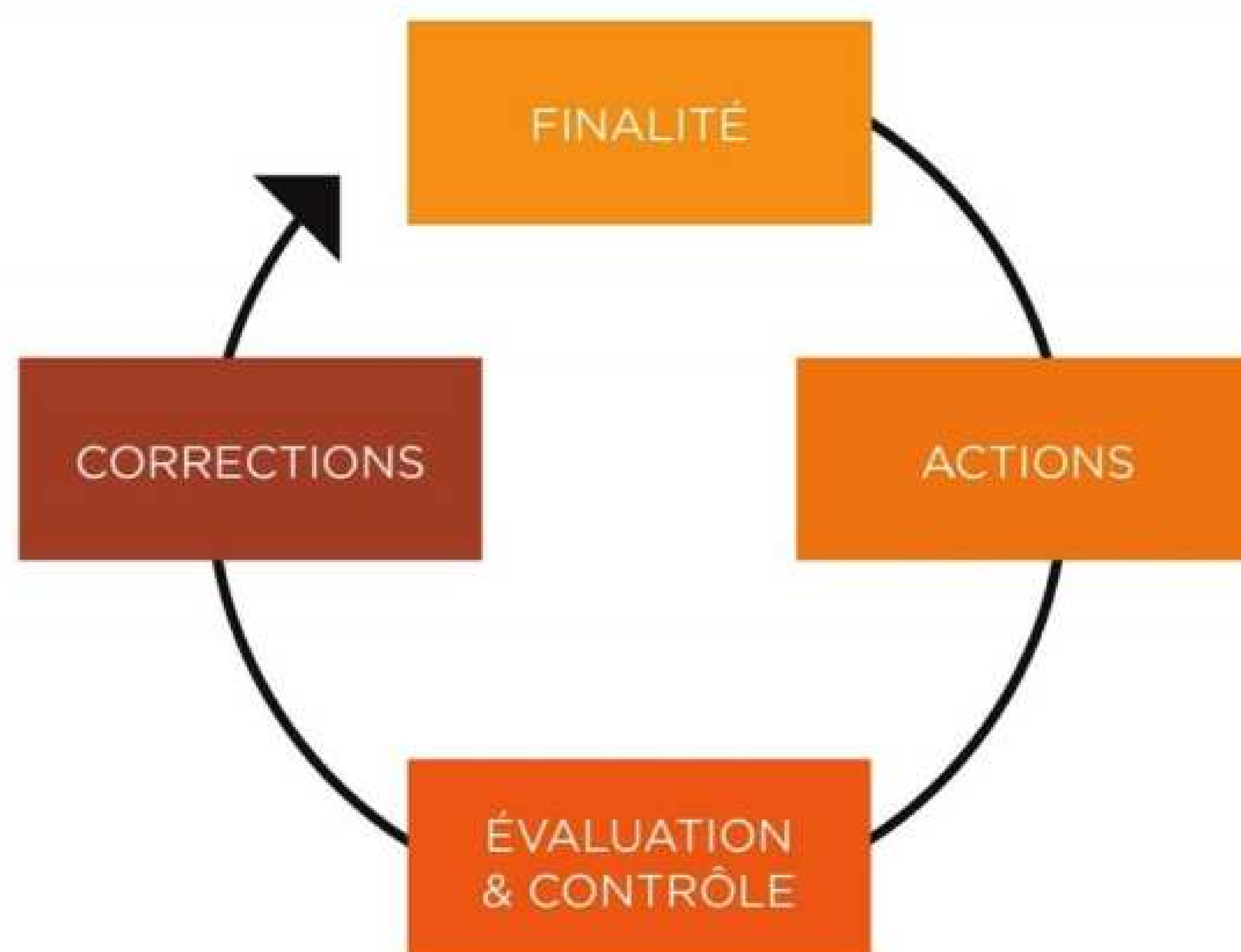
[3] Rappin Baptiste, *Au fondement du management. Théologie de l'organisation*, vol. 1, éd. Ovadia, 2014.

[4] Mintzberg Henry, *Le Management : voyage au centre des organisations*, éd. d'Organisation, 2004, p. 10.

- Le nouveau management public est précisément la doctrine qui vise à gérer les institutions publiques comme des entreprises, opérant de fait la mutation des premières en organisation. Ce qui se joue là est considérable, car il s'agit ni plus ni moins de la décapitation de toute extériorité sociale et symbolique au profit du pur fonctionnement. De la mutation des institutions en organisations.

LA BOUCLE DE **RÉTROACTION**

Reste alors à définir ce que l'on entend par « organisation », puisqu'elle se trouve au cœur du mouvement panorganisationnel. L'erreur est ici de la considérer à partir du langage courant et de la définition qu'en donne le dictionnaire, alors qu'il s'agit d'un concept scientifique issu de la biologie moderne et repris par la cybernétique au mitan du XX[e] siècle. Disons quelques mots des origines de la cybernétique. Suite à une conférence qu'elle organisa en 1942 à New York et qui rassembla notamment Norbert Wiener, Walter Pitts, Arturo Rosenblueth, Warren McCulloch, Frank Fremont-Smith, Kubie, Gregory Bateson et son épouse Mead, Kurt Lewin et son disciple Alex Bavelas, la fondation Macy attendit la fin de la guerre pour poursuivre cette initiative : ce furent les fameuses conférences Macy, qui eurent lieu de 1946 à 1953. Les principes directeurs étaient les suivants : réunir une vingtaine de chercheurs issus de différentes disciplines et échanger de façon informelle autour d'un thème annuel. Par exemple, le cycle du printemps 1946 fut réservé aux questions de *feedback* et de causalité circulaire dans les systèmes biologiques et sociaux. Cette notion de *feedback* est justement capitale car elle permet aux cybernéticiens de penser l'organisation comme un retour d'information, plus précisément comme une boucle de rétroaction (positive ou négative) qui prend la forme circulaire suivante :



Une boucle de rétroaction comprend quatre phases qui, interminablement, se répètent : l'émission d'une finalité (par exemple sous la forme de l'énonciation d'un objectif), le déclenchement d'une action (par exemple la réalisation d'un geste ou d'une tâche), l'évaluation qui analyse l'écart entre le résultat obtenu et le résultat souhaité et, enfin, les corrections et ajustements nécessaires à la réduction de cet écart. Nous limiterons ici notre commentaire aux deux points suivants.

- Le grand apport de la cybernétique est d'avoir introduit le contrôle au cours de l'action, opération qui permet de réinjecter les résultats du système dans le système. Jamais la rationalité instrumentale ne fut poussée si loin puisque ce processus permet d'éliminer toute action jugée inutile.
- La rétroaction est à l'origine de l'adaptation et de l'apprentissage de l'organisation, et c'est pourquoi cette catégorie se trouve au centre non seulement des sciences du management, mais également des sciences de l'éducation, des sciences cognitives, de l'intelligence artificielle, de la biologie, des sciences de la commu-



nication, etc., signe de la colonisation de la science contemporaine par le modèle de la boucle de rétroaction.

LA SOCIÉTÉ **MANAGÉRIALE**

On peut alors définir la société managériale, versant organisationnel de la marchandisation du monde, comme la société dans laquelle se généralisent les boucles de rétroaction. En parallèle de l'extension du domaine du capital ; l'extension du domaine du *feedback*. Cet impérialisme est rendu possible par le caractère fractal du concept d'organisation, qui reproduit le même schéma à tous les échelons de la réalité. Envisageons alors deux cas, parmi tant d'autres : la société et le sujet psychique. À présent, reformulons la tension institution-organisation que nous relevâmes plus haut : l'introduction du management, c'est-à-dire l'arrivée d'outils de gestion cybernétiques (tableaux de bord, systèmes d'information, cartographie des compétences…) dans les institutions (comme l'université, l'hôpital, l'armée, etc. et même l'entreprise familiale !), qui conduit à les transformer en organisation. La performance n'étant rien d'autre que le chemin le plus court qui mène à l'atteinte de la finalité, elle s'accroît d'autant plus que l'information peut circuler rapidement dans la boucle de rétroaction. D'où la dénonciation perpétuelle d'une « société bloquée », image d'un Ancien Monde jugé archaïque, manquant de fluidité et sommé de laisser place au nouveau. Mais quel est le facteur bloquant, le frein dont il est question ? Il s'agit de ce pôle de stabilité normative et symbolique que l'on nomme « institution », de telle sorte que nous pouvons conclure notre raisonnement de la manière suivante : la performance de l'organisation dépend tout simplement de la disparition de l'institution. C'est ainsi que le management se trouve à l'origine d'un gigantesque mouvement de destitution qui conditionne ce que l'on nomme, trop hâtivement, la « crise des valeurs » ou encore « la perte des repères ». Concluons ce point : dans les organisations, destitution rime avant tout avec disparition des métiers (auxquels se substituent des compétences), façon de dire que c'est bien le management qui provoque la crise du sens du travail – et il est alors obvie que le management, fût-il alternatif, ne saurait en aucun cas constituer une réponse appropriée à cette situation

critique. Appliquée au niveau de l'individu, la boucle de rétroaction ne signifie rien d'autre que la généralisation d'un management de soi déployé dans toutes les dimensions de l'existence individuelle : optimisation du temps, contrôle quotidien du nombre de pas et de la dépense de kilocalories, surveillance des pulsations et du temps de sommeil, gestion du budget mensuel, interminables listes de tâches *(to-do list)*, achat d'assistants personnels divers et variés (robots de cuisine, pèse-personne intelligent, montres et enceintes connectées…), etc. L'individu se place lui-même sous contrôle permanent, s'intègre de son propre chef dans de multiples mécanismes de *feedback* afin de réagir à ses propres manquements, avec aucune autre finalité que celle d'être à la hauteur des objectifs fixés par la machine. Se met ainsi en place une comptabilité existentielle où l'on dresse le bilan de ses activités à la manière des entreprises, et qui engendre à l'évidence un rapport réifié à soi. L'individu se gère comme une organisation, corollaire de l'extension du domaine du management. Mais qu'est-ce que cela signifie, au fond, que de vivre en permanence au sein de multiples boucles de rétroaction, tant dans la vie professionnelle que dans la vie privée ? Cela conduit à faire de l'adaptation la principale compétence recherchée, car seul l'apprentissage en temps réel permet de survivre dans un monde en crise permanente. Dit autrement, le stress, qui n'est autre que le syndrome général d'adaptation, devient la norme, état qui conduit à deux réponses psychiques de plus en plus répandues et non sans lien l'une avec l'autre : d'une part, la dépression ressemble bien à une stratégie de ralentissement d'un psychisme qui ne parvient plus à suivre le rythme effréné de l'existence contemporaine ; d'autre part, le stress continu nécessite une énorme consommation d'énergie psychique qui engendre une consumation de soi encore appelée « burn-out ». Bref, « la casse du sujet », pour reprendre l'expression de Pierre Legendre, est à l'ordre du jour. ◆

« L'INDIVIDU SE PLACE LUI-MÊME SOUS CONTRÔLE PERMANENT, S'INTÈGRE DE SON PROPRE CHEF DANS DE MULTIPLES MÉCANISMES DE *FEEDBACK* AFIN DE RÉAGIR À SES PROPRES MANQUEMENTS, AVEC AUCUNE AUTRE FINALITÉ QUE CELLE D'ÊTRE À LA HAUTEUR DES OBJECTIFS FIXÉS PAR LA MACHINE. »


DR

Baptiste Rappin
Maître de conférences à l'université de Lorraine, Baptiste Rappin étudie l'histoire, la philosophie et la théologie de la société industrielle et managériale. Il est notamment l'auteur en deux volumes d'une *Théologie de l'organisation* (éd. Ovadia). Après *Abécédaire de la déconstruction* (éd. Ovadia, 2021) et *Les Origines cybernétiques du management contemporain* (éd. Ovadia, 2022), l'auteur vient de faire paraître *Anachronismes, éléments pour une philosophie de l'intempestivité* (éd. Ovadia, 2023), ouvrage dans lequel il entend promouvoir une forme de résistance philosophique à l'air (vicié) du temps.



DR

HISTOIRE

LE « DÉSENCASTREMENT » DE L'ÉCONOMIE



LES LEÇONS DE KARL POLANYI

PAR
JÉRÔME MAUCOURANT

FP

Peu connu du grand public, Karl Polanyi est un penseur socialiste hétérodoxe majeur du XX[e] siècle. À la charnière de l'économie et de l'anthropologie, son œuvre est une immense alerte sur les dérives de l'économie de marché.

Karl Polanyi (1886-1964) est fréquemment évoqué depuis une vingtaine d'années. Quiconque s'intéresse à la nature, à l'histoire et à des alternatives au capitalisme doit s'en féliciter. Toutefois, ce travail n'est que rarement lu, à l'exception de *La Grande Transformation* (1944[1]). À ces lectures partielles, il faut aussi constater les interprétations erronées de son œuvre. Non qu'elle fût écrite dans un style abscons, bien au contraire : la clarté de l'expression autorise une compréhension hâtive et superficielle. Or, l'auteur développe des thèses solides et cohérentes qui ne se laissent pas facilement dissoudre dans l'air du temps. Il est aussi possible d'en déduire une interprétation des changements en cours. Mais un détour par la vie de ce personnage constitue un préalable nécessaire à la compréhension d'une problématique originale et pertinente pour aujourd'hui.

POUR UN SOCIALISME DE LA **LIBERTÉ**

Né à l'époque de l'empire des Habsbourg dans une famille juive, Polanyi entreprit des études de droit et de sciences politiques à Budapest. Convaincu de l'importance des écrits de Marx, il en rejeta toutefois le déterminisme qui dominait le marxisme de l'époque. Néanmoins, en 1919, il se rapprocha des communistes au moment où la République des conseils était menacée. La victoire de Nicolas Horthy imposa une quasi-dictature. Toutefois, si Polanyi aimait la politique, il n'était pas né pour en faire un métier, à la différence de l'enseignement, du journalisme et de la recherche. Ces occupations furent siennes à partir des années 20. Jeune étudiant déjà, il fut un membre actif d'une organisation d'éducation populaire. Réfugié à Vienne en 1919, il fut l'un des rédacteurs de l'*Oesterreichische Volkswirt*, donna des cours à l'université des Travailleurs[2] et publia des contributions académiques. Dans une revue fondée par Max Weber[3], il défendit – contre les libéraux et les marxistes orthodoxes – la possibilité d'une économie socialiste décentralisée en 1922. En 1933, il devint difficile pour le socialiste qu'était Polanyi de rester en Autriche… La prise de pouvoir par les austrofascistes en 1934 fit de son nouveau séjour anglais un nouvel exil. Il gagna sa vie en donnant des cours au sein du mouvement ouvrier et intégra la *Christian Left*. Polanyi proposa alors, dans un texte publié, une interprétation du fascisme comme l'antithèse même de la civilisation judéo-chrétienne[4]. Les connaissances acquises dans les années 1930 sur l'histoire économique et sociale de la Grande-Bretagne lui permirent de jeter les fondements de son livre majeur, *La Grande Transformation,* dont la problématique est : « Pour comprendre le fascisme allemand, nous devons revenir à l'Angleterre de Ricardo[5]. » Le livre connut un certain retentissement qui lui permit de trouver un emploi aux États-Unis en 1947 comme *visiting professor*. Son enquête ne porta plus seulement sur les origines du capitalisme, mais engloba également une comparaison des systèmes sociaux économiques. Grâce au travail d'un groupe de recherche qu'il dirigeait, il édita *Trade and Market in Early Empires - Economies in History and Theory*[6], ouvrage qui devint une référence. Toutefois, l'emprise du marxisme orthodoxe retarda considérablement la diffusion de ses thèses. Il faut attendre le tournant de l'an 2000 pour que cette œuvre originale acquière une certaine notoriété.

AMBIVALENCE DE L'ÉCONOMIE ET MÉTAPHORE DE L'**ENCASTREMENT**

Le monde physique étant fini et l'infini étant un trait du désir humain, il se pose la question de la rareté et finalement du meilleur des choix

[1] Polanyi Karl, *La Grande Transformation*, éd. Gallimard, 1983.
[2] Mendell Marguerite « Karl Polanyi et l'éducation socialiste », p. 27-48 dans Jérôme Maucourant, Jean-Michel Servet et André Tiran, *La Modernité de Karl Polanyi*, éd. L'Harmattan, 1998, p. 29.
[3] « La comptabilité socialiste », p. 283-315, *Essais de Karl Polanyi, op. cit.*
[4] « L'essence du fascisme », p. 369-395, *Essais de Karl Polanyi, op. cit.*
[5] Polanyi Karl, *La Grande Transformation, op. cit.*, p. 54.
[6] *Commerce et marché dans les premiers empires, op. cit.*



résultant de l'insuffisance des moyens. Or, en majorité, les économistes définissent leur discipline comme « science des choix » et estiment que le comportement économique l'est pleinement (c'est-à-dire rationnel) s'il tire le maximum des objectifs assignés, compte tenu de la contrainte de rareté. C'est le sens « formel[7] » du mot économie. Si d'aventure certains humains ou groupes humains n'agissaient pas ainsi, la concurrence de tous contre tous ou la compétition entre groupes contraindrait à la rationalité par imitation des retardataires ou liquidation des rétifs. La fin de l'histoire (économique) n'est autre que le meilleur des mondes garanti des marchés concurrentiels, libres et ouverts. Organisant la production et la circulation des biens et services, ils engendrent dans leur fonctionnement même les « vrais prix » permis par la fluidité du « mécanisme offre-demande-prix ». Les prix sont ces signaux indiquant les raretés relatives et permettant les meilleures décisions.

Contre cette approche, Polanyi défend une conception « matérielle » de l'économie. L'anthropologie enseigne à cet égard que la coutume, la morale ou la religion détermine les choix. Ceux-ci ne résultent pas nécessairement de l'insuffisance des moyens. L'humain est un être moral et historique : tout n'est pas affaire de choix. Les individus sont en réalité des personnes engagées dans un réseau de relations sociales. Il ne peut y avoir morale de l'intérêt, en dépit de l'idéologie utilitariste qui va finalement légitimer et promouvoir, bien après la mort de Polanyi, le marché des mères porteuses. Dans ses écrits sur le fascisme, il souligne qu'il s'agit d'en finir avec l'interdit traditionnel posé sur certains choix. Ici, ce sont des considérations d'utilité collective réduisant les humains à de simples moyens de production[8]. Il n'y a donc pas de choix rationnel dans l'absolu, réfractant la pure expression de cette forme sans ccontenu qu'est la raison, mais seulement des choix raisonnables, car nous sommes toujours « encastrés » dans une société particulière : « Les faits économiques étaient à l'origine encastrés dans des situations qui n'étaient pas en elles-mêmes de nature économique, tout comme les faits et les moyens n'était pas essentiellement matériels[9]. »

« MARCHANDISES **FICTIVES** » ET « DOUBLE MOUVEMENT »

Les échanges locaux qui s'inscrivent dans les « places de marché » constituent une réalité immémoriale. Les biens échangés dans ce cas sont issus d'une production dont tout ou partie est destiné à la vente. La modernité économique se distingue de cette transaction traditionnelle par ceci : ce ne sont pas les biens qui sont seulement échangés mais aussi les *facteurs de production*, c'est-à-dire les entités qui permettent de produire ces mêmes biens : la monnaie, la terre et le travail. Quand l'économie se développe pour tendre à devenir un « système de marché », capitaux, nature et activité humaine sont accaparés par le mécanisme d'interaction entre l'offre et la demande. Or, s'approprier la nature à des fins d'échange est évidemment une fiction, celle-ci n'a jamais été produite pour être vendue[10]. C'est un arbitraire culturel : il n'y a pas plus de raison de poser la terre comme marchandise que d'affirmer que l'humain appartient à la terre, comme le proclament certains peuples. Néanmoins, cette croyance occidentale s'est imposé au reste du monde. C'est ainsi par la constitution d'un capitalisme agraire (qui signifie la commercialisation du sol) que se construit la première brique de la société

« S'APPROPRIER LA NATURE À DES FINS D'ÉCHANGE EST ÉVIDEMMENT UNE FICTION, CELLE-CI N'A JAMAIS ÉTÉ PRODUITE POUR ÊTRE VENDUE. »

[7] Polanyi Karl, « L'économie en tant que procès institutionnalisée », p. 53-77, *Essais de Karl Polanyi*, *op. cit.*, p. 55.
[8] Polanyi Karl, « L'essence du fascisme », p. 369-395, *Essais de Karl Polanyi*, *op. cit.*, p. 381-382.
[9] Polanyi Karl, « La place de l'économie dans les sociétés », p. 49-52., *Essais de Karl Polanyi*, *op. cit.*, p. 51.
[10] Polanyi Karl, *La Grande Transformation*, *op. cit.*, p. 106-107.

de marché. Parallèlement, le travailleur est séparé de ses moyens de production par les enclôtures (*enclosures*, en anglais), ce qui implique le partage des communaux et augmente la valeur des terres des possédants. Polanyi insiste sur ce point déjà remarqué par Karl Marx : l'arrachement à la glèbe, autre forme de liquidation du féodalisme, est un processus d'expropriation : c'est le *capital* comme *rapport social*. La conséquence inévitable en est l'expansion de lieux de médiation entre les propriétaires et les non-propriétaires, c'est-à-dire les marchés du travail et des biens dont dépendent les travailleurs expropriés et leur descendance.

Le travail devient fictivement marchandise car, en principe, on ne produit pas des humains pour la vente, sauf certains cas de régimes d'esclavage. Ce déracinement permet d'employer un nouveau prolétariat, ce qui sera une condition de la révolution industrielle. L'avancée de la science des machines entre le XVIIe et le XIXe siècle a des conséquences sociales immenses : quand la machine s'introduit dans une société marchande, une somme inédite d'interactions entre offre et demande se développe. Pour rentabiliser en effet les coûteux investissements mécaniques, il convient de pouvoir les alimenter librement en travail, comme avoir la liberté de s'en séparer à volonté, sans quoi le risque économique inhiberait toute forme d'entreprise industrielle.



[11] *Ibid.*, p. 223-224.
[12] *Ibid.*, p. 190-191.

Dès lors, ce sont des marchés au fonctionnement souple et aux prix flexibles qui sont impliqués par le nouvel état des choses. La mécanisation est le processus qui précipite le passage à une société de marché, c'est-à-dire ce curieux monde social réglé par le *mécanisme offre-demande-prix*. Tout se passe alors *comme si* le travail était une marchandise pouvant être mobilisée à droite comme à gauche en fonction des prix et des aléas du marché. Il n'y a pas d'économie de marché fonctionnelle sans les « marchandises fictives », schéma culturel légitimant le déterminisme économique, soit la soumission de la société à l'économie. C'est une expérience inédite qui se joue entre le XVIIIe et le XIXe siècle, raison de la *différence occidentale*. Il n'y a pas lieu de porter un jugement sur ce processus (ce qui n'a aucun sens, sauf épouser le point de vue d'un dieu) mais d'en reconnaître les effets les plus terribles comme les conséquences absolument positives pour la vie humaine. Une conséquence paradoxale surgit de ce mouvement de transformation de l'humain, de la monnaie et de la terre en autant de marchandises fictives et d'expansion illimitée des marchés : le « contre-mouvement ». Traiter ces entités à l'image des marchandises, alors qu'elles ne le sont pas intrinsèquement, expose à des *effets pervers*. Puisque l'appât du gain et la crainte de la faim conduisent à employer des enfants ou à ne pas fixer de limite à la journée de travail, il surgit des profondeurs de la société[11] un désir de protection prenant la forme de réglementations multiples. Il en va de même de la terre qui, sans interventions, serait irrémédiablement souillée et stérile.

C'est donc *spontanément* que se développent des contre-mouvements au fur et à mesure de la marchandisation du social et de la nature. Polanyi inverse les termes de la rhétorique libérale. L'apparente force de celle-ci est de considérer les marchés comme des faits de nature car ils semblent apparus *spontanément*. Selon les libéraux, les seuls effets pervers surgissent nécessairement suite aux interventions étatiques ou aux résistances aux changements – qui sont exigés par l'évolution spontanée de l'économie. Les seuls problèmes résulteraient dès lors de l'archaïsme plébéien ou du parasitisme d'une élite administrative. Contrairement à cette *doxa*, voici ce que soutient Polanyi dans l'un des passages les plus impressionnants de son maître ouvrage : « C'est une affaire très compliquée que de rendre la "liberté simple et naturelle" d'Adam Smith compatible avec les besoins d'une société humaine [...] Le laissez-faire a été planifié, la planification ne l'a pas été[12]. »

La réalité de la société libérale est un *double mouvement* d'expansion des marchés mais aussi de leur contrôle rendant leur existence possible. Le droit légitime ces

expropriations par des inventions visant à la « liquidation du féodalisme[13] ». De même, la volonté de puissance des États européens, en compétition féroce durant l'âge mercantiliste (XVIIe–XVIIIe siècle), pousse au développement des relations monétaires pour extraire des ressources fiscales permettant de construire l'État[14]. Il faut capturer les flux d'argent, aviver la circulation monétaire et contraindre par l'impôt le paysan à affronter les aléas du marché, ce qui n'a rien de naturel. Par conséquent, le capitalisme a été construit sur des fondements de violence, d'inventions juridiques et de conflits politico-militaires. Le seul véritable élément spontané dans cette dialectique du double mouvement est la résistance du social et certaines expressions étatiques de celles-ci.

CONCLUSION : LA QUESTION **MONÉTAIRE**

La question de la monnaie a été négligée dans les lignes qui précèdent pour ne pas agrandir les premiers stades de la démonstration. Pourtant, l'importance de ce problème n'a pas échappé à Polanyi. À chaque fois que l'on évoque le « prix de l'argent » ou le « taux de l'intérêt », c'est d'un prix crucial pour la dynamique du capitalisme dont on parle. Au commencement de l'envol occidental, la tendance à soustraire l'économie à la politique par la création d'une « monnaie-marchandise », comme l'étalon-or (qui fait dépendre la liquidité de la disponibilité de cette matière première) a causé des difficultés croissantes, lesquelles ont donné naissance aux banques centrales qui ont, avec le temps, mis en œuvre des *politiques* (monétaires). Ceci prouvait que la séparation entre économie et politique relevait d'une utopie néfaste. Polanyi consacre des développements à cette évolution historique et montre que la monnaie n'est pas une marchandise mais un produit de l'activité des banques et de l'État, une création institutionnelle[15]. Le développement et la chute de l'étalon-or sont une illustration remarquable de la thèse du « double mouvement ». La contre-révolution conservatrice des années 1980, il est vrai, a voulu retirer le plus possible aux banques centrales leurs actions discrétionnaires et tout a été fait pour redonner aux marchés financiers un rôle essentiel pour l'économie. Un des objectifs poursuivis était que le taux de l'intérêt redevienne un « vrai » prix de marché et non plus un prix administré. Pourtant, les crises financières se sont alors rapidement succédé, l'instabilité est devenue la règle jusqu'à l'effondrement final de l'année 2008. À partir de ce moment-là, le taux d'intérêt est redevenu durablement fixé par les pouvoirs publics. On est même allé jusqu'à produire et justifier des taux d'intérêt négatifs. Pourtant, ils n'ont fait qu'alimenter les bulles boursières et immobilières et accroître les inégalités sociales. Encore une fois, la thèse du « double mouvement » se vérifie. ◆

[13] *Ibid.*, p. 239 *sq.*
[14] *Ibid.*, p. 98 *sq.*
[15] *Ibid.*, p. 258 *sq.*



DR

Jérôme Maucourant
Maître de conférences et historien de la pensée économique, Jérôme Maucourant est un spécialiste reconnu de l'œuvre de l'économiste socialiste Karl Polanyi (1886-1964). Après *Avez-vous lu Polanyi ?* (éd. Flammarion, 2011), il a notamment fait paraître *Karl Polanyi et l'imaginaire économique* (éd. Le Passager clandestin, 2020) et préfacé l'ouvrage *Le Futur était déjà fini ! essai sur la lotocratie* (éd. L'Esprit du temps, 2022) de Fabrizio Tribuzio-Bugatti.

PHILOSOPHIE

LA GRANDE RÉGRESSION

CAPITALISME PULSIONNEL ET MARCHANDISATION DE L'ESPRIT



PAR

MAXIME LE NAGARD

DR

FP

En digérant la révolution numérique, le capitalisme a réduit le désir à la pulsion. On sous-estime probablement les conséquences à long terme de ce processus de régression anthropologique. L'humanité a mis des millénaires à passer de la barbarie à la civilisation. Le chemin inverse sera plus court.

« Je cherche l'or du temps. » André Breton (épitaphe)

Existe-t-il pire crime que le viol de conscience ? Ce qu'on appelait au XX[e] siècle le « bourrage de crâne » au sujet de la propagande de guerre n'est pas mort avec les totalitarismes. Il a simplement muté pour investir les technologies de l'information. La révolution numérique était pleine de promesses… pour l'heure déçues. La chose était prévisible. Ces technologies ont été développées dans un écosystème productif capitaliste, dont la logique repose sur le profit, l'accumulation et la fuite en avant prédatrice. De quoi transformer toute potentialité d'émancipation collective à une réalité de contrôle et d'aliénation individuelle.

LA RUÉE VERS L'**OR**

Notre civilisation numérique est désormais fondée sur l'or des données, leur collecte et leur utilisation. Sept des dix premières entreprises ayant la plus grande capitalisation boursière sont des plateformes numériques : GAFAM et BATX ont remplacé PetroChina, Exxon, General Electric, Gazprom, etc. Le capitalisme numérique est donc un data-capitalisme. Les données personnelles ont souvent été comparées au pétrole de cette économie à venir, nécessaire à toute production, et accordant une richesse inégalée à ceux qui sont capables à la fois de les détenir, et de les « raffiner ». Les modèles comportementaux et prédictifs reposent sur le *data mining*, soit la capacité à « faire émerger l'or de la boue, le signal dans le bruit[1] ». À l'origine de cette exploitation, une idée : comprendre les comportements pour mieux les prévoir et les influencer. Avec deux objectifs qui sont comme les deux faces d'une même pièce diabolique : la surveillance pour les ordres autoritaires et la captation du temps d'attention pour l'économie capitaliste. Le forage pour le pétrole des données masque difficilement la ruée vers « l'or du temps ». Le sociologue allemand Hartmut Rosa a étudié le phénomène « d'accélération sociale[2] » pour décrire le mécanisme à l'œuvre dans la transformation des sociétés par le progrès numérique : le progrès technologique devait décupler le temps libre, or… personne n'a plus le temps de rien. Faire plusieurs choses en même temps et plus vite est devenu une nécessité pour chacun dans sa vie professionnelle et personnelle, et le signe d'une fuite en avant généralisée[3]. L'économiste Renaud Vignes[4] a analysé à quel point le temps est devenu une denrée précieuse qui justifie les moyens pharaoniques mis pour le capter. Il représente une ressource vitale pour la forme moderne du technocapitalisme né de la révolution numérique (data-capitalisme). Les libertaires avaient rêvé la grande économie numérique du partage, le capitalisme l'a digérée pour en faire une forme d'économie

« À L'ORIGINE DE CETTE EXPLOITATION, UNE IDÉE : COMPRENDRE LES COMPORTEMENTS POUR MIEUX LES PRÉVOIR ET LES INFLUENCER. »

[1]Vion-Dury Philippe, *La Nouvelle Servitude volontaire, enquête sur le projet politique de la Silicon Valley*, éd. FYP, 2016, p. 21.

[2]Rosa Hartmut, *Aliénation et Accélération*, éd. La Découverte, 2012.

[3]Voir les études sur l'explosion des burn-out, problème de santé publique en progression constante.

[4]Vignes Renaud, *L'Accélération techno-capitaliste du temps*, éd. R&N, 2021.

prédatrice de l'attention, transformant le cerveau en objet et l'esprit humain en marchandise. Chacun se souvient de l'excès d'honnêteté de Patrick Le Lay, président-directeur général de la chaîne de télévision TF1 entre 1988 et 2008, avouant ouvertement : « Ce que nous vendons à Coca-Cola, c'est du temps de cerveau humain disponible[5]. » Du temps de cerveau humain disponible, c'est-à-dire… du temps d'attention. L'économie de l'attention est née d'une problématique très précise : « l'incompatibilité du cyberespace et du cybertemps[6] ». Le cyberespace ? L'ensemble des contenus numériques dont l'étendue est quasi illimitée. Le cybertemps ? Le temps humain d'attention aux contenus numériques. Constatation partagée par le journaliste Philippe Vion-Dury : « Si le volume de productions en tous genres a explosé, notre attention – la part de temps que nous pouvons débloquer pour nous intéresser, lire, regarder, digérer – n'est pas extensible à l'infini[7]. » Herbert Simon en expliquait déjà la raison en 1969 : « Les êtres humains, de même que nos ordinateurs actuels, sont essentiellement sériels, ils ne fonctionnent qu'en traitant une chose à la fois. S'ils font attention à une chose, ils ne peuvent pas faire attention en même temps à autre chose. C'est une autre façon de dire que l'attention est rare[8]. » Les sollicitions sont légion, l'attention est rare. Ce qui est rare étant précieux, l'attention aurait pu être protégée. Elle a été vendue. Cette asymétrie a donc engendré un marché, une « économie de l'attention[9] ». Mais comment en est-on arrivé là ?

PROPAGANDA

La manipulation des masses n'a évidemment pas attendu la révolution numérique. Cette dernière lui a simplement donné des moyens techniques d'aliénation sans précédent. La transition de phase entre un capitalisme libéral industriel et un capitalisme consumériste de masse se met en place dans la première moitié du XXe siècle aux États-Unis[10]. Elle suppose de canaliser le désir des individus et de le réorienter vers les marchandises. Cela commence dans les années 1920 à travers le développement de ce que Horkheimer et Adorno appelleront au mi-temps du XX^e^siècle les « industries culturelles ». À l'époque, Edward Bernays – neveu de Sigmund Freud et figure archétypale de cette aventure – étudie les conditions de désirabilité des objets et les mécanismes de canalisation de l'attention. « Même s'il n'a pas théorisé la question comme un processus attentionnel, ce qu'il a aidé à mettre en place, ce sont des mécanismes de marketing visant à capter l'attention en manipulant le désir des consommateurs[11]. » Inventeur du marketing moderne – originairement nommé « relations publiques »– Edward Bernays[12] a compris que convaincre rationnellement un individu de consommer ce dont il n'a pas besoin était moins efficace que d'en passer par des mécanismes psychologiques sollicitant son inconscient. Il n'est pas encore question de stimuler la pulsion primale. Hollywood est encore à l'époque une machine à sublimer. Il s'agit d'influencer, de canaliser, d'orienter les imaginaires symboliques ; formes encore « douces » de manipulation de l'esprit. Rappelons à ce stade que, contrairement à une idée reçue promouvant une fausse équivalence, le désir n'est pas la pulsion. Le désir est la pulsion transformée. Le désir consiste à transmuer la pulsion en investissement dans le temps, ce que Freud appelle la « sublimation » et qui est une caractéristique proprement humaine. La transmutation de la pulsion (nature) en désir (culture) suppose une éducation et la médiation du rapport à l'autre. Or les « industries culturelles » ont pris le parti de sacrifier ce mécanisme culturel (donc de sacrifier la civilisation) de sublimation pour des raisons qui ont à voir avec le processus d'accumulation du capital. « C'est à partir du

[5]*Les Dirigeants face au changement* (livre d'entreprise), éd. du Huitième jour, 2004.

[6]Berardi Franco, « Attention et expérience à l'âge du neurototalitarisme », chap. 8, dans *L'Économie de l'attention*, sous la dir. d'Yves Citton, éd. La Découverte, 2014, p. 149.

[7]Vion-Dury Philippe, *La Nouvelle Servitude volontaire, enquête sur le projet politique de la Silicon Valley*, éd. FYP, 2016, p. 55.

[8]Simon Herbet, « *Designing Organizations for an Information-Rich World* », 1969.

[9]On commence à vraiment parler d'économie de l'attention à la fin des années 1990, notamment avec l'article fondateur de Michael Goldhaber « *Principles of the New Economy* », 1996.

[10]Voir les différents stades du capitalisme développés par Jonathan Durand Folco et Jonathan Martineau dans *Le Capital algorithmique*, éd. Écosociété, p. 168.

[11]Stiegler Bernard, « L'attention, entre économie restreinte et individuation collective », chap. 6, dans *L'Économie de l'attention*, sous la dir. d'Yves Citton, éd. La Découverte, 2014, p. 129.

[12]Edward Bernays a lu avec une grande attention l'ouvrage *Public Opinion* de Walter Lippmann, père intellectuel du néolibéralisme et inventeur de la notion de « fabrication du consentement ».

moment où l'attention est canalisée par les industries culturelles que se pose véritablement la question de la toxicité de sa captation. Le problème vient de ce que, quand on capte l'attention de manière industrielle, on finit par la détruire[13]. » En effet, la constitution de l'attention requiert des conditions de singularisation. Par exemple, pour que l'appareil psychique de l'enfant se constitue, il faut que puissent se mettre en place les processus d'identification primaire (familiale) et secondaire (sociale), processus de la formation de la personnalité aujourd'hui court-circuité par les psychotechnologies. D'une certaine manière, ce que le philosophe

« ATTAQUER À GRANDE ÉCHELLE L'ATTENTION DES INDIVIDUS, C'EST DONC ATTAQUER À LA FOIS LEUR RAPPORT À EUX-MÊMES ET AUX AUTRES. »

Michel Onfray a appelé « l'infantilisation de la société[14] » procède en partie de ces courts-circuits attentionnels qui empêchent à la personnalité adulte de se développer. Attaquer à grande échelle l'attention des individus, c'est donc attaquer à la fois leur rapport à eux-mêmes et aux autres. Une bombe à retardement, déposée dans le for intérieur de chacun. À l'époque d'Edward Bernays, la problématique du capitalisme est moins de produire que de vendre. Il faut des débouchés. La « société de consommation » cherche à émerger. Il s'agit de convertir le troupeau à la consommation de masse. S'amorce alors, dans le champ économique, ce que le psychosociologue russe Serge Tchakhotine a appelé à la même époque, dans le champ politique, « le viol des foules[15] ». Ce viol a été rendu possible par l'exploitation économique des techniques offertes par les découvertes en psychologie, science en développement en ce début de siècle[16]. Pour convertir les femmes américaines à la cigarette, Bernays a travaillé avec le psychanalyste Abraham Arden Brill. Symbole phallique représentant le pouvoir sexuel du mâle, la cigarette féminine est transformée en arme d'émancipation pour le deuxième sexe. Les ficelles sont grosses… mais ça marche. À la même époque, le psychologue Ernest Dichter devient le père de la « recherche des mobiles » (la détermination du choix des consom-



DR

[13]Stiegler Bernard, « L'attention, entre économie restreinte et individuation collective », chap. 6, dans *L'Économie de l'attention*, sous la dir. d'Yves Citton, éd. La Découverte, 2014, p. 129.

[14]Michel Onfray, entretien à Europe 1, 31/08/2016.

[15]Tchakhotine Serge, *Le Viol des foules par la propagande politique*, éd. Gallimard, 1939.

[16]Notamment la psychologie comportementale (behaviorisme) avec John Watson, Ivan Pavlov et Burrhus Frederic Skinner, lesquels travaillent sur le conditionnement réflexe.

mateurs), tandis que Louis Cheskin développe le marketing prédictif. La machine est lancée.

LE TOURNANT « **PULSIONNEL** »

William James l'a énoncé dans un livre fondateur des études psychologiques : « Notre expérience se définit par ce à quoi nous acceptons de prêter attention[17]. » C'est dire si le rôle de l'attention portée par notre esprit est fondateur du rapport de chacun au monde. Dans cette guerre de l'attention ouverte par la multiplication infinie des contenus induite par la révolution numérique, la guerre de tranchées du tournant du XXe siècle s'est transformée en blitzkrieg permanent au tournant du siècle suivant. Entre les deux, une double révolution : la révolution cybernétique des années 1950 et la révolution numérique des années 1970[18]. Créé en 1990 et rendu accessible au public en 1993, le web offrait des promesses d'un retour à l'intelligence collective et à la liberté[19]. Les progrès fulgurants des nouvelles technologies auraient dû amener l'Europe à créer une nouvelle politique des industries culturelles et de l'éducation. Logique capitaliste oblige, les investissements dans le web ont été récupérés par la Silicon Valley, qui a désormais tous les leviers pour régner sur le monde[20]. Cette reconfiguration du capitalisme a donné lieu à une batterie de notions et de qualificatifs pour appréhender et décrire l'immense processus de régression anthropologique à l'œuvre dans l'économie des plateformes numériques : « capitalisme attentionnel » (Yves Citton), « sémio-capitalisme » (Franco Berardi), « hypercapitalisme » (Jean-Paul Galibert), « capitalisme cognitif » (Bernard Stiegler), « capitalisme mental » (Georg Franck), « capitalisme nétarchique » (Michel Bauwens), « capitalisme pulsionnel » (Bernard Stiegler), « technocapitalisme » (Renaud Vignes), etc. Des formules différentes, mais une même réalité : un modèle économique qui stimule l'instinct sous la raison, l'animal sous l'humain, et détruit progressivement la singularité existentielle par la standardisation qu'implique de fait la consommation addictive des psychotechnologies. Le « capitalisme pulsionnel » est fondé sur le pillage de la capacité d'attention des êtres humains considérés comme des produits générateurs de données[21]. Même la nuit, les utilisateurs sont encore bombardés de stimuli par écrans interposés via les batteries d'alertes et de notifications, ce qui entraîne de nouvelles pathologies, comme celle du « dormeur sentinelle ». Edward Bernays était encore un artisan de la manipulation. L'incitation était pernicieuse, mais évitable par un esprit structuré. Avec les outils fournis

« **D'OÙ LES FORTUNES AMASSÉES PAR LES "INFLUENCEURS" DIGITAUX, CES NOUVEAUX ULTRARICHES ÉTANT LES PURS PRODUITS DE CETTE ÉCONOMIE DE L'ATTENTION.** »

par les neurosciences – notamment la cartographie de toutes les failles du cerveau humain appelées « biais cognitifs » - pour capter l'attention, le capitalisme pulsionnel a désormais la possibilité de pirater le cerveau à la source. Cela porte d'ailleurs un nom : le *brain hacking*. « Avec l'organologie numérique, constate Bernard Stiegler, on a donc affaire à des technologies dont la puissance de captation de l'attention est infiniment plus grande que les technologies analogiques du XXe siècle, et qui sont donc encore bien pires en termes d'effets toxiques[22]. » Le capitalisme pulsionnel ne s'adresse pas à des consciences humaines, mais à des cerveaux-objets. C'est ce que permet par exemple le neuromarketing. Les

[17] James William, *Principes de psychologie*, 1890 (cité par Yves Citton, p. 16).

[18] On ne peut que renvoyer ici à l'ouvrage magistral de Maxime Ouellet, *La Révolution culturelle du capital*, éd. Écosociété, 2016.

[19] D'où l'orientation libertaire des premiers piliers de la révolution numérique. L'idée d'harmonie planétaire par l'avènement d'une conscience universelle est au cœur de la spiritualité New Age. Voir Baptiste Rappin : « Esprit californien, es-tu là ? », *Études digitales*, n° 5, 2018.

[20] Voir le travail d'enquête approfondi de Philippe Vion-Dury dans son livre *La Nouvelle Servitude volontaire, enquête sur le projet politique de la Silicon Valley*, éd. FYP, 2016.

[21] Une étude de l'évolution de l'univers des médias suffit à le démontrer. Les médias web sont devenus des industries du « clic » comme les autres, l'info choc prenant le pas sur la pertinence des propos.

[22] Stiegler Bernard, « L'attention, entre économie restreinte et individuation collective », chap. 6, dans *L'Économie de l'attention*, sous la dir. d'Yves Citton, éd. La Découverte, 2014, p 130.

techniques de vente traditionnelles n'avaient pas les moyens de produire de l'addiction et de court-circuiter le libre arbitre du consommateur. Le neuromarketing, oui. Les recherches en psychologies cognitives ont été pillées et intégrées aux technologies digitales par le capitalisme attentionnel pour créer non pas de la connaissance et de l'intelligence collective, mais le plus de profit possible à court terme : les algorithmes de la plupart des applications d'interactions sociales (Facebook, Tinder…) utilisent le biais de *récompense aléatoire* pour sécréter de la dopamine dans le cerveau. Les algorithmes de la plupart des plateformes vidéos (YouTube, Netflix, AlloCiné…) utilisent le principe de *prise en charge de la fatigue décisionnelle* grâce à la fonction auto-play, qui enchaîne les vidéos automatiquement pour exploiter la paresse du cerveau. Les arches narratives des séries créées par les plateformes sont construites en prenant en compte *l'effet Zeigarnik*[23], fondé, dans le cadre de l'attention cérébrale, sur la supériorité de l'incomplétude sur la complétude. De même, la plupart des jeux de smartphone – d'où l'immense succès du jeu Candy Crush – ont été pensés sur la base de la théorie de *l'expérience optimale* (aussi appelée *« flow »*) du psychologue croate Mihaly Csikszentmihalyi. Dans tous les cas, l'objectif est le même : faire capituler le néocortex devant le cerveau archaïque (invariance du transfert du désir vers la pulsion) pour conserver l'attention du cerveau-objet, donc le maintenir en esclavage. Et Yves Citton de synthétiser : « Axiome du capitalisme attentionnel : l'attention est en passe de devenir la forme hégémonique de capital[24]. » Cette richesse attentionnelle devient dominante à partir du moment où l'on constate que « l'argent se distribue désormais le long des flux de l'attention[25]. » D'où les fortunes amassées par les « influenceurs » digitaux, ces nouveaux ultrariches étant les purs produits de cette économie de l'attention. « Tout repose en effet, note Yves Citton, sur une ontologie de la visibilité qui mesure le degré d'existence d'un être à la quantité et à la qualité des perceptions dont il fait l'objet de la part d'autrui[26]. » Dans ce vaste jeu de dupes, la solitude du plus grand nombre est immense. Dans les années 1960, Herbert Marcuse avait déjà senti les problèmes anthropologiques qu'allait poser le capitalisme dans une société de consommation machinique. Un phénomène qu'il a appelé la « désublimation répressive[27] » : la libération tous azimuts des pulsions, donc des instincts agressifs. Est-ce un hasard si le terme de « décivilisation » revient aujourd'hui dans le débat public ? Pour le politologue Jérôme Fourquet, il s'agit de la banalisation du fait de « péter un câble[28]. » Bernard Stiegler a beaucoup étudié le cas de Richard Durn, le tueur du conseil municipal de Nanterre en 2002. Dans son journal intime, Richard Durn confiait passer des heures à regarder la télévision sans but et confessait avoir « perdu le sentiment d'exister ». Et Bernard Stiegler d'alerter : « Il y a des millions de Richard Durn. Lui est passé à l'acte. Il y en a plein qui ne passent pas à l'acte, mais ça pourrait changer[29]. » ◆

[23] Du nom de la psychologue russe Bluma Zeigarnik.

[24] Citton Yves, *Pour une écologie de l'attention*, éd. Seuil, 2021, p. 89.

[25] Goldhaber Michael *« The Attention Economy and the Net »* (1996), cité par Yves Citton dans *Pour une écologie de l'attention*, éd. Seuil, 2021, p. 89.

[26] Citton Yves, *Pour une écologie de l'attention*, éd. Seuil, 2021, p. 90.

[27] Voir deux ouvrages d'Herbert Marcuse : *Eros et Civilisation* (1955) et *L'Homme unidimensionnel* (1964).

[28] Jérôme Fourquet, entretien au site web de *Marianne*, 10/10/2023.

[29] Bernard Stiegler, entretien web sur la chaîne ThinkerView : « Mutations sociales, politiques, économiques et psychologiques » (7'07).


DR

Maxime Le Nagard
Diplômé d'un master en science politique et journaliste de formation, Maxime Le Nagard est rédacteur en chef de *Front Populaire*.

POLITIQUE

LA RÉAPPROPRIATION DES « COMMUNS »

L'ENJEU DU XXIE SIÈCLE ?

PAR

DENIS COLLIN





DR

Le mot « commun » a longtemps perdu de son éclat. Pourtant, face à la prédation du capitalisme mondialisé et ses effets dévastateurs pour l'homme et la planète, il pourrait bien être le grand enjeu du siècle. Et de ceux à venir ?

Le règne de la marchandise devait pacifier les relations entre les hommes et éteindre les guerres. Il n'en fut rien. La guerre de chacun contre chacun de Hobbes prit la forme de la concurrence acharnée qui doit éliminer les concurrents. En lisant attentivement Marx et notamment l'extraordinaire livre I du *Capital*, on comprend que l'échange marchand est un puissant dissolvant de toute communauté. En effet, l'échange marchand implique des individus qui se font face comme des étrangers possesseurs de choses aliénables. Une telle situation, nous dit Marx, n'existe pas dans la « communauté naturelle », quelles que soient ses formes. « L'échange des marchandises commence là où se terminent les communautés, à leur point de contact avec des communautés étrangères ou avec des membres de communautés étrangères. Mais une fois que certaines choses ont commencé d'être des marchandises à l'extérieur, elles le deviennent aussitôt par contrecoup dans la vie intérieure des communautés[1]. » De cela, nous pouvons tirer une double conclusion : là où il y a communauté, il n'y a pas échange marchand et là où il y a échange marchand, il n'y a pas communauté. John Locke, le théoricien du libéralisme et du « propriétarisme » (ndlr : l'idéologie fondée sur la protection absolue de la propriété privée) expose tout cela sans la moindre ambiguïté. C'est « chacun pour soi et Dieu pour tous » !

LA « SOCIÉTÉ **LIQUIDE** » ET LA MARCHANDISE

Nous avons avancé l'idée que l'échange marchand finit toujours par dissoudre les communautés humaines. En suivant le fil marxien, nous pouvons ainsi comprendre quelques-uns des phénomènes sociaux les plus importants de notre époque. Analysée par de nombreux sociologues et essayistes, la transformation de nos sociétés en sociétés d'individus – la « société liquide » du sociologue anglo-polonais Zygmunt Bauman – est un fait patent. Mais il n'est que la conséquence des profondes transformations sociales et anthropologiques que le mode de production capitaliste a produites. Jusqu'au XX[e] siècle, le capital n'a pu se développer que sur la base léguée par les sociétés anciennes avec lesquelles il a composé et dont il a utilisé aussi les ressources sociales et idéologiques (des ressources encore liées à l'esprit de communauté) qui lui ont permis d'asseoir sa domination : famille patriarcale, religion, respect des « hiérarchies naturelles », conformisme social et idéologique. Rien de tout cela n'était consubstantiel au mode de production capitaliste, mais ce fut comme des béquilles qui l'aidèrent à prospérer. Et aujourd'hui, il s'en débarrasse. Ceci, bien des gens – qui ont toujours le regard dans le rétroviseur – ne veulent pas le comprendre, eux qui continuent de voir dans la lutte contre les résidus de la société d'avant-hier l'archétype d'une lutte radicale contre le capital[2]. Dans la phase historique qui est la nôtre, celle que le philosophe italien Diego Fusaro appelle « le capitalisme absolu », la société n'est plus seulement dominée par le mode de production capitaliste, mais bien une société capitaliste jusque dans ses moindres ramifications, et c'est précisément pourquoi toutes les communautés humaines existantes sont pulvérisées par le triomphe de l'individu-roi, qui n'est roi qu'en imagination alors qu'il est réellement l'individu désolé, privé de sol et condamné à une solitude croissante, dans un monde social où tout est devenu une marchandise, en actes ou en puissance. Sur le terrain des luttes sociales, c'est la même poussée vers l'individualisation qui s'impose : fragmentation des luttes et des combats en microluttes individuelles. Dans le monde du travail, les conventions collectives



[1]Marx Karl, *Capital*, livre I, traduction Lefebvre, éd. PUF, coll. Quadrige. p. 100.

[2]Comme le rappelle Jean-Claude Michéa dans *Extension du domaine du capital* (éd. Albin Michel, 2023), le capitalisme n'est pas conservateur mais révolutionnaire. Attaquer la famille patriarcale ne lui pose donc aucun problème, au contraire !

sont attaquées et bientôt réduites à des chiffons de papier par les « réformes du marché du travail ». Les salariés ne doivent plus pouvoir constituer un collectif en capacité d'exercer collectivement son action. Chaque salarié est « entrepreneur de lui-même » et est invité à voir dans son collègue de bureau un ennemi en puissance – il s'agit seulement de savoir qui sera licencié en premier lors du prochain « dégraissage ». On connaît les effets particulièrement délétères de ce nouveau management « individualisé » des « ressources humaines » (un terme qui dit combien les hommes sont réduits à des choses) sur les conditions de vie, la santé et l'éducation des enfants.

LE MARCHÉ CONTRE LA COMMUNAUTÉ **NATIONALE**

Et tant que leur imaginaire, strictement politique, échappe à la logique marchande, les communautés nationales doivent être détruites ou plutôt dissoutes. C'est l'objectif consciemment poursuivi par l'impérialisme américain qui n'admet dans le monde qu'un seul nationalisme, le sien. Encourager les sécessionnismes, les régionalismes, les revendications de chaque groupe particulier, voilà ce que les dirigeants des grandes puissances ont fait depuis des décennies. Mais il n'y a pas que la diplomatie et les armes pour mener à bien la tâche de détruire les nations. Le *soft power* joue son rôle. Il ne s'agit pas seulement de la domination culturelle – par exemple celle du cinéma hollywoodien – et idéologique. Il y a l'imposition de normes, comme les normes comptables ou les procédures juridiques, mais aussi la destruction des langues nationales au profit non pas de l'anglais, mais du globish, cet anglais des classes dominantes qu'il faut parler sous peine d'être relégué dans la caste des intouchables. Il s'agit de l'envahissement des langues nationales par des termes « anglais » créolisés. Il vaut mieux établir un planning plutôt qu'un calendrier, *updater* plutôt que mettre à jour, relever un *challenge* plutôt qu'un défi, etc. C'est aussi la mode américaine du *wokisme*, qui tient lieu d'idéologie à la gauche et à l'extrême gauche. Sans oublier l'invasion du français écrit par cette abominable écriture inclusive que des têtes creuses prennent pour un progrès de l'égalité des hommes et des femmes, alors qu'elle n'est plus l'écriture d'une langue, mais un salmigondis illisible. On retrouve là tout ce que le gauchisme intellectuel « post-soixante-huitard » a produit de pire, qui se révèle ainsi comme l'extrême gauche du capital. Mais ce sont aussi toutes les pratiques quotidiennes qui sont maintenant pénétrées de cet individualisme moutonnier. On se précipite pour acheter le dernier gadget de telle ou telle marque, voilà une preuve de liberté individuelle ! Mais accepter une règle commune permettant de vivre avec les autres, ça, ce serait insupportable. On le voit avec les revendications extravagantes qu'élèvent tous les groupes et sous-groupes au nom de leur identité blessée. Rien de commun, sauf la marchandise et l'équivalent général qu'est l'argent ! Mrs Thatcher avait défini la théorie sociologique de notre monde : *« There is no society ! »* (ndlr : « La société n'existe pas »).

« ON SE PRÉCIPITE POUR ACHETER LE DERNIER GADGET DE TELLE OU TELLE MARQUE, VOILÀ UNE PREUVE DE LIBERTÉ INDIVIDUELLE ! MAIS ACCEPTER UNE RÈGLE COMMUNE, PERMETTANT DE VIVRE AVEC LES AUTRES, ÇA, CE SERAIT INSUPPORTABLE. »

LA « CAGE D'**ACIER** »

Mais, encore avec Marx, on sait que l'idéologie est la représentation inversée du monde. L'individualisme moutonnier correspond à un monde dans lequel la division sociale du travail et les réseaux de commu-

nication (pas seulement informatiques) rendent le sort des uns toujours plus étroitement solidaire du sort des autres et toujours plus illusoire la liberté présumée de l'individu normalisé par le capitalisme. Le prétendu libéralisme poussé à son terme est une cage d'acier. Il est clair qu'aujourd'hui est totalement discréditée la vieille doctrine selon laquelle chacun agissant en vue de son propre intérêt égoïste concourra, en vertu d'une sorte d'harmonie préétablie, à la réalisation du meilleur des mondes possibles[3]. Nous sommes dans « l'impasse Adam Smith », comme l'a justement analysé Jean-Claude Michéa[4]. Le développement illimité des « forces productives », l'accumulation du capital sur une échelle toujours élargie se heurtent à des barrières objectives, à commencer par celles de la physique. Que l'on adopte ou non la théorie du réchauffement climatique anthropique (RCA), le changement de climat est peu contestable. Les ressources en énergie fossile et en minerais sont limitées et il faudra bien, de gré ou de force, changer de régime, apprendre à être réellement économe, ce que devraient enseigner les cours d'économie. Et rien de tout cela ne pourra se faire tant que l'augmentation du profit reste « la loi et les prophètes ». Pourtant, pendant la « transition énergétique », les ventes de yachts privés explosent, les compagnies d'aviation tablent sur une longue période de croissance, et on produit des automobiles encore plus lourdes et plus puissantes alimentées par des batteries qui nécessitent de broyer des millions de tonnes de roches pour en extraire les métaux si précieux. Au-delà des discours, c'est toujours plus d'exploitation de la terre et du travail humain. Le mode de production capitaliste naissant avait commencé par dissoudre les communautés traditionnelles : les paysans libres, les *yeomen*,



[3]Cette idée, qu'on trouve chez Bernard de Mandeville, puis chez Adam Smith, est à la base du libéralisme économique. Mais elle s'appuie sur une vision de l'homme qui est tout sauf neutre.

[4]Voir Jean-Claude Michéa, *L'Impasse Adam Smith*, éd. Flammarion, 2010. Le sous-titre était pour le moins prophétique : *Brèves remarques sur l'impossibilité de dépasser le capitalisme sur sa gauche.*

exploitaient en commun les terrains communaux que se sont appropriés les *landlords* en y établissant des clôtures (*enclosures*), et signant ainsi dans le sang des paysans ce que Karl Polanyi a appelé la « grande transformation[5] ». Il a aussi fallu dissoudre les vieilles solidarités de métier et interdire les corporations (loi Le Chapelier, 1791). Il faudrait aujourd'hui inverser ce mouvement qui a commencé par les temps modernes, en finir avec la « théorie politique de l'individualisme possessif », analysée jadis par C.B. Macpherson.

LA SOLIDARITÉ CONTRE LA **CONCURRENCE**

Dans les profondeurs de l'âme humaine existent les forces qui permettraient cette inversion : dans les catastrophes, les hommes ordinaires retrouvent souvent les chemins de la solidarité. Incendies ou tremblements de terre sont l'occasion de ces grands élans communs, où chacun laisse de côté ses intérêts égoïstes. Ces fractures dans la routine quotidienne suffiraient à réfuter le pessimisme et le cynisme de ceux qui réduisent les hommes à des calculateurs égoïstes. Mais devant nous, c'est l'esprit de toute une époque qu'il faut transformer, radicalement. On ne peut pas non plus faire comme si pouvait s'effacer l'expérience du siècle passé : le communisme réellement existant fut une tragédie sans précédent qui a rompu les os et dévasté les cerveaux de tous ceux qui combattaient pour la révolution sociale. Au siècle dernier, demeuraient dans la mémoire collective les mouvements qui devaient rétablir la solidarité et la coopération de tous, cette « évolution révolutionnaire », pour parler comme Jean Jaurès. La concentration de la production capitaliste avait créé des « forteresses ouvrières » qui pouvaient faire entendre leurs revendications et annonçaient, du moins le croyait-on à l'époque, l'expropriation des expropriateurs et la réorganisation de la société sur de nouvelles bases. Mais ce capitalisme-là n'existe presque plus. La division mondiale du travail et le développement des échanges ont permis le démantèlement de ces forteresses ouvrières, de ces lieux où se forgeait une conscience commune. On ne peut pas espérer retrouver le mouvement ouvrier tel qu'il existait à la fin du XIXe siècle et encore moins le monde des communautés paysannes.

LE « COMMUN »... CONTRE L'**ÉTAT-NATION** ET LA SOUVERAINETÉ ?

Dans ses modalités contemporaines, le capitalisme compromet l'avenir de l'humanité. Toutes les bonnes volontés essayent ainsi de penser un au-delà de la marchandisation du monde induite par l'accumulation capitaliste, tout en refusant par principe le communisme étatique. Lancée il y a quelques décennies[6], la doctrine des « communs » (ou du « commun ») est censée ouvrir une issue positive à la crise de notre époque et aux menaces qui pèsent sur nous. En France, les principaux passeurs de cette ambition intellectuelle et politique sont Pierre Dardot et Christian Laval, qui dénoncent les « nouvelles enclosures », la domination violente des orientations du « néolibéralisme », et prônent un « retour au « commun », à l'engagement réciproque des individus dans des organisations de coopération et de délibération directe, selon une inspiration proudhonienne revendiquée[7]. Ces thèses sont souvent séduisantes[8], mais elles nous semblent souffrir d'un manque de sens du réel. Le terme de « néolibéralisme » est du reste lui-même très discutable car il ne semble pas cadrer avec l'aspect polymorphique que prend le capitalisme à l'échelle mondiale. Les deux auteurs, on l'a dit, souhaitent dépasser le capitalisme en évitant de tomber dans les écueils mortifères du communisme bureaucratique. Cette ligne est intéressante, mais ils vont plus loin : c'est une méfiance généralisée de l'État qu'ils professent. Chez Dardot et Laval, la sociologie politique du commun se fonde sur un refus théorique radical de l'État-nation, considéré comme meilleur allié de la destruction capitaliste du monde. L'État est diabolisé comme structure coercitive et la nation l'est comme fiction identitaire.

[5] Voir à cet égard la longue étude éponyme de l'économiste socialiste Karl Polnayi au milieu du XXe siècle.

[6] La doctrine des « communs » est apparue dans les années 1990 au sein des mouvements altermondialistes et écologiques.

[7] Voir l'ouvrage de Pierre Dardot et Christian Laval : *Commun, essai sur la révolution au XXIe siècle*, éd. La Découverte, 2014.

[8] Mise en place d'un autogouvernement sur le principe fédératif proudhonien, opposition du droit d'usage au droit de propriété, gestion démocratique de l'entreprise, institution de communs mondiaux, etc.

Les deux intellectuels[9] s'attaquent en fait à une gigantesque déconstruction de la notion de souveraineté et pointent par ailleurs du doigt la « dérive souverainiste d'une bonne partie de la gauche occidentale[10] ». Mais dès lors, promouvoir l'auto-organisation « des masses » et les mouvements alternatifs qui ont fait long feu – que reste-t-il aujourd'hui des « altermondialistes » ? – en se détournant des vieilles formes étatiques, c'est se placer dans un monde enchanté, mais pas dans le monde réel. Le commun ne peut se constituer indépendamment d'un ordre politique, c'est-à-dire d'un espace public. Car commun et public sont deux termes distincts. Les biens publics ne sont pas nécessairement tous communs et ne sont pas appropriables, même collectivement, et le commun ne fait pas nécessairement du public : une coopérative est une affaire commune, mais non publique. Il s'agit donc de regarder la réalité en face, de s'intéresser à la « réalité effective de la chose » (Machiavel). Le « commun » n'est pas un projet, mais il y a bien une urgence qui s'impose, même contre nous, et c'est une urgence vitale. Et s'il faut, comme le demande le sociologue allemand Hartmut Rosa, « rendre le monde indisponible » et renoncer à la toute-puissance[11], cela suppose des décisions politiques. Nous avons été éduqués, depuis des siècles, à désirer une disponibilité totale du monde. Nous voulons nous déplacer sans temps de déplacement et si les embouteillages créés par nos communs désirs de bougeotte viennent faire obstacle, nous souhaitons l'élargissement des routes, la multiplication des trains et des avions, etc. Mais, si nous voulons continuer d'habiter un monde habitable, nous devrions accepter de nous soumettre à l'interdit, accepter la frustration de nos désirs de puissance illimitée. La communauté politique n'est pas et ne peut pas être une association de volontés et de désirs puisqu'elle découle du principe de réalité. La réciprocité de l'engagement sur laquelle se fonderait le « commun » (selon Dardot et Laval) ne permet précisément pas d'instituer cet ordre de l'interdit rendant le monde indisponible. Il n'y a d'ailleurs pas de réciprocité entre le pouvoir politique institué et les citoyens. La force de l'interdit vient de ce qu'il est public, qu'il exprime la « chose publique », que chacun doit s'efforcer de protéger et à laquelle chacun doit se soumettre, sans barguigner. Qu'une telle communauté politique repose sur de larges systèmes de coopération, dans la production comme dans la distribution des richesses, que les pouvoirs d'intervention des citoyens soient le plus développés, tout cela est évidemment souhaitable, mais le pouvoir politique reste le pouvoir politique, et le droit n'existe que dans l'État. Dardot et Laval proposent de « tourner le dos à l'État westphalien » car dans leur cadre de pensée, cet État est toujours la courroie de transmission du capitalisme mondialisé (et du néolibéralisme). Mais selon nous, c'est la classe capitaliste transnationale qui a tourné le dos à l'État, pour faire sauter toutes les barrières à sa propre domination[12] ! Il est au contraire nécessaire de redonner force à des politiques publiques souveraines, seules capables de mettre en œuvre des décisions contraignantes. Si le trafic aérien doit être limité – comme le propose Jean-Marc Jancovici dans le contexte d'une transition énergétique – il faut proposer des solutions de remplacement et organiser la reconversion des travailleurs. Un mouvement « autogouverné » d'en bas ne suffira pas, il faudra aussi la force d'en haut sans laquelle il ne saurait y avoir d'effectivité de la décision politique.

« **IL EST NÉCESSAIRE DE REDONNER FORCE À DES POLITIQUES PUBLIQUES SOUVERAINES, SEULES CAPABLES DE METTRE EN ŒUVRE DES DÉCISIONS CONTRAIGNANTES.** »

[9] Une déconstruction poursuivie et argumentée dans un ouvrage plus récent : Pierre Dardot et Christian Laval : *Dominer, enquête sur la souveraineté de l'État en Occident*, éd. La Découverte, 2020.

[10] Dardot Pierre et Laval Christian : *Commun, essai sur la révolution au XXe siècle*, éd. La Découverte, 2014. Cette considération se trouve dès les premières lignes de l'introduction intitulée « Le commun, un principe politique ».

[11] Le fantasme de la toute-puissance est le versant psychologique de l'accumulation capitaliste qui entend marchandiser le monde.

[12] Il convient ainsi de penser dialectiquement le rôle de l'État qui, selon le contexte historique, peut être un agent du capitalisme ou une arme de résistance possible au capitalisme.



N°15

HIVER

2023

RES PUBLICA, LA CHOSE **PUBLIQUE**

Une nécessité s'impose donc et s'imposera encore plus demain, si on veut éviter que l'humanité ne sombre et que la crise globale se transforme en une effroyable régression : faire prévaloir le « bien commun », notion antique que l'on trouve chez Aristote ou Thomas d'Aquin. Cependant, ce principe est vite soupçonné de subordonner l'individu au collectif, c'est-à-dire, de fait, à ceux qui dirigent le collectif. Le communisme historique du XXe siècle a décrété que le bonheur de tous est la condition du bonheur de chacun et, par conséquent, il fallait admettre que l'on casse quelques œufs pour réussir l'omelette socialiste… que l'on n'a jamais mangée. Agir, travailler en commun, coopérer à tous les niveaux, chacun sent que la situation l'impose. En même temps, il faut protéger la vie privée, l'espace privé que chaque individu revendique comme sa propriété. Ce qu'on propose ici est tout autre chose qu'une sorte de système soviétique revisité, puisque, précisément, à la différence du système soviétique et des propositions anarchisantes, il s'agit de restaurer l'articulation et donc la séparation entre la société civile et l'État. Seule une république démocratique suffisamment stable, une république disposant des garde-fous du principe de la non-domination (séparation des pouvoirs, droit de contestation garanti, protection sociale large, etc.) peut avoir l'autorité nécessaire pour mener à bien le changement de cap qui va s'imposer, dans tous les domaines. Seule une république démocratique peut cultiver les vertus civiques qui incluent le sens du devoir, le courage et la capacité de se décentrer, de regarder les choses du point de vue collectif et à long terme. On ne peut pas retrouver le sens du bien commun à partir de quelque projet généreux, mais abstrait, qui peut remplir des livres, mais n'a aucune effectivité pratique. Il faut partir des réalités historiques et des communautés réellement existantes. À l'intérieur d'une nation, donc dans le cadre de l'État-nation, si souvent vilipendé, il existe des institutions publiques qui donnent vie et chair à la communauté nationale. Quoi de plus commun que l'école, la protection sociale, l'ordre public ? Face aux menaces grandissantes, les citoyens, dans leur large majorité, ne demandent pas une nouvelle « révolution du XXIe siècle[13] ». Ils veulent seulement, selon l'antienne camusienne, que le monde ne se défasse pas et demandent à être protégés contre les menaces extérieures, contre le désordre, mais aussi contre le chômage, la maladie ou la misère. Et être protégés contre la tyrannie sous toutes ses formes. Ils réclament la possibilité de mener une vie décente, la *common decency* chère à George Orwell, et laissent aux faiseurs de plans sur la comète les rêves qui, souvent, se terminent en cauchemars. ◆

[13] C'est sur cette base révolutionnaire que Dardot et Laval pensent le « commun ».


DR

Denis Collin

Agrégé et docteur en philosophie, il a enseigné pendant une vingtaine d'années en lycée et en classes préparatoires à Évreux puis à Rouen. Ses travaux tentent de concilier marxisme et républicanisme. On lui doit notamment une revigorante *Introduction à la pensée de Marx* (éd. Seuil, 2018) et un prophétique *Après la gauche* (éd. Perspectives libres, 2018). Il est l'un des animateurs du site web La Sociale et tient un blog personnel intitulé Philosophie et Politique.

ISRAËL-PALESTINE : LE POT DE FER CONTRE LE POT DE CHAIR

Trois mois après l'attaque sanglante du Hamas contre Israël, Guillaume Bigot s'interroge sur l'avenir du conflit au Proche-Orient.

En raison de son intention génocidaire, l'attaque du 7 octobre obligeait Israël à détruire le Hamas. Pour cela, l'intervention au sol et les bombardements préalables sur Gaza étaient inévitables. Les pièges tendus par le Hamas à l'État juif ont alors commencé à se dévoiler dans toute leur perversité. Le premier piège tendu à Israël

LES PIÈGES TENDUS PAR LE HAMAS À L'ÉTAT JUIF SE SONT DÉVOILÉS DANS TOUTE LEUR PERVERSITÉ.

est intérieur : les commandos de fanatiques ne se sont pas contentés de massacrer 1 400 civils israéliens, ils ont ramené au moins 200 prisonniers à Gaza, créant ainsi un dilemme moral pour la démocratie israélienne. Négocier la libération des otages implique de renoncer à détruire le Hamas. Détruire le Hamas implique de renoncer à sauver les otages. Le deuxième piège est celui de la réprobation internationale. Une condamnation de la communauté internationale qu'impliquent inévitablement les pertes civiles considérables qui résultent des bombardements sur Gaza. António Guterres, le secrétaire général des Nations unies, a demandé à Israël un cessez-le-feu qui la priverait de la possibilité de neutraliser le Hamas. Preuve que ce piège fonctionne à merveille : l'ambassadeur d'Israël est allé jusqu'à exiger la démission de Guterres. Le troisième piège est militaire. Les F-35 de l'aviation israélienne contre des deltaplanes de l'aviation gazaouie ou les Merkavas contre les tractopelles et les motos du Hamas, l'issue du combat semble faire peu de doute. Pourtant, Tsahal va se déployer dans la zone urbaine la plus densément peuplée du monde, au milieu de ruines et dans des sous-sols piégés où le fantassin israélien éprouvera les pires peines à distinguer les moudjahidin fanatisés du reste de la population. Cette sale guerre asymétrique risque de coûter la vie à de nombreux soldats de Tsahal.

DELICITY ET ISTOCK

Le Premier ministre israélien reconnaît que cette guerre sera longue et difficile. Or, elle mobilise les forces vives du pays (400 000 Israéliens sont sous les drapeaux) et c'est pourquoi elle peut difficilement durer sans miner l'économie israélienne. Le piège qui se referme est plus vital encore. Benyamin Nétanyahou évoque une seconde guerre de libération. Nous n'en sommes pas encore là, mais plus le conflit dure, plus le risque pour Israël d'avoir à se battre sur trois nouveaux fronts augmente. Les forces israéliennes combattent déjà au sud-ouest, dans la bande de Gaza. Elles pourraient devoir lutter au nord contre le Hezbollah, à l'est en cas de soulèvement des Palestiniens de Cisjordanie, même au centre en cas de soulèvement des Arabes israéliens. Plus le conflit dure et plus les foules arabo-musulmanes vont manifester leur solidarité à l'égard de la Palestine et au nom de la oumma (au moins en paroles et en façade) obligeant les capitales du monde arabe à fustiger Israël si elles ne veulent pas être balayées par de nouveaux printemps. Plus le conflit durera et plus les ennemis d'Israël seront tentés d'intervenir. On pense bien sûr à l'Iran et à la Syrie, dont les alliés s'appellent la Russie et la Chine. Ce risque d'internationalisation du conflit est jugé si sérieux par Washington que ce n'est pas un, mais deux porte-avions américains qui ont été dépêchés sur zone, à la fois pour renforcer la couverture israélienne mais aussi pour dissuader Téhéran de se mêler du conflit. La crise ouverte le 7 octobre est hautement inflammable car Israël n'attend qu'un prétexte pour se débarrasser du programme nucléaire iranien. L'Iran le sait et n'intervient pas directement, uniquement à travers le Hamas et le Hezbollah. Il faut espérer que Téhéran contrôle parfaitement ses proxys dans la région, car le Hezbollah dispose de suffisamment de missiles pour infliger des pertes vitales à Israël qui pourrait alors envisager une riposte nucléaire.

PLUS LE CONFLIT DURE, PLUS LE RISQUE POUR ISRAËL D'AVOIR À SE BATTRE SUR TROIS NOUVEAUX FRONTS AUGMENTE.

LE CHOC DES CIVILISATIONS ?

Nous ne sommes plus en 1967 ni en 1973, la guerre froide est terminée, les guerres chaudes sont de retour et impliquent des puissances nucléaires. En Europe, le conflit entre la Russie et l'Ukraine armée par les États-Unis a déjà fait un demi-million de morts. À tout moment, à l'autre bout du globe, une autre crise peut éclater autour de Taïwan. Cependant, en paraphrasant Raymond Aron, si la paix au Proche-Orient paraît impossible, la guerre mondiale semble improbable. Plutôt que de précipiter le monde dans l'apocalypse, la Russie et la Chine chercheront plutôt à faire avancer leur plan de désoccidentalisation du monde. Le piège du Hamas est aussi destiné à affaiblir les États-Unis et leurs alliés. C'est le piège du double standard du droit international invoqué par l'Ukraine, mais ignoré par Israël. C'est aussi celui du double standard moral que la Chine et la Russie ne se priveront pas de mettre en avant auprès du Sud global, à mesure que le conflit fera inévitablement bien plus de victimes palestiniennes qu'israéliennes. « Le bourgeois risque de devenir barbare », avait pronostiqué Pierre Hassner[1] face aux ripostes erratiques et disproportionnées des États-Unis en réponse aux attentats du 11 Septembre. C'est le piège d'Huntington qui rejoint celui de Thucydide. Le choc des civilisations risque en effet de dégénérer en affrontement entre un Occident de plus en plus isolé, qui prétendra défendre le monde civilisé, face à de nombreuses civilisations qui lui reprocheront son inhumanité. Qui peut nier que le Hamas incarne la barbarie ? Mais comment ne pas voir que déclarer la guerre des civilisations, c'est tomber dans le piège que nous tendent ces fanatiques ? Il est vrai que « c'est l'ennemi qui nous désigne », rappelait Julien Freund. Mais restons libres de ne pas le laisser nous nommer, sans quoi il risque d'avoir déjà gagné. ◆

[1]Hassner Pierre, *La Revanche des passions*, éd. Fayard, 2015.


DR

PAR **GUILLAUME BIGOT**

LE ROND-POINT

Planète

À DROITE, L'AUBE D'UNE RÉVOLUTION ÉCOLOGIQUE ?

Depuis quelques mois, le Rassemblement national (RN) et Les Républicains (LR) commencent à se pencher sur le sujet, mais peinent à faire cohabiter une ligne verte qui soit cohérente avec leur ADN.

L'avenir de l'écologie politique vire-t-il au bleu ? Depuis quelques mois, qu'il s'agisse des Républicains ou du Rassemblement national, la question écologique fait petit à petit son trou. Nous sommes loin de la révolution culturelle, mais les deux formations semblent avoir acté que la seule réponse, « tout nucléaire », serait insuffisante pour satisfaire leur électorat sur les questions écologiques. Notamment chez les jeunes. D'après une enquête de l'institut Kantar, qui a consolidé les résultats de cinq sondages d'opinion menés en 2022 pour le think tank Écologie responsable et publiée en juin 2023 par le *Journal du dimanche*, la question de l'écologie est loin d'être anodine, y compris dans ce camp politique. À droite, le changement climatique, s'il n'apparaît pas prioritaire, émerge tout de même à la quatrième place des préoccupations des sympathisants, devançant même la sécurité. De quoi chambouler l'ADN des Républicains ou du Rassemblement national ?

LA SEULE RÉPONSE, « TOUT NUCLÉAIRE » SERAIT INSUFFISANTE POUR SATISFAIRE LEUR ÉLECTORAT.

L'ÉCOLOGIE IDENTITAIRE DU RN

Pour le parti de Marine Le Pen, l'équation n'est pas simple. Le RN est le premier parti du « peuple de la route », comme l'analyste politique de l'IFOP Jérôme Fourquet nomme ces citoyens éloignés des centres-villes, des transports en commun et des services publics. Comment faire rimer écologie et défense des intérêts d'une population aux moyens financiers modestes, totalement dépendante du véhicule personnel et roulant bien souvent au diesel ? Sans parler des débats agités sur le réchauffement climatique et son origine anthropique. Le chemin à parcourir est sinueux et le parti, s'il semble avoir pris conscience de l'enjeu politique, peine pour le moment à offrir une feuille de route qui concilie écologie, lutte contre le réchauffement climatique et sauvegarde d'un modèle de consommation qui demeure fondamentalement en opposition avec la lutte contre les émissions de CO_2. Il n'est donc pas question de révolution culturelle. Les éoliennes – que Marine Le Pen entendait démanteler dans son programme présidentiel de 2022 — ou le photovoltaïque sont toujours *industria non grata* au Rassemblement national. La voiture électrique, symbole de

FP

N°15

HIVER

2023

DELICITY ET ISTOCK

la transition énergétique, est elle aussi vouée aux gémonies, sa promotion à marche forcée par l'Union européenne et Emmanuel Macron n'étant pas vraiment propice à ce qu'elle soit adoptée par le parti mariniste. Pour autant, jugeant nécessaire de faire bouger les lignes, poussés notamment par le président du Rassemblement national Jordan Bardella, plusieurs membres du parti, dont Andréa Kotarac l'assistant parlementaire de Marine Le Pen ou bien le député Jean-Philippe Tanguy, travaillent sur une feuille de route. Pour le moment, la solution écologique du Rassemblement national repose sur deux piliers : le nucléaire comme principale source d'énergie décarbonée et « l'écologie de bon sens » incarnée par le localisme – une écologie identitaire théorisée par Hervé Juvin. Ce concept, qui vise à privilégier ce qui est local et les circuits courts du producteur aux consommateurs a notamment été mis en avant par Jordan Bardella dans son débat avec le journaliste Hugo Clément lors d'une soirée organisée par l'hebdomadaire *Valeurs actuelles* en avril 2023. Le localisme offre l'avantage politique d'être en cohérence avec la demande de réindustrialisation, de la préservation de la biodiversité proposée par le parti, sans s'engager sur une rupture technologique ou économique majeure telle que le promeuvent les écologistes radicaux chez LFI ou EELV.

Un peu moins à droite de l'Assemblée nationale, la question de l'écologie se pose également en des termes assez similaires. Comment faire concilier l'écologie, souvent vue uniquement comme décroissantiste et punitive, avec le capitalisme et la liberté d'entreprendre ? Si les Républicains restent arc-boutés sur les questions d'immigration et de sécurité, leur président Éric Ciotti a donné l'autorisation à Antoine Vermorel-Marques, son « ministre de l'environnement » du contre-gouvernement de l'ombre du parti, d'organiser une Nuit de l'écologie à Paris le 10 octobre dernier. Elle a donné lieu à quatre heures de débats sur la base d'une ligne bien identifiable : nucléaire et défense des libertés individuelles. Éternel tiraillement de la droite entre son libéralisme et son conservatisme. Dans une tribune publiée en avril 2023 dans *Le Figaro*, quatre élus LR, dont l'eurodéputée Agnès Evren et Antoine Vermorel-Marques plaidaient pour réhabiliter une écologie de droite face « aux partis autoproclamés "écologistes" » qui « sont d'abord les héros de la décroissance et de la déconstruction civilisationnelle ». Plus que de proposer une vision sur l'écologie, le but des élus LR – et RN ? – ne serait-il pas finalement d'offrir un contre-discours sur une thématique populaire à gauche ? Ce serait oublier que la droite, si elle a fait de l'écologie un thème plus que mineur de son programme ces dernières années, n'a pas toujours été inaudible sur ce sujet. En 2007, le ministre de l'Écologie Jean-Louis Borloo et la secrétaire d'État à l'Écologie Nathalie Kosciusko-Morizet organisaient le Grenelle de l'environnement (où la question du nucléaire était par ailleurs exclue des débats) et en 2005, Jacques Chirac faisait inscrire la charte de l'environnement dans la Constitution.

SORTIR DE L'AMBIGUÏTÉ ?

Pour autant, les deux partis continuent à jouer sur les deux tableaux. Il y a un segment de marché « climatiquement incorrect » à mobiliser. Le 9 septembre, le camp d'Éric Ciotti a offert une tribune à Yves Roucaute, essayiste bien connu des « climatoréalistes » (ndlr : c'est ainsi que se nomment ceux qui entendent échapper au terme péjoratif de « climatosceptiques ») et qui juge dérisoire l'origine anthropique du réchauffement climatique, lors d'une journée de formation pour ses jeunes cadres LR. Du côté du RN, c'est le député Thomas Ménagé qui, interrogé par France Inter le 21 août dernier, déclarait que le GIEC avait « parfois tendance à exagérer » et l'accusait d'être « antinucléaire [à tort], antivoiture ». La droite ne devrait pourtant pas avoir peur de l'écologie, thématique conservatrice par excellence, mais elle connaît aussi sans doute la phrase du cardinal de Retz : « On ne sort de l'ambiguïté qu'à ses dépens. » ◆



DR

PAR **BERTRAND GUYOT**

LE ROND-POINT

Europe

LES EXTRÉMISTES ANNONCENT SOUVENT LEURS INTENTIONS : VERS LE COUP D'ÉTAT EUROPÉEN



Dans le droit européen, la politique extérieure et de sécurité n'est pas du ressort de la Commission européenne. À quoi joue Ursula von der Leyen ?

FP
N°15
HIVER
2023

Les récents évènements internationaux ont donné à l'Union européenne l'occasion d'évincer les États membres de leurs prérogatives régaliennes. Depuis des mois, les chefs d'État et de gouvernements doivent assumer les prises de position baroques et les déclarations à l'emporte-pièce de la présidente de la Commission ou du responsable du service d'action extérieure. Quand le haut représentant de l'UE pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité, Josep Borrell, demande aux pays européens, dotés de flottes de guerre, de les faire patrouiller dans le détroit de Taïwan[1], il participe à une escalade avec Pékin qui ne peut que nuire à des pays européens non concernés par le conflit et qui sont pour la plupart des avortons militaires. Les États ont dû ensuite, pour sécuriser leurs échanges, protéger leurs ressortissants et éviter l'engrenage, rétropédaler en face des autorités chinoises. Quand celui-ci fait de l'Europe « un jardin » et du monde « une jungle[2] », il ravive l'image de l'Européen arrogant et du complexe colonial, au mépris des intérêts des États et de leurs ressortissants. Lors des affrontements d'octobre 2023 entre le Hamas et Israël, la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen décida, sans considération pour les chefs d'État, d'étaler une position maximaliste loin de la subtilité nécessaire à un conflit si complexe. À noter que même Nathalie

PÉKIN RAVIVE L'IMAGE DE L'EUROPÉEN ARROGANT ET DU COMPLEXE COLONIAL AU MÉPRIS DES INTÉRÊTS DES ÉTATS.

[1] Tribune du 22/04/2023.
[2] Déclaration du 13/10/2022, à Bruges, lors de l'inauguration de la nouvelle Académie diplomatique européenne.

DELICITY ET ISTOCK

Loiseau, dont l'ADN européiste est inaltérable, s'en est émue sur Twitter/X : « Je ne comprends pas ce que la présidente de la Commission a à faire avec la politique étrangère de l'UE dont elle n'a pas la charge. » Ces déclarations tonitruantes feraient sourire si elles n'étaient pas la face immergée de l'iceberg de la substitution par l'action extérieure européenne de la diplomatie des États membres, au premier chef de la France. Une alliance du service d'action extérieure, soit les « diplomates » de l'Union européenne à la solde des idéologies de la Commission (LGBTisme, impéria-

CHANGER DE PARLEMENT EUROPÉEN OU DE COMMISSION N'AURAIT PAS PLUS DE LOGIQUE QUE DE RÉFORMER LE POLITBURO SOUS BREJNEV OU DE PROMETTRE UN SOVIET SUPRÊME PLUS DÉMOCRATIQUE.

lisme droits de l'hommiste, wokisme) et de la volonté de l'ensemble de la classe politique française d'effacer la tradition diplomatique nationale et de la servilité de nos « diplomates » dont plusieurs s'enorgueillissent de « leurs excellents » rapports avec les diplomates allemands. En Afrique particulièrement, l'action de l'UE[3] et de nos ennemis européens (États scandinaves par exemple) nous a certainement plus coûté que les velléités réelles et supposées de la Russie. On objectera que les bases textuelles de la Commission pour se substituer aux États dans la vie internationale sont minces. Elles sont néanmoins suffisantes, surtout depuis le départ des Britanniques, pour permettre ce que certains ont appelé dès le Brexit, le coup d'État européen à venir[4].

LA TENTATIVE DU TOUT POUR LE TOUT

Nous aurions tort de n'attribuer cette tendance qu'à des personnes, même si von der Leyen et Borrell sont particulièrement urticants, encore plus que Jean-Claude Junker, ce qui n'est pas rien. Ursula von der Leyen symbolise l'inclination atlantiste et impérialiste de l'UE, plusieurs sources concordantes indiquent même que le mandat de l'actuel secrétaire général de l'OTAN a été prolongé d'un an pour coïncider avec le prochain changement de Commission, ce qui permettrait à l'actuelle présidente de la Commission d'aller siéger à l'OTAN, célébrant publiquement des noces déjà consommées dans les traités[5]. Mais si elle la symbolise, cette inclination nécessaire lui préexiste. Elle est consubstantielle à la construction européenne dont elle est un des organes vitaux. Changer de Parlement européen ou de Commission n'aurait pas plus de logique que de réformer le Politburo sous Brejnev ou de promettre un Soviet suprême plus démocratique. Ce qui semble se préparer à Bruxelles est la tentative du tout pour le tout, soit, si on suit le projet voté le 25 octobre dernier dans la Commission des affaires constitutionnelles (AFCO) du Parlement européen, que l'Union européenne se dote d'une personnalité internationale semblable à celle d'un État et qui puisse se substituer diplomatiquement et militairement aux États membres, les faisant disparaître par là même. La folklorisation des États ira alors de pair avec le déracinement des populations et le départ pour les limbes des derniers souvenirs des anciennes républiques. Les dernières compétences éducatives, environnementales et sanitaires seraient alors probablement revendiquées par l'Union. Celle-ci, trop impatiente de pouvoir endoctriner les enfants dès le plus jeune âge – complément nécessaire des lois de limitation des libertés publiques et numériques – se prépare déjà[6] à détruire pour des raisons « vertes » le système d'énergie français et à imposer sa définition tout à fait exotique des conflits d'intérêts en cas de crise sanitaire. C'est la mécanique structurelle de l'UE qui le veut. Nous n'échapperons plus, sauf au prix de la trahison, à l'épreuve de force. L'idée européenne est létale pour la France et cela ne changera plus. Il faut savoir solder un mauvais rêve. ◆


DR

PAR PIERRE-YVES ROUGEYRON

[3]Nous ne pouvons que conseiller la lecture des ouvrages de Charles Onana, dont un tome entier parle de la responsabilité de l'UE dans les malheurs du Rwanda et, par ricochet, du Congo.

[4]Nicolas Dupont-Aignan fut l'un des premiers à nous alerter sur le sujet.

[5]Les amateurs d'Europe puissante et de défense européenne pourront se renseigner sur les articles des traités confiant la défense de l'Europe à l'OTAN.

[6]Nous vous recommandons les avis de l'association pourtant non souverainiste la Quadrature du Net sur les derniers textes communautaires et leurs méfaits. Nous nous permettons également de rappeler la censure des chaînes RT et Spoutnik.

LE ROND-POINT

Économie

INFLATION, PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ : LE FIASCO MACRON-LE MAIRE

Le tandem Macron-Le Maire excelle surtout dans la communication et les effets d'annonces : ils ont la situation économique en main. Quant au réel, c'est autre chose.

En 2022, Bruno Le Maire pouvait encore se vanter de la moindre inflation de notre pays par rapport au reste de la zone euro. Las, comme tant de ses déclarations, le temps est venu infirmer son propos. Aujourd'hui, la France est un des pays où l'inflation est la plus forte, du fait de l'explosion des prix de l'électricité. Cependant, il y a plus de deux ans, le ministre dénonçait « l'aberration » du mécanisme de fixation de son prix. Mais depuis, si les discussions se poursuivent, rien de concret n'a été fait, l'exécutif abandonnant les Français aux conséquences néfastes de ces règles aberrantes.



DELICITY ET ISTOCK

UNE PASSIVITÉ AGITÉE

Il est temps de faire le bilan. En septembre 2021, Bruno Le Maire faisait mine de découvrir les mécanismes de fixation du prix de l'électricité dans l'Union européenne, pourtant en partie négociés sous Nicolas Sarkozy, dont il avait été secrétaire d'État aux Affaires européennes… Il demandait alors une « réforme du marché de l'énergie », jugeant que « ce marché est une aberration. Il n'y a aucune raison que la France paie le coût marginal de fonctionnement des productions de gaz qui se font en Allemagne ou ailleurs ». Il demandait « au président de l'Eurogroupe de penser un changement en profondeur du marché européen de l'énergie ». Plus de deux ans après, rien n'a changé, et si Emmanuel Macron a vu Olaf Scholz le 10 octobre pour « résoudre (les) divergences qui bloquent la réforme du marché européen de l'électricité », juste après, le ministre allemand de l'Économie s'est empressé, bien peu diplomatiquement, de souligner qu'il « reste du chemin à parcourir », moyen probable de signifier

que l'Allemagne n'entend pas restituer à notre pays l'avantage d'une électricité bon marché. L'incapacité de la France à mener cette négociation en dit long sur l'incompétence et les verrous mentaux de nos dirigeants. En 2023, nous avons repris notre position de premier exportateur d'électricité, après le bref passage au statut d'importateur en 2022. Aujourd'hui, c'est l'Allemagne qui a besoin de la France, pas l'inverse. Nous devrions aborder cette négociation en position de force. Et cela est d'autant plus vrai que l'Espagne ne s'est pas privée de sortir du mécanisme de fixation du prix européen de l'élec-

AUJOURD'HUI, C'EST L'ALLEMAGNE QUI A BESOIN DE LA FRANCE, PAS L'INVERSE.

tricité, à son plus grand profit. En septembre 2022, l'inflation dans la péninsule Ibérique atteignait 9 %. En un an, elle est tombée à 3, 2 % contre 4, 3 % dans la zone euro. La France a fait le chemin inverse : d'une inflation nettement inférieure à la moyenne, nous sommes aujourd'hui au-dessus (5, 7 % sur le taux unifié européen, plus élevé que celui de l'INSEE), contre 4, 3 % après la hausse du tarif de l'électricité de 10 %. La raison est simple. Dans la dernière ligne droite de la présidentielle, avec des taux d'intérêt au plancher, l'exécutif a mis des milliards sur la table pour limiter la hausse du prix de l'électricité. Cela ne l'a pas empêchée, mais en a limité l'envolée. Le mécanisme choisi était contestable : si le bouclier tarifaire a limité la hausse du prix de l'électricité pour les ménages, c'était un donné pour un rendu. L'argent mis pour contenir son augmentation est une dépense qui a pesé sur les autres dépenses publiques et qui alourdit la charge de notre dette.

DES RENTES JUTEUSES

Pire, cet argent est venu engraisser les profits des acteurs privés, Engie réalisant par exemple en 2022 un résultat opérationnel courant record de 9 milliards d'euros ! Car ce mécanisme de fixation des prix n'aurait qu'un objectif : assurer une rente juteuse aux acteurs du marché. Au premier semestre 2023, Engie a ainsi généré près de 7 milliards de résultat opérationnel courant. Et malgré la vente à perte d'une partie de sa production, EDF a battu tous ses records de profit, avec un Ebitda (ndlr : bénéfices avant intérêts, impôts, etc.) multiplié par 6, à 16 milliards d'euros, plus de 20 % de son chiffre d'affaires ! Bref, derrière les méandres technocratiques des commissions et mécanismes de fixation des prix se cachent des bénéfices importants que l'exécutif ne semble pas vouloir déranger… Mais se cache également derrière ce système le moyen pour l'Allemagne de priver la France de l'avantage concurrentiel d'une électricité bon marché, avantage d'autant plus critique avec l'instabilité qui règne dans le monde. Comment nos dirigeants ont-ils pu faire cette fleur à l'Allemagne ? Pire, alors que notre voisin se dirige *a priori* vers une récession, on peut craindre que le blocage reste tout aussi fort et que la réforme de ce marché européen de l'électricité « aberrant » soit purement cosmétique, pour peu qu'elle advienne d'ici la fin de l'année. Mais rien ne justifie que la France accepte cela. L'Allemagne dépend de notre production électrique et a un fort excédent commercial, notamment par rapport à nous. Il ne devrait rien y avoir à négocier. Chaque pays devrait pouvoir fixer le prix de son électricité comme il le souhaite, en fonction de ses choix, et seul le prix d'échange entre pays européens pouvoir être négocié. Malheureusement, les technocrates qui nous gouvernent donnent l'impression d'avoir des barrières mentales fortes et limitantes. Ils ne raisonnent que dans des schémas fort restreints, semblant ignorer toute solution qui remettrait un tant soit peu en cause les tables de la loi euro-oligarchique. En attendant, ce sont les Français qui trinquent, avec une inflation record depuis près de quatre décennies. ◆



PAR **LAURENT HERBLAY**

DR

LE RÉFÉRENDUM, CETTE ARLÉSIENNE…

Plus qu'un mot-valise, « préférendum » est un mot-vaseline. Notre chroniqueur Éric Guéguen revient sur la pseudo-frénésie référendaire de la macronie. Des paroles, des paroles, des paroles…



DELICITY ET ISTOCK

Depuis quelques mois, le mot « référendum » fait son grand retour dans les médias. Confinée durant des années sur les réseaux sociaux, cette légitime revendication s'est étoffée grâce au mouvement des Gilets jaunes. Le pouvoir en place l'a remise en sommeil en surfant sur l'actualité : crise sanitaire, guerre en Ukraine, période électorale. Depuis le conflit social de l'hiver 2023, la violence endémique qui s'étend dans la société laisse entrevoir l'urgence d'une réponse à la carence démocratique actuelle. L'usage du référendum peut y aider, il a même été prévu à cet effet dans notre Constitution.

LA FRUSTRATION DES GOUVERNÉS

Pas une semaine ne se passe depuis la rentrée de septembre sans que ne soit évoqué le besoin d'un référendum sur tel ou tel sujet. L'environnement, l'immigration, l'école, la sécurité et bien sûr, les retraites : les problèmes ne manquent pas, le chaos est assez général. En outre, jamais les Français ne se sont autant abstenus d'aller voter, jamais ils n'ont eu aussi peu confiance dans leurs élus. Dans le même temps, rarement les difficultés se sont autant accumulées. Peu à peu, l'idée fait son chemin que nous, citoyens, devons prendre les choses en main d'une manière ou d'une autre. Mais voilà, comment faire ? Comment agir autre-

ment que par les urnes ou qu'au travers de manifestations qui, par exemple, n'auront servi strictement à rien lors du débat sur la réforme des retraites ? Comment s'opposer à un pouvoir qui paraît tyrannique ? En fait, il ne l'est pas, ce qui est encore pire.

Le gouvernement use et abuse de l'article 49.3 de la Constitution et la plupart des Français (d'après les différents sondages) y voient une entrave à la démocratie. Nous appelons pompeusement « démocratie » le fait de voter pour des professionnels de la politique, puis de leur laisser les coudées franches dans la discussion, le choix et l'application de lois, elles-mêmes conformes à la Constitution qui est, quant à elle, un texte sur lequel les citoyens n'ont pas de prise et qu'ils n'ont pas lu, pour la plupart d'entre eux. De ce point de vue, l'invocation sempiternelle de la démocratie laisse songeur. D'autant plus que l'article 49 alinéa 3, brandi comme un épouvantail, figure depuis son origine dans la Constitution de 1958. Il n'est pas inutile de rappeler ici son principe et sa finalité.

Le général de Gaulle avait une sainte horreur des palabres parlementaires à n'en plus finir. Il y voyait, à juste titre, l'une des impasses, l'un des vices de la IVe République. D'un point de vue constitutionnel, il a donc souhaité permettre à l'exécutif d'agir en toute diligence. Mais dans la perspective d'un équilibre des pouvoirs, ceci devait se payer d'un avantage concédé à l'organe législatif, au Parlement : le fameux 49.3. Ce qui nous échappe totalement de nos jours, ce que nous percevons comme une décision arbitraire, voire dictatoriale pour certains, est en définitive une chance laissée à l'opposition de faire tomber le gouvernement. Celui-ci, en effet, pour couper court à toute tentative de blocage de principe, peut décider d'engager directement sa responsabilité et de jouer, en quelque sorte, à quitte ou double. Un dixième seulement des récalcitrants doit alors se concerter et déposer une motion de censure en bonne et due forme, en temps et en heure. Si elle est approuvée par une majorité de députés présents à l'Assemblée, cette motion de censure contraint le Premier ministre et tous ses collègues à la démission. Ce n'est pas rien. Encore faut-il que les députés aient la volonté de se mobiliser et de mettre momentanément de côté leurs bisbilles habituelles.

LE RECOURS AU 49.3 EST INSCRIT DANS LA CONSTITUTION, ET SANS LIMITES D'USAGE. PAR CONSÉQUENT, IL EST TOUT À FAIT DÉMOCRATIQUE.

Le 20 mars 2023, Élisabeth Borne faisait définitivement adopter sa sulfureuse réforme des retraites par l'entremise du 49.3. Elle y avait recours pour la onzième fois en moins d'un an. Seul Michel Rocard avait fait mieux en son temps, et sans que cela n'émeuve grand monde. Ce recours est inscrit dans la Constitution, et sans limites d'usage. Par conséquent, il est tout à fait démocratique. Mieux encore : le gouvernement pourrait très bien l'utiliser toutes les semaines durant cinq ans. Les Français auraient beau manifester leur mécontentement dans la rue, jeter des cailloux aux CRS et taguer les murs pour dénoncer la dictature, ils n'en seraient pas moins en « démocratie », selon la définition qu'on nous en a toujours donnée. Dans la mesure où les gouvernants ont été portés au pouvoir par la majorité relative d'une minorité d'électeurs et qu'ils promeuvent la mondialisation heureuse, le pays est dit en démocratie et peut émarger dans le camp du bien. Emmanuel Macron peut dormir tranquille, il est inamovible. Certains demandent même que soit revue la Constitution pour lui permettre un troisième mandat. Élisabeth Borne n'est qu'un fusible, elle le sait très bien et ne cesse de le rappeler à chaque motion de censure esquivée. Quant aux Français, ils sont bien moins soumis à un despotisme soudain qu'à leur impuissance, programmée depuis de nombreuses décennies par la gauche comme par la droite.

LE MÉPRIS DES GOUVERNANTS

Dans une démocratie qui se respecte, il importe finalement peu que le peuple

soit infaillible puisque, contrairement aux notables, il subira directement les effets de ses erreurs. Il faut surtout qu'il puisse décider de tout (ou presque) souverainement, sans avoir de comptes à rendre à des instances étrangères – dont on a tous la liste en tête. En d'autres termes, le peuple doit, par définition, disposer du pouvoir. Parce qu'ils ont le droit de vote, beaucoup de Français considèrent encore qu'ils partagent le pouvoir politique avec leurs concitoyens. Cette croyance, qui relève parfois du fantasme, est tellement ancrée dans les esprits que ces mêmes Français sont convaincus que leur pays est l'un des principaux représentants du « monde libre », en lequel il faut comprendre l'ensemble des pays où les personnes déposent religieusement des papiers dans des urnes quand on le leur demande. Or, il faut savoir qu'une fois que les politiciens élus disposent du pouvoir qu'une majorité d'électeurs leur a confié, ils sont libres d'en faire ce qu'ils veulent jusqu'au scrutin suivant.

Une confusion existe entre les principes de droit et de pouvoir. Le droit nous autorise quelque chose (comme aller voter), mais le pouvoir nous permet d'avoir des droits (comme le droit de vote). Celui qui revendique des droits est fatalement sous la férule de celui qui détient le pouvoir. Si les tenants du pouvoir décident de rogner ou de nous enlever nos droits, nous n'avons aucun moyen de nous défendre. Les Français en font l'expérience depuis plusieurs années : le champ des libertés individuelles se réduit peu à peu pour des motifs tous plus graves et légitimes les uns que les autres. Pire encore, ils ne peuvent plus congédier le personnel politique fourbe et incompétent. Soit que le personnel de substitution est du même acabit, soit qu'on les convainc de la nécessité de faire barrage pour sauver la « République ».

IL S'AGIT D'INSCRIRE DANS LE MARBRE D'UNE CONSTITUTION L'IMPÉRATIF CATÉGORIQUE DE SOUMETTRE AU JUGEMENT POPULAIRE LES DÉCISIONS LES PLUS CONSIDÉRABLES.

Il nous faudrait changer les règles du jeu politique, renverser la subordination, nous assurer d'affermir et de conserver nos droits par un exercice effectif du pouvoir. Il ne s'agit donc pas de voter pour qui que ce soit, mais d'inscrire dans le marbre d'une constitution l'impératif catégorique de soumettre au jugement populaire les décisions les plus considérables. Ce qui nous semble aujourd'hui impossible l'était pourtant, en partie du moins, il y a encore quelques années, lorsque régnait une confiance, même relative, des gouvernés à l'égard des gouvernants, et réciproquement. Ces derniers n'hésitaient pas, alors, à s'en remettre au jugement populaire par l'intermédiaire du référendum. C'était là, assurément, l'un des moyens de partage du pouvoir. Il y a donc peu de chances qu'Emmanuel Macron nous concède ce qui nous est interdit depuis 2005. Mais « en même temps », il lui faut nous laisser penser le contraire…

Le 28 août dernier, Olivier Véran, ministre délégué chargé du « Renouveau démocratique » (cela ne s'invente pas), annonçait, dans le cadre d'une « initiative politique d'ampleur », l'éventuelle mise en place d'un tout nouveau concept, le « préférendum ». Plus qu'un mot-valise, « préférendum » est un mot-vaseline. Officiellement, le préférendum aurait vocation à atténuer le manichéisme du référendum, à introduire un peu plus de nuance dans la dualité de la question posée aux citoyens français. C'est une proposition typique du macronisme, consistant à donner de manière énergique l'illusion de contenter un peu tout le monde en variant à la fois les thèmes abordés et les questions posées. En pratique, le risque est surtout de favoriser l'obtention d'une réponse de Normand sur chaque sujet. Officieusement, le préférendum est avant tout l'un des moyens envisagés par le Président pour relancer un second quinquennat qui, au bout d'un an et demi, est déjà en bout de course. Secouons le chaland !

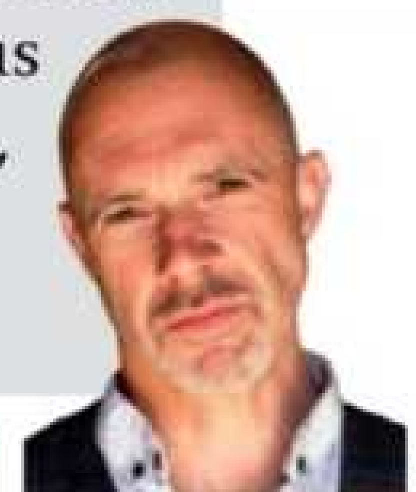
C'est peut-être là que se loge le mépris le plus avéré des gouvernants à l'égard des gouvernés, dans cette tendance systématique à se poser comme les champions du « renouveau démocratique », alors qu'ils l'oblitèrent chaque jour davantage au service des directives européennes. Du grand débat national (de janvier à mars 2019) à la Convention citoyenne pour le climat (d'octobre 2019 à juin 2020), du collectif citoyen sur la vaccination (de janvier à octobre 2021) au Conseil national de la refondation (présidé par François Bayrou, de septembre 2022 à août 2023), les tournures grandiloquentes qui n'aboutissent à rien sont devenues la marque de fabrique de la technocratie macronienne. Toutes ces initiatives ne servent qu'à garantir les émoluments des professionnels de la politique et à donner le change par un vernis participatif. N'en soyons pas dupes.

LE LONG CHEMIN DE LA SOUVERAINETÉ POPULAIRE

Nous le rappelions, le 20 mars dernier, la réforme des retraites était définitivement adoptée, malgré deux motions de censure, l'une du RN, l'autre du groupe LIOT. Ce dernier est pourtant parvenu à rassembler 278 voix, mais la majorité requise était de 287 voix. Il aura ainsi manqué 9 voix de droite pour mettre le gouvernement en échec, ce qui n'arrive jamais d'ordinaire. De son côté, le RN n'aura quasiment mobilisé que ses députés, ce qui prouve que les dissensions morales entre partis auront toujours plus de poids que les idéaux de façade. Voilà où conduit le parlementarisme. Quant aux syndicats, ils parleront de victoire dans la mesure où l'on aura enfin reparlé d'eux dans les médias. Il s'agit bien d'une défaite complète, sur toute la ligne. Il ne peut être question d'un déni de démocratie, car notre démocratie n'en est pas une. Nous avons plutôt affaire, précisément depuis le 29 mai 2005, à un déni de la *vox populi* – et l'on sait que les Français étaient dans leur immense majorité opposés à cette réforme.

À présent, que va faire Emmanuel Macron ? Comme à son habitude, il va adopter la posture du juge impartial au-dessus de la mêlée, du sage et sagace chef de l'État plein de bonne volonté. Il sait très bien que la logique partisane va profondément diviser le semblant d'unité autour de la réclamation du référendum. La gauche vient de découvrir l'eau chaude suite à l'impasse parlementaire concernant l'âge de la retraite, la droite n'invoque le référendum que pour parler d'immigration. De fait, chaque coterie ne soutiendra la restauration du référendum que de manière opportuniste ; aucun parti ne le défendra en soi, en tant que vecteur du bien commun. L'actualité prescrit pourtant les urgences, en tête desquelles le volet explosif de la crise migratoire. Jamais, bien sûr, LFI et consorts ne défendront le référendum sur des points remettant en cause leur principal dogme. De son côté, relativement à la réforme des retraites, LR ne le défendra pas non plus. Chaque camp, sachant pertinemment qu'il s'oppose à la volonté de la majorité, refusera en bloc le respect de la démocratie. La logique des partis est un cancer, le général de Gaulle nous avait prévenus.

Par ailleurs, un référendum sur la question migratoire ne pourrait se tenir que moyennant une réforme de la Constitution. Effectivement, l'article 11 prévu à cet effet limite le champ référendaire aux sujets relevant uniquement de l'organisation des pouvoirs publics, de la politique économique, sociale et environnementale, ou encore de la ratification des traités pouvant avoir des incidences sur nos institutions. Voilà un obstacle supplémentaire. En revanche, un référendum sur la nécessité d'une réécriture de la Constitution au profit des citoyens serait opérant sans la moindre réforme. Il est toutefois peu probable qu'une majorité d'élus de la République acceptent de changer des règles qui sont, en l'état, en leur faveur. Plus que jamais, la question constitutionnelle est celle qui justifie toutes les autres, celle que nous devons, nous, citoyens, imposer dans l'espace public. ◆

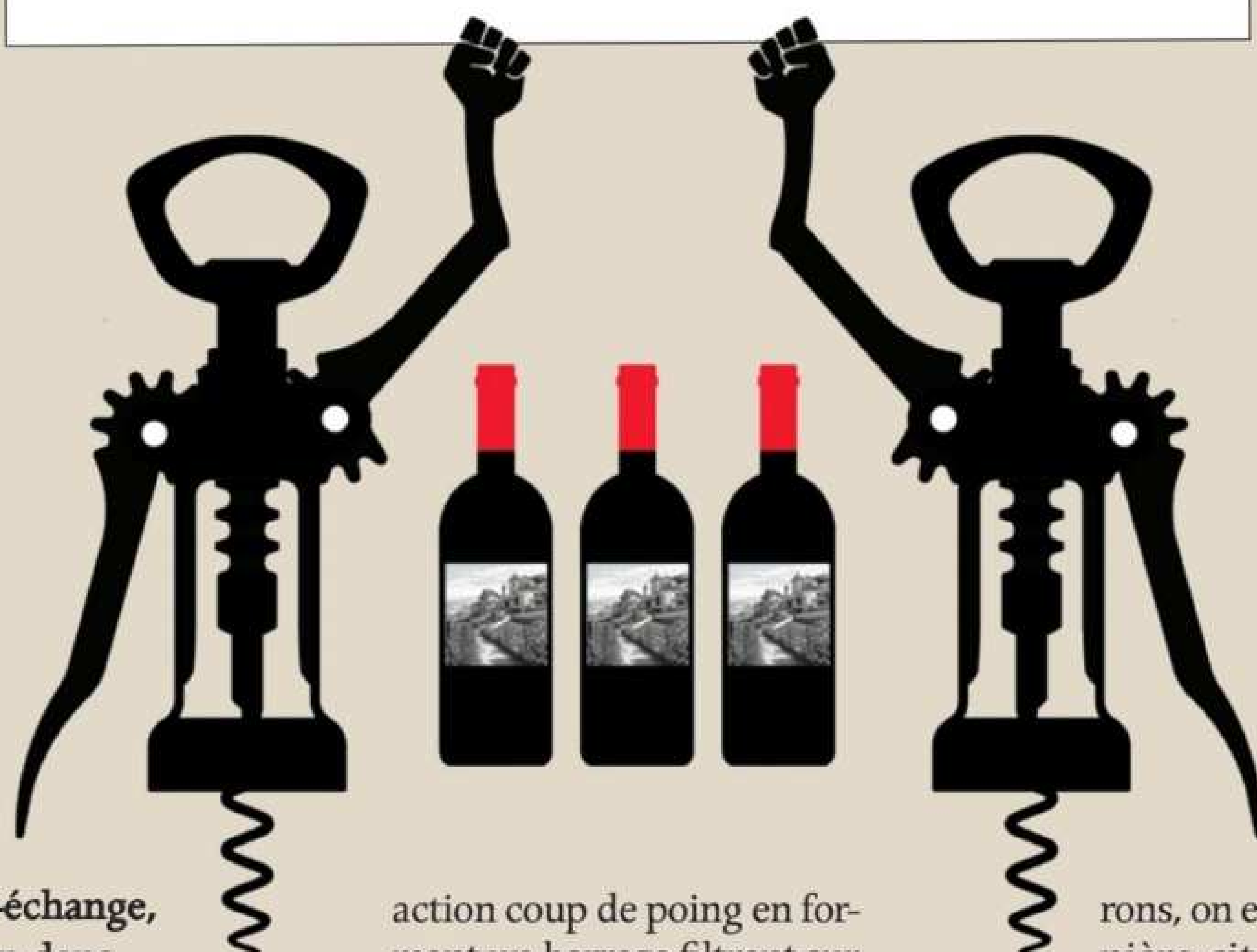


PAR **ÉRIC GUÉGUEN**

DR

Social

LA « COLÈRE PROTECTIONNISTE » DES PETITS VIGNERONS



Le libre-échange, c'est bien dans les manuels des bibliothèques universitaires. Les pieds dans les vignes, on voit la chose autrement.

Dans la nuit du 5 octobre dernier, le CAV (Comité d'action viticole) de l'Aude a tenté de mettre le feu à une société d'embouteillage de Sallèles-d'Aude, qui importe des vins espagnols. L'action était signée d'un graffiti clair : « Imports NON ! ». Le 19 octobre, des centaines de vignerons venus de l'Aude, des Pyrénées-Orientales et de l'Hérault ont mené une action coup de poing en formant un barrage filtrant sur l'autoroute A9, à hauteur de la frontière franco-espagnole. En ce « jour 1 de la révolte », les chargements de camions transportant du vin et du champagne venus d'Espagne ont été répandus sur l'asphalte, des palettes et des pneus ont été brûlés devant le centre des impôts de Narbonne. David Drilles, président du syndicat des vignerons des Pyrénées-Orientales, a évoqué à cette occasion « une révolte du bassin régional qui touche toute la région et même PACA ». La raison ? « Depuis Maastricht, l'agriculture française se casse la figure et nous, les vignerons, on est la dernière citadelle à abattre (…) On vit le même problème que les maraîchers et les arboriculteurs avant nous : le marché commun nous détruit. » Pierre Hylari, président des Jeunes Agriculteurs des Pyrénées-Orientales, renchérissait : « Il va falloir revoir certaines lois, certaines règles, certains accords sur le libre-échange et sur la généralisation des réglementations (…) Sans annonce forte, la mobilisation des vignerons va se durcir. » Selon les mots d'un viticulteur, il s'agit d'une « colère protectionniste ». Et elle n'en est qu'à ses débuts : « Ça va complètement partir dans le décor, car 60 % des

DELICITY ET ISTOCK

exploitants viticoles sont au bord de la faillite, beaucoup ont déjà mis la clé sous la porte. » Le mois de novembre a vu une grande mobilisation à Narbonne et une multiplication d'actions coup de poing contre des entreprises d'import, accusées d'acheter des vins espagnol et portugais, produits à moindre coût et avec une réglementation moins contraignante, et de les couper avec du vin produit en France, tirant les prix vers le bas.

DES VITICULTEURS EXASPÉRÉS

Ces actions traduisent l'exaspération des viticulteurs dans un contexte de crise aiguë dont les causes sont multiples : concurrence européenne déloyale, taxe imposée par Donald Trump sur les exportations vers les États-Unis, resserrement du marché chinois suite à la crise du Covid, Brexit, sanctions contre la Russie fermant un autre marché important, baisse de la consommation française, passée de 130 litres par personne par an en 1960 à moins de 40 litres aujourd'hui, guerre en Ukraine, qui aggrave la crise de l'énergie. Les calamités naturelles (gel, grêle, sécheresse) se sont également multipliées ces dernières années, faisant monter le niveau des versements aux assurances. La sécheresse représente le problème le plus criant car elle s'aggrave inexorablement, limitant les rendements. Les vins en AOC ne peuvent pas être arrosés et les degrés d'alcool montent, ce qui force à repenser l'irrigation et à réorganiser les processus de production. La crise touche également le Bordelais. Face à la surproduction, le plan d'arrachage sanitaire permet d'obtenir une prime. L'État a enregistré cet été plus de 1 000 demandes pour un volume total de 9 300 hectares – sachant que beaucoup de vignes sont déjà en friche. Autre solution d'urgence pour réduire l'offre : l'aide à la distillation. Il s'agit d'éponger le surplus de vin qui stagne dans les cuves – les chais sont pleins, avec deux à trois ans de récolte d'avance – soit 2 à 3 millions

30 % DES VITICULTEURS BORDELAIS SONT EN GRANDE DIFFICULTÉ, SOIT 1 372 EXPLOITATIONS SUR 3 880.

d'hectolitres, pour le transformer en alcool pharmaceutique ou alimentaire ; un véritable crève-cœur pour les vignerons. Selon la Chambre d'agriculture de la Gironde, plus de 30 % des viticulteurs bordelais sont en grande difficulté, soit 1 372 exploitations sur 3 880. Certes, pour beaucoup, il s'agit d'exploitants au bord de la retraite, auxquels la prime à l'arrachage permet d'arrondir leurs très faibles pensions – 550 € en moyenne. Mais de plus jeunes connaissent aussi des temps difficiles, incapables parfois de se verser un salaire. Nombre d'entre eux sont au désespoir, parfois au bord du suicide. Pour rappel, deux agriculteurs se suicident par jour en France. Consentir à l'arrachage, c'est voir disparaître le travail d'une vie – et aussi l'héritage de toute une famille sur plusieurs générations – avec un risque de perte de savoir-faire et d'érosion du patrimoine français.

Si quelque 100 000 à 150 000 emplois sont menacés dans le secteur les dix ans à venir, c'est surtout une viticulture à deux vitesses qui se met en place, condamnant à terme les petites exploitations. Les grands crus sont protégés, en particulier parce qu'ils ont su s'exporter, mais très peu de petits le peuvent. C'est en les y aidant que le gouvernement pourrait agir, plutôt que de proposer des sparadraps qui ne changent rien sur le long terme. Les vins français se vendant très bien à l'étranger (18 milliards de chiffre d'affaires en 2022, en hausse de 12 % par rapport à 2021), il faudrait une politique combinant aide à l'exportation et politique protectionniste intelligente pour protéger cette filière de qualité contre les imports à bas coût. Mais cela demanderait de déroger aux sacro-saintes règles européennes et aux traités de libre-échange, ce à quoi les élites mondialisées ne sont pas prêtes – et tant pis pour le sacrifice de nos agriculteurs. ◆



PAR GEORGES KUZMANOVIC

CINÉMA FRANÇAIS : UN SYSTÈME DE FINANCEMENT UNIQUE AU MONDE

L'exception culturelle française a du plomb dans l'aile, d'autant plus que se creuse peu à peu l'écart sociologique entre le petit monde du cinéma et ceux que Christophe Guilluy nomme « les gens ordinaires ».



En septembre 2023, la Cour des comptes a publié un rapport sur la gestion du Centre national du cinéma (CNC). La constatation est la suivante : un tiers des films est financé à perte. On serait tenté de considérer ce rapport comme une réponse adressée à la réalisatrice Justine Triet. En recevant la Palme d'or en mai, au festival de Cannes, elle dénonçait en effet la marchandisation du cinéma français par un « gouvernement néolibéral ». Le rapport de la Cour des comptes envisage la politique culturelle sous un autre jour en présentant les aides publiques généreusement versées par l'État français.

Contrairement à l'écriture d'un livre, à la peinture d'une toile et même à la mise en scène d'une pièce ou d'un opéra, la production d'un film nécessite des investissements considérables : en moyenne 5 millions d'euros en France, en 2022. Les moyens techniques et le nombre de personnes impliquées dans la réalisation d'un film expliquent un tel coût. Les sommes engagées pour la sortie en salle sont en revanche peu élevées car l'œuvre achevée peut être répliquée infiniment et à moindres frais. Il n'en va pas de même pour un opéra ou une pièce de théâtre : chaque représentation implique des frais importants qui peuvent s'avérer plus élevés que la recette en salle,

DELICITY ET ISTOCK

même si les spectateurs sont au rendez-vous.

L'EXCEPTION CULTURELLE FRANÇAISE

Les grandes maisons de production dominent le marché dans le système américain, mais la France échappe à ce modèle, la production cinématographique reposant sur un organe étatique : le Centre national du cinéma (CNC). Ce dernier est placé sous l'autorité du ministère de la Culture. Il est financé majoritairement par des taxes sur les services de télévision, la vidéo, les services de vidéo à la demande et par les entrées en salle (10 % du prix de chaque billet). Ces dernières sont reversées à un fonds qui redistribue

LE MODÈLE FRANÇAIS PERMET DE PRODUIRE EN GRANDE QUANTITÉ, MAIS CE N'EST PAS SANS FRAIS POUR LE CONTRIBUABLE.

cet argent sous forme d'aides à la production française. C'est ainsi que le succès des films américains, même si l'on peut le déplorer, finance le cinéma français. Ce système protège et encourage le cinéma français, mais aussi le cinéma européen grâce à des coproductions. Il garantit aussi l'excellence de nombreux professionnels du cinéma sollicités dans le monde entier. Le CNC est un soutien précieux en raison de la redoutable concurrence des plateformes américaines et, de manière plus conjoncturelle, un allié lors de crises liées aux confinements ou à une baisse du pouvoir d'achat. Grâce à son système de financement unique, le cinéma français est le deuxième au monde après les États-Unis.

Dans son dernier rapport, la Cour des comptes envisage toutefois de manière critique la proportion et la pertinence des aides distribuées. Le modèle français permet de produire en grande quantité, mais ce n'est pas sans frais pour le contribuable. L'offre est trop importante, d'autant plus que la clientèle est moins assidue depuis les confinements liés à la crise Covid. Il est difficile d'attirer l'attention du public quand une douzaine de films sort chaque semaine. Ainsi, 30 % des films comptent moins de 20 000 entrées et seuls 2 % des films sont rentabilisés par leur recette en salle. Le succès de certains films compense la faible audience des autres, mais l'important déséquilibre révèle un problème de gestion.

ART ET RENTABILITÉ

Se soucier de la survie économique d'un modèle ne signifie pas être néolibéral ; c'est en quelque sorte ce que répond la Cour des comptes à Justine Triet. La question du financement suscite toujours des tensions dans le milieu artistique français, où certains se laissent aller à penser que les financements accordés par l'État libèrent leur créativité. Certes, le financement conditionne en partie l'expression artistique, mais la qualité de l'œuvre n'est pas proportionnelle aux aides publiques versées. On peut – et on devrait – d'ailleurs remettre en cause la qualité de son travail, lorsque celui-ci est généreusement financé par l'État mais ne remporte pas le succès escompté auprès du public ; il se peut que l'on soit incompris, mais il se peut aussi que l'on ait fourni un piètre travail, notamment en préférant l'idéologie à la création. C'est parce que la question pécuniaire est cruciale que l'État français contribue au financement du cinéma d'une part et, d'autre part, se soucie de la viabilité du modèle économique. L'État français peut consentir certaines pertes financières pour que s'épanouisse la création dans le cinéma ; mais, et c'est en substance le propos de la Cour des comptes, il ne doit pas pour autant dilapider l'argent public.

Justine Triet a reçu entre autres pour son film, *Anatomie d'une chute,* 900 000 € de France Télévisions et un demi-million d'euros d'avance sur recettes du CNC. Y avait-il de quoi dénoncer la marchandisation de la culture, tout en qualifiant de « misogynes » les remarques émises à son endroit ? Le néolibéralisme est l'idéologie du marché, c'est vrai. Le néoféminisme aussi. ◆



PAR MARGUERITE FRISON-ROCHE

DR

EXTENSION DU DOMAINE DU CAPITAL

JEAN-CLAUDE MICHÉA

Dans son dernier ouvrage, Jean-Claude Michéa intègre le nouveau totalitarisme écolo-woke dans son propre système d'analyse critique du capitalisme.

Ses lecteurs le savent bien, Jean-Claude Michéa creuse son sillon. À double titre, désormais, puisqu'en plus d'approfondir la question libérale de livre en livre, l'auteur de *L'Empire du moindre mal* vit désormais retiré dans un petit village des Landes où il mène une existence paysanne qui semble le combler. La question libérale, disions-nous. C'est aussi et surtout la question du capitalisme. Certains de ses contempteurs à l'ultragauche lui reprochent d'ailleurs parfois de davantage cibler le libéralisme que le capitalisme. À première vue, l'ambiguïté semble persister dans ce nouveau livre, *Extension du domaine du capital*, sous-titré *Notes sur le néolibéralisme culturel et les infortunes de la gauche*. Michéa en donne l'articulation lorsqu'il parle du « capitalisme développé (ou néolibéral) » (p. 149). Le néolibéralisme contemporain est le capitalisme lorsqu'il « devient ce qu'il est », c'est-à-dire lorsqu'il étend la logique des germes dont il était porteur à l'origine, comme l'épanouissement d'une fleur… du mal. En exploitant plus que jamais l'homme et la nature, le capitalisme – qui ne peut survivre qu'en continuant son processus d'accumulation continuelle et illimitée du capital – est en train de se réaliser, en transformant le monde entier en marchandises.

UN FAIT SOCIAL TOTAL

En réalisant l'intégralité de ses potentialités, le capitalisme est devenu un « fait social total », c'est-à-dire que ses principes innervent tous les champs de la société. C'est là qu'on peut comprendre pourquoi l'économiste libéral Nicolas Bouzou et le sociologue woke Geoffroy de Lagasnerie appartiennent en fait au même monde médiatique, et pourquoi Bruno Le Maire (libéralisme économique) et Pap Ndiaye (indigénisme woke) ont participé au même gouvernement macroniste. Le wokisme est le versant culturel du néolibéralisme et en ce sens, il est l'agent culturel du capitalisme développé.



Adèle Haenel et Camélia Jordana peuvent critiquer le capitalisme en apparence, dans les faits, la « déconstruction » culturelle que défend le wokisme est la logique même du système capitaliste qui déconstruit lui aussi toutes ses propres conditions de possibilités historiques, écologiques et culturelles. Ce en quoi d'ailleurs le capitalisme est une contradiction en procès : il scie perpétuellement la branche sur laquelle il est assis. « J'en profite pour ajouter que c'est précisément parce que le système capitaliste est à présent devenu un « fait social total », à la fois économique, politique et culturel, que son mode de développement revêt désormais de plus en plus la forme, et dans tous les domaines, d'une fuite en avant suicidaire. » ◆

LE FÉTICHE & LA MARCHANDISE

MICHEL ONFRAY

« Le capitalisme veut tout réifier, c'est à cela qu'on le reconnaît. » Voilà la thèse fondamentale développée par Michel Onfray dans son dernier ouvrage en date. Réifier ? « Transformer en choses plus de choses qu'il n'y a de choses. » Contrairement à ce que pensait Marx – en le conceptualisant à grands renforts d'abstractions – le capitalisme existe depuis toujours et n'a fait que changer de formes dans l'histoire. Nous sommes les contemporains d'un nouveau saut qualitatif (non au sens d'un jugement de valeur, mais d'un changement de qualité) : la réification du vivant. Le capitalisme a besoin d'étendre sa logique de marchandisation jusqu'au bout, ce qui implique de détruire les civilisations, les peuples, les nations, les sexes, les identités, les liens et les lieux. En bout de course ? L'État totalitaire décrit dans *Le Meilleur des mondes* d'Aldous Huxley… en pire ! Dans les pas de l'écrivain, Michel Onfray démonte par le double versant théorique et pratique la grande mécanique de réification à l'œuvre. L'ouvrage a le grand mérite de rassembler en un même système critique lumineux d'innombrables faits et sentiments épars de l'époque pour leur donner un sens. Le progressisme est-il un humanisme ? Chacun se fera son idée à la lecture. Pour les plus pressés : la réponse est « non ». ◆



CHRONIQUE DES TERRITOIRES

DAVID CHANTERANNE

Chronique des territoires. À se focaliser sur le titre de l'ouvrage, on se croirait en passe de plonger dans le rapport de quelque technocrate que personne n'aurait lu et qu'il n'aurait d'ailleurs pas écrit lui-même. Ce serait une erreur ! Nous avons ici pour guide un historien, administrateur de l'Institut Napoléon, et grand amoureux de notre histoire nationale. C'est d'ailleurs à ce titre qu'il nous présente un large panel d'événements historiques qui ont fait la France et qui se sont tous déroulés… en province. L'idée qui semble avoir présidé à l'édification du livre est intéressante : si notre pouvoir est centralisé, notre histoire ne l'est pas. « Il faut se souvenir que les périodes les plus anciennes n'avaient pas encore abouti à une centralisation administrative ni à une centralisation d'institutions comme tel est aujourd'hui le cas. Si certains lieux traversés ont aujourd'hui perdu de leur rayonnement, leur rendre la part qui leur revient n'est que justice. » En effet, l'administration du territoire français cohabite depuis plusieurs décennies avec les principes du *new public management* : les régions doivent être « rentables ». Vision grotesque qui a contribué à mépriser la province au profit de la capitale. David Chanteranne lui rend ici ses lettres de noblesse historique. ◆

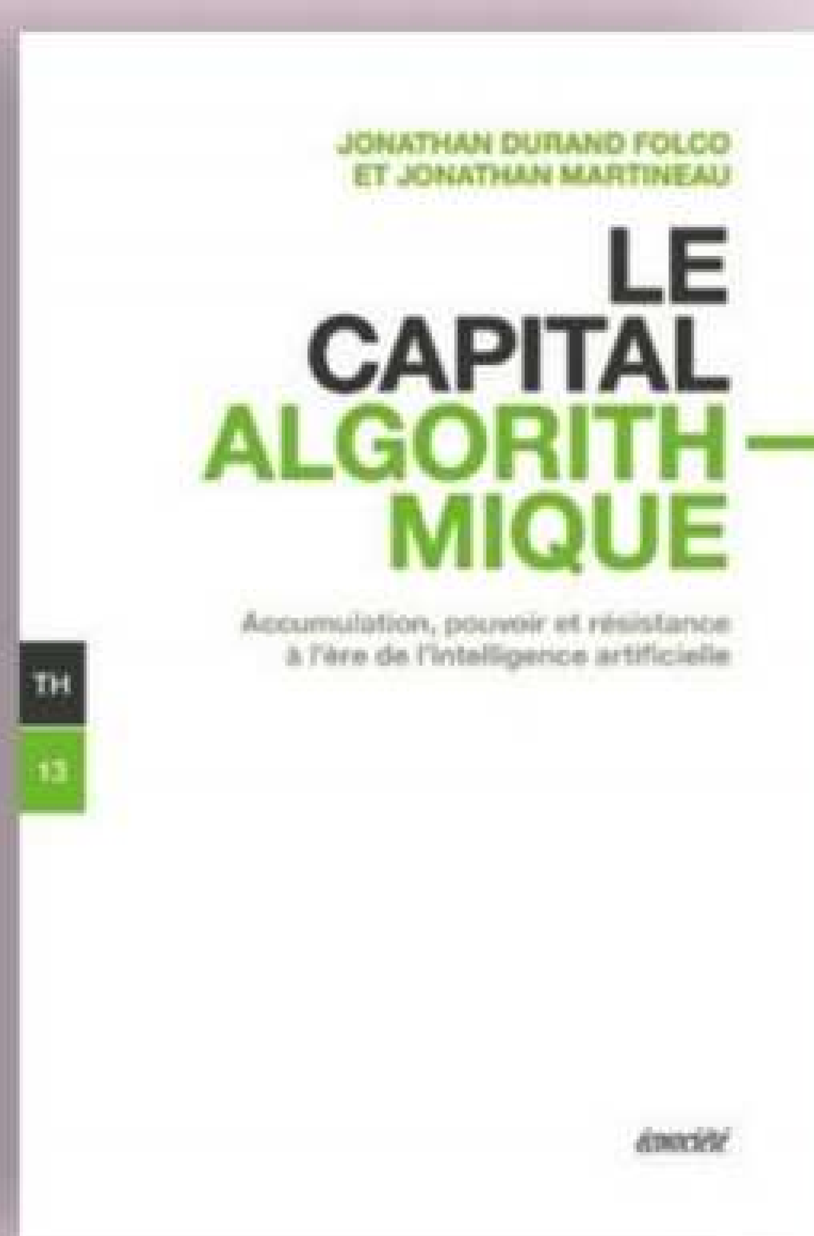


LE CAPITAL ALGORITHMIQUE

JONATHAN DURAND FOLCO ET JONATHAN MARTINEAU

Vivons-nous dans une nouvelle ère du capitalisme ? C'est la thèse défendue dans ce livre érudit, rigoureux et passionnant.

La révolution digitale commencée dans les années 1970 a permis au capitalisme de se faire une nouvelle santé. Tout un tas de qualificatifs a été utilisé pour tenter d'appréhender cette période : capitalisme cognitif, capitalisme technoféodal, capitalisme cognitif, capitalisme informationnel, capitalisme numérique, capitalisme néolibéral. Pour Jonathan Durand Folco et Jonathan Martineau, tout cela n'est pas faux, mais insuffisant. Il faut acter que nous sommes dans un monde post-néolibéral (depuis la crise de 2008) et que l'essence du capitalisme contemporain a muté. De la même manière que la révolution industrielle a fourni un cadre de déploiement et donc un nouveau stade de l'histoire du capitalisme (le capitalisme industriel), la révolution de l'IA est en train d'ouvrir une nouvelle ère : celle du capitalisme algorithmique. Ce dernier « n'est pas une sortie du capitalisme industriel, mais son renouveau, propulsé par le savoir mort (les données) et la cognition automatisée ». Tout le travail des deux auteurs est de développer un cadre théorique cohérent pour vérifier cette thèse. « À l'aide de ce cadre conceptuel, nous



soutenons que le capitalisme algorithmique représente un authentique nouveau *régime d'accumulation*, basé sur la prédominance du *capital algorithmique* et englobé dans un mode de régulation appuyé sur la *gouvernementalité algorithmique*. »

20 THÈSES POUR UN SYSTÈME

Nous sommes ici au cœur de la thèse 8 : « Le néolibéralisme fait place à un nouveau stade. » Les auteurs développent en tout 20 thèses pour appuyer leur projet intellectuel. C'est à la lecture de ces thèses successives que le « fait social total » du capitalisme algorithmique se découvre, lui qui modifie les processus de socialisation, les relations intimes et les subjectivités, modifie notre rapport au temps et à l'espace en accaparant notre attention, permet la prédictibilité des comportements et donc les sociétés de contrôle total, reconfigure et exploite le travail humain, colonise la sphère domestique et reconfigure le travail affectif du soin, rend possible une nouvelle forme de pouvoir basée sur la gouvernementalité algorithmique, colonise l'administration et la police et va jusqu'à reconfigurer l'ordre international au travers d'une course aux armements « intelligents » et aux matières premières qui les rendent possibles. Une théorie critique globale qui vient mettre à nu la logique du capital à l'heure de la montée en puissance de l'IA. ◆

LIBERTÉ ET CATASTROPHE
PHILITT

La meilleure image serait sans doute celle du ruban de Mœbius. La liberté humaine s'est déployée dans l'histoire grâce à la technique et elle est en train de disparaître à cause de la technique. Le « progrès » technique semble s'être retourné sur lui-même. L'homme a acquis assez de maîtrise technique pour s'autoannihiler par et dans la technique. On comprend que le spectre de Günther Anders – conscience catastrophée du XX[e] siècle atomique – plane sur ce dernier numéro passionnant de la revue *Philitt*. Günther Anders parlait hier de « honte prométhéenne », Peter Sloterdijk parle aujourd'hui de « remords prométhéen ». « Peut-être est-il temps de considérer que Prométhée n'était pas l'ami des hommes ? », s'interroge de façon rhétorique Matthieu Giroux dans son éditorial. Faut-il donc bannir la technique ? Pour Jean Vioulac, interrogé dans le numéro, cela n'aurait pas de sens : « Il est inepte d'être technophobe puisque la technique définit la lignée humaine depuis *Homo habilis.* » En revanche, il faut convenir que la technophilie n'est pas davantage une solution et qu'elle n'est que le nom savant d'une fuite en avant collective irréfléchie. Cédons avantageusement au sophisme du juste milieu et soyons dès lors résolument « technocritiques ». Un excellent entretien avec François Jarrige, autre invité de marque, nous y invite avec force arguments ! ◆



LE SEXE ET LA LANGUE
JEAN SZLAMOWICZ

Moins on peut, plus on cause. C'est ainsi que le combat pour l'égalité, que personne ne disqualifie en soi, a investi la langue… où il n'a rien à faire. Au XXI[e] siècle, par une sorte de surréalisme d'arrière-garde et bassement politique, on peut se croire révolutionnaire en ajoutant des points au milieu des mots. Cette idée est née d'une aberration intellectuelle consistant à confondre les mots et les choses, bafouant ce que le grand linguiste Ferdinand de Saussure avait appelé « l'arbitraire du signe ». En mélangeant le discours et le réel – quand on ne se donne pas les moyens d'avoir prise sur le réel, on se rabat sur ses représentations – les nouveaux militants de l'écriture « inclusive » (tellement inclusive qu'elle exclut de fait tous les dyslexiques) entendent sexualiser la langue et déceler partout la logique masculiniste du patriarcat millénaire. « Négation de la rationalité linguistique » pour Nathalie Heinich (qui signe une belle préface), il s'agit aussi pour Jean Szlamowicz d'une forme de « complotisme linguistique » (autorisé, celui-là) qui confond la langue comme outil d'expression avec la vision du monde (patriarcale) censée s'exprimer à travers elle. Or « toute ambition de contrôle de la parole au nom de la morale porte les stigmates de la tyrannie », analyse l'auteur qui signe un véritable manuel de résistance intellectuelle contre l'air (vicié) du temps. ◆



PAR **MAXIME LE NAGARD**



DR

POLITIQUE

LA DÉMOCRATIE À L'ÉPREUVE DU MARCHÉ

PAR
MAXIME LE NAGARD

FP

DR

La démocratie est-elle soluble dans le marché ? C'est en tout cas le projet (à peine masqué) des penseurs néolibéraux depuis l'aube du XXe siècle. Là où le marché fait la loi, le politique recule. Et les peuples subissent.

Lorsque le prix de l'électricité s'envole en France en 2021, particuliers comme entreprises sont pris à la gorge. Ces augmentations, conséquence de la politique de libéralisation menée par l'Union européenne, ont beau aller à l'encontre des intérêts des citoyens français – avec son parc nucléaire, la France produit de l'électricité à coût constant – nos dirigeants les avalisent au nom du principe de la concurrence, inscrit dans l'airain des traités européens[1]. Et lorsque les factures explosent et la colère gronde, le ministre de l'Économie multiplie des interventions publiques dans lesquelles il *demande* aux fournisseurs d'énergie d'aménager des ristournes. Le spectacle de l'humiliation et de l'auto-humiliation des dirigeants politiques devant les puissances économiques et financières est devenu une habitude[2]. Les déclarations fatalistes succèdent aux explications techniques tendant à valider le célèbre *« There is no alternative »* de Margaret Thatcher. Et lorsqu'esbroufe il y a, elle est cantonnée à l'opposition ou au temps de la campagne électorale – on se souvient encore du « mon véritable adversaire, c'est le monde de la finance » de François Hollande. Alors que la domination du marché semble sans partage, la démocratie a-t-elle encore un sens ? Quelle marge d'action nos dirigeants élus gardent-ils face à la puissance du capitalisme mondialisé ? Et, pour commencer, comment en est-on arrivé là ?

LA **PRIMAUTÉ** HISTORIQUE DU POLITIQUE

L'économie n'a pas toujours tenu ce rôle prépondérant, tant s'en faut. Avant l'avènement de l'ère moderne, sa place dans la hiérarchie des sphères de la vie sociale était même précisément inverse. Ainsi, des trois ordres de l'Ancien Régime – *oratores, bellatores, laboratores* – c'est ce dernier, responsable de la fonction productive, qui est tout en bas de l'échelle symbolique. Quant au politique, émanation du militaire, il a partie liée avec le sacré, les deux ordres supérieurs exerçant le pouvoir de concert aux dépens du troisième[3].

Cette configuration excède largement le cas de la France et même de l'Occident féodal ; de fait, comme l'a montré l'anthropologue Georges Dumézil, quasiment toutes les sociétés indo-européennes étaient organisées en trois ordres[4]. Dans l'Inde hindouiste, dans la Rome chrétienne, mais aussi chez les Celtes, les Baltes ou les Germains, la société s'articule autour des trois mêmes fonctions, dont la hiérarchie est identique. La fonction économique – domaine des choses viles que sont le travail et le profit – est toujours la plus dominée, et parmi les différentes facettes de la sphère économique, le négoce et surtout l'usure, c'est-à-dire le commerce et le prêt à intérêt, les deux mamelles du marché, sont les plus méprisés – image renversée de la hiérarchie qui prévaut au sein du capitalisme financiarisé contemporain. Longtemps intriqué au sacré, le politique s'autonomise progressivement à la faveur du *désenchantement du monde*[5], vaste processus de sécularisation. À partir du XVIe siècle, la primauté du politique s'amorce avec l'« athéologie politique » de Machiavel, qui entend fonder une science pure du politique, c'est-à-dire détachée des considérations religieuses. L'idée d'une sphère politique *sui generis*, indépendante de la sphère religieuse, s'affirme parallèlement à celle de la souveraineté de l'État, à la fois contre l'Église et contre le principe impérial[6]. Cependant, cette autonomie fait long feu. À peine le politique s'émancipe-t-il

[1] Et ce dès le traité de Rome (1957) qui consacre le principe ordolibéral de la « concurrence libre et non faussée ».

[2] La réforme des retraites, adoptée en mars 2023, a d'ailleurs été justifiée par le fait de « rassurer les marchés financiers », en l'occurrence les créanciers de la France.

[3] Duby Georges, *Les Trois Ordres ou l'imaginaire du féodalisme*, éd. Gallimard, 1978.

[4] Dumézil Georges, *L'Idéologie tripartite des Indo-Européens*, éd. Latomus, 1958.

[5] Gauchet Marcel, *Le Désenchantement du monde*, éd. Gallimard, 1985.

du religieux qu'il est attaqué de revers, par où jamais encore il ne l'avait été : par la sphère économique et juridique, via la doctrine libérale. En effet, comme le montre Jean-Claude Michéa, le libéralisme est théorisé à la fin du XVIIe siècle, en réponse aux guerres de religion qui déchirent l'Europe pendant deux siècles, comme remède au déchaînement des passions et à l'arbitraire qu'entraîne la soumission du politique aux décisions discrétionnaires des individus et aux principes moraux et religieux[7]. C'est porté par cet espoir du « moindre mal » qu'émerge alors l'idée que la société devrait être guidée par les forces impersonnelles et dépassionnées que sont le marché et le droit, plutôt que par la volonté des êtres humains, individuelle ou collective. L'homme étant, selon la vision canonique de Hobbes, « un loup pour l'homme », la prétention de l'État à défendre une vision officielle du bien ne peut conduire qu'au bain de sang. Il doit donc être « axiologiquement neutre ». L'État libéral est, selon la formule de Pierre Manent, « le scepticisme devenu institution[8] ». Certes, les démocraties naissantes, qui s'inspirent des principes du libéralisme, entendent se montrer souveraines par rapport aux puissances extérieures – la République française s'affirme ainsi dans la victoire de Valmy (1792) – et se fonder sur la souveraineté de la nation, c'est-à-dire, désormais, du peuple[9]. Pourtant, en énonçant l'idée que le politique ne devrait pas interférer dans le fonctionnement du marché, la doctrine libérale fragilise l'assise de la souveraineté du politique. En ce sens, le ver de l'impuissance est dès l'origine dans le fruit de la démocratie moderne[10].

LE **RENVERSEMENT** DE LA HIÉRARCHIE

Un autre phénomène majeur concourt à l'émergence de la théorie libérale : l'essor économique, nourri du commerce transatlantique, et l'influence grandissante de la bourgeoisie. Ce tiers état révolutionnaire a été l'agent dissolvant historique de l'ancien ordre trifonctionnel. Et Georges Dumézil d'en préciser la portée : « Le schéma tripartite est mort en Occident avec les états généraux de 1789, quand la noblesse et le clergé ont baissé le pavillon devant le tiers état. On a enfin répondu à la question : Qu'est-ce que le tiers état ? Eh bien, c'était la ruine du système trifonctionnel[11]. » Le secteur marchand en pleine croissance reçoit son onction théorique avec le versant économique de la doctrine libérale – le laissez-faire[12] ; et la classe sociale qui en tire profit, avec son versant juridique, qui va légitimer les prétentions du tiers état à prendre part au pouvoir. Si les révolutions anglaise et française précipitent la concrétisation politique de cette doctrine qui justifie le passage d'une monarchie absolue aux régimes constitutionnels fondés sur l'État de droit, la révolution industrielle donne du corps à l'idée d'une sphère économique autonome. En effet, la croissance intense et la multiplication des échanges qui en résultent creusent toujours davantage le rapport de force au bénéfice de la bourgeoisie – rapport de force qui se reflète dans les institutions.

C'est à un véritable renversement du monde qu'on assiste, car le symbolique suit, bien sûr, le réel : les valeurs de propriété, de profit et de gain, qui fondent la puissance de la bourgeoisie, détrônent les valeurs de l'Ancien Monde (la naissance, le rang, l'honneur) qui fondaient le prestige de l'aristocratie ; mais elles sapent aussi, quoique longtemps à bas bruit, le principe pourtant neuf de souveraineté populaire. À propos de ce renversement, Karl Polanyi parle au milieu du XXe siècle de *désencastrement* de l'économie[13]. Longtemps pris dans des relations sociales plus larges, le marché s'émancipe pour acquérir les traits d'un champ autonome – et dominant. Dans les années 1930, la Grande Dépression exhibe la violence

[6]C'est toute l'histoire de ce qu'on a appelé en Occident le « problème théologico-politique ». Voir par exemple à ce sujet Pierre Manent, *Histoire intellectuelle du libéralisme*, éd. Fayard, 2012.

[7]Michéa Jean-Claude, *L'Empire du moindre mal, essai sur la civilisation libérale*, éd. Flammarion, 2007.

[8]Cité par Jean-Claude Michéa, *L'Empire du moindre mal, essai sur la civilisation libérale*, éd. Flammarion, 2007, p. 43.

[9]Pour une explication de l'articulation entre les souverainetés nationales et populaires, voir l'intervention de Marcel Gauchet dans l'ouvrage collectif *La Souveraineté, l'Europe et le Peuple*, éd. Michalon, 2023, p. 69-70.

[10]Certains historiens des idées contestent même l'idée que le principe libéral du « gouvernement représentatif » puisse être « démocratique » puisqu'il est d'essence aristocratique. Voir les travaux de Francis Dupuis-Déri, Bernard Manin et Yves Sintomer.

[11]Georges Dumézil, « Le parcours initiatique d'un "parasite" des sciences humaines », interview de Didier Sanz, éd. Autrement, 1987, p. 57.

[12]La formule est attribuée à Vincent de Gournay au milieu du XVIIIe, à l'époque où les physiocrates investissent la cour de Louis XV pour vanter les bienfaits du marché, instance jugée « naturelle ». Pour imposer la liberté des échanges, François Quesnay va jusqu'à préconiser un « despotisme légal » – où l'on voit que le libéralisme économique peut parfois entrer en conflit avec le libéralisme politique.

de ce désencastrement, les démocraties semblant impuissantes devant les ravages de la crise économique. Cette prise de conscience est à ranger parmi les facteurs qui expliquent l'adhésion aux tentatives politiques non démocratiques de « réencastrer » l'économie en la soumettant à la décision politique : bien qu'ils aient rapidement pactisé avec la bourgeoisie, les fascismes comme le nazisme doivent une partie de leur succès à la promesse de ju-

« LES FASCISMES COMME LE NAZISME DOIVENT UNE PARTIE DE LEUR SUCCÈS À LA PROMESSE DE JUGULER LA SPHÈRE ÉCONOMIQUE HORS DE CONTRÔLE ET DE REDONNER AU PEUPLE SA VOIX. »

guler la sphère économique hors de contrôle et de redonner au peuple sa voix. En face, l'URSS communiste se dresse elle aussi comme un exemple de maîtrise proprement politique de l'économie. À cet égard, l'après-guerre est un moment d'espoir. Pour éviter la contagion communiste, et parce que la belle croissance des Trente Glorieuses le lui permet, le patronat américain et européen concède des compromis historiques, qui donnent naissance à l'État-providence[14].

Les démocraties semblent recouvrer la possibilité d'œuvrer en faveur de l'intérêt général : on crée un système de sécurité sociale ; on réduit les inégalités par un système de redistribution ; on tient les échanges internationaux sous un harnais de règles strictes – et, partant, on limite les profits. Bref, la démocratie apparaît alors comme capable de s'imposer face au marché.

Cette époque est marquée, sur le plan économique, par la domination du keynésianisme, dont l'idée fondamentale est que le marché seul n'est pas optimal et qu'il doit être encadré par la puissance publique. C'est aussi la position gaullienne[15].

LA CAGE D'ACIER **NÉOLIBÉRALE**

Cependant, cela ne dure pas. Le keynésianisme avait déjà rapidement été dénaturé par ce qu'on appelle le « néokeynésianisme » qui, comme son nom ne l'indique pas, constitue une synthèse bancale entre le keynésianisme (devenu incontournable depuis la crise de 1929) et les théories néoclassiques (libérales). Monté en puissance entre 1945 et 1970, ce néokeynésianisme était déjà, comme le note l'historien de la pensée économique Jacques Valier, « un rejet masqué de Keynes[16] ». Les années 1970 signent la fin définitive de la parenthèse keynésienne et la reprise libérale du mouvement de désencastrement de l'économie, sous une forme décuplée.

Concomitante de la révolution numérique, l'ère de la mondialisation donne à la sphère économique une puissance sans précédent : les intérêts de la bourgeoisie avaient beau dominer le paysage politique du XIXe siècle, celle-ci restait tributaire de l'État-nation où elle avait racine ; avec le passage du capitalisme industriel au capitalisme financier, cet ancrage disparaît. Alors que le politique reste limité par les frontières nationales – la démocratie est un régime qui s'exerce sur un territoire délimité, habité par un peuple souverain[17] – le capital devient transnational et s'émancipe du cadre géographique, aidé en cela par l'essor du numérique, ce qui a d'énormes conséquences sur les leviers d'action dont disposent les dirigeants politiques. La libre circulation des capitaux (sacralisée en Europe par l'Acte unique de 1986) leur interdit en particulier de mener des politiques budgétaires dispendieuses, tout écart se soldant par la perte de confiance des « marchés » (au pluriel), le retrait des capitaux et la spéculation

[13] Polanyi Karl, *La Grande Transformation* [1944], éd. Gallimard, 1983.

[14] La protection sociale contribue à corriger l'allocation inefficace des ressources engendrées par le fonctionnement du marché, considéré par les libéraux (à tort, évidemment) comme porteur d'un ordre spontané. La déclaration de Philadelphie (1944) établit qu'« une paix durable ne peut être établie que sur la base de la justice sociale. »

[15] Comme Keynes, de Gaulle ne prétend abolir ni le capitalisme ni l'économie de marché, mais il entend les encadrer politiquement. D'où les grandes heures de la planification.

[16] Valier Jacques, *Brève histoire de la pensée économique*, éd. Flammarion, 2005, p 172.

[17] Jacques Sapir le note : « L'ordre démocratique implique des frontières mais aussi une conception de l'appartenance qui soit territoriale. L'absence de frontières, l'indétermination de la communauté de référence, découplent le contrôle de la responsabilité », *in Souveraineté, Démocratie, Laïcité*, éd. Michalon, 2016, p. 198.

contre la monnaie nationale. Cette nouvelle configuration est alors figée, pour les démocraties occidentales, dans de nouvelles règles qui limitent toujours plus leur souveraineté, codifiées dans les traités de libre-échange et mises en œuvre par des instances pour partie supranationales. En Europe, cela passe par la construction européenne dont l'architecture est codifiée dès l'origine par la doctrine néolibérale en général, et ordolibérale allemande en particulier[18]. Les ordolibéraux, qui dominaient la politique économique allemande de l'après-guerre, ont exercé une influence considérable sur le contenu du traité de Rome (1957) et sur la Communauté économique européenne (CEE)[19]. On doit notamment à cette école, via Wilhelm Röpke et Alfred Müller-Armack, le concept d'« économie sociale de marché » qui est l'un des principes fondateurs de l'Union européenne, inscrit dans le traité de Lisbonne (2007). Cette doctrine devient l'instrument par lequel la mondialisation s'impose aux peuples européens, y compris les plus réfractaires. Parmi eux, le peuple français, qui se retrouve, à partir des années 1980, soumis à la libéralisation de son économie alors même qu'il avait voté pour un Président de gauche auquel il n'avait jamais donné mandat pour mener à bien cette transformation – d'où le « malheur français » que Marcel Gauchet fait remonter à cette imposture originelle[20]. Avec l'intégration européenne, la soumission des démocraties à la logique du marché franchit un seuil. Les États européens perdent la capacité de mener des politiques budgétaires indépendantes et la délégation de la politique monétaire à la Banque centrale européenne (BCE) prive les dirigeants nationaux de ce deuxième grand outil des politiques économiques. La mise sous tutelle européenne des politiques budgétaires et monétaires nationales s'amorce dès les « critères de Maastricht » (1992). Comme le note le juriste Alain Supiot : « À partir des années 1990, la perte de souveraineté monétaire et budgétaire de l'État et la dévitalisation de la démocratie sociale et économique sont allées de pair[21]. » Désormais, et plus largement, la législation des pays membres se trouve subordonnée au droit communautaire, cette nouvelle hiérarchie des normes empêchant de fait, pour paraphraser la tristement célèbre formule de Jean-Claude Juncker, « tout choix démocratique contre les traités européens[22]. » Et on aurait tort de voir dans cette logique technicienne une « dérive » antidémocratique. Comme le démontre Bruno Amable[23], le néolibéralisme est antidémocratique par essence puisqu'il s'agit pour cette nébuleuse intellectuelle, dès le colloque Lippmann (1938), de trouver les moyens institutionnels de protéger la sacro-sainte *concurrence* des élans protectionnistes naturels de la plèbe – d'où l'indépendance de la Banque centrale européenne. Dans cette configuration, la démocratie parlementaire n'est rien de moins qu'un obstacle. En multipliant les objectifs chiffrés (dont la célèbre « règle d'or » budgétaire limitant le déficit annuel à 3 % du PIB), la technocratie européenne exacerbe le rêve d'un pouvoir impersonnel et indépendant de la volonté humaine jusqu'à incarner à la perfection ce que le juriste Alain Supiot a appelé la « gouvernance par les nombres[24] ». Le discours politique s'éclipse au bénéfice des « experts » en économétrie dont l'objet est de « masquer une volonté profondément politique sous l'aspect de méthodes mathématiques complexes[25] ». Or, si les dirigeants ne peuvent s'autoriser d'actions qu'imposées par la logique transcendante et automotrice des nombres, la démocratie entendue comme l'expression de la souveraineté populaire cesse immédiatement d'exister pour laisser le champ libre à un « bloc oligarchique néolibéral[26] ».

UN **CONTRETEMPS** HISTORIQUE ?

Pourquoi l'a-t-on accepté ? La nécessité de s'en remettre à des indicateurs

[18]Voir notamment David Cayla : *Déclin et chute du néolibéralisme* (éd. De Boeck supérieur, 2022) et Dardot et Laval : *Ce cauchemar qui n'en finit pas*, éd. La Découverte, 2016.

[19]Voir les propos de Josef Drexl, cités par Dardot et Laval dans *Ce cauchemar qui n'en finit pas*, éd. La Découverte, 2016, p 119.

[20]Gauchet Marcel, *Comprendre le malheur français*, éd. Stock, 2016.

[21]Entretien au *Figaro* : « Des urnes au travail, nous assistons à la sécession des gens ordinaires » (22/07/2022).

[22]Entretien de Jean-Claude Juncker, « La Grèce doit respecter l'Europe », dans *Le Figaro*, 28/01/2015.

[23]Amable Bruno, *Le Néolibéralisme*, éd. PUF, Que sais-je ?, 2023, p 37.

[24]Supiot Alain, *La Gouvernance par les nombres*, éd. Fayard, 2015.

[25]Sapir Jacques, *Souveraineté, Démocratie, Laïcité*, éd. Michalon, 2016, p 23.

[26]Dardot et Laval, *Ce cauchemar qui n'en finit pas*, éd. La Découverte, 2016, p 177.

économiques plutôt qu'à la volonté des peuples est justifiée par l'objectif d'efficacité[27]. Durant la période de relative stabilité qu'a connue l'Occident depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, cet argument a pu apparaître convaincant. Après tout, le PIB des pays européens a continué de croître, leur niveau de vie est longtemps resté parmi les plus hauts du monde et leurs élites se sont remarquablement enrichies. L'argument de l'efficacité, s'il est toujours politiquement illégitime[28], peut encore être techniquement valable si l'efficacité est au rendez-vous. Cependant, si le pilotage automatique peut remplacer avantageusement les décisions humaines dans une configuration routinière, ou en cas de légères turbulences, que se passe-t-il lorsque les paramètres conjoncturels sortent du cadre originellement intégré ? La subordination du politique au marché par le biais d'indicateurs impersonnels et intangibles restera-t-elle efficace alors que l'Occident entre dans une phase de bouleversements matériels et géopolitiques majeurs ? En effet, des crises de plusieurs ordres risquent de déstabiliser, dans les années qui viennent, la bonne marche de l'économie des pays occidentaux. D'une part, le continent européen va faire face à un déficit de ressources, avant tout énergétiques, qui va l'obliger à repenser ses systèmes de production et d'approvisionnement. D'autre part, il va devoir s'adapter aux reconfigurations des rapports de force globaux. Alors que la chute de l'URSS (1991) n'avait fait qu'exacerber la domination de l'Occident, les BRICS s'émancipent aujourd'hui de sa tutelle et nouent de nouvelles alliances, remettant en cause la centralité de l'Occident, du point de vue moral mais aussi monétaire et économique.

Dans le nouvel équilibre qui pointe, les États-Unis pourraient bien perdre leur position hégémonique ; quant au continent européen, il risque clairement le déclassement. Pour le dire autrement, nos démocraties largement vidées de leur substance font sans doute face à ce que Jacques Sapir appelle une « situation exceptionnelle », dont l'irruption rend particulièrement nécessaire l'exercice de la souveraineté[29]. « La réponse à une situation exceptionnelle, en particulier quand elle se manifeste dans l'espace économique, implique un double mouvement de suspension des règles préalables et de création de nouvelles règles […][30]. »

Dans ce contexte, où il s'agit à la fois de gérer le long terme (la crise des ressources, la crise climatique et la crise de civilisation exigeant de penser le temps long) et de naviguer à vue au milieu d'un paysage géopolitique changeant, la soumission mécanique aux indicateurs et aux règles impersonnelles n'est plus un gage d'efficacité, mais un handicap lourd. De l'impossibilité d'expérimenter la moindre once de protectionnisme à l'enfermement dans un marché européen clairement défavorable aux intérêts français, l'actualité abonde en exemples de fonctionnement contreproductif, et tout porte à croire que ces exemples ne feront que se multiplier. Reste à savoir s'ils nous feront rouler jusqu'à l'abîme ou s'ils finiront par faire éclater cette « cage d'acier » où s'enlisent nos vieux espoirs démocratiques. ◆


DR

Maxime Le Nagard
Diplômé d'un master en science politique et journaliste de formation, Maxime Le Nagard est rédacteur en chef de *Front Populaire*.

[27] De Walter Lippmann à Friedrich Hayek, la démocratie est considérée comme instable et l'avis de la majorité, dangereux. Les néolibéraux sont partisans de la supériorité des règles de droit sur la délibération démocratique. D'où la constitutionalisation de principes économiques, évidente aberration sur le plan démocratique.

[28] Pour Antoine Chollet, penseur contemporain du populisme : « En démocratie, le peuple n'a ni raison ni tort, il décide », *in Défendre la démocratie directe*, éd. Presses polytechniques et universitaires romandes, 2011, p 107.

[29] Jacques Sapir s'appuie à raison sur les théories de Carl Schmitt pour qui « est souverain celui qui décide de la situation d'exception », *Théologie politique* [1922], éd. Gallimard, 1988.

[30] Sapir Jacques, *Souveraineté, Démocratie, Laïcité*, éd. Michalon, 2016, p. 238.

PHILOSOPHIE

L'ÉCOLE, DU TEMPLE RÉPUBLICAIN AU MARCHÉ MONDIAL



PAR

ANNE-SOPHIE NOGARET

FP

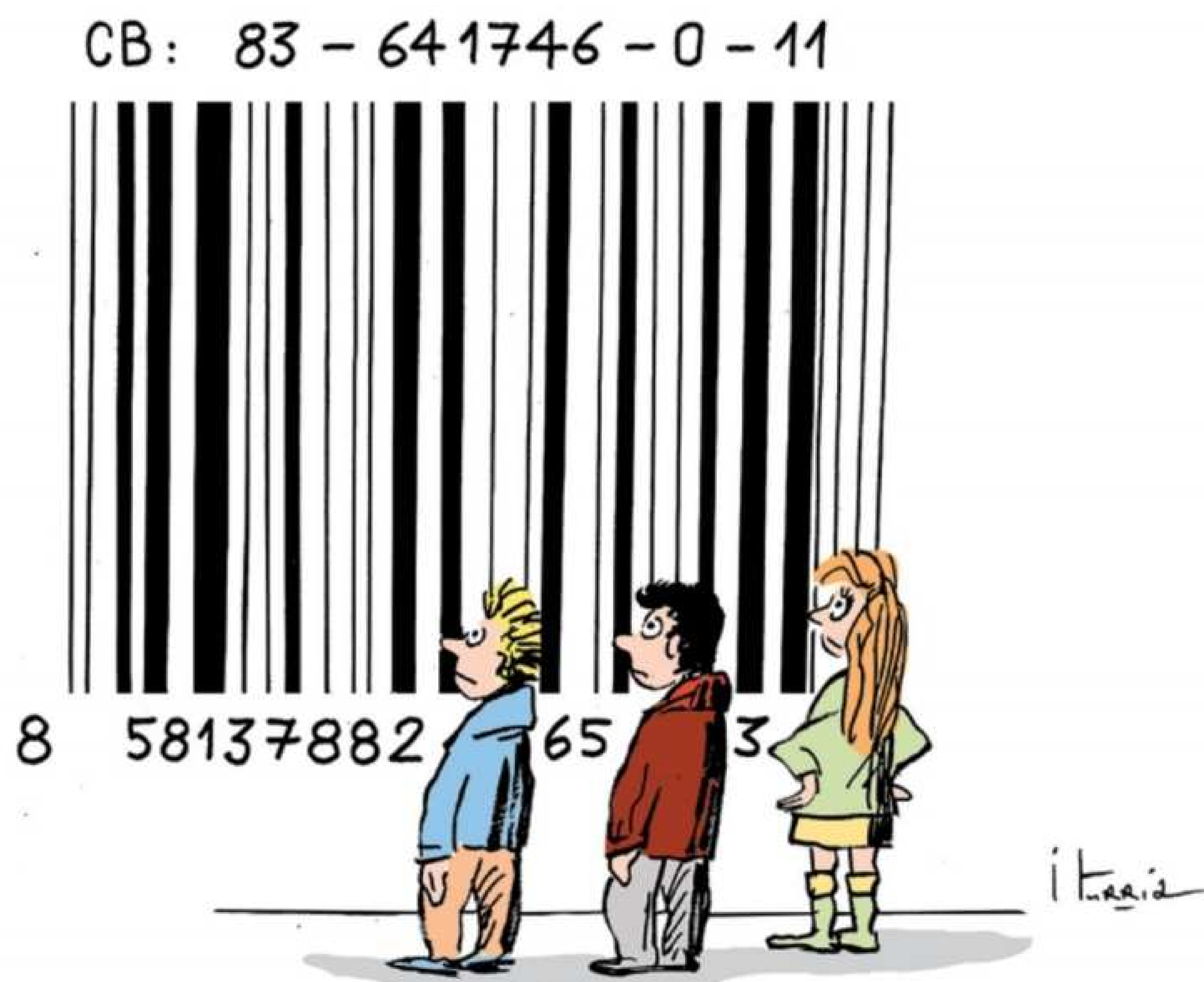
Dans l'imaginaire républicain, l'école est sacrée. Lieu d'émancipation et d'élévation intellectuelle, elle est devenue progressivement l'antichambre du monde du travail. Il semble plus facile de former des consommateurs « responsables » que des citoyens libres.

Comme le lecteur l'a appris en cours de philosophie, l'étymologie du terme « école » renvoie à celui de *skholè*, vocable grec généralement traduit par « loisir ». Les personnages du *Théétète*, dialogue de Platon qui s'attache à définir la science, le répètent à l'envi : « Ne sommes-nous pas de loisir ? », entendant par-là que la réflexion, l'accession au savoir exigent de s'abstraire de l'activité et du mouvement. Ainsi, la recherche de la vérité et l'élaboration réflexive constituaient l'apanage des hommes libres de la Cité, seuls susceptibles d'être de loisir, le travail et la satisfaction des besoins relevant de la condition servile. Par la suite, la *skholè* devint scolastique, enseignement théologique orienté par la logique d'Aristote et dispensé par l'université médiévale. À celle-ci, Descartes opposa la méthode, défendant l'idée que la raison, présente en chacun, permettait de distinguer le vrai du faux, sous réserve qu'elle suive dans l'ordre les étapes de réflexion par lui définies. Le sujet pouvant accéder par lui-même au vrai, le maître devenait de ce fait potentiellement accessoire. Cette autonomie de la raison, mal comprise et dévoyée par le XXe siècle, a peut-être justifié l'illusion qu'il n'était plus besoin de figure d'autorité en matière intellectuelle, et que la connaissance ne consistait plus à intégrer un savoir extérieur puis à l'examiner méthodiquement, mais simplement à exprimer ses opinions. Dévoiement qui semble avoir inspiré les réformes successives du système éducatif depuis l'après-guerre, menant à ce nouveau paradigme : les professeurs n'ont plus pour mission de transmettre la discipline qu'ils enseignent, mais celle d'œuvrer à l'« épanouissement » de leurs élèves. Depuis quelques décennies, ces derniers sont donc invités à « participer », supposément pour développer leur esprit critique et résister aux biais idéologiques que recèlent potentiellement des programmes définis par l'État. Dans cette même perspective, le ministère réduisit la part donnée à l'écrit (le primat étant désormais accordé à l'oral), dispensa les élèves de la mémorisation des connaissances et de l'examen rationnel de celles-ci (exercice trop formel, trop discriminant quant à la diversité des aptitudes qu'il mettait en évidence) et sacrifia l'exigence logique à l'expression immédiate, que celle-ci fût ou non pertinente. Cette destruction du véritable esprit critique, qui dans son austérité suppose au contraire la maturation, le temps, l'effort intellectuel, et implique de fait une hiérarchisation entre les élèves capables d'abstraction et ceux qui ne le sont pas, s'est exercée au nom de l'égalité, confondue avec l'égalitarisme.

« LES PROFESSEURS N'ONT PLUS POUR MISSION DE TRANSMETTRE LA DISCIPLINE QU'ILS ENSEIGNENT, MAIS CELLE D'ŒUVRER À L' "ÉPANOUISSEMENT" DE LEURS ÉLÈVES. »

PIERRE BOURDIEU ET L'OCDE : LA CONVERGENCE DES LUTTES REVISITÉE

Les réformes de l'école résultent de la conjonction paradoxale de deux phénomènes, la création en 1961 de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) et la parution en 1964 du livre de Pierre Bourdieu, *Les Héritiers*. Autrement dit, l'amorce de la marchandisation de l'école



Si c'est la seule grille de lecture que nous proposons à nos enfants, il ne faut pas s'étonner qu'ils aillent en chercher d'autres ! Et parfois n'importe lesquelles...

FP
N°15
HIVER
2023

provient, entre autres, du croisement du pragmatisme néolibéral et de l'idéologie égalitariste. Pour rappel, l'OCDE est une émanation américaine, reformulation d'une instance qui visait à l'origine à administrer le plan Marshall. Son but ? « Promouvoir les politiques qui amélioreront le bien-être économique et social partout dans le monde. » Noble objectif, en vue duquel il convient d'exercer un pouvoir d'influence sur les politiques nationales « en dispensant aux gouvernements des conseils sur la mise en œuvre de politiques à l'appui d'une croissance résiliente, inclusive et durable ». Ses outils ? « Les analyses et recommandations fondées sur des données factuelles qu'elle formule à l'intention des pouvoirs publics, à ses normes et à ses réseaux mondiaux pour l'action publique. » Les conseils de l'OCDE en matière éducative visent en réalité à imposer (sous forme de « recommandations », comme l'exige son statut d'instance consultative...) aux systèmes nationaux des normes et standards mondialisés à l'aune desquels ces mêmes systèmes vont ensuite être évalués, condition implicite pour rester dans le peloton de tête de l'économie mondiale. Une forme de subtil chantage à la compétitivité, qui implique une uniformisation de la connaissance, en même temps que sa dénaturation. Dès les années 60, l'école devient ainsi le terrain d'expérimentation d'une discipline militante (la sociologie n'est-elle pas « un sport de combat », comme l'indique le titre d'un essai de Bourdieu ?) et d'une instance placée sous l'égide de la mondialisation économico-financière et de l'assujettissement géopolitique et idéologique. Considérons le volet théorique de l'affaire avant d'en examiner les points de jonction avec le

marché. Sous la présidence de François Mitterrand, les thèses de Bourdieu sur l'école furent intégrées à la politique éducative du gouvernement, via deux rapports commandés au sociologue. Celui de 1989 notamment, intitulé « Principes pour une réflexion sur les contenus d'enseignement », fut sollicité par Lionel Jospin alors ministre de l'Éducation nationale. Ce rapport, dit Bourdieu-Gros, qui privilégie les apprentissages transversaux aux savoirs disciplinaires, fut la matrice de la charte des programmes parue trois ans plus tard : les contenus d'enseignement devaient désormais être définis par l'acquisition de compétences, et non plus uniquement de connaissances, les premières se distinguant des secondes par leur évaluabilité en fonction de standards internationaux. « Savoir, savoir-faire, savoir-être » forment désormais le triptyque principiel de l'Éducation nationale qui met sur le même plan trois registres hétérogènes, ceux du savoir, de la technique et de la psychologie, infléchissant de fait la relation à la connaissance. La lecture des rapports Bourdieu suscite un sentiment d'étrangeté. Le brassage de réminiscences marxisantes et de mercantilisme globalisé, le registre sémantique utilisé, entre langue de bois façon Politburo et éléments de langage *corporate*, ne manquent pas de surprendre. Sans doute la participation de l'homme d'affaires Pierre Bergé à la commission ayant présidé à sa publication n'est-elle pas étrangère à ce curieux mélange des genres… Si elles reprennent l'antienne de la lutte des classes, les thèses de Bourdieu remplacent la propriété des moyens de production par la possession d'un « capital culturel » symbolique : les humanités, loin d'émanciper le sujet, participeraient selon lui de la « distinction » et de l'héritage bourgeois. L'école, sous prétexte de transmission, serait ainsi, sous le faux nez de la méritocratie, le lieu même de la domination sociale, ce concept se substituant à celui d'exploitation économique. Dans les deux rapports Bourdieu, la transmission culturelle est quasiment absente, évoquée seulement au dernier principe du programme de 1989. Le sociologue, en revanche, se réfère constamment à « la science », qui « donne des représentations du monde naturel et du monde social ». La science quantifie, mesure, et met ces quantités en relation. Le monde social, le monde de l'homme donc, peut-être, comme pour la nature, appréhendé et pensé en termes de quantités, c'est-à-dire de statistiques, ce qui constitue en effet un outil majeur de la sociologie. Quantifier, mesurer… c'est d'une certaine façon ce que prône aussi l'OCDE via la politique des « compétences » qu'elle a étendue au monde occidental : évaluer à l'échelle mondiale les systèmes éducatifs à partir d'items normatifs, les imposer ce faisant, poussant hors du champ de la transmission les particularités historiques, intellectuelles, littéraires, artistiques dont participent les cultures nationales. Si Bourdieu prétend éradiquer par cette démarche quantitative la « violence symbolique » qu'exerceraient les humanités sur les classes défavorisées et étouffer ainsi dans l'œuf les germes de domination bourgeoise, l'OCDE, pour sa part, entend bien favoriser par ses recommandations la formation (le modelage ?) d'une future force de travail adaptée par l'école aux conditions du marché mondialisé. Les objectifs diffèrent (pour l'un, prime l'idéologie et pour l'autre, l'extension du marché), mais les effets sont identiques : dans l'ensemble du monde occidental, le niveau de l'école et de l'enseignement supérieur a dramatiquement chuté.

APPRENDRE LA « **TECHNOLOGIE** DU TRAVAIL INTELLECTUEL »…

Chez le sociologue, cette volonté affirmée d'en finir avec les humanités est indissociable de celle d'en finir avec la langue, principal vecteur de « domination symbolique », symptomatiquement assimilée à un « langage » dans le 7e principe du rapport de 1989. Loin de l'appréhender comme l'expression même de la pensée, hors de laquelle celle-ci ne peut s'élaborer, Bourdieu définit la langue en tant qu'elle produit différents types de discours, engageant

à cet effet un ensemble « de procédés et de procédures logiques et rhétoriques ». Elle se réduit dès lors à un simple outil de communication dont on va user dans un but pratique. À l'apprentissage scolaire de la langue et de la littérature, il faudrait substituer la méthodologie, qu'il rebaptise « technologie du travail intellectuel » et dont il donne quelques exemples : apprendre à se servir d'un dictionnaire, d'un index, d'un ordinateur. On ignore si l'acquisition d'une telle « technologie », aussi complexe qu'ambitieuse, concerne les élèves de primaire ou ceux du lycée… L'élève, défini dans le rapport comme un « apprenti » autonome, devra par ailleurs s'initier, selon les exemples donnés par Bourdieu, à la rédaction de courriers destinés à la Sécurité sociale, de constats d'accident ou de slogans publicitaires. Il préfigure ainsi « l'apprenant » cher aux pédagogistes, dont nous avons aujourd'hui sous les yeux l'aboutissement incarné : le lycéen incapable de comprendre deux lignes de texte, mais qui a su acquérir par lui-même la maîtrise des fonctionnalités TikTok. S'exprime ici une conception désormais économico-pratique de l'école, sommée de s'ouvrir à la société. La *skholè*, qui exigeait précisément de se mettre en retrait du monde économico-social, est devenue le simple reflet de celui-ci, destinée à y adapter les jeunes générations. La mission du professeur n'échappe pas à cette mutation. À l'instar de l'élève, celui-ci doit devenir un être flexible et multitâches, rompu à la « transversalité ». Le pacte enseignant de Pap Ndiaye, qui préconise le remplacement des professeurs les uns par les autres indépendamment de leurs disciplines respectives, se situe dans cette droite ligne : les professeurs ne sont plus aujourd'hui que des salariés peu qualifiés dont il s'agit de mutualiser les « compétences ». Aussi paradoxal que cela puisse paraître, l'idéologie égalitariste, qui en rêvant d'abolir les différences a ironiquement mené à l'idéologie diversitaire, est en réalité compatible avec la marchandisation du monde : en confondant égalité et indifférenciation, elle a facilité la passation de pouvoir au marché, qui a réduit l'être humain dans sa complexité à ses plus petits dénominateurs communs, soit la nécessité de gagner sa vie et une forme de pulsion consumériste, déclinaison aliénante du désir. D'une école qui ne les a pas confrontés à l'exigence rationnelle, mais qui au contraire a développé chez eux la croyance que leur « ressenti » était le seul critère de valeur possible, sortent majoritairement des êtres immatures, malléables et informes. Pour continuer à exister dans un environnement dominé par la matière, l'apparence, et les diktats moralisants diffusés par les instances supranationales, ils accepteront les conditions de travail fixées par l'agenda mondialisé, leur perception émotionnelle, pour ne pas dire hystérique, du monde les rendant en outre particulièrement manipulables sur le plan idéologique.

« LA *SKHOLÈ*, QUI EXIGEAIT PRÉCISÉMENT DE SE METTRE EN RETRAIT DU MONDE ÉCONOMICO-SOCIAL, EST DEVENUE LE SIMPLE REFLET DE CELUI-CI, DESTINÉE À Y ADAPTER LES JEUNES GÉNÉRATIONS. »

L'ÉCOLE PRIVÉE À LA **CARTE**

En sous-main se profile une étape supplémentaire dans la métamorphose de l'école, celle-ci devenant en soi un enjeu financier et marchand. L'effondrement du système scolaire public a en effet entraîné une expansion notable du nombre d'écoles privées hors contrat, dont les créations ont été multipliées par dix depuis 2012. À ce jour, toute la droite de parti, de LR au RN et à Reconquête, s'est emparée du discours libéral sur l'école, actant la fin de l'école publique. À l'effondrement de celle-ci, systémique et irréversible, doit bien succéder un autre



mode d'organisation de l'éducation, disent-ils en substance. À ce titre en effet, il n'est pas illégitime d'envisager un système scolaire privé « indépendant », non financé par l'État, échappant de ce fait à l'idéologie égalitariste mise en œuvre par ce dernier. Mais ce pragmatisme ouvre, aussi, la porte à des dérives qui lui sont consubstantielles. Parmi celles-ci, la mutation de l'école en marchandise, à même de ce fait d'intéresser des investisseurs ne visant pas tant l'excellence que la rentabilité. Si l'instauration du chèque éducation doit résoudre la question du financement de l'école par les familles, elle implique néanmoins que l'État finance un système privé potentiellement en dehors des principes républicains. À moins que, précisément, l'agenda d'Emmanuel Macron ne vise à remplacer ce qui reste de méritocratie par une élite recrutée sur critères diversitaires, dans le sillage du multiculturalisme à l'américaine. C'est ce que semble indiquer un fait passé relativement inaperçu, mais qui en dit long sur la conception présidentielle de l'école. En 2021, le Président met en place un plan mentorat doté de 16 millions d'euros, dédié aux lycéens des quartiers populaires (comprendre : issus de l'immigration) : des associations et des fondations privées qui bénéficient non seulement du fonds mentorat, mais aussi de la taxe d'apprentissage, vont accompagner des élèves de réseaux d'éducation prioritaire (REP) pendant leurs années de lycée, voire financer leurs études. La dotation publique, revue à la hausse en 2023 (27 millions d'euros), alimente ainsi des structures privées dont la majorité diffuse l'idéologie multiculturaliste de l'Open Society. On peut citer la fondation Archery, par exemple, opportunément créée en 2021 par Thierry Déau, P.-D.G. du fonds d'investissement Meridiam, ou encore ces associations dirigées par des membres du club du XXIe siècle, le think tank de Hakim El Karoui, où siègent dirigeants de cabinets de conseil en stratégie et directeurs de grosses sociétés, tous ambassadeurs de l'idéologie diversitaire. Ces derniers prennent ainsi en charge, sur fonds publics, la « formation » d'une élite française recrutée sur critères ethniques… Parmi celles-ci, l'association Article 1, elle aussi fondée en 2021 par Benjamin Blavier à partir de deux associations préexistantes, qui a reçu 5,5 millions d'euros au titre du plan mentorat, et dont la présentation montre une jeune fille voilée. Cette marchandisation de l'éducation, qui dévie l'argent public au profit de réseaux privés proches du pouvoir, risque par ailleurs d'avoir un effet sur le versant politique et culturel, notamment en annulant la possibilité de développer tout sentiment d'appartenance nationale : le fils de bobo inscrit à l'école Montessori, le petit musulman et le gamin juif confiés à l'école religieuse et communautaire et le fils de cadres du tertiaire en cursus bilingue international ne se rencontreront plus. Une perspective qui ne semble pas concrètement inquiéter les thuriféraires du vivre ensemble, qui auront tout fait pour promouvoir le vivre séparé. ◆



Anne-Sophie Nogaret
Ancienne professeure de philosophie dans le secondaire, Anne-Sophie Nogaret anime le blog Decadrage.com. On lui doit l'essai *Français malgré eux – Racialistes, décolonialistes, indigénistes* (avec Sami Biasoni, éd. L'Artilleur, 2020). Son dernier livre est un roman : *Vous dont les dieux se détournent* (éd. du Lazaret, 2022).

GÉOPOLITIQUE

L'EAU, ENJEUX GÉOPOLITIQUES D'UNE RESSOURCE-MARCHANDISE



PAR

GEORGES KUZMANOVIC

FP

Quoi de plus abondant que l'eau sur la planète bleue ? Idée reçue. L'eau douce est rare à l'échelle du globe et l'ensemble du monde vivant en dépend. Le capital l'a bien compris...

L'eau, bien commun de l'humanité, change de statut. Comme beaucoup d'autres choses pour lesquelles ce classement semblait improbable il y a encore quelques décennies, elle entre désormais dans la catégorie des marchandises. De plus en plus convoitée, privatisée, accaparée, vendue, elle est promise à devenir, dans un avenir proche, un élément central dans le jeu capitalistique et un levier géopolitique qui égalera ou dépassera celui des hydrocarbures. De l'entreprise Nestlé, pionnière dans la marchandisation de l'eau, à Coca-Cola qui achète un maximum de sources dans le monde, en passant par la Russie qui bâtit sur ses réserves aqueuses son influence future sur l'Eurasie, l'eau devient doucement mais sûrement le nouvel or bleu sur lequel se tailleront les fortunes et pour lequel seront conduites des guerres.

UN BIEN INDISPENSABLE ET **RARE**

La valeur d'un bien dépend de sa rareté et de la convoitise humaine à le posséder et à en faire usage – c'est une loi d'airain de l'économie. L'eau (H2O) est une substance chimique essentielle sans laquelle, dans sa forme liquide, il ne peut y avoir de vie. Un être humain ne peut survivre plus de trois jours sans boire d'eau. Son utilité est donc intemporelle et indépassable. L'eau recouvre 72 % de la surface de la terre, d'où le surnom de « planète bleue ». Le volume d'eau global est un invariant, stable à travers les âges. Mais voilà, cette eau terrestre est à 97,2 % salée, contenue principalement dans les océans, les mers intérieures et des nappes souterraines profondes où elle peut monter à 150° C sous l'effet de la pression et être douce ou saumurée. L'eau y joue un rôle majeur, quoique méconnu, en ayant une influence sur le mouvement des plaques tectoniques, la transformation des magmas et des roches, la géothermie et par voie de conséquence, le relief. Le pompage des eaux souterraines peut avoir des conséquences inattendues et inquiétantes. Ainsi, entre 1993 et 2010, en pompant 2 150 gigatonnes d'eau dans les réserves souterraines, principalement pour l'agriculture, l'humanité a décalé l'axe de rotation

« EN POMPANT 2 150 GIGATONNES D'EAU DANS LES RÉSERVES SOUTERRAINES, PRINCIPALEMENT POUR L'AGRICULTURE, L'HUMANITÉ A DÉCALÉ L'AXE DE ROTATION DE LA TERRE PAR RAPPORT AU MÉRIDIEN DE GREENWICH DE 80 CENTIMÈTRES (SIC) ET PRODUIT UNE ÉLÉVATION DU NIVEAU DES OCÉANS. »

de la Terre par rapport au méridien de Greenwich de 80 centimètres (sic) et produit une élévation du niveau des océans, ainsi que l'atteste le *Geophysical Research Letters*[1]. L'eau douce, elle, ne représente que 2,8 % du volume global d'eau sur terre. Ce pourcentage, déjà faible, est principalement constitué des glaces polaires (2,1 % du total). L'eau douce consommable par l'humanité et la plupart des espèces animales et végétales ne représente que 0,7 % du total. En Europe, on

[1] *Geophysical Research Letters*, vol. 50, *Issues* 12, juin 2023.

consomme en moyenne 200 litres d'eau par jour et jusqu'à 500 litres aux États-Unis. En Afrique subsaharienne, on en consomme 20 litres par jour ; au Moyen Âge, on en consommait moins de 10. Dans ces chiffres se retrouvent tous les usages de l'eau : on songe à la consommation domestique (boire, cuisiner, faire sa toilette…), à celle utilisée par les villes et les collectivités et à celle, bien plus importante, absorbée par l'agriculture et l'industrie. Bien entendu, eau consommée ne signifie pas détruite : une bonne partie retourne à la terre, une autre est recyclée et malheureusement, une part non négligeable est corrompue à chaque cycle d'utilisation. Il y a également des pertes liées à l'exploitation, qui ne corrompent pas l'eau, mais forcent à en réextraire. En France, nous perdons en moyenne 20 % de l'eau dans les canalisations et tuyauteries, qui devraient bénéficier d'un plan national de réparation. En Martinique et en Guadeloupe, les pertes s'élèvent jusqu'à 50 %, obligeant à de régulières coupures d'eau pour nos concitoyens ; à Mayotte, la pénurie d'eau est totale. Face à la constante du volume d'eau disponible, l'humanité, elle, ne cesse de croître. Moins de 200 millions d'êtres humains peuplaient la terre lorsque Jésus-Christ est né ; 1 milliard en 1800 ; 2,5 milliards à la sortie de la Deuxième Guerre mondiale ; 6 milliards en l'an 2000. Nous sommes aujourd'hui plus de 8 milliards et ce chiffre continue d'augmenter : l'ONU prévoit que nous serons entre 10 et 12 milliards à la fin de ce siècle. Compte tenu de la progression de la désertification et de l'accroissement de la consommation d'eau avec l'amélioration du niveau de vie, la pression sur l'eau augmente d'autant. Selon l'ONU, 2 humains sur 3 seront touchés par des pénuries d'eau plus ou moins graves à l'horizon 2050, c'est-à-dire demain. Ces quelques données permettent de saisir combien l'eau, qui nous apparaît comme allant de soi (ne tombe-t-elle pas du ciel quand il pleut ?), va devenir – est déjà – rare. Sa valeur financière et stratégique sera exponentielle dans les décennies qui viennent.



« EN EUROPE, ON CONSOMME EN MOYENNE 200 LITRES D'EAU PAR JOUR ET JUSQU'À 500 LITRES AUX ÉTATS-UNIS. EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE, ON EN CONSOMME 20 LITRES PAR JOUR ; AU MOYEN ÂGE, ON EN CONSOMMAIT MOINS DE 10. »

L'EAU COMME **MARCHANDISE**

L'eau est spontanément perçue comme une ressource naturelle, n'appartenant à personne, à laquelle chacun devrait avoir accès. Et de fait, personne ne peut interdire à quiconque de boire l'eau d'une rivière ou d'un lac. Dans les pays développés et une partie de ceux en développement, on accède aisément à l'eau en ouvrant un robinet ou en tirant la chasse d'eau ; c'est considéré comme coulant de source, si l'on peut dire, même si les factures d'eau sont de plus en plus salées – sauf dans certaines villes comme Paris où l'usage de l'eau n'est pas clairement décompté des autres charges, donnant l'impression d'une gratuité et d'une abondance infinie. Là où les citoyens savent que l'eau a un coût, celui-ci est généralement accepté, car pour obtenir cette eau, en particulier potable, il est nécessaire de la pomper, de la filtrer, puis de la recycler dans des stations d'épuration une fois qu'elle a été utilisée. L'épuration, en particulier, est un impératif : au Moyen Âge, l'eau était terreuse et indigeste, souvent

dangereuse pour cause d'agents pathogènes. Louis Pasteur résumait bien la chose en démontrant que l'on tombe malade d'abord par ce que l'on boit. Toutes ces opérations consomment des ressources, de l'énergie et du travail, qui doivent être rémunérés. Le coût moyen de l'eau est, en France, de 4, 3 € le mètre cube, ce prix comprenant l'eau potable (2, 11 €) et l'assainissement collectif (2, 19 €). C'est sans compter le profit qu'on peut, en théorie et de plus en plus en pratique, en retirer. Comme dans tous les autres domaines, l'idéologie néolibérale, véhiculée par la Commission européenne et les traités européens, tend à la privatisation de ce secteur. Ainsi, il y a une âpre lutte pour la gestion de l'eau des municipalités entre les tenants de la logique de service public et les multinationales de la gestion de l'eau, comme Veolia. Heureusement, en France, le public l'emporte pour l'heure sur le privé : en 2000, il y avait 12 000 délégations de service public vers le privé, dans une logique proche de celle de l'exploitation des autoroutes, sur un total de 34 000 services de l'eau ; on n'en compte plus que 6 300 aujourd'hui. Mais cette tendance hexagonale ne se retrouve pas au niveau mondial, où le privé se taille des parts de marché de plus en plus importantes, le marché de l'eau étant estimé à 600 milliards d'euros. Lorsqu'on parle de l'eau comme d'une marchandise, on pense à celle que l'on achète en bouteilles et qui donne l'impression qu'elle n'appartient pas à tout le monde puisqu'elle peut être vendue mais en réalité, ce que nous payons dans une bouteille d'eau c'est, là aussi, le processus de pompage, l'embouteillage, le plastique de la bouteille (très rarement le verre) et bien entendu, le marketing qui va avec. Cependant l'eau, à strictement parler, n'appartient pas aux marchands d'eau : rien n'interdit au citoyen de la puiser à la source ou dans les rivières. C'est lorsque ce droit est remis en question, lorsque l'eau dans son état primaire devient un bien privé, qu'on peut parler d'une privatisation de cette ressource ; et c'est bien ce qui est en train d'arriver. Ainsi, dans une séquence restée célèbre du documentaire *We Feed the World (Le Marché de la faim* en français) réalisé en 2005, Peter Brabeck-Letmathe, P.-D.G. de la multinationale Nestlé de 1997 à 2008, déclarait sans ambages : « Les ONG ont un avis extrême quant au problème de l'accès à l'eau. Elles souhaitent que l'accès à l'eau soit nationalisé, c'est-à-dire que tout le monde puisse avoir accès à l'eau. Mon point de vue n'est pas celui-ci. Il faut que l'eau soit considérée comme une denrée, et comme toute denrée alimentaire, qu'elle ait une valeur, un coût. » Il justifiait son souhait de privatiser l'eau par le fait qu'elle est précieuse et en même temps gaspillée – oubliant de mentionner l'intérêt capitalistique de la création de bénéfices sur un bien commun. Ces propos, qui choquaient il y a dix-huit ans, sont devenus une réalité. L'Australie a joué un rôle de leader mondial dans ce domaine avec l'introduction d'un commerce limité de l'eau dans l'État de Victoria au début des années 1990. Mais c'est aux États-Unis que l'eau est devenue une marchandise à part entière. Michael Burry, célèbre pour avoir fait fortune en anticipant l'effondrement du marché immobilier américain (sujet du film *The Big Short*), a été de nouveau en avance en investissant dans l'eau. La nouvelle est passée inaperçue en raison de la crise du Covid, mais fin 2020, l'eau est formellement devenue une matière première et un actif, au même titre que le pétrole, l'or ou le blé, lorsque les opérateurs de la Bourse (le Chicago Mercantile Exchange [CME] et le Nasdaq) ont lancé des contrats à terme sur l'eau en Californie. L'eau a maintenant son indice, permettant à un acteur financier d'acheter tout ou partie des droits sur l'eau (rivières et réserves)

d'une région, en la soumettant aux lois du marché avant les besoins naturels. Ainsi, une exploitation agricole insolvable ne pourra plus irriguer en cas de forte hausse du marché, elle devra attendre la pluie et, compte tenu de la raréfaction de l'eau, les prix ne peuvent qu'aller à la hausse. Dans ce contexte, les entreprises privées multiplieront leurs efforts pour s'assurer l'accès à l'eau. Coca-Cola est un bon exemple, tant sa chaîne logistique est l'une des plus grosses consommatrices d'eau au monde : il faut 72 litres d'eau pour fabriquer 1 litre de Coca-Cola, contenu et contenant inclus. Pour y parvenir, Coca-Cola accapare, achète, parfois de manière douteuse, le plus souvent au détriment des populations locales, les sources d'eau qui sont nécessaires à sa production. Au Mexique, où 20 % des 130 millions d'habitants n'ont pas un accès garanti à l'eau potable, l'entreprise a acheté des dizaines de sources, par exemple au Chiapas où elle pompe plus de 100 millions de litres d'eau par an. Aux privations des populations s'ajoute un désastre écologique dû à la surexploitation des sources et des suspicions de corruption. Ainsi, Vicente Fox, président du Mexique de 2000 à 2006, officiait avant comme président de Coca-Cola pour l'Amérique latine.

L'EAU COMME **LEVIER** GÉOPOLITIQUE

Le caractère vital de l'eau, la croissance de la population mondiale, la progression des déserts, la soumission d'une grande partie de l'humanité à un stress hydrique et la valeur financière accordée à l'eau en font un levier géopolitique. Cette ressource irremplaçable acquiert de manière accélérée un rôle central dans les relations entre États et contribue à façonner les nouvelles alliances. Les ressources en eau sont inégalement réparties entre les pays, au moins autant que les hydrocarbures. Les zones les plus défavorisées se concentrent en Afrique, principalement en Afrique du Nord, au Sahel et en Afrique australe (des zones de forte émigration), au Proche et Moyen-Orient, en particulier dans la péninsule Arabique, et sur le pourtour méditerranéen. On ne peut comprendre le conflit israélo-palestinien sans prendre en compte la dimension hydrique (bassin du Jourdain), la réalité étant qu'il n'y a tout simplement pas assez d'eau pour tout le monde dans le cadre d'une consommation de type occidental. Pour de nombreux pays de la région, la dessalinisation est un enjeu central, géopolitique, et une question de survie. Pour le moment, le processus consomme énormément d'énergie et n'est envisageable que pour les pays qui en ont les moyens, comme ceux du golfe Persique. *A contrario*, il y a des géants de l'eau. Les Nations unies qualifient neuf pays comme étant des « puissances de l'eau », concentrant à eux seuls 60 % des réserves d'eau douce du monde : le Brésil, la Russie, la Chine, l'Inde, le Canada, les États-Unis, l'Indonésie, la Colombie et le Congo. Les premiers pays cités parmi ces géants sont les quatre fondateurs des BRICS, ce qui donne à cette coalition émergente un atout puissant pour l'avenir. On voit également se dessiner

« ON NE PEUT COMPRENDRE LE CONFLIT ISRAÉLO-PALESTINIEN SANS PRENDRE EN COMPTE LA DIMENSION HYDRIQUE (BASSIN DU JOURDAIN), LA RÉALITÉ ÉTANT QU'IL N'Y A TOUT SIMPLEMENT PAS ASSEZ D'EAU POUR TOUT LE MONDE. »

un bloc nord-américain bien doté, avec les États-Unis et le Canada. Mais pour apprécier les véritables forces, il faut pondérer ces ressources avec le volume de la population, le type de consommation et l'influence potentielle. Les États-Unis consomment, de très loin, beaucoup plus d'eau que quiconque et à ce titre, malgré leur potentiel, sont régulièrement en stress hydrique. Compte tenu de leurs populations colossales (3 milliards d'êtres humains cumulés), les volumes consommés par l'Inde et la Chine sont tels que l'eau peut venir à manquer lorsque ces pays sont frappés par des aléas climatiques. Ainsi, le nord de l'Inde a connu en 2018 un été extrêmement aride malgré l'irrigation par les eaux de l'Himalaya, et ce pays figure à la vingt-cinquième place parmi les pays les plus touchés par le stress hydrique. Le Brésil est formellement la première puissance hydrique, ce pays possédant le plus grand volume d'eau douce renouvelable au monde, concentrée à 70 % en Amazonie. Mais c'est géopolitiquement un avantage faible, les pays voisins ne souffrant pas de stress hydrique et étant même plutôt bien lotis dans ce domaine. C'est surtout la Russie qui détient un avantage géopolitique majeur. Avec une population de seulement 160 millions d'habitants pour un territoire de plus de 17,2 millions de kilomètres carrés (premier au monde, 26 fois la France) sur lequel sont harmonieusement répartis de très nombreux fleuves et rivières de surface, la Russie est frontalière ou proche de nombreux pays en stress hydrique ou qui le seront à l'avenir. Le lac Baïkal, à lui seul, contient 20 % des réserves mondiales d'eau douce non gelée. Le réchauffement climatique libère aussi de vastes territoires et des volumes d'eau très importants. L'Europe, qui bénéficie pourtant d'un climat tempéré clément, fait face à un avenir incertain. Le récent rapport Aqueduct de l'ONG World Resources Institute montre ainsi que, parmi les vingt-cinq pays les plus exposés au stress hydrique figurent d'ores et déjà quatre pays européens : la Belgique, Chypre, la Grèce et Saint-Marin[2]. S'agissant de cette dernière, le manque d'eau serait provoqué par la demande industrielle, qui absorbe près de 90 % de la consommation totale d'eau. La France reste relativement épargnée, mais la hausse des températures fait progressivement baisser la quantité d'eau disponible. Surtout, l'exemple belge, qui rappelle que l'eau ne sert pas uniquement à remplir les piscines ou à arroser les légumes, nous renseigne sur la quadrature du cercle à laquelle on risque de devoir faire face à l'avenir : réindustrialiser tout en manquant d'eau. Située dans l'orbite géographique du géant hydrique qu'est la Russie, l'Europe risque de ne sortir de sa dépendance aux hydrocarbures russes – mais en est-elle vraiment sortie ? – que pour en subir une nouvelle : celle de l'or bleu. Une donnée à intégrer d'urgence dans notre réflexion si nous ne voulons pas, demain, nous réveiller en panique, la gorge sèche. ◆

[2]https://bit.ly/3SpL3ct



Georges Kuzmanovic
Il a œuvré dans l'humanitaire en France et en Afrique, combattu en Afghanistan sous le drapeau tricolore et préside à présent le mouvement République souveraine, qu'il a fondé en 2018 après avoir démissionné de La France insoumise, où il était responsable des questions internationales et de défense.

CULTURE

LA CULTURE AU RYTHME DU SUPERMARCHÉ



PAR

STÉPHANE SIMON

La créativité et les imaginaires, ce que l'on appelle la « culture », sont si marchandisés qu'il n'est pas rare de parler aujourd'hui d'« industries culturelles ». Un marché dopé par le digital, marqué par la concentration des acteurs et la standardisation des produits, dominé par une poignée de multinationales le plus souvent américaines qui menacent aujourd'hui la diversité des expressions culturelles et la survie de l'identité des imaginaires.

L'expression métaphorique et pourtant très concrète de la marchandisation de la culture se trouve, entre autres lieux, le long du boulevard Anspach, cette grande artère centrale à Bruxelles, dans des boutiques alignées les unes après les autres qui proposent des vitrines entières de figurines issues de bandes dessinées, Tintin et Astérix en tête, de mangas, de fictions ou encore de personnages de romans. Il y en a de toutes les formes, de toutes les couleurs, de tous les prix, mais elles ont pour points communs d'être toutes moulées et fabriquées à la chaîne, étiquetées d'un code-barres comme un pack de yogourts ou de sodas. Les œuvres artistiques sont réputées uniques et rares, les produits culturels nombreux, et c'est bien leur avantage pour le capitalisme. Le divertissement, toutes formes de divertissements, étant devenu la dopamine de nos sociétés, l'économie s'est immiscée toujours plus dans les champs culturels et la rentabilité est le paradigme qui permet de juger et de jauger la création. Les films ou les séries s'écrivent suivant des « bibles », les livres n'échappent plus au marketing, les grands musées doivent faire évènement. Et ce n'est pas tout. Parce que tout peut faire profit, les musées louent leurs tableaux, les boutiques s'agrandissent, les produits dérivés envahissent les rayons, les fast-foods se déclinent dans les espaces de convivialité des expositions. Et comme il faut considérer sans cesse l'extension du domaine du profit possible, le marché se mêle par exemple de faire monter la cote d'artistes contemporains en introduisant leurs œuvres dans des collections privées de mécènes qui sont autant intéressés par l'art que soucieux de préserver leur patrimoine financier, ou encore, encourage à investir dans des instruments anciens de musique classique. Il n'y a pas mieux comme investissement spéculatif que ces trésors de lutherie utilisés par des musiciens en vogue.

PEOPOLISATION, DÉCLINAISON, **AMPLIFICATION**

Il existe de nombreuses recettes pour faire des profits en matière culturelle, qui ne sont pas enseignés dans les écoles de commerce. Parmi les axiomes, la peopolisation des produits, qui consiste à se servir de la notoriété d'une personnalité pour vendre plus facilement un livre, un spectacle, une exposition, un article, etc. Plutôt que de s'intéresser au travail de choix porté par un érudit, ou un talent émergent, il est recommandé d'aller chercher un acteur connu, ou mieux, une vedette de la télévision ou des réseaux sociaux pour « incarner » le projet et en assurer une promotion efficace. Les médias n'aimant rien tant que de parler des gens de médias…

Autre axiome, la déclinaison. Décliner un succès sur tous les supports, étirer le succès comme un chewing-gum. Ainsi, Harry Potter, après avoir été feuilletonné, est devenu un musée, des expositions itinérantes, une multitude de *goodies* qui ne se déclinent pas seulement autour de la fameuse cravate des pensionnaires, mais aussi en pantoufles et tee-shirts, écharpes et gants, capes et déguisements, serviettes éponges, bougies magiques et mugs, trousses d'écoliers et sacs en bandoulière, bloc-notes et crayons baguette magique, boîtes à friandises et bonbons crados, montres et bijoux, puzzles et cartes en tous genres, boules de Noël et lampes vif d'or, boîte Lego du château de Poudlard, calendrier de l'Avent et chocolats, peluche Hedwige enchantée, etc. Il existe plus de 487 références de produits dérivés Harry Potter. Warner Bross est titulaire des droits

mondiaux sur les produits dérivés et s'il est impossible de donner un chiffre exact du business généré, les films ont rapporté huit milliards de dollars et la franchise Harry Potter est estimée au total à plus de 32 milliards de dollars… Une des franchises les plus lucratives, mais moins juteuses que le colossal succès de Pokémon (105 milliards de dollars) ou celui de Stars Wars (68,7 milliards dollars) ou encore Disney (50 milliards sans compter ses chaînes)… Troisième axiome, l'amplification, autrefois appelée « promotion ». Comment transformer une modeste réussite en succès stratosphérique ? En organisant la communication et en créant un bruit continu qui pousse à céder à la tentation et rend ridicule et arriéré celui qui n'a rien entendu. C'est ici que la concentration audiovisuelle permet de servir des intérêts bien compris. Imaginer un monde de business parfait



« MARCHANDISER LA CRÉATION EST UN COMMERCE DYNAMIQUE. AU COURS DES TRENTE DERNIÈRES ANNÉES, LE COMMERCE DES BIENS CULTURELS A QUADRUPLÉ À L'ÉCHELLE MONDIALE ! »

où l'auteur d'une maison d'édition détenue par X voit son dernier ouvrage salué par la chronique littéraire du journal détenu par le même X et se retrouve ensuite invité à la radio et à la télévision détenues par X encore. Les ventes de son ouvrage décollent mathématiquement, les adaptions audiovisuelles deviennent évidentes et se feront dans la boite de prod de X, toujours. En attendant le film, X peut encore organiser une exposition ou un spectacle dans un de ses temples dédiés à la création. Ce monde de taylorisation de la culture existe déjà. C'est celui des géants de l'*entertainment* à l'œuvre, aux États-Unis comme en Europe.

L'**HÉGÉMONIE** AMÉRICAINE

Marchandiser la création est un commerce dynamique. Au cours des trente dernières années, le commerce des biens culturels a quadruplé à l'échelle mondiale ! La culture se juge dorénavant à ses retombées (créations d'emplois, flux touristiques, effets d'entraînement, retours sur investissements), mais aussi à la cote d'un artiste sur le marché, aux nombres d'entrées dans une exposition, à la fréquentation, à l'audimat, au nombre de tickets ou d'exemplaires vendus. Vendus et invendus représentant la balance qui fait seule les évènements rentables comme valables. En 2020, le poids économique direct de la culture en France, c'est-à-dire la valeur ajoutée de l'ensemble des branches culturelles, s'établit à 46,1 milliards d'euros, soit 2,2 % du produit intérieur brut (PIB) de l'ensemble de l'économie française. Ce qui peut paraître bien peu en comparaison du géant américain, l'acteur dominant sur ce segment de marché. Selon un rapport du gouvernement américain, l'art et la culture ont représenté en 2021 plus d'un billion (1 000 milliards) de dollars aux États-Unis, soit 4,4 % du PIB national, mais il est encore plus intéressant de regarder le taux de croissance à deux chiffres (14 % en 2021) de ce commerce culturel qui est beaucoup plus élevé que la croissance globale américaine de 5 % en 2021 et 2 % depuis… Marchandiser les imaginaires, vendre la culture en « containers », est un relais de croissance considérable pour les États-Unis, qui a décidé d'en faire une vraie stratégie d'hégémonie culturelle n'hésitant pas à l'occasion à s'appuyer sur le travail de dérégulation de l'Union européenne pour amplifier sa domination. Le rapport « La stratégie américaine en matière d'exportation de produits culturels numériques » de David Regimbal pour l'université de sciences politiques du Québec à Montréal est une très bonne analyse du sujet. Les États-Unis considèrent les produits culturels comme équivalents aux autres produits et l'hypothèse établie par son auteur est qu'il existe une stratégie commerciale spécifique américaine en ma-



tière de produits culturels qui profite du numérique. Son objectif : éliminer toutes les barrières à l'exportation des produits culturels en gardant le contrôle de la déréglementation d'Internet afin que les États-Unis puissent consolider leur hégémonie économique avec le e-commerce. Vous pensiez encore naïvement que les États-Unis se battaient pour la liberté sur Internet, la libre circulation de l'information comme morale, en se basant sur les valeurs des droits de l'homme et de la démocratie, en réalité la seule liberté qui les anime est celle de nous vendre ses films, ses séries, sa télévision, sa musique, ses divertissements, sur des plateformes ou des applications américaines que nous visionnons depuis nos tablettes et autres écrans. Depuis trente ans, les Américains contrôlent les technologies numériques, les technologies de la communication, structurent le réseau Internet ce qui leur permet d'inonder les marchés de leurs produits culturels. Internet, à travers les plateformes Netflix, Apple, Google et autres, constitue l'agent propagateur de la culture américaine sur l'ensemble de la planète. Une idée de la domination audiovisuelle américaine en quelques chiffres ? En 1993, 36 % des compagnies étaient basées aux US et 33 % en Europe. Aujourd'hui, ce sont plus de 50 % des compagnies qui sont basées aux US et 85 % des films diffusés en salle dans le monde qui sont américains ! En Amérique du Sud, au Chili ou au Costa Rica, l'hégémonie cinématographique états-unienne atteint 95 % ! Ces nouveaux consortiums de la communication et du commerce numériques soutenus par les États-Unis réussissent à contourner les limites imposées par les autres États épaulés dans cette tâche par l'administration américaine. Cette dernière, qui suit les principes du modèle de l'internationalisme libéral, monte au créneau régulièrement pour se plaindre de pays tiers et obtient la plupart du temps gain de cause auprès de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). L'enjeu est l'atténuation des systèmes de quotas. Très agressifs dans ses procès avant le tournant du millénaire, les États-Unis ont fait évoluer la tactique. Depuis une vingtaine d'années, les coups de boutoir américains contre les quotas et les aides nationales aux créateurs indigènes sont moins violents. Les États-Unis se préoccupent



moins des aides liées à la création pour se concentrer davantage sur la certitude de l'accès aux marchés étrangers dans le secteur du commerce électronique. Les États-Unis anticipent que l'avenir du secteur audiovisuel comme culturel passera *in fine* par le numérique et qu'ils détiennent une telle avance dans l'expertise des technologies permettant la distribution de leurs produits culturels numériques que cela finira par leur ouvrir les portes du marché local. Ils jouent désormais le match juridique plus tranquillement, sans tension, car en dominant les technologies numériques, ils ont la certitude que de toute façon, c'est le superhéros américain qui gagne à la fin.

AD NAUSEAM

Ce faisant, Internet et ses avancées technologiques ont considérablement changé le rapport qu'ont les consommateurs avec les produits culturels. La musique, les films, les programmes télévisés, les livres, etc. sont maintenant disponibles sur les supports numériques. On l'a assez écrit pendant la crise Covid, l'emprise de groupes comme Netflix a bousculé les usages et la nature même des œuvres cinématographiques. L'intérêt d'aller voir les spectacles en salles a été remis en question, la consommation à la maison ou avec son portable étant de plus en plus privilégiée. Les salles se vident et la fiction a dû se « réinventer ». La nouvelle esthétique, qui est davantage dictée par des considérations pragmatiques d'optimisation des recettes, a conduit à la « sérialisation ». Le message fut clair pour les professionnels du cinéma et de la production : si vous avez une bonne idée et une bonne distribution, optez pour fabriquer de nombreux épisodes plutôt qu'un seul ! Conséquence encore de cette domination écrasante de la marchandisation, une culture nivelée par le goût du plus grand nombre. Il ne s'agit plus d'anticiper ou proposer des œuvres en rupture avec le goût du public, au contraire, il s'agit de proposer jusqu'à l'écœurement ce que le public connaît et ce qui le rassure. Tout le monde en parle, alors on en parle. Mais pourquoi en parler encore ? Parce que tout le monde en parle, diantre, vous ne comprenez rien aux lois du business ! La production culturelle par l'entreprise, c'est la multiplication des reprises et des reprises des succès d'hier, des best-of, des « reboots »... Et si jamais le public se lasse, la demande reviendra avec un matraquage ambiant ou la simple promotion devient annonces en boucle. Tout le monde a encore en tête la fracassante sortie au festival de Cannes de Justine Triet, récompensée de la Palme d'or, et qui s'en est pris à la macronie devant la ministre de la Culture, Rima Abdul-Malak, estomaquée : « La marchandisation de la culture que le gouvernement néolibéral défend est en train de casser l'exception culturelle française. » Il faudra expliquer à cette brillante réalisatrice qu'il est un peu tard pour se plaindre de la marchandisation de la culture conçue et pilotée à une autre échelle que le gouvernement d'Emmanuel Macron. Il n'en est ni l'acteur principal ni un des seconds rôles, tout juste un figurant. ◆

LIBRAIRIE

LES LECTURES INDISPENSABLES POUR COMPRENDRE LA MARCHANDISATION DU MONDE

Anthropologie économique. Cours au Collège de France 1992-1993

de Pierre Bourdieu, éd. Seuil, coll. Points Essais, 2021

Dans ce cours donné au Collège de France en 1992-1993 et intitulé à l'origine « Les fondements sociaux de l'action économique », le sociologue Pierre Bourdieu (1930-2002) nous invite à repenser l'économie à la lumière des apports des sciences sociales.

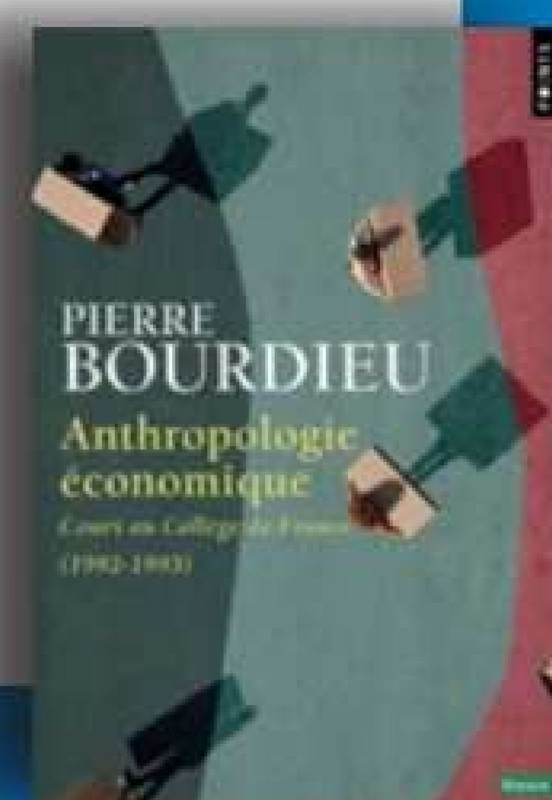
Il opère d'abord un retour sur les diverses hypothèses qui ont été proposées pour expliquer le don dans les sociétés traditionnelles précapitalistes. Ce phénomène s'impose comme un défi pour les théories contemporaines qui ont fini par considérer comme allant de soi l'échange marchand et le « donnant-donnant » – qui est le contraire du don. Cette évidence a oublié, en raison d'un manque de recul historique, la composante symbolique que comporte toute action économique[1].

Le second apport majeur de ce cours est de livrer un diagnostic rigoureux et impitoyable sur les errements de la théorie de l'action rationnelle (tout agent économique vise de façon consciente et calculée une maximisation de son profit et de son intérêt), cadre conceptuel qui continue à servir de cadre et de matrice à la majorité des économistes contemporains. Fondamentalement, nous dit Bourdieu, ce courant est victime d'un biais scolastique, il confond, comme le disait Marx, « les choses de la logique avec la logique des choses ». Les économistes placent dans la tête des agents leurs propres pensées en les dotant de capacités cognitives et computationnelles dignes d'un prix Nobel. À cet *Homo economicus* abstrait et hors-sol, il oppose sa théorie de l'habitus (disposition acquise par la socialisation) conçue comme un « individuel collectif ». Le principe de rationalité calculatrice perd son caractère absolu et doit être rapporté au champ considéré. Les anticipations ne sont plus fondées sur le calcul rationnel prenant en compte tous les paramètres, mais sur une pratique raisonnable en mobilisant les compétences et les intuitions acquises par l'habitus, notamment en ajustant les espérances subjectives aux probabilités objectives. « Par exemple, les achats de maisons, qui engagent parfois la vie des gens pour trente ans, sont décidés sur la base de transferts de croyance. On se fonde par exemple sur les conseils et les précédents des amis et des parents ("J'en ai une, elle est très bien"). Les dispositions de l'habitus, le choix d'avoir une maison plutôt que de louer ne se distribuent pas du tout au hasard selon les classes sociales. […] Toutes sortes de déterminants qui n'ont rien à voir avec le calcul interviennent, comme le fait de connaître quelqu'un qui a la même chose. » (cours du 17 juin 1993.)

Un cours très intéressant qui nous montre que Bourdieu avait des connaissances extrêmement approfondies en matière de théorie économique, ce qu'on a parfois tendance à oublier. ◆

HENRI DE MONVALLIER

[1]Je me permets de renvoyer à mon article dans ce numéro : « Donner, c'est donner ? Les ambiguïtés du don ».





DR

RELIGION

LE CHRIST CONTRE LA MARCHANDISATION DU MONDE ?

ENTRETIEN AVEC
GUILLAUME DEZAUNAY
PROPOS RECUEILLIS PAR
MAXIME LE NAGARD

FP

Le Christ, lointain ancêtre des socialo-communistes ? La thèse n'est pas nouvelle. Longtemps oubliée, elle est aujourd'hui réexaminée par un jeune philosophe, à la lumière du Nouveau Testament. Jésus, héros de l'antimarchandisation ?





DR

Guillaume Dezaunay
Professeur agrégé de philosophie, Guillaume Dezaunay enseigne dans un lycée à Metz ainsi qu'en maison d'arrêt. Après un premier roman (*La Mort est un problème à résoudre*, éd. Balland, 2018), il vient de faire paraître *Le Christ rouge* (éd. Salvator, 2023), une réflexion sur les horizons d'émancipation collective portés par le message du Christ.

F.P. : « La théologie est sérieuse », dit Rimbaud dans *Une saison en enfer*. Avez-vous le sentiment que le message du Christ est pris au sérieux ?

GUILLAUME DEZAUNAY : Toute théologie n'est pas sérieuse. Le terme *théologie* lui-même est étrange : qui peut prétendre faire une « science de Dieu » ? Proudhon, choqué par la quantité d'absurdités débitées sur Dieu, proposait de définir la théologie comme « science de l'infiniment absurde ». Cela me paraît excessif, mais j'aime malgré tout garder cette phrase à l'esprit pour me méfier de moi-même et des idées que je pourrais me faire au sujet de Dieu. Pour ma part, je n'ai pas d'abord cherché à faire de la théologie, mais plutôt de l'exégèse, et même pas de l'exégèse très sérieuse, plutôt assez naïve, consistant à lire l'Évangile, à le méditer à partir de mon époque et du présent, et à regarder ensuite le genre de pensées que cela faisait naître dans mon esprit. Le « message du Christ » que j'y ai découvert est double : l'appel à une révolution des structures sociales pour plus de justice – « les premiers seront les derniers, les derniers seront les premiers » – et l'appel à une révolution intérieure pour plus de bonté – « aimez vos ennemis », « soyez généreux », « pardonnez-vous les uns aux autres ». D'une certaine manière, l'exigence est tellement élevée qu'elle est impossible à prendre totalement au sérieux. Nul ne peut mettre en œuvre l'Évangile dans son entièreté. Mais on peut être saisi par le souffle qui le parcourt, et non, je n'ai pas le sentiment que ce souffle soit assez déployé, notamment chez ceux qui portent le nom de chrétiens.

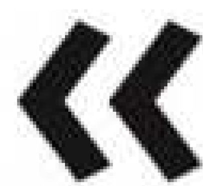
F.P. : Vous dites qu'on peut difficilement être littéraliste car Jésus s'exprime par paraboles. Pour autant, il vous apparaît qu'il est un des premiers anarcho-communistes de l'Histoire. Est-ce une interprétation parmi d'autres ou revendiquez-vous l'objectivité de cette proposition ?

GUILLAUME DEZAUNAY : C'est une interprétation parmi d'autres, mais elle me

paraît solide. Une amie m'a demandé si je ne cherchais pas mes propres idées à l'intérieur des textes évangéliques. Je ne dis pas que je ne le fais pas du tout, l'objectivité absolue n'est pas atteignable, mais je ne cherche pas à le faire et j'essaie plutôt de me laisser bousculer par ce que je lis. Les lectures que je propose des paraboles sont assez directes : lorsque le texte parle d'argent, au lieu de me dire « l'argent doit être le symbole d'autre chose », je considère qu'il parle vraiment d'argent. Je ne suis pas le premier à avoir trouvé des liens entre l'Évangile et l'anarcho-communisme. Proudhon le fait, Tolstoï le fait, l'apôtre Jacques le fait, Simone Weil le fait, etc. Les paraboles des intendants s'opposent toutes à l'appropriation privative des biens. La parabole des vignerons homicides, par exemple, est une critique frontale de la propriété patrimoniale lucrative : l'entreprise que les vignerons ont reçue gratuitement par héritage et qu'ils font fructifier à leur propre profit n'est pas à eux, ils n'en sont pas « propriétaires » mais « intendants », même s'ils se font croire à eux-mêmes qu'ils sont propriétaires et cherchent à le devenir absolument. La parabole les appelle à la conversion, c'est-à-dire à briser en eux les logiques d'accaparement, mais présente également leur expropriation en cas d'endurcissement. Dans sa critique perpétuelle de l'appropriation privative et son éloge perpétuel de la mise en commun, l'Évangile propose bien une forme de communisme. Dans sa critique perpétuelle du pouvoir et du paternalisme – « Ne vous faites pas appeler père, ne vous faites pas appeler maître », « le plus grand parmi vous sera votre serviteur » – l'Évangile suggère bien une forme d'anarchisme.

F.P. : Pourquoi dites-vous que la doctrine sociale de l'Église est « un sachet de thé dans l'eau froide » ?

GUILLAUME DEZAUNAY : La doctrine sociale de l'Église catholique désigne un ensemble de textes, écrits en particulier par les papes, sur des enjeux politiques contemporains. Cette doctrine prend d'une certaine manière au sérieux le reproche socialiste à la charité. Les socialistes du XIXe siècle reprochaient à la charité chrétienne de se concentrer sur des actes de bonté individuelle sans s'intéresser aux structures d'injustice. Ils avaient bien raison. La doctrine sociale considère, comme eux, que la charité sans la justice est incomplète, voire parodique, et que la destitution des institutions injustes et l'élaboration de structures plus justes est nécessaire. De *Rerum novarum* (1891) à *Laudato si'* (2015) et *Fratelli tutti* (2020), l'Église s'est ainsi mise à produire un certain nombre de textes, imparfaits bien sûr, mais profonds et réellement politiques, sur la condition des ouvriers, la crise écologique, les migrations, l'organisation du travail, les inégalités de développement, etc. Cette doctrine me paraît être un sachet de thé dans l'eau froide, parce qu'elle est peu connue tout d'abord, mais ensuite parce qu'elle remet en cause de manière radicale les intérêts de la bourgeoisie catholique qui a tendance, par conséquent, soit à l'ignorer, soit à n'en retenir que les passages qui la dérangent le moins. *Rerum novarum* (1891) et *Quadragesimo anno* (1931), par exemple, légitiment l'existence de la propriété privée dans le droit humain, tout en soumettant celle-ci à la destination universelle des biens. Ce qui signifie qu'on peut bien posséder quelque chose, à condition que ce qu'on possède puisse servir à tous, en particulier lorsque cela excède la satisfaction de nos besoins propres. La bourgeoisie catholique a tendance à ne retenir que la première partie de l'équation, en minorant la seconde qui, si elle était prise au sérieux, impliquerait de déconstruire le capitalisme et le principe de la propriété patrimoniale lucrative. Aussi, de nombreux chrétiens retiendront de *Laudato si'* (2015) l'idée que la conversion individuelle à un mode de vie plus écologique est nécessaire, en délaissant l'appel structurel du texte à la mise en œuvre de la décroissance économique. Pour que la doctrine sociale infuse dans les pratiques réelles, il faudrait réchauffer l'eau, c'est-à-dire préparer la bourgeoisie catholique à devenir traître à sa classe en



LE COMMUNISME DÉJÀ LÀ, C'EST AVANT TOUT UN ACTE DE PENSÉE QUI CONSISTE À NE PAS SE LAISSER ILLUSIONNER PAR UNE LÉGISLATION PROPRIÉTARISTE ILLÉGITIME. CERTES, SI CELA RESTE DE L'ORDRE DE LA SIMPLE PENSÉE, CELA NOUS FERA UNE BELLE JAMBE. »

luttant contre ses intérêts propres en vue d'intérêts communs supérieurs.

F.P. : Les semences, les ressources, l'eau, l'utérus des femmes… tout est aujourd'hui une marchandise en puissance. Vous écrivez pourtant : « Le communisme n'est pas à faire, il est déjà là. » Que faut-il comprendre ?

GUILLAUME DEZAUNAY : Le bon grain et l'ivraie poussent en même temps. Le rapport de force est sans doute actuellement déséquilibré et les logiques d'accaparement sont puissantes, mais un autre monde pousse à l'intérieur du monde : il y a des institutions de socialisation de la richesse comme la Sécurité sociale, le mot « commun » est de retour chez les économistes et les militants, l'esprit de partage n'a pas absolument disparu de l'horizon. Mais je voudrais répondre différemment à votre question. Jean Chrysostome affirmait qu'un riche qui ne donne pas aux pauvres ne fait pas que manquer de générosité envers eux, *il les vole,* car les biens qu'il ne leur donne pas ne sont pas à lui, mais à eux. Le communisme déjà là, c'est le fait que déjà les biens sont pour tous et pas pour le profit exclusif de quelques-uns. Si les semences sont privatisées par les grandes entreprises de l'agro-industrie, cela ne signifie pas qu'elles sont à elles, mais qu'elles sont actuellement volées par elles. Le profit qu'elles en tirent est absolument illégitime, et une expropriation de cette fausse propriété est nécessaire. Si des exploitations agricoles géantes rachètent les terres des petits paysans, si Nestlé s'approprie des sources d'eau en Afrique pour les mettre en bouteilles plastiques et les vendre après de longs trajets, quand bien même la légalité en vigueur serait-elle respectée, il s'agit de vol. Le communisme déjà là, c'est donc avant tout un acte de pensée qui consiste à ne pas se laisser illusionner par une législation propriétariste illégitime. Certes, si cela reste de l'ordre de la simple pensée, cela nous fera une belle jambe. Mais une pensée claire est tout de même un bon préalable à des actions fermes. Marx considère qu'une conscience de classe est nécessaire à une lutte des classes, le Christ considère que tout commence dans le cœur, que du cœur provient les pensées, et des pensées proviennent les paroles et les actes, comme un débordement. Actuellement, nos pensées sur la propriété sont embrouillées, ce qui nous rend fort timides dans la lutte contre les appropriations illégitimes. Il est temps d'entrer en nous-mêmes, de trier le bon grain et l'ivraie, de s'imprégner du profond principe de la destination universelle des biens, pour conduire ensuite sur un plan militant, politique et législatif le combat contre l'appropriation et pour la mise en commun. Dans l'Évangile, deux phrases contradictoires sont prononcées au sujet du royaume de Dieu : « Le royaume est au milieu de vous » et « Mon royaume n'est pas de ce monde ». De la même manière, le communisme est déjà là, comme idée et comme réalité déjà en œuvre, et il est une promesse à poursuivre, dans l'expropriation des appropriations illégitimes et la construction d'institutions plus justes.

F.P. : A priori, la parenté d'esprit entre le message du Christ et l'hypothèse du « commun » paraît flagrante. L'Église catholique a pourtant dénoncé le communisme au XX[e] siècle à travers diverses encycliques. Faut-il y voir un paradoxe ?

GUILLAUME DEZAUNAY : L'Église a en effet dénoncé le communisme, mais en même temps que le capitalisme. *Rerum novarum* (1891) visait une troisième voie. Ce que l'Église craignait dans le communisme, c'était notamment l'idée révolutionnaire au sens de renversement violent, c'est-à-dire l'usage de la guerre pour modifier l'ordre social et le risque d'instaurer un désordre de long terme, notamment par une suppression trop rapide de la propriété privée. À vrai dire, c'est aussi le désordre que l'Église reprochait au capitalisme, en particulier financier : « La spéculation effrénée fait monter et baisser incessamment tous les prix au gré de leur caprice et de leur avidité, déjouant par-là les sages prévisions de la production », comme l'écrivait Pie XI. L'anticommunisme de l'Église a pris parfois des formes moins rationnelles, notamment chez Jean-Paul II, qui a freiné le développement de la théologie de la libération au profit de l'Opus Dei et des Légionnaires du Christ, ce qui s'est révélé être un manque de discernement fort problématique. La doctrine sociale est imparfaite, elle n'est pas figée et se construit progressivement. Elle est aussi en partie culturellement déterminée. Certains de ses éléments dessinent une forme de communisme intéressante – par exemple, le magnifique paragraphe 23 de *Populorum progressio* (1967). D'autres de ses éléments pointent les dangers de certaines formes de communisme destructrices de liberté et critiquent les risques d'une lutte des classes violente. Pour ma part, il me semble que l'Évangile propose bien une forme de lutte des classes : « Les premiers seront les derniers », « Il renverse les puissants de leur trône, il élève les humbles », tout en refusant absolument le principe selon lequel « la fin justifie les moyens », en essayant de tenir en même temps la lutte pour la justice et l'amour des ennemis.

F.P. : Dans *Orthodoxie*, Chesterton écrit : « Même tiède, le christianisme est encore assez chaud pour faire bouillir (...) la société moderne. » Vous montrez à quel point le message du Christ est révolutionnaire, appelant à un renversement de toutes les hiérarchies. Dès lors, pourquoi les catholiques sont-ils sociologiquement majoritairement des bourgeois conservateurs ?

GUILLAUME DEZAUNAY : La bourgeoisie catholique française a quelque chose de parodique. Elle lit des textes proclamant qu'une prostituée a autant de dignité qu'un grand prêtre, que l'hypocrisie est le mal absolu, que la pauvreté volontaire est un idéal magnifique, tout en pratiquant un mépris de classe permanent et en profitant abondamment du fonctionnement injuste de l'économie. Une partie de ce milieu fait même aujourd'hui l'éloge de l'inhospitalité au nom de la protection d'elle-même et de la « civilisation aux racines chrétiennes », ce qui est plus que paradoxal dans une religion proclamant la préférence pour l'étranger et l'amour comme résumé de toute loi. Ce n'est pas un petit hiatus, c'est un grand écart impossible. Je viens de la bourgeoisie catholique, et il se trouve que c'est elle, notamment, qui m'a amené à lire les textes qui m'ont rendu anarcho-communiste. J'ai aussi découvert dans ce milieu des personnes d'une immense générosité. J'ai dédié mon livre à la bourgeoisie catholique parce que je veux participer à l'autocritique de cette dernière, non pas pour la condamner, mais pour l'appeler à changer, en particulier pour qu'elle cesse de délaisser la justice au nom de la charité individuelle, pour qu'elle devienne « affamée et assoiffée de la justice », fût-ce contre ses intérêts apparents.

F.P. : Il semble persister une ambiguïté dans le rapport du Christ à la violence. Tantôt présenté comme un apologète de l'amour du prochain, le Christ est aussi celui qui chasse les marchands du Temple et annonce ne pas être venu apporter la

paix « mais le glaive ». Peut-on trancher cette ambiguïté, si ambiguïté il y a ?

GUILLAUME DEZAUNAY : Le Christ pousse l'appel à la non-violence plus loin que quiconque, jusqu'à des formes de renoncement à la légitime défense elle-même : amour des ennemis, tendre l'autre joue, être tué sans résister. Pourtant, sa non-violence est loin d'être une mollesse et l'acceptation des dominations : au contraire, il passe sa courte existence publique à provoquer les puissants, à débattre avec eux de manière conflictuelle, et parfois féroce, voire humiliante. Est-ce le même Christ ? Oui, il est doux avec les dominés et les humiliés, dur avec les privilégiés et les glorieux. Je dois dire, même si je réponds à *Front Populaire,* que je suis en désaccord avec l'interprétation que faisait Michel Onfray dans le *Traité d'athéologie*, au sujet de la justification de la violence que contiendrait le passage des marchands du Temple. Il n'y a nulle violence contre les personnes ici, mais contre des statuts et des biens. Et c'est la tendresse qui commande cette colère : de la même manière, les marchands qui pullulent sur Internet et polluent l'esprit des enfants devraient être chassés, car ils profanent le sacré – qui ne désigne pas tant un lieu que les petits et les fragiles auxquels le Christ s'identifie. Quant au passage sur le glaive plutôt que la paix, il ne signifie bien sûr pas un appel à constituer une armée, le Christ rejette lui-même cette perspective explicitement : c'est un appel à comprendre que la bonté provoque toujours, en réaction, la violence des jaloux et des privilégiés. Dès que le Christ naît, Hérode a peur de perdre ses privilèges et massacre les enfants innocents. Cette phrase est un appel à saisir le tragique que contient nécessairement toute lutte pour la justice à l'intérieur d'un monde injuste, cela ne saurait aller sans remous. Garder l'amour des ennemis au sein de ces remous exige une solidité intérieure rare.

F.P. : Vous le dites vous-même, Jésus ressemble par certains aspects à un Diogène de Sinope moquant la vanité des puissants. Mais si on peut tirer des leçons politiques de la parole du Christ, cette dernière (comme celle de Diogène, du reste) est apolitique, ce qui est au cœur du « problème théologico-politique » occidental. Peut-on s'opposer à la marchandisation du monde autrement que par l'action collective politique ? « Prière et action sociale forment un binôme évangélique indissoluble », écrivez-vous. Cela sera-t-il suffisant ?

GUILLAUME DEZAUNAY : Dans les premiers siècles de l'ère chrétienne, il n'était pas rare que des individus proclament leur double appartenance au cynisme et au christianisme. L'école de philosophie comme la jeune religion faisaient l'éloge de la pauvreté volontaire, moquaient les vanités, renversaient les valeurs, proclamaient l'égalité. Diogène et Jésus ont des paroles qui ne peuvent pas ne pas avoir de conséquences politiques, mais en effet, ils se refusent tous deux à toute forme de prise de pouvoir. Ma réponse ici est laïque : un chrétien qui désire la construction du règne de Dieu, c'est-à-dire de la justice, ne désire pas une théocratie, loin de là, il assume au contraire son statut d'intendant, c'est-à-dire son autonomie en l'absence du maître – qui d'ailleurs ne porte pas bien son nom puisqu'il refuse de maîtriser les personnes. L'Évangile donne des inspirations, des principes de justice, pas un système complet de lois à appliquer ni des méthodes précises de mise en œuvre. Lorsqu'un homme demande à Jésus de répartir l'héritage à l'intérieur de sa famille, celui-ci répond : « Qui m'a établi pour être votre juge ou pour faire vos partages ? », c'est-à-dire : débrouillez-vous. Je pense en effet que des actions collectives sont nécessaires pour s'opposer à la marchandisation du monde, je souhaite que les chrétiens y participent avec l'inspiration évangélique, cependant, ce n'est pas dans l'Évangile qu'ils trouveront la description précise de ce qu'il faut faire, mais dans leurs réflexions autonomes et dans la vie politique qui consiste à se réunir pour parler et agir avec d'autres pour le monde commun. ◆

LIBRAIRIE

LES LECTURES INDISPENSABLES POUR COMPRENDRE LA MARCHANDISATION DU MONDE

Le Capital. Critique de l'économie politique **(1867-1894)**
de Karl Marx, éd. Gallimard, coll. Folio Essais, 2 volumes, 2008

Publié en 1867, le livre I du *Capital* a été tiré modestement à 1 000 exemplaires qui ont mis cinq ans à s'écouler. Autant dire que *Le Capital* de Marx n'a pas vraiment augmenté le capital de Marx… Un siècle plus tard, le livre est pourtant au centre de toutes les querelles idéologiques du XXe siècle au niveau mondial : en 1950, la moitié des États sur la planète se réclament en effet du marxisme.

C'est Marx qui le premier a forgé le concept de « marchandisation » dans ce livre fleuve de 2 000 pages, une cathédrale inachevée. En plus du livre I revu et corrigé par Marx de son vivant, paraîtront après sa mort le livre II (1885) et le livre III (1894) édités par Engels à partir de brouillons de travail.

Qu'est-ce que le capitalisme ? Dans le cadre de la société industrielle qui émerge en Europe au XIXe siècle, c'est le système économique qui repose sur la propriété privée du capital – l'argent et l'appareil de production, essentiellement les machines. Marx oppose ceux qui possèdent le capital – les bourgeois – à ceux qui ne possèdent rien d'autre que leur force de travail – les prolétaires. Au capitaliste revient le pouvoir de décision, le profit et le risque, au prolétaire la contrainte de louer sa force de travail à un prix fixé par d'autres. Le capitalisme est donc par définition inégalitaire. Comment les capitalistes s'enrichissent-ils ? Par l'exploitation des prolétaires, c'est-à-dire le vol pur et simple de la valeur créée par l'ouvrier. Le profit désigne la différence entre la valeur créée par le travailleur et la valeur payée au travailleur : « Le travail impayé de l'ouvrier, voilà ce que j'appelle le profit », écrit Marx.

Quels problèmes le capitalisme pose-t-il ? Il y en a deux principaux. Sur le plan social, le capitalisme dégrade les relations humaines. La bourgeoisie diffuse les mœurs marchandes et substitue aux rapports sociaux traditionnels qui étaient essentiellement des rapports entre *personnes* des rapports entre *choses* : la réification est la condition de possibilité de la marchandisation. L'argent corrompt ainsi les liens sociaux et laisse libre cours, à travers la soif inextinguible de profit, aux tendances les plus basses de l'homme : « Le capitalisme ne laisse subsister entre les hommes que les froids intérêts et les dures exigences du paiement. »

Le second problème du capitalisme est économique. Le profit est en effet limité, c'est la thèse de la baisse tendancielle du taux de profit. Poussés par la concurrence, les capitalistes remplacent les ouvriers par des machines (les exploités se retrouvent expulsés) et baissent les salaires de ceux qui restent, ce qui déclenche de façon inévitable la révolution. Ce qui fait que selon Marx, le capitalisme est voué à disparaître en raison de ses contradictions internes. Inutile de dire que l'auteur du *Capital*, qui avait sans doute sous-estimé l'extraordinaire plasticité du système capitaliste, n'a pas été prophète sur ce point… ◆

HENRI DE MONVALLIER





POLITIQUE

L'ÉTAT PUTANISÉ

LE VIRUS DU *NEW PUBLIC MANAGEMENT*

PAR
GUILLAUME BIGOT
ET MAXIME LE NAGARD

FP

Tuer la puissance publique de l'intérieur. Voilà à la fois le projet et le bilan du nouveau management public qui, en quelques décennies, a transformé l'État en marchandise.

Au lendemain de la chute de l'URSS, aux quatre coins du globe, le management économique a remplacé le commandement politique. Vingt ans plus tôt, la vague managériale était partie des États-Unis, sa patrie d'origine. Diriger des individus et non des collectivités, rechercher la rentabilité même au sein de la sphère publique, se défier de ses employés comme de ses citoyens, voilà quelques-unes des ruptures inaugurées par cette révolution. Le management repose sur ce que l'on enseigne dans les *business schools,* sous le nom de « sciences de gestion ». Les principales composantes de cette discipline sont le marketing, la logistique, les ressources humaines, la stratégie, la comptabilité, la finance et le contrôle de gestion. Pris isolément, ces outils peuvent s'avérer pertinents. C'est la constitution de ce que l'on peut appeler un « paradigme managérial » qu'il faut interroger, et tout spécialement sa prise de pouvoir à l'intérieur de l'État.

NAISSANCE DU MANAGEMENT **SCIENTIFIQUE**

On ne comprend pas le management si l'on ignore qu'il répond, depuis l'origine, à une conception du monde social fondée sur le principe d'organisation scientifique[1]. À l'origine de la prétention scientifique du management : des ingénieurs. Observer et mesurer la coopération d'une équipe pour améliorer son rendement, telle est l'idée du Français Henri Fayol. À la fin d'une carrière florissante à la tête d'une usine de charbon, cet ancien diplômé de l'École des mines livre ses observations[2] et explique que ses prouesses sont dues à la mise en œuvre de cinq impératifs : « Prévoir, organiser, commander, coordonner et contrôler. » Ces règles sont transposables n'importe où. Les sciences de gestion sont nées. Les universités américaines n'ont rien inventé. Tout ce que l'on enseigne, par exemple à HEC ou à la Harvard Business School est né du côté de Saint-Étienne. Prévoir, organiser, coordonner et contrôler, bref gérer ou administrer sont des activités importantes dont tout dirigeant doit s'acquitter avec rigueur. Mais diriger ne saurait se résumer à « prévoir, organiser, coordonner et contrôler ». Gérer et administrer doivent rester des fonctions subalternes, exactement comme le bras doit l'être par rapport au cerveau. Nous sommes ici au cœur du contresens managérial qui confond mais aussi soumet le commandement et la politique (cette science reine ou science des sciences dans un État, mais aussi dans n'importe quel groupe humain, devrait prévaloir) à une expertise technique. Observer la production pour l'améliorer, c'est ce que préconise un autre ingénieur, Frédéric Taylor et son « organisation scientifique du travail ». Taylor produit la première synthèse doctrinale officielle du management avec ses *Principes du management scientifique* (1911). Dans la préface de l'ouvrage, Taylor explique déjà que le management scientifique peut s'appliquer à n'importe quelle activité humaine – idée qui sera développée à partir de 1945 dans la phase cybernétique de son déploiement. La méthode de Taylor repose sur la décomposition des tâches, leur chronométrage et leur combinaison optimale d'où il tire cette idée que, pour bien diriger, il faut s'appuyer sur ce qu'il a appelé *« the one best way »,* « l'unique bonne façon de faire » . Pour Taylor, une fois la situation analysée, l'ensemble des paramètres pris en compte, on débouche

[1]Le socialiste Saint-Simon, père de l'industrialisme français, est l'un des fondateurs de cette conception. Certains font de lui le père de l'idée de start-up nation, notamment dans son ouvrage *Du système industriel* (1822).

[2]Fayol Henri, *L'Administration industrielle et générale,* éd. Dunod, [1916], 1999.

sur un seul et unique processus, un *« process »*, comme disent les managers. Tout imprévu est supprimé. Tout aléa est gommé. Avec Taylor, diriger, c'est calculer. Quand on dirige des êtres humains qui ne sont pas plus des machines que celui qui est chargé de les diriger, penser qu'il existe une manière *scientifique* de diriger (la fameuse *one best way*) est une croyance saugrenue. Il n'empêche, c'est l'idée fondatrice du management.

LE NOUVEAU MANAGEMENT **PUBLIC**

Derrière une façade d'horizontalité, d'absence de contrainte et de progrès des méthodes de travail, le management cache une redoutable dynamique de mise au pas des subjectivités[3]. Devenu hégémonique dans de nombreuses entreprises, le management a fini par infuser jusqu'au plus haut sommet de l'État français, à la faveur de la vague néolibérale qui a déferlé sur le monde occidental à partir de la fin des années 1970. Auparavant, et électivement sous l'ère gaullienne, l'État avait son propre réservoir d'idées concernant l'analyse stratégique via le Commissariat général au Plan, supprimé par Dominique de Villepin en 2006. À partir du tournant néolibéral des années 1970-80, les attaques contre le Plan se sont multipliées, à la fois du côté politique (l'orbite de Giscard d'Estaing et successeurs) et économique (Michel Godet, Alain Minc…), mais aussi du côté intellectuel et philosophique : la montée en puissance de la gauche antitotalitaire (et les futurs nouveaux philosophes) et de la Deuxième Gauche. Cet univers en ébullition possède un ennemi commun : l'État, considéré comme l'organe commun de tous les totalitarismes. Le contresens historique est pourtant majeur : le grand siècle de l'État-nation fut le XIXe siècle. Le XXe siècle ensanglanté fut en fait celui du renouveau de l'idée impériale[4].

À cet égard, le nouveau management public, que les Anglo-Saxons appellent le *« new public management »* , a réussi là où les toutes les écoles antiétatiques avaient échoué. Il s'agissait en effet de comprendre que l'État, comme tous les colosses institutionnels, ne peut être tué que de l'intérieur. Et c'est précisément à quoi l'arme de la « nouvelle gestion publique » a été employée, sous couvert de modernité et de progrès. L'idée de base est aussi simple que dévastatrice : il n'y a pas de différence de nature entre

« L'ÉTAT, COMME TOUS LES COLOSSES INSTITUTIONNELS, NE PEUT ÊTRE TUÉ QUE DE L'INTÉRIEUR. ET C'EST PRÉCISÉMENT À QUOI L'ARME DE LA « NOUVELLE GESTION PUBLIQUE » A ÉTÉ EMPLOYÉE, SOUS COUVERT DE MODERNITÉ ET DE PROGRÈS. »

la gestion publique et la gestion privée. On aurait pu prendre cet axiome dans l'autre sens et arguer qu'il était dès lors temps de faire rentrer le monde des capitaux privés dans le giron de l'État. C'est bien sûr le contraire qui fut fait. Dans un contexte de mondialisation néolibérale, la pression est dès lors exercée sur l'État pour qu'il réforme son administration jugée archaïque. Conséquence directe : l'État doit être géré comme une entreprise. C'est tout ce mouvement managérial qui a assuré le passage de l'ère des grands corps d'État et de la haute administration publique à celle des cabinets de conseil privés (dont McKinsey[5] est devenu la tête de pont) et du pantouflage. En France, c'est le droit de la Sécurité sociale qui a été le premier saisi par ce nouveau mode de gestion, lors de l'instauration en 1996 d'un objectif national des dépenses d'assurance

[3] Le philosophe Baptiste Rappin définit d'ailleurs conceptuellement le management comme « le gouvernement technoscientifique des subjectivités en vue de la coopération efficace ».

[4] On peut par exemple se reporter à l'échange entre Régis Debray et Jean Ziegler dans le chapitre III de l'ouvrage *Il s'agit de ne pas se rendre* (éd. Arléa, 1993) intitulé « L'État, planche de salut ou monstre froid ? »

[5] Voir l'entretien de Baptiste Rappin : « Les cabinets de conseil comme McKinsey sont les vecteurs infectieux du management » sur le site de *Front Populaire* (24/01/2022).

maladie (ONDAM), fixé chaque année par une loi de financement. Si cette innovation n'a pas vraiment entraîné de séisme normatif, elle a été suivie par bien pire. Symbole de cette dévitalisation de l'État comme entité symbolique, la loi organique relative aux lois de finances (LOLF) – mise en place en 2001 à l'unanimité des

« UNE CASCADE D'OBJECTIFS CHIFFRÉS S'ABAT AINSI SUR L'ADMINISTRATION ÉTATIQUE ET DE NOUVELLES FORMULES, ENTRÉES DANS LE LANGAGE COURANT, FLEURISSENT, COMME LE TERME DE "COMPÉTITIVITÉ DES TERRITOIRES". »



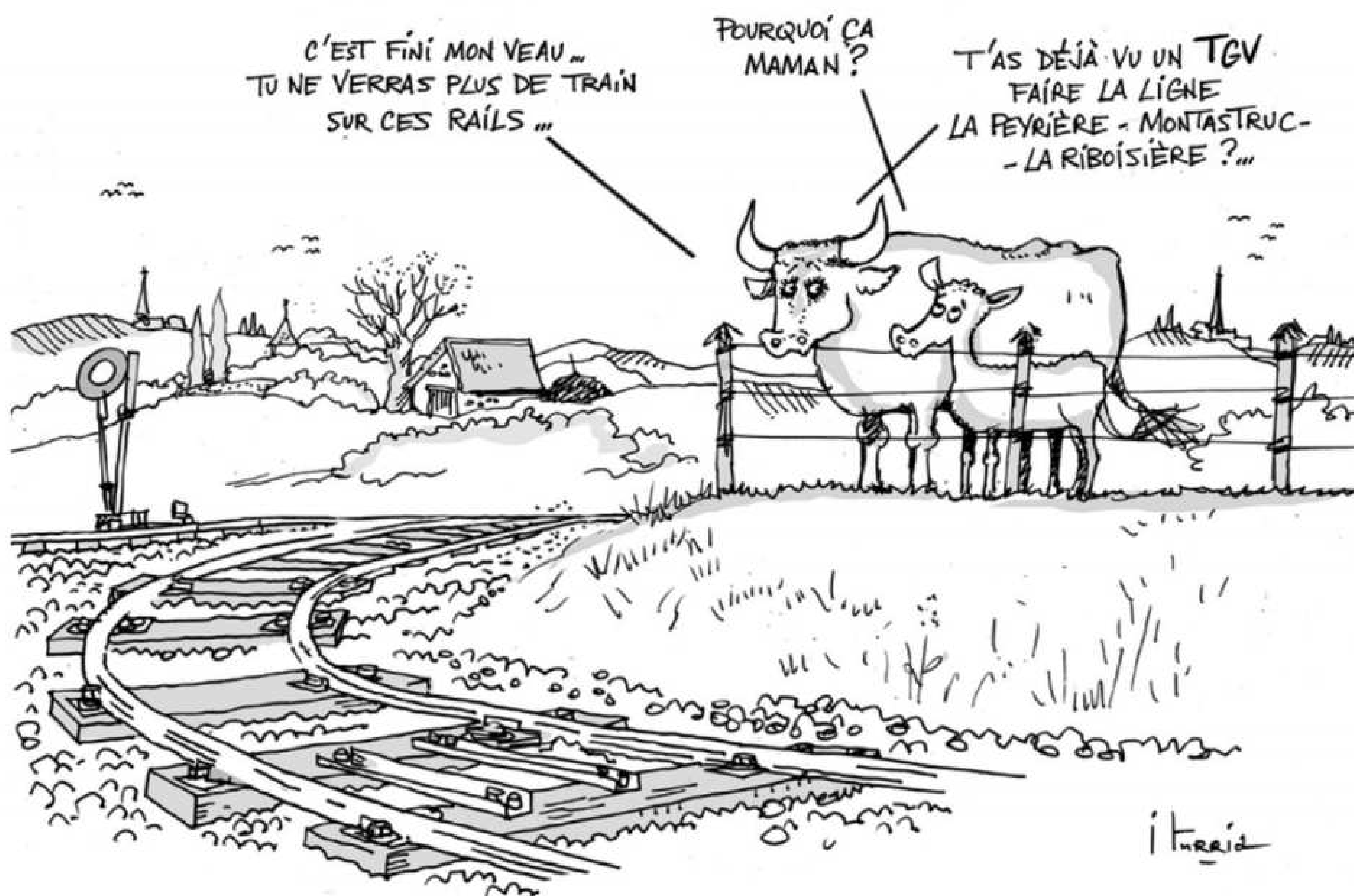
partis de gouvernement – consacre l'idée de « performance » de l'action publique. La LOLF entend moderniser l'ordonnance de 1959 (l'ancienne loi de finance) en évinçant la logique des moyens au profit d'une logique de résultats (comme dans toute entreprise privée…). La révolution au cœur même de l'État est en cours et tout le vocabulaire managérial est mobilisé : « programme », « action », « indicateurs », « rapports annuels de performance », etc. Une cascade d'objectifs chiffrés s'abat ainsi sur l'administration étatique et de nouvelles formules, entrées dans le langage courant, fleurissent, comme le terme de « compétitivité des territoires[6] ». La direction par objectifs chiffrés est aussi déclinée dans les rapports entre l'État et les collectivités territoriales ou les établissements publics. Et le juriste Alain Supiot de commenter : « Elle s'exerce par des "contrats d'objectifs", dont le pullulement décourage l'inventaire : contrats de plan État-région ; contrats d'objectifs et de moyens pour la formation professionnelle ; plans climat-énergie territoriaux ; contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens en santé ; contrats d'objectifs des juridictions administratives, contrats pluriannuels d'établissement entre l'État et les universités, etc. Tous ces contrats sont assortis bien sûr d'indicateurs de performance et de procédures permettant d'en contrôler la réalisation[7]. » L'État-providence centralisé est en passe d'être détrôné par la start-up nation.

UN **CONTRESENS** INSTITUTIONNEL

Plaquant sur l'administration une vision largement fantasmée du management privé, le *new public management* est l'avatar par excellence du contresens institutionnel. Pourquoi ? Parce que l'État n'est pas – et ne sera jamais – une entreprise et ne doit pas être géré comme tel. L'État (et l'étymologie du mot nous l'enseigne : de *status*, « qui se tient debout ») est une instance verticale par définition. Il est le garant en dernier ressort du temps long de la vie humaine, au-delà de la succession des générations, des régimes et du personnel politique (« le roi est mort, vive le roi ! ») et au-delà bien sûr du temps court des marchés. Comme le note Alain Supiot : « On voit du reste cette fonction de garant en dernier ressort ressurgir à chaque grande crise financière, technologique, climatique ou sanitaire. C'est pourquoi indexer son administration sur la réalisation d'indicateurs de performance est absurde. » Pour comprendre l'erreur fondamentale d'attribution consistant à faire de l'État une entreprise, il faut monter un peu en abstraction. Le substrat idéologique sur lequel repose cette conception managériale de l'État est le fonctionnalisme, c'est-à-dire la réduction de l'organe à la fonction pratique. Cette conception est nécessairement réductionniste en ce sens qu'elle abo-

[6] Le terme « compétitivité » s'applique aux entreprises et appréhende leur niveau d'efficacité sur un marché donné. Rapporté à un territoire géographique, il n'a aucun sens. À moins d'avoir une conception omnimarchande du monde.

[7] Supiot Alain, *La Gouvernance par les nombres*, éd. Fayard, 2015, p. 320-321.



lit toute dimension symbolique. Elle « aplatit » en quelque sorte l'objet considéré pour ne conserver qu'une dimension purement fonctionnelle. Par le *new public management,* l'État perd sa verticalité – donc sa primauté symbolique – et s'horizontalise. Or, les fonctions assumées par l'État relèvent de bien autre chose que du bilan comptable. En d'autres termes, on ne marchandise pas l'État impunément. L'anthropologie nous apprend que toute société se réfère à un principe absolu, à ce que le juriste Pierre Legendre nomme une « Référence », c'est-à-dire une entité symbolique capable de mettre un terme à la régression à l'infini du « pourquoi ? » : « La Référence absolue se réfère au lieu mythologique où ça sait absolument ; j'appelle ce lieu, le lieu des réponses d'avant la question[8]. » La Référence est cet espace structural symbolique que le génie des civilisations vient peupler. Dans ce cadre, une institution est précisément l'entre-deux-mondes qui vient faire la médiation entre la Référence et les subjectivités humaines « en imposant la Loi symbolique du signifiant à un ensemble pulsionnel qui, s'il n'était pas canalisé et marqué (comme l'on marque le corps avec un tatouage), courrait droit à sa perte[9] ». Or, le propre des sociétés occidentales (pour des raisons qui remontent à la réforme grégorienne) est que cette Référence n'est pas figée mais évolutive : Dieu est la Référence au Moyen Âge, puis l'État souverain prend sa place dans la modernité[10]. Mais l'État souverain a été destitué au profit de l'entreprise dans le monde post-révolution industrielle. Un monde marchandisé est un monde où les valeurs de l'entreprise deviennent la norme sociale étendue. C'est pourquoi tous

[8]Legendre Pierre, *Leçons IV. L'Inestimable Objet de la transmission. Étude sur le principe généalogique en Occident*, éd. Fayard, 2004, p. 236.

[9]Rappin Baptiste, *Au fondement du management, théologie de l'organisation*, vol. 1, éd. Ovadia, 2014, p. 43.

[10]La lutte pour la souveraineté entre le pape et le souverain politique s'est jouée dans cette immense épopée proprement européenne lancée par la querelle des investitures, puis la lutte du sacerdoce et de l'empire.

les moments de la vie sont désormais appréhendés dans une quête absurde de performance, de gain de temps et de vitesse (sexualité, amour, alimentation, amitié, sport, culture, politique, associations, institutions…). Dès lors, concevoir le management comme un ensemble de techniques neutres qui n'aurait pas d'effet sur l'essence de ce à quoi ou sur quoi il s'applique

« L'ORGANISATION "SCIENTIFIQUE" DE LA SOCIÉTÉ PROMUE PAR LE MANAGEMENT N'A PAS VOCATION À LAISSER L'INDIVIDU LIBRE DE LUI-MÊME MAIS À L'INSÉRER DANS UNE COOPÉRATION POUR UN SOUCI D'EFFICACITÉ ET DE RENDEMENT. »

est un aveuglement. Introduit dans l'école et l'université, le management a fait triompher « l'employabilité », c'est-à-dire le développement des compétences, sur la transmission de connaissances et l'apprentissage de la réflexion rationnelle et critique – qui était le rôle de l'école depuis l'Antiquité. Introduit dans les ministères et les collectivités, le management a fait triompher « l'efficacité », c'est-à-dire l'atteinte d'objectifs mesurés par des indicateurs chiffrés, sur le souci du bien commun. L'État a pourtant historiquement, en tant que tiers garant, la charge de l'incalculable[11], notion dépourvue de sens dans l'univers horizontal et « fonctionnel » du management. En transformant les institutions en « organisations », c'est-à-dire en niant la charge symbolique de médiation qu'elles portent, le management relève pour Baptiste Rappin d'une « théologie de l'immédiation[12] » porteuse d'une catastrophe sur le plan anthropologique.

NEW PUBLIC MANAGEMENT ET **NÉOLIBÉRALISME**

On rattache souvent à tort « management » et « libéralisme » mais cet appareillement est largement infondé. L'organisation « scientifique » de la société promue par le management n'a pas vocation à laisser l'individu libre de lui-même (ce qui est le cas dans la pensée politique libérale où l'émancipation de l'individu est fondatrice) mais à l'insérer dans une coopération pour un souci d'efficacité et de rendement ; processus de domestication basé sur le déracinement originel de l'exode rural imposé par la révolution industrielle. L'autonomie individuelle est niée par le principe même d'organisation scientifique. En revanche, on peut beaucoup plus légitimement faire un rapprochement entre le management et le néolibéralisme, par exemple au sens où ce dernier a été défini par Pierre Dardot et Christian Laval dans *La Nouvelle Raison du monde*[13]. En effet, à partir du colloque Lippmann de 1938, le néolibéralisme rompt avec l'individualisme naturaliste libéral classique au sens où il promeut une organisation du marché. Le néolibéralisme est une réponse à la crise du libéralisme classique : au fond, le marché ne repose pas sur des lois naturelles, mais sur une construction, c'est-à-dire sur une organisation. C'est pourquoi l'État doit être mis au service du marché, conception typiquement néolibérale. On retrouve d'ailleurs dans l'œuvre du penseur de l'école néolibérale autrichienne Friedrich Hayek une conception constructiviste du marché comme auto-organisation[14]. Le marché auto-organisé d'Hayek et le management par boucle de rétroaction procèdent de la même source intellectuelle : la cybernétique. Le *new public management* est précisément une doctrine néolibérale qui, établissant l'indifférence entre les secteurs public et privé, prescrit la « gestion » comme mode de « pilotage » des administrations à la place du droit. Ainsi, la gouvernance

[11] Supiot Alain, *La Gouvernance par les nombres*, éd. Fayard, 2015, p. 220.

[12] Rappin Baptiste, « Monument romano-canonique et nouveau management public : racines théologiques et enjeux anthropologiques d'une rencontre », *Revue française d'administration publique*, 2018/2 n°166, p. 387-400.

[13] Dardot Pierre et Laval Christian, *La Nouvelle Raison du monde, essai sur la société néolibérale*, éd. La Découverte, 2010.

[14] Hayek Friedrich, *Droit, Législation et Liberté*, éd. PUF, 1973-1979, 2007.

remplace le gouvernement. Dans ce changement de monde qui s'opère, l'État est vidé de l'intérieur, destitué, désinstitutionnalisé. Baptiste Rappin note ainsi : « La bureaucratie, jugée inefficace, coûteuse et inadaptée, doit opérer sa mue et prendre exemple sur les bons élèves que sont les entreprises (qui réussissent) : gestion par les résultats, planification, privatisation, décentralisation, introduction des technologies de l'information et de la communication (TIC), budgétisation et réduction des déficits, communication et marketing public, politiques de motivation du personnel[15]… » Christopher Hood, figure pionnière du *new public management*, a bien décrit les diverses composantes de la « cure d'amaigrissement » que doivent mettre en œuvre les « entreprises » publiques : recrutement de professionnels de la gestion, définition d'objectifs et de standards, contrôle des résultats, décentralisation, introduction de la logique de marché, pratiques managériales importées du secteur privé et recherche d'efficience[16].

LE TEMPS DE L'**ÉTAT-ENTREPRISE**

Ce mécanisme de destitution est pervers. Officiellement, l'État est encore l'État, mais officieusement, il ne l'est plus. Il n'administre plus mais est toujours considéré comme tel aux yeux des administrés[17]. Ainsi, en ce début de XXI[e] siècle, l'affaiblissement de l'État et de ses capacités d'action dans une économie mondialisée et la réduction de la politique à l'art de la « bonne gestion » via l'idéologie managériale ont créé une institution hybride : l'État-entreprise[18]. Ce phénomène est bien analysé par le chercheur français Pierre Musso, spécialiste, et ce n'est pas un hasard, de l'œuvre du penseur socialiste Saint-Simon. Musso estime que le passage de « l'État-souverain » à « l'État-entreprise » engendre une crise de la représentation politique. La disparition de la sacralité de l'État crée un vide symbolique, au sens où les représentants du peuple perdent toute forme de transcendance. Il en résulte un jeu de miroirs entre le peuple et ses représentants dans lequel les élus sont, dès lors, sommés d'être à l'image de leurs représentés. C'est pour résoudre cette contradiction que la crise contemporaine du politique tend à faire apparaître de nouveaux acteurs promus par la grande entreprise (Berlusconi, Trump) ou la start-up (Macron). Ces « acteurs » ont en commun d'être des personnages hybrides (mi-entrepreneurs mi-politiques) fondés sur la glorification de l'action et la performance – idéologie managériale, toujours. L'État est mis sur le trottoir et les cabinets de conseil, dans l'ombre, ramassent la mise. A-t-on gagné au change ? L'Histoire le dira, mais rien n'est moins sûr. « Un chef d'État chevauché par les Lettres, ça donne Charles de Gaulle. Un chef d'État chevauché par les chiffres, ça donne François Hollande. Quand le poète s'éclipse, remplacé par l'INSEE et l'IFOP, le contrôleur de gestion pique la casquette du capitaine et les chiffres ne s'en portent pas mieux[19]. » ◆

[15] Rappin Baptiste, « Monument romano-canonique et nouveau management public : racines théologiques et enjeux anthropologiques d'une rencontre », *Revue française d'administration publique*, 2018/2 n°166, p. 387-400.

[16] Hood Christopher, *« The "new public management" in the 1980s : variations on a theme », Accounting, Organizations and Society*, vol. 20, Issues 2-3, 1995, p. 93-109.

[17] Ce mécanisme de dénaturation de l'intérieur peut s'observer ailleurs. La Constitution de la V[e] République est aujourd'hui contestée alors que, révisée près de 25 fois (les deux tiers des articles ont été modifiés), elle n'est plus qu'une coquille vide.

[18] Musso Pierre, *Le Temps de l'État-entreprise. Berlusconi, Trump, Macron*, éd. Fayard, 2019.

[19] Debray Régis , *Allons aux faits*, éd. Gallimard, 2016, p. 25.


DR

Guillaume Bigot
Politologue, essayiste, éditorialiste sur CNews, Guillaume Bigot est également président de l'association politique France souveraine. Son dernier ouvrage en date : *Populophobie : pourquoi il faut remplacer la classe dirigeante française*, éd. Plon, 2020.

Maxime Le Nagard
Diplômé d'un master en science politique et journaliste de formation, Maxime Le Nagard est rédacteur en chef de *Front Populaire*.

LE DIABLE S'APPELLE MANDEVILLE

ENTRETIEN AVEC
DANY-ROBERT DUFOUR

PROPOS RECUEILLIS PAR
MAXIME LE NAGARD

FP



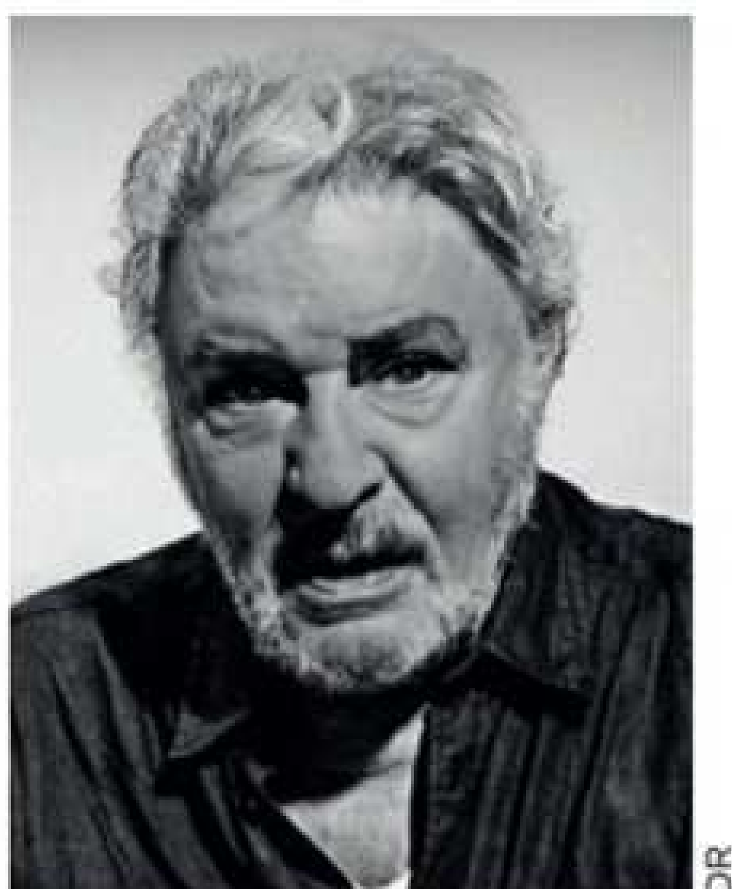
Chacun a entendu parler de la « main invisible » d'Adam Smith, mais peu savent que la notion doit tout à quelqu'un d'autre : le médecin et philosophe Bernard de Mandeville. L'homme qui a légitimé le vice dans le cœur des homme, à l'aube du XVIII[e] siècle.

F.P. : Selon vous, le slogan du capitalisme mondialisé pourrait être « baise ton prochain ». C'est assez clair, mais que faut-il comprendre ? Devons-nous y voir davantage que de la provocation ?

DANY-ROBERT DUFOUR : C'est bien davantage que de la simple provocation. C'est un programme fondé sur une anthropologie libérale qui a été parfaitement repérée par Bernard de Mandeville (1670-1733) dès la naissance du capitalisme moderne au cours de la première révolution industrielle en Angleterre. Il s'agit en effet de miser non plus sur la répression pulsionnelle comme cela avait toujours été le cas, mais sur une libération pulsionnelle. Au premier chef, la pulsion d'avidité qui ne doit plus subir d'entraves. Tu dois pouvoir prendre à ton prochain ! Autrement dit, le baiser par tous les moyens possibles. Pourquoi ? Parce qu'en fin de compte et très paradoxalement, cela contribuera au bien commun. En effet, ce que tu lui prends, il te faudra bien le dépenser et cela fera tourner les affaires. Le but, c'est la richesse présentée comme bien commun – ce n'est pas pour rien que le livre majeur du successeur de Mandeville, Adam Smith, s'appellera *La Richesse des nations* (1764). Belle litote car la richesse des nations, c'est d'abord la richesse des banquiers et des hommes d'affaires. Vous voyez qu'on se retrouve dans une anthropologie paradoxale dont le principe de base pourrait s'énoncer ainsi : sois aussi avide et dépensier que tu peux l'être pour ton propre compte car ainsi, tu feras, sans même le vouloir, le bonheur de tes concitoyens !

F.P. : Vous voyez dans les écrits de Bernard de Mandeville une des sources originelles de la logique propre au capitalisme. Mandeville est connu comme un des précurseurs du libéralisme économique. On parle parfois indifféremment de « capitalisme » et de « libéralisme », mais est-ce la même chose ?

DANY-ROBERT DUFOUR : Les deux notions se recoupent, mais doivent être distinguées. Le capitalisme, c'est le régime où le capital


DR

Dany-Robert Dufour
Philosophe, professeur honoraire des Universités, Dany-Robert Dufour travaille sur les fondements de la culture et ses transformations. Il a publié une vingtaine d'ouvrages dont le dernier en date : *Le Phénomène trans, le regard d'un philosophe*, éd. Le Cherche Midi, 2023.

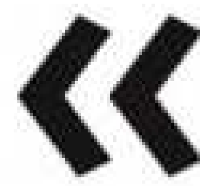


LE PROLÉTAIRE POSSÈDE CETTE QUALITÉ EXTRAORDINAIRE : IL RAPPORTE PLUS QU'IL NE COÛTE. IL SUFFIT ALORS DE CUMULER CES PLUS-VALUES PRÉLEVÉES POUR QUE SE CONSTITUE LE CAPITAL. »

est roi. Le capital procède d'une prédation très mandevillienne, Marx avait d'ailleurs lu et apprécié Mandeville. Le capitaliste est celui qui prélève sur le prolétaire une plus-value. Autrement dit, le prolétaire possède cette qualité extraordinaire : il rapporte plus qu'il ne coûte. Il suffit alors de cumuler ces plus-values prélevées pour que se constitue le capital. Ceci dit, il a existé plusieurs formes de capitalisme. J'en retiendrai deux pour rester dans le cadre de votre question. D'abord, un capitalisme patriarcal qui, pour asseoir sa domination, plongeait les ouvriers dans une culture de contraintes multiples (contrôle des bonnes mœurs, des opinions, domination des hommes sur les femmes, éducation surveillée des jeunes, etc.). La libération des pulsions, notamment d'avidité, ne fonctionnait que du côté des patrons. Du côté des ouvriers, nous étions dans un cadre répressif. Au XXe siècle s'est mis en place un capitalisme libéral, puis ultralibéral qui, de répressif est devenu incitatif et donc, plus mandevillien. Le capitalisme de la production s'est doublé d'un capitalisme de la consommation où il a fallu formater le désir des consommateurs pour mieux l'exploiter. Il faut citer ici le nom d'Edward Bernays, créateur des « relations publiques » aux États-Unis. Ce *welfare capitalism* s'est d'abord expérimenté aux États-Unis dans les années 1920, puis s'est généralisé dans le monde après la Seconde Guerre mondiale. Le slogan d'Henry Ford résume bien ce passage d'une forme à l'autre : il faut que les ouvriers qui produisent la Ford T puissent acheter la Ford T. Or, il n'y a pas de limite à la satisfaction pulsionnelle, le marché se présente aujourd'hui comme cette instance qui promet la jouissance en étant capable de satisfaire toutes les appétences des consommateurs par des objets manufacturés, par des services marchands et par des fantasmes divers et variés produits par les industries culturelles. Le passage à cette forme de capitalisme libidinal a causé une mutation culturelle et sociale de grande ampleur.

F.P. : Quelle vision de l'homme propose Bernard de Mandeville au début du XVIIIe siècle ? En quoi cette anthropologie sert-elle le capitalisme comme mode de production ?

DANY-ROBERT DUFOUR : Vous connaissez le slogan de Bernard de Mandeville : les vices privés font la vertu (c'est-à-dire la richesse) publique. *La Fable des abeilles* dit donc que si l'on veut atteindre la richesse, il faut libérer les vices privés. La moralité de la fable est en effet explicite et je la rappelle : « Quittez donc vos plaintes, mortels insensés ! En vain vous cherchez à associer la grandeur d'une nation avec la probité. Il n'y a que les fous qui puissent se flatter de jouir des agréments et des convenances de la terre, d'être renommés dans la guerre, de vivre bien leur aise et d'être en même temps vertueux. Abandonnez ces vaines chimères. Il faut que la fraude, le luxe et la vanité subsistent, si nous voulons en retirer les doux fruits. » Cela a constitué un tournant civilisationnel parce que l'horizon, avant la révolution industrielle, n'était pas la richesse, mais la pénurie. Et cela a réussi au-delà de toute attente. En effet, le monde en 2020 est globalement 100 fois plus riche que celui de 1700, avec 10 fois plus d'habitants, en moyenne 10 fois plus riches. L'espérance de vie à la naissance s'est élevée d'envi-



MANDEVILLE SUGGÈRE QUE LE TEMPS DES HOMMES SAINTS, OU SUPPOSÉS TELS, EST RÉVOLU, FINI, TERMINÉ. IL FAUT CONFIER SON DESTIN AUX PIRES D'ENTRE LES HOMMES, CEUX QUI VEULENT TOUJOURS PLUS, QUELS QUE SOIENT LES MOYENS EMPLOYÉS, CAR C'EST LA SEULE VOIE POSSIBLE POUR QUE LA RICHESSE S'ACCROISSE. »

ron 26 ans en moyenne en 1700 à 72 ans en 2020. Et le taux d'alphabétisation est passé entre 1700 et 2020 de 12 à 85 %[1].

F.P. : Vous dites que le capitalisme a constitué un « tournant pervers » dans l'histoire de la civilisation. Que voulez-vous dire ?

DANY-ROBERT DUFOUR : Je ne fais que suivre Mandeville. Ce qu'il suggère vers 1700, c'est que le temps des hommes saints, ou supposés tels, est révolu, fini, terminé. Il faut confier son destin aux pires d'entre les hommes (*« the very worst of them »*, dit-il, donc en français : « les pires d'entre eux »), ceux qui veulent toujours plus, quels que soient les moyens employés, car c'est la seule voie possible pour que la richesse s'accroisse et, de là, ruisselle sur le reste des hommes. Ce qui permettra à un grand nombre d'entre eux d'atteindre le bonheur temporel. De surcroît, Mandeville est assez culotté pour dire, à la fin d'un autre texte qui s'appelle *Recherches sur la vertu morale,* qu'il s'agit là du « véritable plan de Dieu ». Celui qui rend obsolètes les plans antérieurs qu'on Lui prêtait indûment. Exit les saints : non seulement ils coûtent cher, mais ils ont échoué à sauver les hommes comme on voulait le croire jusqu'alors. Exit l'idée de compresser le mal à son étiage minimal afin d'exhausser le bien à son niveau optimum. Mandeville, en bon calviniste, affirme qu'il n'y a rien d'autre sur terre, après la chute, après l'expulsion hors du jardin d'Éden, que le mal. Notre seule chance est donc de miser non sur les moins mauvais, les saints, mais sur les pires d'entre les hommes, les pervers. Car eux seuls pourront produire sans vergogne de la richesse pour leur propre compte et en faire peu ou prou profiter les autres. Il faut donc remercier Dieu qui n'a pas permis sans raison que les hommes, qui se sont eux-mêmes déchus, soient vicieux. Car de leurs vices peut surgir la seule vertu à quoi peuvent encore prétendre les hommes : la richesse. C'est là l'annonce d'un tout autre monde, où seuls les pervers s'avèrent finalement capables de *ravir Dieu,* autrement dit de *le faire jouir*. Il n'y a en effet qu'eux qui peuvent amener le monde terrestre, ce monde chu, vers « le bonheur temporel », le transformant ainsi en un quasi-paradis sur terre.

F.P. : Au siècle précédent, Hobbes voit dans l'homme « un loup pour l'homme », Pascal nous dit que le cœur de l'homme est « creux et plein d'ordures ». Les moralistes français ne sont pas beaucoup plus élogieux. Pourquoi un tel pessimiste anthropologique ? Est-ce un fait d'époque ?

DANY-ROBERT DUFOUR : Le pessimisme anthropologique du XVIIe vient, je crois, du fait que le seul horizon permis aux hommes était alors, comme je viens de le dire, celui de la pénurie. Vous mentionnez Thomas Hobbes et vous avez raison car dans son essai *Léviathan* (1651), que Mandeville avait lu et qu'il commente dans les dialogues composant *La Fable des abeilles,* l'homme devient un « loup pour l'homme » en raison de l'état de rareté qui

[1] J'ai glané ces chiffres dans le livre de Thomas Piketti, *Capital et Idéologie*, éd. Seuil, 2019, p. 45-50, où l'on trouve beaucoup de données de comptabilité sociale qui vont sur 1700 et 2020, justement les deux butées qui m'intéressent.



résulte de cette situation où il n'y a pas assez de biens produits pour répondre à tous les besoins de la population. Situation qui provoque « la guerre de chacun contre chacun ». Tout se passe donc comme si Mandeville mettait au point un plan, assez machiavélique, pour sortir de la pénurie. Quant à Pascal, il se place dans la position du saint qui se plait à évoquer la petitesse de l'homme et la grandeur de Dieu. Cependant, Pascal était aussi un immense savant, comme tel sujet à une *Libido sciendi* (« la passion de savoir ») qu'il ne cesse de se reprocher, mais qui le conduit à anticiper une résolution possible de cet état. C'est ainsi que, dans le fragment 106 des *Pensées*, on voit celui qui a tant stigmatisé la petitesse de l'homme se mettre à réfléchir sur sa grandeur : « La grandeur de l'homme, [c'est] d'avoir tiré de la concupiscence un si bel ordre. » Ce n'est pas un accident car Pascal récidive dans le fragment 118 en disant que « la grandeur de l'homme, [c'est] dans sa concupiscence même, d'en avoir su tirer un règlement admirable et en avoir fait un tableau de charité ». Étonnante proposition qui laisse imaginer que la charité (le bien) pourrait procéder de la concupiscence ! Si vous y réfléchissez bien, cela mène à Mandeville. C'est pourquoi j'étudie ce cheminement[2] qui mène de Pascal à Mandeville en passant par Pierre Nicole et Pierre Bayle. Un cheminement qui me semble à penser comme un véritable renversement de la métaphysique occidentale. Au terme duquel cette passion, autrefois suspecte, l'amour de soi, l'*Amor sui* (ce qu'Adam Smith nommera le *« self-love »*) se trouvera exaltée comme étant la force grâce à laquelle ce nouveau dieu pourra réaliser son plan pour sauver les hommes.

F.P. : Comment expliquer la postérité de la fable de Mandeville ? Adam Smith est-il son seul véritable émule ?

DANY-ROBERT DUFOUR : Notez bien que la postérité de Mandeville était difficile à assumer pour Adam Smith. Comment en effet se réclamer d'un auteur qui encourageait explicitement les vices et qui a été condamné par le grand jury du Middlesex en 1723, puis mis à l'index et brûlé par le bourreau sur la place de Paris en 1745 ? Au point qu'on a alors transformé le nom

[2]Dufour Dany-Robert, *La Cité perverse*, éd. Gallimard, 2012.



de Mandeville en *Man Devil*, « l'homme du diable ». Autrement dit, comment faire pour tout prendre à Mandeville sans rien paraître lui devoir… Adam Smith a tellement voulu se démarquer de Mandeville qu'il ne le cite même pas dans *La Richesse des nations* – un comble puisqu'il lui a presque tout pris – et qu'il le dénonce dans *Théorie des sentiments moraux* comme ayant produit un système licencieux. La méthode qu'Adam Smith a trouvée pour transformer ce système licencieux en un système vertueux est essentiellement lexicale : il a traqué toutes les occurrences du mot « vice » (connotation péjorative) et les a remplacées par les mots *self-love* et « intérêt propre » (connotation méliorative).

F.P. : Après Adam Smith, si l'imaginaire mandevillien persiste, son nom semble relativement oublié…

DANY-ROBERT DUFOUR : La mise à l'écart de Mandeville a duré jusqu'au début du XX[e] siècle. Jusqu'à Max Weber qui a expliqué le développement du capitalisme à partir du XVIII[e] siècle, par l'influence de l'*ethos* protestant, comme tel puritain. Or, quand on examine les minutieuses enquêtes que Weber a menées sur les sectes protestantes à partir du XVII[e] siècle (le calvinisme, le piétisme, le méthodisme et les sectes baptistes), on s'aperçoit qu'il n'a rien de moins que retranché un auteur majeur qui se réclamait du calvinisme et avait avancé une thèse inverse de la sienne sur la formation de la richesse à partir de la libération des vices privés : Mandeville. C'est en fait à partir de Friedrich Hayek (1899-1992) que Mandeville sera complètement réhabilité. Hayek est le créateur de la fameuse Société du Mont-Pèlerin en 1947. Il visait précisément à reconstruire le libéralisme après la Deuxième Guerre mondiale à partir de fragments perdus de vue ou mal entendus depuis deux siècles et il y a tellement bien réussi qu'il est ensuite devenu l'un des chefs de file de l'école (dite « néolibérale ») de Chicago, revendiquant le libre marché et le monétarisme et s'opposant au keynésianisme et à toute régulation. Et où Hayek a-t-il trouvé ces fragments décisifs ? Eh bien, notamment dans les propositions venues de Mandeville qu'il a tout simplement présenté comme un *master mind*, c'est-à-dire un grand esprit, un maître à penser. Hayek fera en effet grand cas de Mandeville dès le milieu des années 1940[3] et il ne cessera de revenir à Mandeville, comme en témoigne sa conférence prononcée, vingt ans plus tard, à la British Academy[4]. Pour Hayek, Mandeville conduit directement à Adam Smith – et au concept de « main invisible » harmonisant les intérêts privés – et à David Hume – et au rôle moteur, non de la raison, mais des passions. C'est en s'appuyant sur un tel esprit (Mandeville), que cette petite société d'économistes (le Mont-Pèlerin) en rupture de ban par rapport aux règles usuelles, s'est mise à fonctionner sous le mode du « prophétisme religieux ». Une sorte de « secte », en somme, qui cherchait à promouvoir une « utopie », selon le mot même de Hayek, et qui a si bien réussi qu'elle a inventé la religion qui s'est mondialement imposée à partir de 1980, dans laquelle nous sommes encore, celle du *divin marché*, « ordre dit spontané », si parfait pour Hayek qu'il doit absolument être tenu à l'abri de *toute* tentative humaine de régulation. Hayek tient en effet de Mandeville que les hommes peuvent bien décider ce qu'ils veulent, par exemple la probité (deuxième partie de la fable), cela ne pèse rien par rapport à leur nature qui les pousse à accomplir, en dépit d'eux-mêmes, des formes de socialité complexes et très évoluées qui les dépassent de toute part et qui ne peuvent s'édifier qu'en laissant libre cours à leurs passions. Ce qui découle de la formule phare de Mandeville : « Les vices privés font la vertu publique. »

F.P. : Au final, peu de textes semblent avoir autant influencé l'histoire des mentalités. N'est-ce pas une approche idéaliste que de considérer qu'un « discours » peut créer *ex nihilo* un monde social nouveau ?



[3]Notamment dans *Individualism and Economic Order*, University of Chicago Press, 1948.

[4]Cf. Hayek, *Lecture on a Master Mind* [1966], reprise dans *New Studies in Philosophy, Politics, Economics and the History of Ideas*, éd. Routledge & Kegan Paul, 1982.



LE CAPITALISME A CONSIDÉRABLEMENT AUGMENTÉ LE NIVEAU ET L'ESPÉRANCE DE VIE EN QUELQUE TROIS SIÈCLES. MAIS IL Y A UN PRIX À PAYER POUR LA RÉUSSITE D'UN TEL PRODIGE. UN PRIX EXORBITANT. RIEN DE MOINS QUE LA POSSIBLE DESTRUCTION DU MONDE PHYSIQUE DANS UN CONTEXTE D'INÉGALITÉS SOCIALES QUI S'AGGRAVENT. »

DANY-ROBERT DUFOUR : Oui, de façon directe ou de façon occulte, Mandeville a considérablement influencé les idées occidentales. Je n'irai cependant pas jusqu'à dire que le discours mandevillien a créé *ex nihilo* un monde social nouveau. En fait, je crois que Mandeville n'a rien créé, il n'a fait que comprendre ce qui était en train de se mettre en place comme nouveau régime vers 1700, au moment de la première révolution industrielle anglaise. Et il a pu le faire car il était « médecin des passions » – psy, dirait-on aujourd'hui. Autrement dit, il était aux premières loges pour comprendre qu'une toute nouvelle façon d'utiliser les pulsions par l'économique et le social était en train de naître.

F.P. : Que répondez-vous à ceux qui disent qu'il est bien commode de critiquer le capitalisme mais qu'il a sorti des millions de gens de la grande pauvreté, augmenté l'espérance de vie en bonne santé partout sur la planète et fait considérablement progresser l'humanité en quelques siècles ?

DANY-ROBERT DUFOUR : J'en conviens, je l'ai dit : le capitalisme a considérablement augmenté le niveau et l'espérance de vie en quelque trois siècles. Mais il y a un prix à payer pour la réussite d'un tel prodige. Un prix exorbitant. Rien de moins que la possible destruction du monde physique dans un contexte d'inégalités sociales qui s'aggravent. En effet, pour que le marché fonctionne, il a fallu que tout ce qui pouvait être exploité le soit sans retenue. Grâce aux techniques, le monde au fil de ces trois siècles est devenu un immense complexe de ressources à exploiter de façon rationnelle et industrielle. Or, quand on exploite à outrance ce monde, notre monde, on le salit, on détruit inexorablement l'environnement et on dérègle les équilibres naturels des écosystèmes. De plus, nous sommes loin du paradis sur terre promis par l'utopie libérale : selon les derniers rapports de l'ONG Oxfam, les 1 % les plus riches de la planète possèdent deux fois plus que les richesses cumulées de 90 % de la population mondiale, soit 7,8 milliards de personnes, et près de la moitié de la population mondiale vit avec moins de 5,50 dollars par jour ! Ce que je dis, c'est que l'utopie mandevillienne revue, corrigée et continuée par Hayek est manifestement en train de tourner à la dystopie.

F.P. : Nous vivons tous sous le règne du capitalisme mondialisé et de la marchandisation du monde. Cette marchandisation aura-t-elle une fin ? Vers quel monde allons-nous ?

DANY-ROBERT DUFOUR : Je n'ai pas, hélas, de bonnes nouvelles à annoncer. Je ne vois aucune force pour empêcher que le règne des pervers mandevilliens ne se prolonge vers une nouvelle forme de capitalisme où le transhumanisme (impliquant une scission dans l'humanité et un déclin de l'intelligence humaine au profit de l'intelligence artificielle) sera à l'ordre du jour. ◆

PHILOSOPHIE

DONNER C'EST DONNER ? LES AMBIGUÏTÉS DU DON



PAR

HENRI DE MONVALLIER

Apparemment gratuit et sans contrepartie, le don semble être un antidote à la marchandisation. Mais ne se réintègre-t-il pas souvent subrepticement dans un circuit d'échanges sociaux, à la fois matériel et symbolique ?

Nous avons déjà tous été apostrophés dans la rue par des militants d'association pour telle ou telle cause nous proposant de faire un don. Le premier argument est en général le fait qu'il est déductible des impôts à hauteur de 66 %. Ah bon ? Mais alors, c'est… un échange, plus un don ! À la différence de l'échange, fondé sur l'intérêt et la réciprocité, le don n'attend normalement pas de contrepartie ni de retour : il est gratuit et suppose le désintéressement de la part du donneur. Pourtant, il peut aussi être considéré comme une forme d'échange quand il crée une obligation de « contre-don » de la part de celui qui reçoit. Le célèbre *Essai sur le don* (1924) de l'anthropologue Marcel Mauss montre comment de nombreuses sociétés primitives se constituent autour de cette forme d'échange. Mais pourquoi, alors, parler de don ? Pourquoi ne pas procéder simplement à un échange commercial ?

QUAND L'**ÉCHANGE** PREND LA FORME DU DON

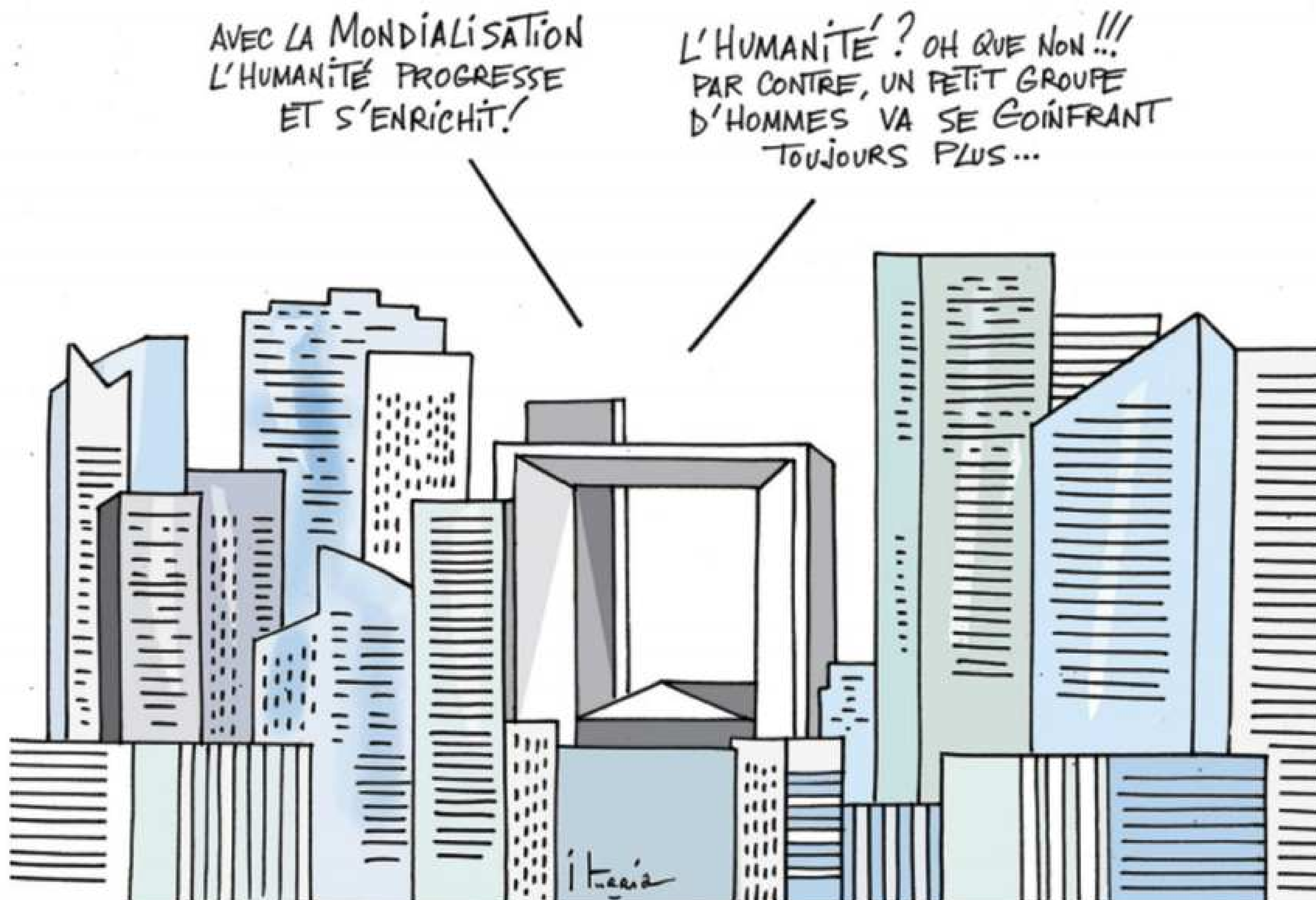
Reprenons ce que dit Mauss. La coutume polynésienne du *potlach* y est identifiée comme une forme d'échange mais qui échappe à la rationalité calculatrice de l'*Homo economicus* : le but est moins la possession des objets échangés que la relation instaurée par l'échange des cadeaux. Mauss insiste sur plusieurs points. « D'abord, ce ne sont pas des individus, ce sont des collectivités qui s'obligent mutuellement, échangent et contractent ; les personnes présentes au contrat sont des personnes morales : clans, tribus, familles, qui s'affrontent et s'opposent soit en groupes se faisant face sur le terrain même, soit par l'intermédiaire de leurs chefs, soit les deux à la fois[1]. » Le modèle est donc aux antipodes du consommateur individualiste qui désire maximiser son profit. Il y a ensuite un primat du symbolique sur le matériel. « De plus, ce qu'ils échangent, ce n'est pas exclusivement des biens et des richesses, des meubles et des immeubles, des choses utiles économiquement. Ce sont avant tout des politesses, des festins, des rites, des services militaires, des femmes, des enfants, des danses, des fêtes, des foires dont le marché n'est qu'un des moments et où la circulation des richesses n'est qu'un des termes d'un contrat beaucoup plus général et beaucoup plus permanent[2]. » Dernier point : ce type de don crée une obligation de réciprocité différée dans le temps. Rendre immédiatement (comme dans le cas d'un échange marchand occidental classique) est considéré comme déplacé et impoli, c'est presque une façon de refuser le don : « Enfin, ces prestations et contre-prestations s'engagent sous une forme plutôt volontaire, par des présents, des cadeaux, bien qu'elles soient au fond rigoureusement obligatoires, à peine de guerre privée ou publique[3]. » Dans le *potlach*, le don oblige ainsi celui qui le reçoit, il doit à son tour faire un présent. Ce n'est cependant pas une contrainte au sens strict : contrairement à ce qui se passe dans le commerce, on peut dans l'absolu ne pas faire un don à son tour – la notion de « vol » est ici inappropriée puisqu'il ne s'agit pas d'un échange économique au sens classique où nous, nous l'entendons.

« LE DON OBLIGE AINSI CELUI QUI LE REÇOIT, IL DOIT À SON TOUR FAIRE UN PRÉSENT. CE N'EST CEPENDANT PAS UNE CONTRAINTE AU SENS STRICT, CONTRAIREMENT À CE QUI SE PASSE DANS LE COMMERCE. »

[1] Mauss Marcel, *Essai sur le don. Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques* (1924), *in Sociologie et Anthropologie* (1950), édition électronique en ligne, « Classiques des sciences sociales », p. 9, https://bit.ly/3FIc17H

[2] *Ibid.*

[3] *Ibid.*



Cependant, ne pas faire ce « contre-don » et manquer à ses obligations peut avoir des conséquences plus graves puisque l'absence de retour sera interprétée comme pire que de l'indifférence : une marque d'hostilité latente ou potentielle.

LES FORMES DU DON DANS LA **SOCIÉTÉ** MODERNE

Le don des sociétés archaïques précapitalistes théorisé par Mauss est bien un système d'échange différé et différent de l'échange économique marchand. C'est un échange qui échappe à la marchandisation, dans la mesure où il ne vise pas la capitalisation ni l'accumulation de richesses, mais plutôt l'augmentation du prestige et de la renommée de celui qui donne – ce que le sociologue Pierre Bourdieu appellerait le capital symbolique. Celui qui donne reçoit en même temps du prestige et de la considération sociale. Ce n'est pas par hasard que la plupart des sociétés précapitalistes sont fondées sur l'honneur : donner, c'est s'honorer. *A contrario,* dans ce type de société, la recherche de l'intérêt, du profit et de la maximisation de l'investissement économique est vue comme vile, basse, méprisable.
On retrouve pourtant des traces de cette forme de don à travers de nombreux rituels sociaux où obligation et liberté se mêlent de façon souvent peu claire au cœur de nos sociétés modernes et marchandes. Mauss va assez loin pour montrer l'actualité de la logique du don dans les sociétés occidentales. En plus des cadeaux d'anniversaires, des invitations diverses ou des tournées au café, cette logique, nous dit l'anthropologue, serait à l'origine même du principe de la solidarité et des assurances sociales initiées par le chancelier allemand Bismarck à partir des années 1860 et qui se sont ensuite répandues en Europe : « Toute notre législation d'assurance sociale, ce socialisme d'État déjà réalisé, s'inspire du principe suivant : le travailleur a donné sa vie et son labeur à la collectivité d'une part, à ses patrons d'autre part, et, s'il doit collaborer à l'œuvre d'assurance, ceux qui ont bénéficié de ses services ne sont pas quittes envers lui avec le paiement du salaire, et l'État lui-même, représentant la communauté, lui doit, avec ses patrons et avec son concours à lui, une certaine

sécurité dans la vie, contre le chômage, contre la maladie, contre la vieillesse, la mort[4]. »

LA DOUBLE **VÉRITÉ** DU DON

Si le don échappe au circuit du commerce et à la marchandisation au sens strict du terme (entendue comme réification généralisée, primat du rapport aux choses en miroir du rapport aux êtres et recherche de la maximisation du profit par une rationalité calculatrice), il n'échappe pas à la logique de l'échange. Comme Bourdieu l'avait déjà repéré dans son cours du Collège de France 1992-1993 sur « les fondements sociaux de l'action économique » (publié récemment sous le titre *Anthropologie économique*[5]), le don, dans sa dimension déniée d'échange, nous rappelle que l'échange est social et pas seulement économique. Le don est toujours pris dans une logique collective de reconnaissance, de retour, de contre-don, d'accumulation de capital social et symbolique qui fait qu'il ne peut jamais être absolument « pur », quand bien même il échappe à la marchandisation.

Dans un passage des *Méditations pascaliennes* (1997) intitulé « La double vérité du don », Bourdieu synthétise en quelques pages très denses toute sa réflexion sur le sujet. « [...] D'un côté, le don se vit (ou se veut) comme refus de l'intérêt, du calcul égoïste, et exaltation de la générosité gratuite et sans retour ; de l'autre, il n'exclut jamais complètement la conscience de la logique, de l'échange, ni même l'aveu des pulsions refoulées et, par éclairs, la dénonciation d'une autre vérité, déniée, de l'échange généreux, son caractère contraignant et coûteux[6]. » Pour Bourdieu, c'est précisément (comme l'avait déjà noté Mauss entre les lignes sans y insister directement) l'intervalle de temps qui sépare don et contre-don qui va rendre possible ce mensonge à soi-même et cette schizophrénie apparente qui se vit dans l'expérience du don. Contrairement à l'échange marchand qui implique une réciprocité immédiate (je paye ma baguette de pain avant de sortir de la boulangerie), le don implique bien un échange mais différé dans le temps. « [...] C'est l'intervalle temporel entre le don et le contre-don qui permet d'occulter la contradiction entre la vérité voulue du don comme acte généreux, gratuit et sans retour, et la vérité que dégage le modèle, celle qui en fait un moment d'une relation d'échange transcendante aux actes singuliers d'échange. Autrement dit, l'intervalle qui permet de vivre l'échange objectif comme une série discontinue d'actes libres et généreux est ce qui rend viable et psychologiquement vivable l'échange de dons en facilitant et en favorisant le mensonge à soi-même, condition de la connaissance et de la méconnaissance de la logique de l'échange[7]. » C'est que cette expérience psychologique du don (tant pour celui qui donne que pour celui qui reçoit), qu'on pourra dire de « mauvaise foi », est en réalité soutenue par tout un dispositif collectif et une structure sociale qui vient la valider. On pourra ainsi sacrifier, une fois n'est pas coutume, au « en même temps ». ◆

[4] *Ibid*, p. 92.
[5] Voir ma fiche p.121 sur ce livre.
[6] Bourdieu Pierre, *Méditations pascaliennes* (1997), éd. Seuil, coll. Points Essais, 2015, p. 276-277.
[7] *Ibid*, p. 277.


DR

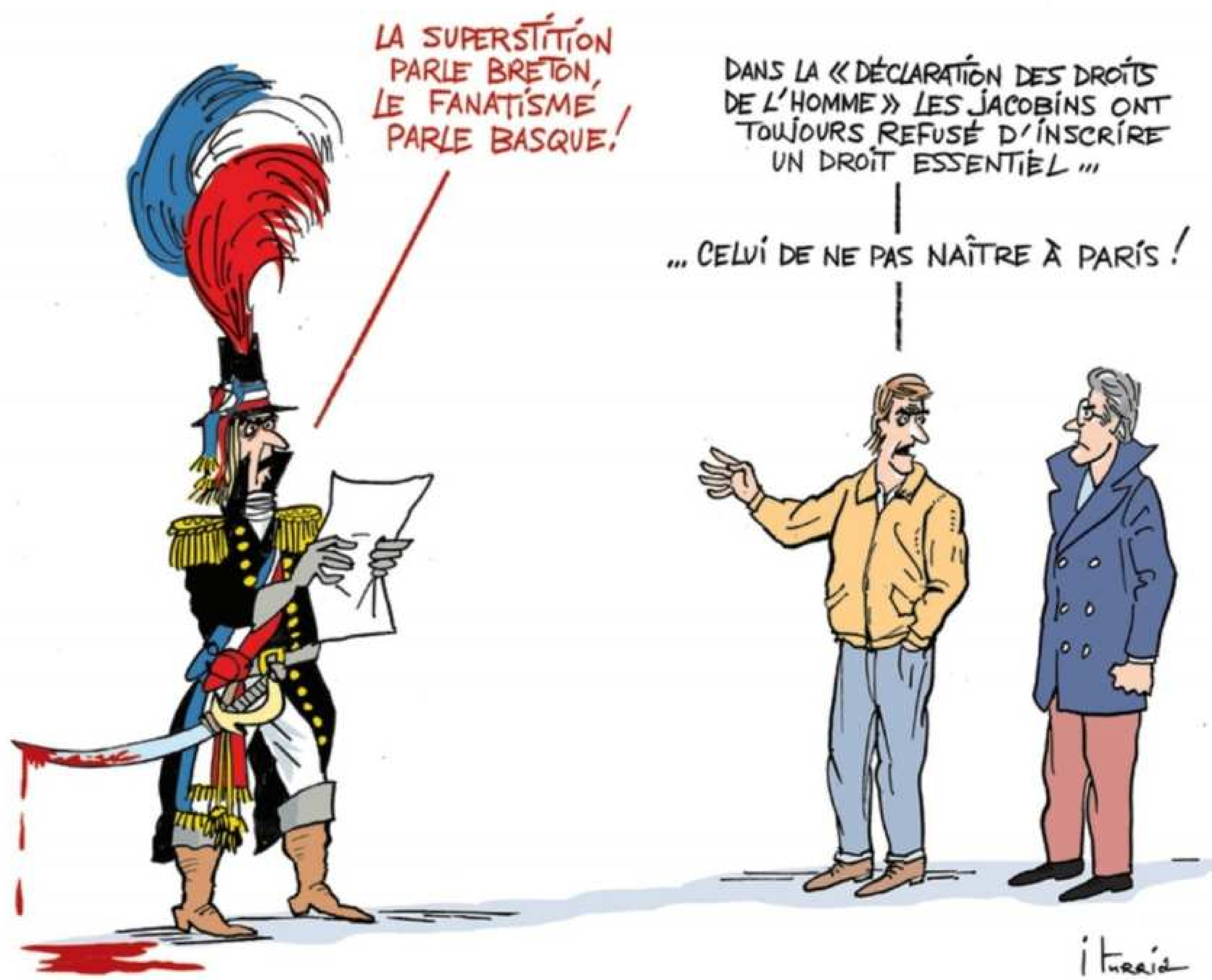
Henri de Monvallier
Né en 1980, Henri de Monvallier est agrégé de philosophie et docteur en philosophie. Membre du comité scientifique de la *Revue internationale de philosophie* et du jury de l'agrégation interne de philosophie, il enseigne en CPGE, en BTS, et anime également une université populaire à Issy-les-Moulineaux depuis 2018. Il a publié une dizaine de livres. Le dernier paru : *L'Avenir d'une désillusion. Faut-il encore enseigner la philosophie au lycée ?* (éd. Le Passeur, 2022).

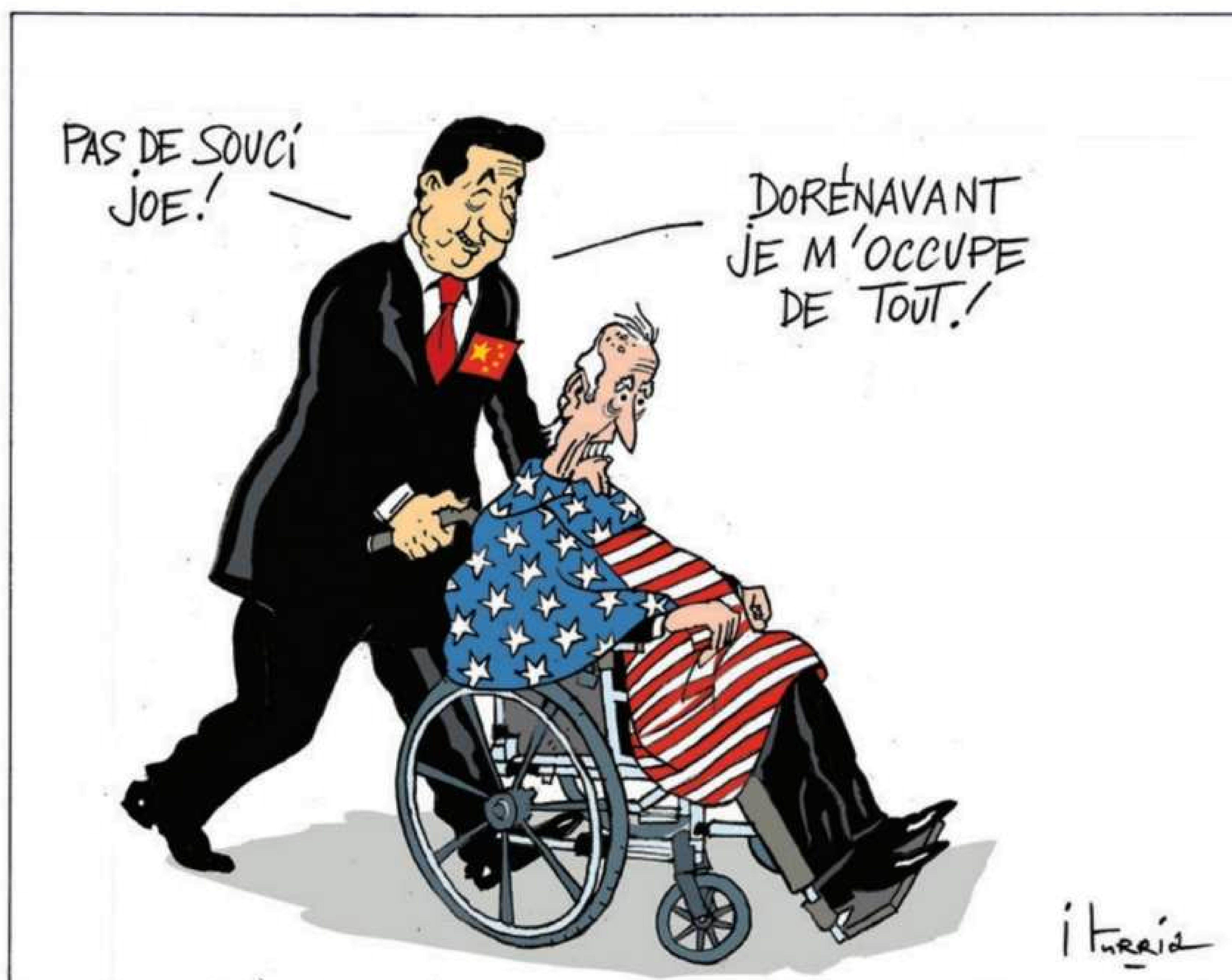
LE PORTFOLIO DE

MICHEL ITURRIA






LA SUPERSTITION PARLE BRETON, LE FANATISME PARLE BASQUE !
DANS LA « DÉCLARATION DES DROITS DE L'HOMME » LES JACOBINS ONT TOUJOURS REFUSÉ D'INSCRIRE UN DROIT ESSENTIEL ...
... CELUI DE NE PAS NAÎTRE À PARIS !
Iturria


PAS DE SOUCI JOE !
DORÉNAVANT JE M'OCCUPE DE TOUT !
Iturria

LIBRAIRIE

L'EMPIRE DE L'ARGENT

Avec le siècle des Lumières, l'Europe voit naître ce que l'on a appelé « l'empire de l'argent », expression qui signifie que les grands empires, notamment grâce au commerce mondialisé, entraient dans le monde généralisé des « affaires », que l'argent allait exercer subrepticement un empire croissant sur les destinées humaines et que son règne, impérieux, était très proche.
Les grands écrivains du XIX[e] font la place – et la part – belle à l'argent, et la critique n'a pas manqué de souligner que Balzac est notre grand romancier de ce monde nouveau dominé par l'argent. Des personnages hauts en couleur font leur apparition au cœur des intrigues : le banquier, le financier, l'usurier, le notaire, le spéculateur, l'affairiste. Les familles enrichies ou ruinées, les drames liés à l'héritage ou à la manipulation perverse, les capitaines d'industrie et les revers de fortune sont des composants romanesques passionnants. Bref, l'argent est là, et il s'impose comme un véritable personnage.

PAR

FRANK LANOT



DR

Agrégé de lettres modernes, Frank Lanot enseigne en classes préparatoires à Caen. Son dernier ouvrage : *Éloge du temps perdu* (éd. Bouquins, 2023).

LE PHILOSOPHE ET L'ARGENT

GEORG SIMMEL, *PHILOSOPHIE DE L'ARGENT*

ÉD. PUF, COLLECTION QUADRIGE [1900]



Georg Simmel est un penseur singulier, qu'on redécouvre, qu'on réédite, et dont on mesure l'originalité. Né en 1858, mort en 1918, c'est un contemporain de Marx, de Nietzsche et de Freud : ce philosophe allemand, à la renommée plus discrète que celle de ces trois grandes figures, est l'un des premiers à faire de l'argent l'objet de sa réflexion philosophique : son essai *Philosophie de l'argent*, publié en 1900, relève à la fois de l'économie, de la psychologie, de la sociologie et de l'histoire des idées. Qui suis-je, que suis-je, lorsque j'ai de l'argent ? Simmel s'intéresse à la notion de valeur, mais dans une optique différente de celle de Marx, en s'attachant aux rapports entre les individus ainsi qu'aux comportements des personnes en société.

Simmel insiste sur la révolution qu'a fait naître l'argent, et singulièrement dans notre manière d'être au monde. Il forge par exemple le mot *superadditum* pour nommer cette sensation curieuse qui fait qu'on *se sent riche* quand on possède de l'argent, qu'un pouvoir nouveau nous échoit, qu'une puissance et une force particulières se font jour et se lisent dans le regard des autres. Comment cela se manifeste-t-il ? Par quels signes ? Simmel veut mettre en lumière le fait que nous construisons, dans une société donnée, des valeurs, que nous produisons mais que nous ne décodons pas forcément. Simmel a perçu que l'argent était un objet d'étude tout indiqué pour analyser nos valeurs : en effet, les liens sociaux, les échanges, les relations, les rapports sont (en 1900) liés à l'argent. Étudier l'argent, c'est saisir la façon dont s'expriment nos valeurs (idéologiques, sociales, culturelles) et ainsi, comprendre qu'elles sont marquées par une autre valeur, nouvelle et très agissante, l'argent, lequel devient de plus en plus abstrait. Simmel montre que celui-ci a acquis une dimension particulière, d'ordre symbolique.

Il ne manque pas de mettre en garde contre ses effets délétères : « Quand pour un individu, l'argent prend un caractère de fin ultime qui dépasse le niveau d'intensité conforme à la culture économique exprimée dans son milieu, alors surgissent les phénomènes de cupidité et d'avarice. » Et l'injonction finale est claire : il n'est rien de pire que faire de l'argent « le nouveau dieu terrestre ici-bas ».

UN HOMME D'HONNEUR

HEINRICH VON KLEIST, *MICHAEL KOHLHAAS*

ÉD. GARNIER FLAMMARION [1810]

On peut se demander pourquoi faire figurer, dans un ensemble de livres portant sur l'argent, le roman de Kleist, publié en 1810, *Michael Kohlhaas*. Tout simplement parce que le héros de cette courte et sombre histoire, Michael Kohlhaas, ne croit pas en l'argent. Kohlhaas, qui fait commerce de chevaux dans l'Allemagne

du XVI[e] siècle, se voit, un soir, contraint de laisser ses animaux en gage pour obtenir un laissez-passer. Quand il revient peu après récupérer ses bêtes, elles sont en piteux état. Il se plaint, demande justice, on le rabroue. Qu'aurait dû faire un marchand ? Plaider, demander réparation, entrer dans le cycle convenu des codes conformes. Pas lui. À l'injustice mesquine et méprisante, il répond par la fureur déchaînée. Kleist peint avec un talent rare la spirale de destruction dans laquelle s'engage son héros, devenu héraut populaire des droits du peuple. Kolhaas refuse l'argent, il veut la justice et retrouver son honneur. Denis Salas, éminent juriste, résume très bien l'enjeu du roman ainsi que les choix de son protagoniste : « À un pouvoir dévoyé, il tend le miroir de sa corruption. À un État qui foule aux pieds ses droits, il oppose le droit naturel à la révolte. Il ébranle par sa demande de réparation symbolique le pouvoir d'une noblesse qui n'entend pas céder sur ses privilèges. »



Au lecteur de découvrir la chute – attendue, certes – de cette tragédie : Kohlhaas ira jusqu'au bout de son combat, sans composer, sans négocier, devenant ainsi une figure exemplaire, universelle.

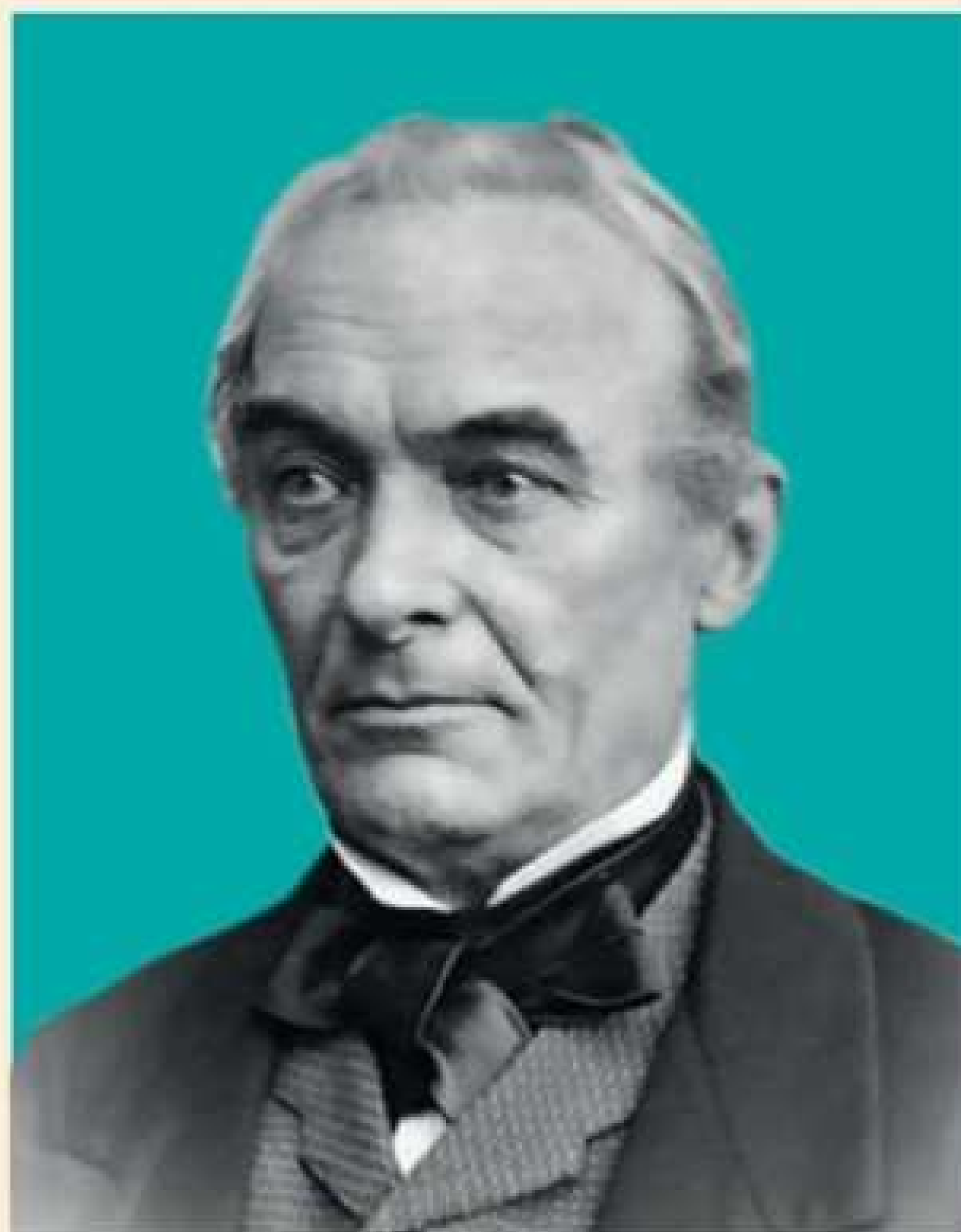
LE MARCHÉ DES NOIRS

PROSPER MÉRIMÉE, *TAMANGO*

ÉD. LAROUSE, COLLECTION PETITS CLASSIQUES [1829]

FP
N°15
HIVER
2023

C'est à Mérimée (que son public n'attendait pas sur ce chapitre-là), que nous devons un des textes les plus étonnants sur l'esclavage et sa monstruosité. L'auteur de *Carmen* publie en 1829 une nouvelle puissante intitulée *Tamango*, qui met en scène un duo emblématique, le vendeur d'esclaves africain et l'acheteur occidental. Tamango, un chef de tribu en Guinée, vend au capitaine Ledoux une cargaison d'esclaves : ivre, Tamango livre, par-dessus le marché, sa femme à Ledoux et, une fois dégrisé, part la reconquérir. Les rôles s'inversent : Tamango s'empare du bateau des hommes blancs et les réduit en esclavage avant de les tuer.



Je laisse au lecteur la révélation de cette aventure cruelle et bien peu morale. Certaines pages, lues deux siècles après la publication du livre, montrent les préjugés et les clichés qui sont ceux de l'époque, faisant de cette œuvre un reflet des mentalités du temps. L'intérêt de *Tamango* réside dans ce qu'on nommerait, *stricto sensu*, la force de la vente : les marchands sont les acteurs et les jouets de la tragédie que nous lisons, et les termes de l'échange sont liés à la puissance, à la violence et à la domination. Mérimée, sans asséner de thèse, donne à voir ce que le poison de l'esclavage a engendré parmi les hommes. Malheur au monde où les hommes sont à vendre, et où se confondent le marchand et la marchandise.

VALLÈS OU LE RÉVOLTÉ FACE À L'ARGENT

JULES VALLÈS, *L'ARGENT*
ÉD. PALEO, COLLECTION DE SABLE [1857]

Avant de devenir le grand écrivain que l'on sait avec sa trilogie romanesque *L'Enfant, le Bachelier et l'Insurgé*, publiée entre 1879 et 1886, Jules Vallès a connu les années difficiles du jeune auteur provincial et intransigeant cherchant à se faire publier. Après avoir tâté de l'internement en asile psychiatrique et de la prison, Vallès se vit comme un écorché radical, en compte ouvert avec une société qui ne le reconnaît pas. Rien ne le destinait, à l'évidence, à écrire sur l'argent, et surtout à produire un texte dédié au banquier Jules Mirès traitant des questions de la Bourse. Esprit paradoxal s'il en est, Vallès, se définissant comme « démocrate et socialiste », n'est pas *a priori* l'ami des financiers et des spéculateurs. Certes, mais rien ne lui est plus insupportable que les benêts incultes qui font profession de haïr et de vomir l'argent, sans rien comprendre aux mécanismes profonds de la vie économique et financière. C'est contre eux que le jeune rebelle écrit son pamphlet *L'Argent*, qu'il publie en 1857. Le texte a peu de succès, cependant on loue le talent du polémiste et la force de sa plume.



Ce court essai a été réédité en 2009, avec une préface suggestive de François Marotin. On y découvre un Vallès très savant, qui a lu de près des textes sur le monde de la Bourse et qui s'est formé avec les chroniques qu'il donne au *Figaro*. Vallès ne signe pas directement son ouvrage, préférant ces mots : « Par un homme de Lettres devenu homme de Bourse. » Que veut-il montrer ? Tout d'abord, que nous sommes entrés dans l'univers de l'argent et que l'ignorer serait aussi vain que stupide. Ensuite que l'argent, pour citer la phrase qui clôt son livre, « pèse plus que le fer dans la balance de l'avenir ». Le constater n'est pas s'en réjouir ni le déplorer candidement. Vallès voit dans le processus révolutionnaire un moyen d'enrichir ceux qui n'ont rien, et notre pamphlétaire de brocarder ces bourgeois de gauche de l'époque qui, ignorant tout de la vraie pauvreté (lui l'a connue) font à bon compte la morale aux démunis. Comme Proudhon et Marx, il affirme la nécessité d'étudier le fonctionnement de l'argent dans la société devenue bourgeoise. L'intérêt du livre, enfin, réside dans la polyphonie qui le parcourt : il y a du ressentiment dans l'encre du polémiste, lequel encense le banquier pour se venger de ses faux amis qui ne l'ont pas accueilli. Mais en ne signant pas de son nom, Vallès laisse ouverte la place à l'ironie : cet éloge de la Bourse peut se lire, comme les textes des moralistes, en creux. Oui, l'argent règne et s'impatronise, et « la Bourse est l'hôtel de ville de la république nouvelle » : cette implacable révélation n'est-elle pas, quand elle est destinée aux laborieux et aux prolétaires, le plus sûr levier pour changer le monde ? En édifiant les masses populaires, en les instruisant des rouages qui les broient, Vallès fait œuvre de penseur révolutionnaire. Ni grand soir lyrique ni petit matin angélique, mais un travail patient de démolition des mécanismes à l'œuvre, afin qu'ils soient combattus avec succès. Livre caméléon, livre duplice ? Henri Guillemin y a vu le texte d'un « courtisan ». Dans l'intention, peut-être, mais dans l'effet, assurément pas.

LE GRAND ESCALIER DU BON MARCHÉ



PORTRAITS À LA BOURSE, EDGAR DEGAS (1878-1879)



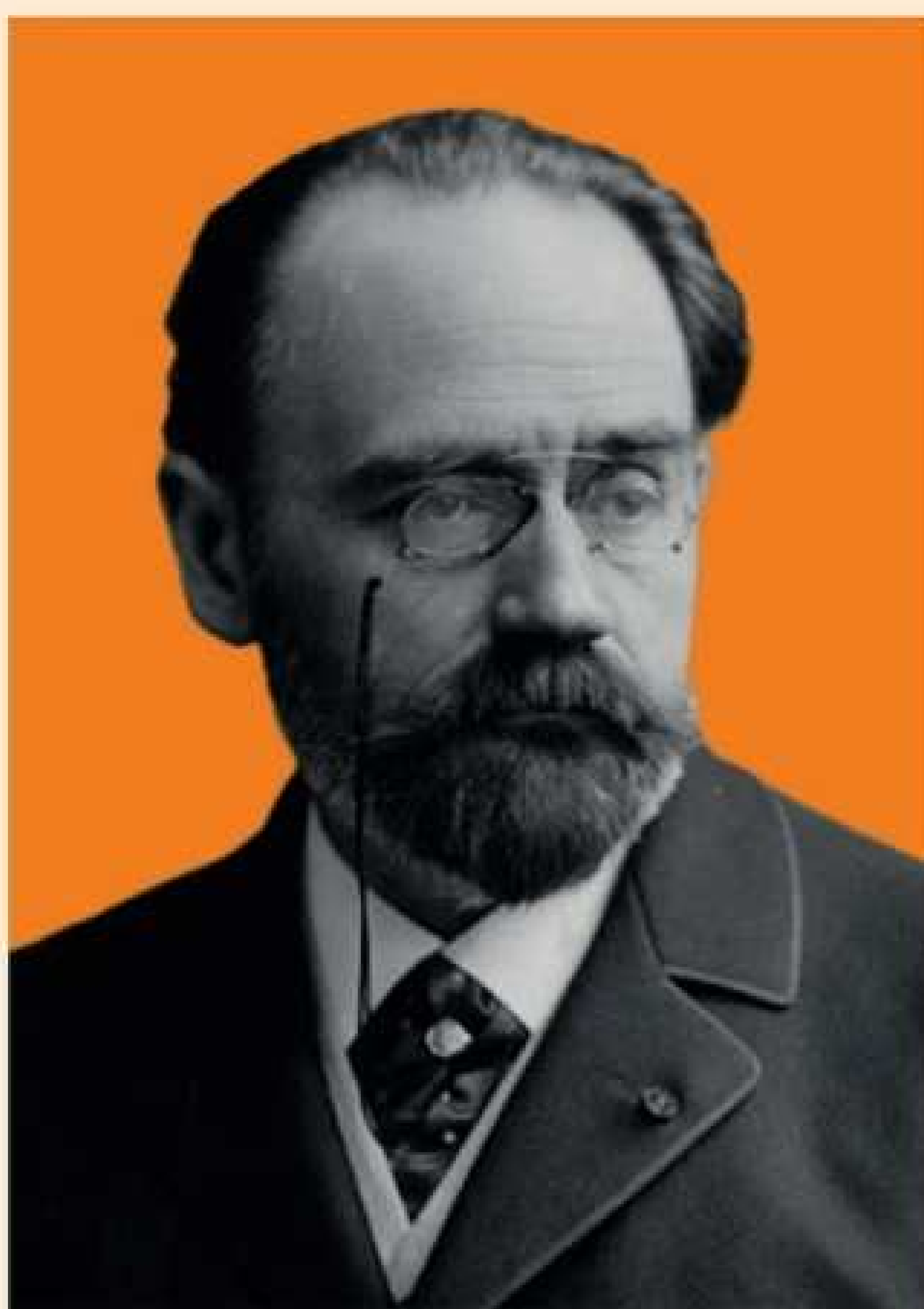
LES HALLES, LÉON AUGUSTIN LHERMITTE (1895)

UN PROCUREUR NOMMÉ ZOLA

ÉMILE ZOLA, *AU BONHEUR DES DAMES* ET *L'ARGENT*

ÉD. LE LIVRE DE POCHE [1883 ET 1891]

Si Balzac est le témoin capital de la France post-impériale, celle qui naît, avec Louis-Philippe (justement surnommé « le roi bourgeois ») est une ère nouvelle où le capitalisme entreprend de dicter sa loi. Zola, lui, se fera le scribe méticuleux et exalté de la seconde partie du siècle qui, avec Napoléon III, consacre le triomphe des affaires. Rappelons-nous les titres de l'ensemble de la fresque romanesque des Rougon-Macquart pour mesurer combien Zola nous invite au cœur du règne de la quantité. « Je n'attaque ni ne défends l'argent, je le montre comme une force nécessaire jusqu'à ce jour, comme une force de civilisation et de progrès », affirme l'écrivain. Une de ses œuvres parmi les plus célèbres (et à juste titre) est *Au bonheur des dames*. Avec une lucidité impressionnante, Zola perçoit que le grand magasin emblématise un âge nouveau : consommer, acquérir, accumuler. Ce qui signifie la présence de l'avoir et du paraître, conjuguant pour la classe moyenne promesse de bonheur et menace d'un leurre. On a tort de déplorer le prétendu caractère simpliste, voire documentaire, de cette histoire, car Zola montre comment fonctionne, à tous les étages, la « grande machinerie capitaliste ». L'argent, sous la plume de l'écrivain naturaliste, permet de penser la fracture sociale entre ceux qui ont et qui sont, et ceux qui n'ont et ne sont rien. Dans *Le Ventre de Paris,* son grand roman sur les Halles, il oppose symptomatiquement les Gras et les Maigres, ceux qui s'empiffrent et ceux qui crèvent de faim. La métaphore du ventre dit bien cette lutte des classes, impitoyable, et le romancier traduit avec des images et des scènes fortes ce que, *mutatis mutandis*, le penseur politique, Marx, théorise à la même époque. Avec *La Curée* (1871), c'est le monde des affairistes de l'immobilier que peint Zola, à partir du destin d'un arriviste sans âme, Saccard, qui, comme l'indique son nom, est prêt à mettre à sac le Paris d'hier pour s'enrichir avec les grands travaux haussmanniens. Ce roman d'une fripouille est un remarquable tableau de l'époque : l'avidité de Saccard, son appétit d'or et de chair, est à l'unisson de la rapacité des acteurs de ce temps où l'intérêt a pris le pas sur la vertu. Le titre prend tout son sens : la folie et la honte de la France impériale font penser au moment de la curée où les chiens de meute, après la chasse, se jettent sur la bête morte et lui dévorent les entrailles.



Il convient d'insister sur un autre roman de Zola, moins connu, qui paraît en 1891 et est intitulé sobrement *L'Argent*. Zola ne cherche pas de métaphore pour son titre : le mot, avec sa majuscule, est à la fois le thème, le ressort et le personnage du livre. Une phrase, au chapitre VII, peut résumer le projet de Zola : « L'argent, l'argent-roi, l'argent Dieu, au-dessus du sang, au-dessus des larmes, adoré plus haut que les vains scrupules humains, dans l'infini de sa puissance. » On retrouve dans ce livre Saccard qui, cette fois, est lancé dans le monde de la Bourse et de la spéculation. Avec lui, un personnage fascinant (inspiré des Rothschild), Gundermann, et c'est leur affrontement qui constitue un des axes dramatiques du récit. Les mêmes thématiques de la nourriture, du sexe et de l'argent sont à nouveau mises en

avant, avec des scènes crues qui ont choqué les âmes prudes de l'époque. L'intrigue se complique avec l'aventure coloniale de Saccard : cet entrepreneur invétéré, poussé par des personnages humanistes et généreux, investit dans la noble cause de la mise en valeur du Levant (selon les critères de la fin du XIX[e]). Profit ou générosité ? Zola, fuyant le manichéisme étroit, est un procureur avisé qui veut montrer l'ambivalence de l'argent, sa « force irrésistible », celle d'un « levier qui soulève le monde ». Oui, l'argent peut aider, secourir, fortifier, faire grandir : observons que le dernier mot de cette ténébreuse affaire est le mot « vie », prononcé par Madame Caroline, un des rares personnages lumineux du roman.
Empreint de cynisme et de pessimisme, ce livre est, comme l'écrit François-Marie Mourad, « un livre miroir, un livre exorcisme où Zola s'interroge sur les sources instables de la valeur, le travail, l'argent, l'imaginaire ».

PÉGUY : L'ARGENT, INVISIBLE ET PRÉSENT

CHARLES PÉGUY, *L'ARGENT*
ÉD. ALLIA [1913]

En 1913, Charles Péguy publie un essai intitulé *L'Argent*. Le titre ne saurait étonner chez ce chrétien socialiste qui dénonce, au long de ses *Cahiers*, la passion de posséder et de s'enrichir. Or le texte surprit et désarçonna une partie de ses lecteurs : il n'y est pratiquement pas question d'argent, à l'exception de références et d'allusions.



Le propos de Péguy est très subtil et se dessine au cours de la lecture : l'auteur ne nomme pas l'argent parce que, précisément, celui-ci agit comme une puissance qui procède de manière souterraine, qui irrigue à bas bruit tous les éléments de notre société. L'argent, invisible et présent, règne d'autant mieux qu'il se cache. Plus que les faits, Péguy veut montrer l'effet, et c'est le lecteur qui saura faire, de manière active, le procès d'un monde livré à l'argent. Voilà le constat qui révolte : « La population est coupée en deux classes si parfaitement séparées que jamais on avait vu tant d'argent rouler pour le plaisir, et l'argent se refuser à ce point au travail. Et tant d'argent rouler pour le luxe et l'argent se refuser à ce point à la pauvreté. » Péguy se met en devoir de dénoncer le monde soumis au règne de la marchandise et déplorer la disparition d'un monde finissant, que Giono nommera un peu plus tard celui des « vraies richesses ». Péguy glorifie l'être contre l'avoir, le spirituel contre le matériel, les valeurs de la connaissance et de la vertu contre les valeurs monétaires, boursières, financières, qui tiennent le haut du pavé. Ce chantre des « hussards noirs de la République » met l'accent – et son livre nous touche aujourd'hui – sur la qualité d'une école qui veut à la fois instruire les enfants et former leur jugement. La charge du polémiste va s'élargissant et Péguy peut affirmer : le « ton d'aujourd'hui est le ton bourgeois. Et aujourd'hui tout le monde est bourgeois ». De manière délibérée, son livre sur l'argent veut régler des comptes. Passéisme ? Qui ferait grief au nostalgique de regretter ce que le passé avait de fécond, afin de combattre les horreurs économiques et morales que nous offre le présent ?

FP
N°15
HIVER
2023

AVATARS DE L'AVARICE

MOLIÈRE, *L'AVARE*
ÉD. LE LIVRE DE POCHE [1668]

HONORÉ DE BALZAC, *LA COMÉDIE HUMAINE*
ÉD. LE LIVRE DE POCHE [RÉÉDITION 1842-1848]

Au pays merveilleux de l'argent-roi, il est une figure qui constitue une inépuisable source d'inspiration pour les écrivains : le passionné d'argent. Cupide, avide, sordide, ce rapace est souvent incarné par l'avare, soit tous les personnages qui relèvent du péché capital de l'avarice. Pourquoi en faire un péché capital ? Parce que l'avare est celui qui place l'agent au-dessus de Dieu, voire qui fait de l'argent son idole. Souvenons-nous d'une figure clé de la Bible, celle du Veau d'or.

L'avare, au sens large, est détestable parce que sa cupidité brise les liens entre le créateur et sa créature, et entre les hommes eux-mêmes. Molière s'empare du type de l'avare et écrit une comédie féroce, qui est en fait la tragédie d'un homme ridicule et pitoyable. Que reproche Molière à Harpagon ? D'être celui qui fait tout tourner autour de son ego et qui, dans sa passion aussi dévorante que dévoratrice, détruit les relations entre les êtres. L'argent doit circuler, irriguer la société comme un sang fécond et bienfaisant, mais Harpagon, rivé à sa cassette, interdit toute forme d'avenir : nul commerce, nul échange, nul partage. Harpagon est dangereux, et la fin de la pièce le montre enfermé dans sa folie, livré à son propre chaos, quand le reste de la maisonnée retrouve l'air pur, qui circule entre les individus comme l'argent dans la société.



Balzac dépasse l'intention moraliste de Molière pour mettre ses passionnés de l'argent au cœur du « siècle bourgeois » dont il entend être « le secrétaire ». Le banquier Nucingen, l'usurier Gobseck et le négociant Grandet font partie des figures marquantes de sa *Comédie humaine* parce qu'ils sont à la fois des *individus* et des *types* en tant qu'ils renvoient à une singularité et à une universalité. Nucingen, baron et banquier, est dans *l'hybris* : personnage de l'excès, il fait de l'argent la mesure de la démesure.

Gobseck est devenu, grâce au génie de Balzac, le type de l'usurier, dont le nom grotesque appelle la condamnation : le romancier montre avec force que l'usurier est celui qui use des autres, qui les use, et qui ne grossit que de cette saisie perpétuelle. Mais qui se dessèche, se racornit, cœur sec et âme vide. Sa fin est pathétique autant que pitoyable, seul, immensément riche dans le plus complet dénuement.

Grandet est une des plus puissantes figures de la fresque balzacienne : s'il n'est pas le personnage éponyme du roman *Eugénie Grandet*, c'est parce que Balzac veut montrer ce que l'avarice fait aux hommes. Grandet est grand d'avoir su faire fortune, aventurier forçant le destin, jouant des coups et des coudes pour parvenir. Il compte, il gère, il calcule tout, il domine. Eugénie est sa victime, la fille d'un monstre que sa passion possède mais, subtilité du romancier, cette proie se révèle être la fille-de-son-père, fascinée autant que façonnée par lui. Si le père n'agissait que par intérêt, la fille, elle, agit dans l'idéal, dans l'amour. Alchimie parfaite, qui a transformé l'argent du père en or moral de la fille. ◆

À lire : Sébastien Lapaque, *Avarice*, éd. Librio, 2000.
Une très agréable anthologie, qui invite à la relecture des œuvres et à méditer sur ce surprenant péché capital.

LA REVUE DE MICHEL ONFRAY

FRONT POPULAIRE

« SOYEZ RÉSOLUS À NE PLUS SERVIR ET VOUS VOILÀ LIBRES ! » LA BOÉTIE

FRONTPOPULAIRE Une revue créée par Michel Onfray et Stéphane Simon. **www.frontpopulaire.fr**

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
Stéphane Simon

CODIRECTEUR DE LA PUBLICATION
Michel Onfray

ÉDITEUR
Stéphane Germain

ÉDITION DÉLÉGUÉE, ET FABRICATION
Delicity

RÉDACTEUR EN CHEF
Maxime Le Nagard

DIRECTRICE ARTISTIQUE
Constance Gournay

PHOTOGRAPHE, ILLUSTRATEUR
Bernard Martinez
(sauf mentions contraires)

DESSINATEUR
Michel Iturria

DIRECTRICE DE LA COMMUNICATION
Dorothée Schwartz

VENTE AU NUMÉRO
(réservé aux marchands de journaux)
Stand Up Presse :
contact@standup-presse.fr

GESTION DES ABONNEMENTS
Pour nous contacter :
• mail : abo@frontpopulaire.fr
• tél. : 02 78 88 00 35
• courrier : *Front populaire*
15 rue Jacquard, 27000 Evreux

IMPRIMEUR
Aubin Imprimeur
CS 70005 - 86240 Ligugé, France

DIFFUSION PRESSE
Messageries lyonnaises de presse

ROUTAGE
Pubadresse Routage

DIFFUSION LIBRAIRIES
Interforum

INFORMATIONS LÉGALES
Front Populaire est édité par les Éditions du Plénitre SAS au capital social de 1 000 euros
RCS : Nanterre 882 677 016
SIRET : 88267701600017
24, rue Anatole-France
92300 Levallois-Perret

Dépôt légal à parution
ISSN : 2729-0972

Commission paritaire
CPPAP : 0528 D 94290

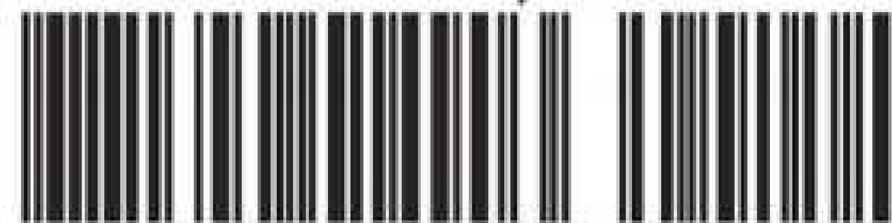
LA REVUE DE MICHEL ONFRAY

FRONT POPULAIRE

« SOYEZ RÉSOLUS À NE PLUS SERVIR ET VOUS VOILÀ LIBRES ! » LA BOÉTIE

LA REVUE DES SOUVERAINISTES
DE DROITE, DE GAUCHE,
D'AILLEURS ET DE NULLE PART

L 13405 - 15 - F: 14,90 € - RD



DOM : 15.90 € - BEL : 15.9 € - CH : 24 FS
ITA : 15.9 € - TOM : 1850 XPF - MA : 165 DH